Les Temps Modernes

10e année REVUE MENSUELLE n° 104 /8

Directeur : JEAN-PAUL SARTRE

Juillet 1954



Rédaction, administration : 30, rue de l'Université, Paris

Les Temps Modernes

revue mensuelle
paraît le premier du mois sur 192 pages

Directeur :
JEAN-PAUL SARTRE

Comité de Rédaction :
JEAN CAU - CLAUDE LANZMANN - MARCEL PÉJU
Secrétaire général MARCEL PÉJU

O

La Revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.

La Revue n'accepte les manuscrits ni des condamnés à mort pour fait de collaboration ni des indignes nationaux.

La rédaction reçoit le mercredi après-midi sur rendez-vous.

O

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

30, rue de l'Université, Paris-7e - Tél. BABylone 17-90

O

PRIX DE VENTE AU NUMÉRO

France : 200 fr.

O

TARIF D'ABONNEMENT

	SIX MOIS	UN AN
France et Union Française	1.100 fr.	2.100 fr.
Étranger	1.300 fr.	2.500 fr.

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire, mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 20 fr.

Les Temps Modernes

LES RAISINS ET LE VENT

Moi, Américain des terres pauvres,
des plateaux de métal,
où la violence de l'homme contre l'homme
s'ajoute à celle de la terre contre l'homme.
Moi, Américain errant,
orphelin des fleuves et des
volcans qui m'ont donné le jour,
à vous, simples Européens
des rues tortueuses,
humbles propriétaires de la paix et de l'huile
sages tranquilles comme la fumée,
je vous dis : ici je suis venu
apprendre de vous
des uns et des autres, de tous.
A quoi me servirait
la terre et pourquoi
la mer et les chemins ont-ils été faits
sinon pour que j'aille, que je voie
et que j'apprenne un peu de tous les êtres.
Ne me fermez pas la porte
(comme les portes noires, maculées de sang
de mon Espagne maternelle).
Ne me montrez pas la faux ennemie
ni l'escadron blindé
ni les antiques potences pour le nouvel athénien,

dans les larges chemins revêtus
de la splendeur des raisins.
Je ne veux pas voir un jeune soldat mort
aux yeux mangés.
Montrez-moi d'une patrie à l'autre
le fil infini de la vie
en train de coudre l'habit du printemps.
Montrez-moi une machine pure
bleue d'acier sous l'huile épaisse
prête à s'avancer dans les champs de blé.
Montrez-moi le visage plein de racines
de Léonard, puisque ce visage
est votre géographie,
et sur le sommet des monts
si souvent décrits et peints
vos drapeaux mêlés
dans le vent électrisé.

Amenez l'eau de la Volga féconde
Jusqu'à l'eau de l'Arno doré.
Apportez les blanches semences
de la Pologne ressuscitée,
et portez jusqu'au Nord de la neige
le doux feu rouge
de vos vignes !
Moi, Américain, fils
des plus immenses solitudes de l'homme
de vous je suis venu apprendre la vie
et non la mort, et non la mort !
Je n'ai pas traversé l'Océan
ni les mortelles cordillères
ni la puanteur sauvage
des prisons paraguayennes
pour venir voir

près des myrtes que je connaissais seulement
à travers les livres aimés
vos orbites sans yeux et votre sang séché
sur les chemins.

Vers l'antique miel et vers la nouvelle
splendeur de la vie je suis venu.
Moi vers votre paix, vos portes,
vos lampes allumées
moi c'est à vos noces que je suis venu.
Dans vos usines éblouissantes
je viens travailler un moment
et manger parmi les ouvriers.
Dans vos maisons j'entre et je sors.
A Venise, en Hongrie la belle
à Copenhague vous me verrez,
à Leningrad, conversant
avec le jeune Pouchkine, à Prague
avec Fucik, avec tous les morts
et tous les vivants, avec tous
les verts métaux du Nord
et les œillets de Salerne.
Je suis le témoin qui vient
visiter votre demeure.
Offrez-moi la paix et le vin.

Demain, de bonne heure, je m'en vais.

Partout m'attend
le printemps.



II

Espagne, Espagne, cœur violet,
de ma poitrine arrachée, tu me manques
non pas comme le soleil à la ceinture
mais comme le sel dans la gorge
comme le pain entre les dents, comme la haine
dans la ruche noire, comme le jour
dans les sursauts de l'aurore,
mais ce n'est pas cela encore, comme le tissu
de mes viscères, paupière profonde
qui nous regarde et qui ne cède,
sol minéral, rose osseuse
ouverte en ma raison comme un château.

Qui puis-je appeler sinon ta bouche?

Ai-je d'autres lèvres qui me représentent?

Es-tu abandonnée ou suis-je muet?

Que veut dire ta sphère muette?

Où vais-je sans ta voix, sable de ma vie?

Que suis-je sans ton fanal crucifié?

Où suis-je sans l'eau de ton rocher?

Qui es-tu si tu ne m'as pas donné du sang?

O souffrance! Reprends-moi, reçois-moi
avant que mon nom et mes épis
ne disparaissent au printemps.
A tes solitudes de colère

mon destin est enchaîné, au poids
de ta victoire. Vers toi je suis conduit.

Espagne, tu es plus grave qu'une date
qu'une divination, qu'une tempête,
et n'importe la tour impitoyable
de ta voix perdue mais la dure
résistance, la pierre qui soutient.

Mais pourquoi, si je suis ton sable,
eau de tes eaux, sang de tes blessures,
pourquoi me refuses-tu la bouche qui m'appelle,
ta voix, la construction de mon existence?
Je demande à ce qui en ton être est ma substance
à ta déchirure de couteaux,
que s'ouvrent aujourd'hui, au-dessus du malheur,
les illuminations de ton visage,
et que tu te lèves, crevant le ciel,
détruisant les ténèbres et les signes
jusqu'à surgir, farine et aube,
lune allumée au-dessus des charniers.

Tu tueras. Tue, Espagne, sainte vierge,
lève-toi et dans ton poing la tendresse
comme une rose aveugle défaite
au-dessus des pierreries infernales.

Viens à moi, rends-moi la tour
qu'on m'a volée, rends-moi la langue
et le peuple qui m'attendent, étonne-moi
par l'unité finale de ta beauté.
Lève-toi dans ton sang et ton feu :
le sang que tu as donné, le premier,
et le feu, nid de ta lumière sacrée.

III

O Chili, long pétale
de mer et de vin et de neige
oh quand
oh quand et quand
oh quand
je te rencontrerai
tu enrouleras ta ceinture
d'écume blanche et noire autour de ma ceinture,
je déchaînerai ma poésie
sur ton territoire.

Il y a des hommes
moitié poisson, moitié vent
il y a d'autres hommes faits avec de l'eau.
Moi, je suis fait de terre.
Je vais par le monde
chaque fois plus joyeux :
chaque ville me donne une nouvelle vie.
Le monde est en train de naître.
Mais s'il pleut à Lota
sur moi tombe la pluie,
si à Longuimay la neige
glisse des feuilles
glisse la neige jusque là où je suis.
En moi pousse le blé sombre de Cautin.
J'ai un araucaria à Villarica,
j'ai du sable dans le Grand Nord,
j'ai une rose rouge dans la province,
et le vent qui courbe
la dernière vague de Valparaiso

frappe ma poitrine
avec un bruit affaibli
comme si là mon cœur avait
une fenêtre brisée.

. . . .

Octobre, ô printemps,
rends-moi à mon peuple.
Que ferai-je sans voir mille hommes
mille filles,
que ferai-je si je ne porte pas sur mes épaules
une partie de l'espérance?
Que ferai-je si je ne vais pas avec le drapeau
qui de main en main au long
de notre longue lutte
est arrivé entre mes mains?
Oh, Patrie, Patrie,
oh Patrie, quand,
oh quand et quand
quand
te rencontrerai-je?

. . . .

Oh Patrie sans haillons,
oh mon printemps,
oh quand
oh quand et quand
je me réveillerai entre tes bras
humide de mer et de rosée.
Oh quand je serai près
de toi, je te prendrai par la taille,
personne ne pourra te toucher.



IV

Entre la cordillère
et la mer du Chili
j'écris.

La cordillère blanche.
La mer couleur de fer.

Je suis revenu de mes voyages
avec les nouvelles grappes.

Et le vent.

Le vent secouait
la terre, les racines.

J'ai voyagé avec le vent.

Aujourd'hui entre la mer et la neige
et la terre mienne
je dispose les dons
que j'ai recueillis de par le monde.

J'ai établi mon amour
comme un buisson ardent
sur le printemps
de ma patrie.

Je suis revenu en chantant.

Là où je suis allé, la vie
créatrice

m'a rempli de germes
et de fruits.
Je suis revenu vêtu
de raisins et de céréales.
J'ai apporté la semence
d'écoles transparentes
le feuillage acéré
des fraîches usines
le battement
de la ténacité et le mouvement
étendu qui se peuple de parfum.

En un lieu quelconque
j'ai vu le jour diminué
et plus loin s'étendre
les royaumes des épis.

J'ai vu dans des pays la guerre
comme des dents
brisées
et j'ai vu la paix ronde
sur d'autres terres
croître comme une coupe,
comme le fils dans la mère.

Moi j'ai vu.

Là où je suis allé, même
au milieu des épines
qui voulurent me blesser,
je découvris qu'une colombe
allait cousant
de son vol

mon cœur avec d'autres
cœurs.

Moi j'ai dormi sous tous
les drapeaux
réunis
comme sous les branches
d'une seule forêt verte
et les étoiles étaient
mes étoiles.

De mes sanglantes
luttes, de mes douleurs
je ne conserve rien
qui ne puisse vous servir.

Aussi, comme la terre,
j'appartiens à tous.
Il n'y a pas une seule goutte
de haine dans ma poitrine. Ouvertes
vont mes mains
répandant les raisins
dans le vent.

Je suis revenu de mes voyages.
J'ai navigué construisant
la joie.
Que l'amour nous défende.

Que la rose déploie
ses nouveaux atours. Que la terre
soit toujours fleurie
florissante.

Entre les cordillères
et les vagues neigeuses
du Chili,
né de nouveau dans le sang
de mon peuple
pour vous tous
pour vous je chante.

Que soit réparti
tout le chant sur la terre.

Que montent les grappes.
Que partout les porte le vent.

Ainsi soit-il [1].

Pablo NERUDA.

(Traduit de l'espagnol
par Jean Cau.)

1. Extrait de *Las Uvas y el Viento*, Santiago du Chili, 1954.

Jorge Amado.

CACAO (I)

J'ai voulu conter dans ce livre, avec un minimum de littérature et un maximum d'honnêteté, la vie des travailleurs dans les plantations de cacao du sud de l'Etat de Bahia.
Sera-t-il sorti de là un roman prolétaire ?

J.A. (Rio, 1933.)

DOMAINE « FRATERNITE »

Les nuages emplirent le ciel jusqu'au moment où se mit à tomber une pluie épaisse. Pas même un petit coin de bleu. Le vent secouait les arbres, et les hommes à moitié nus frissonnaient. Des gouttes d'eau tombaient des feuilles en roulant et coulaient sur les hommes. Seuls les ânes semblaient ne pas sentir la pluie. Ils mâchaient l'herbe qui poussait devant le magasin. Malgré l'orage, les hommes continuaient à travailler. Colodino demanda :

— Combien d'arrobes t'as descendu ?

— Vingt mille.

Antonio Barriguinha, le muletier, s'empara du dernier sac :

— Cette année, « il » fait quatre-vingt mille de récolte...

— Quelque chose, comme cacao.

— Du fric en pagaïe...

Ils détachèrent les ânes, et Barriguinha les piqua :

— En route, mauvaise troupe...

Les animaux se mirent en marche sans enthousiasme. Antonio Barriguinha les cravachait :

— Foutu bourricot... Allez, marche, bon Dieu...

A l'avant, Mineira, la « marraine » du troupeau, agitait ses grelots. La pluie tombait, en une grosse averse. Chez le Colonel, les fenêtres étaient fermées. Honorio, qui venait de la plantation, plaisanta avec Barriguinha :

— Eh ! femme de muletier !

— Ça va, poule d'élagueur ?

— Et ta mère ?

— La tienne est toute molle...

La troupe, chargée de sacs de cacao, disparaissait au tournant de la route. Derrière, Antonio Barriguinha, grand et fort, la peau foncée, fouettait les ânes avec une longue cravache.

Honorio monta la côte et salua Colodino :

— Salut.

— Fichue journée. La pluie qu'arrête pas.

Et, tout d'un coup, changeant de sujet :

— On a déjà descendu vingt mille arrobes, Honorio.

— Mané-la-Peste est content, alors.

— Tu parles...

Honorio s'assit sur la pierre près de Colodino, accoté au magasin dont les portes restaient fermées. En face, entourée d'un jardin embelli par des jasmins et des rosiers, la maison d'habitation de la propriété, avec des fenêtres bleues et une terrasse verte. En haut, un cartouche, par un peintre à bon marché : « DOMAINE FRATERNITE » du Colonel Manuel Misrael de Sousa Teles.

Honorio rit d'un rire clair de ses dents blanches, magnifiques, qui contrastaient avec son visage noir et ses lèvres épaisses.

— Mané-la-Peste.

— Mané-Salaud-Fauche-Tout.

Honorio cracha :

— Merde-Remuée-Sans-Sauce.

Ils regardèrent. Comme elle était grande, la maison du Colonel... Et si peu de monde pour y habiter. Le colonel, sa femme, la fille et le fils, étudiant, qui venait aux vacances, élégant, crétin, traitant les ouvriers comme des esclaves. Et ils regardèrent leurs maisons à eux, les maisons où ils dormaient. Elles s'étendaient le long de la route. Une vingtaine de maisons de pisé, couvertes de paille, inondées par la pluie.

— Quelle différence...

— C'est le Bon Dieu qui fait le destin.

— Quel Bon Dieu ?... Le Bon Dieu aussi est pour les riches...

— C'est bien vrai.

— Je voudrais bien voir le Mané-la-Peste dormir là.

— Ça serait marrant.

Colodino alluma une cigarette. Honorio prit sa faucille à tailler les cacaoyers et annonça :

— Le champ, là, derrière la rivière, est comme ça de cacao. Une de ces récoltes...

— Cette année il en fait dans les quatre-vingt mille.

Nous recevions trois mille cinq cents *reis* [1] par jour et paraissions heureux. Nous riions et plaisantions. Pourtant, aucun d'entre nous n'arrivait à conserver le moindre centime. L'économat absorbait tout notre solde. La plupart des ouvriers étaient débiteurs du Colonel et se trouvaient enchaînés à la propriété. Et puis, qui comprenait quelque chose aux comptes de João Vermelho, le dépensier ? Personne ou presque, parmi nous, ne savait lire. Nous devions... Honorio devait plus de 900 milreis, et maintenant il ne pouvait même pas se soigner. Un paludisme chronique l'empêchait presque de marcher.

Même dans cet état, il partait à six heures du matin tailler les plantations, après avoir mangé une assiettée de haricots noirs avec de la viande sèche. C'était un drôle de type, cet Honorio. Noir, fort, grand, bagarreur, il était sur la propriété depuis dix ans. Bon camarade, il était capable de se sacrifier pour les autres. Bien qu'il dût beaucoup d'argent, le Colonel le gardait.

On disait qu'il avait déjà abattu quelques hommes pour le compte de Mané-la-Peste. Je ne sais si c'était vrai. Je sais qu'Honorio était le meilleur copain du monde. Il buvait le tafia au goulot, et jamais on ne le vit saoul. Mané-la-Peste le respectait.

Mané-la-Peste était un surnom qu'on lui avait donné en ville. Il avait pris. Une peste, il l'était bien, cet homme gras, de soixante-dix ans, qui parlait d'une voix traînante et s'habillait pauvrement. Son vrai nom était Manuel Misrael de Sousa Teles. Il possédait plus de quatre-vingt mille

contos[1] et ses propriétés s'étendaient sur tout le District d'Ilhéus. Nous faisions des comptes, le soir. Joâo Grilo, un mulâtre farceur, maigre comme un fil de fer, servait de mathématicien. Il s'asseyait sur les planches qui lui tenaient lieu de lit, et tandis que Colodino caressait sa guitare, il faisait les comptes.

— Quatre-vingt mille arrobes à douze mille cinq cents, ça fait...

— Mille *contos*[1].

— C'est ce que Merde-Remuée-Sans-Sauce gagne, rien que sur le cacao.

Nous écarquillions les yeux de stupeur. Mille contos... Et il nous payait trois mille cinq cents reis par jour.

ENFANCE

Je me rappelle peu de choses de mon père. Nous étions tout enfants, ma sœur et moi, elle âgée de 3 ans, moi de 5, lorsqu'il mourut. Je me souviens seulement que ma mère sanglotait, ses cheveux tombant sur son visage pâle, et que mon oncle, en costume noir, donnait l'accolade aux gens qui était là, avec une mine hypocrite d'affligé. Il pleuvait beaucoup. Et les hommes qui portaient le cercueil marchaient rapidement, sans s'occuper des sanglots de maman, qui ne voulait pas laisser emporter son mari.

Papa, lorsqu'il rentrait de l'usine, me faisait asseoir sur ses genoux et m'apprenait l'alphabet, de sa belle voix. Il était doux, et incapable, comme on disait, de faire du mal à une fourmi. Il jouait avec maman comme s'ils avaient été encore deux jeunes amoureux. Maman, très grande et très pâle, avec des mains très fines et très longues, était d'une beauté délicate, presque un personnage de roman. Nerveuse, elle pleurait parfois sans motif. Mon père la prenait alors dans ses bras robustes, et chantait des airs de musique qui arrivaient à la faire sourire. Ils ne nous grondaient jamais. Après sa mort, maman passa un an à demi hallucinée, repliée dans un coin, sans s'inquiéter des enfants, sans s'inquiéter de

1. Un *conto* vaut mille *cruzeiros*, le cruzeiro valant lui-même mille *reis*. On dit communément « *milreis* » plutôt que « *un cruzeiro* ».

sa toilette, à fumer et à pleurer. Elle avait parfois des accès horribles. Et elle emplissait de cris douloureux les nuits calmes de mon Sergipe.

Quand, après cette année, elle revint à un état normal et voulut régler les affaires de papa, mon oncle prouva, à l'aide d'un monceau de paperasses, que l'usine lui appartenait entièrement, car mon père — affirmait-il le visage rouge et les mains levées en un geste scandalisé — mon père, à demi fou, à demi artiste, avait laissé uniquement des dettes que mon oncle paierait pour ne pas laisser déshonorer le nom de la famille.

Maman se tut, la pauvre, et nous serra dans ses bras, car nous tremblions chaque fois que mon oncle se montrait, avec sa face rouge, sa panse cultivée, son costume de toile écrue, et ces yeux petits et pervers qu'il avait. Il était toujours à se passer les mains sur le ventre. Mon oncle... Plus âgé que mon père de dix ans, il avait de bonne heure échoué à Rio de Janeiro, où il resta longtemps sans donner des nouvelles et sans que l'on sût ce qu'il faisait. Au temps où les affaires de mon père étaient bonnes, il écrivit pour se plaindre de la vie, disant qu'il voulait revenir. Et il arriva, tout de suite après la lettre. Papa l'associa à la marche de l'usine. Il arriva avec sa femme, tante Santa, sainte en vérité, pauvre martyre de cet homme stupide.

Papa vivait entièrement pour nous et pour son vieux piano. A l'usine, il parlait avec les ouvriers, écoutait leurs plaintes, et remédiait à leurs maux dans la mesure du possible. Le fait est qu'ils vivaient en bonne harmonie, ses ouvriers et lui, et l'usine dans une prospérité relative. Nous n'arrivâmes jamais à être riches, car mon père, nullement fait pour les affaires, laissait échapper les meilleures qui se présentaient à lui. Il avait été élevé en Europe, et y avait pris des habitudes de bohême. Il avait visité une partie du globe et aimait les objets anciens et artistiques, les choses fragiles et les êtres faibles, tout ce qui donnait une idée de convalescence ou de fin prochaine. De là peut-être sa passion pour maman. Avec sa maigreur pâle d'affligée, elle semblait une éternelle convalescente. Papa baisait lentement ses mains fines, avec beaucoup de douceur, craignant peut-être de les briser. Et ils restaient des heures et des heures en un long silence d'amou-

reux qui se comprennent et se suffisent. Je ne me souviens pas de les avoir entendus faire des projets.

Nous, ma sœur et moi, étions comme des poupées pour papa et maman.

Quand mon oncle arriva, tout changea. Lui n'était pas allé en Europe, et ressemblait beaucoup à grand-papa, qui avait fait de ses dix-huit ans de vie commune avec ma grand-mère une de ces tragédies anonymes et horribles qui naissent du mariage de la stupidité avec la sensibilité. Il battait les enfants des ouvriers, ce qui ne m'étonnait pas, car, d'après ce qu'on murmurait par la ville, il rossait sa femme.

Pauvre tante Santa. Si bonne, et qui aimait tant les enfants. et priait tant qu'elle en avait des cals aux doigts, à force d'égrener son chapelet. Elle mourut, et sa maladie fut son mari. Mon oncle avait séduit une ouvrière, et était allé vivre publiquement avec elle. Santa ne résista pas à son dégoût, et mourut le chapelet entre les mains, demandant à papa de ne pas abandonner le misérable.

L'usine prospéra bien. Je ne parvins jamais à comprendre pourquoi le salaire des ouvriers diminua. Papa, faible par nature, n'avait pas le courage d'écarter l'oncle de l'usine, et un jour, alors qu'il jouait au piano un de ses airs favoris, il eut une syncope et mourut.

Le ville s'élevait sur les pentes et s'arrêtait là-haut, tout contre l'immense couvent.

Du sommet, on voyait l'usine, au pied du mont autour duquel s'enroulait la ville comme un serpent à une seule tête et aux corps innombrables. Peut-être n'était-elle pas belle, la vieille cité de Saint-Christophe, ancienne capitale de l'Etat, mais elle était pittoresque, encombrée de maisons coloniales, dans un silence de fin du monde, avec ses églises et ses couvents pour étouffer la gaieté des cinq cents ouvrières qui filaient dans la fabrique de tissus.

Je pense que mon père avait monté l'usine à Sâo-Cristovâo en raison de la décadence de la ville, de sa paix et de son calme, triste ville endormie qui devait plaire à ses yeux et à son esprit fatigué de paysages et d'aventures.

Nous habitions alors une énorme et séculaire maison à étage, ancienne demeure particulière des gouverneurs, avec une porte d'entrée très lourde, des fenêtres irrégulières ; elle

était peinte entièrement en rouge. et, dans ses grandes pièces, Elza et moi nous nous perdions durant la journée en jouant à cache-cache. Le soir, pour nous amuser, nous entrions dans l'une d'elles, car nous craignions les âmes errantes de l'autre monde, les âmes en peine qui sifflaient et traînaient des chaînes, selon la très véridique version de Virgulina, une négresse centenaire qui avait élevé maman et nous élevait maintenant.

A côté de notre maison se trouvait l'ancien palais du gouvernement, presque en ruines, transformé en caserne où habitaient quelques soldats, sales et paresseux. En face, l'orphelinat, six religieuses et 80 enfants, filles d'ouvrières et de pères inconnus. Ces enfants ne sortaient pas. Quelques-unes, devenues grandes, retournaient à l'usine où elles étaient nées, et d'où elles enverraient de nouvelles enfants, sans nom, à l'orphelinat. D'autres, les plus blanches, devenaient religieuses, et se dispersaient dans le pays. Plus loin, le couvent de Saint-François, si grand, si silencieux, que je ne suis jamais arrivé à le voir sans une certaine crainte. Quatre Frères seulement y demeuraient, mais ces quatre Frères dominaient la ville. Ils faisaient des sermons, dans lesquels ils revêtaient l'enfer des couleurs les plus noires. Et ces choses, dites dans une langue à moitié allemande à moitié brésilienne, paraissaient plus horribles encore. Nous, les gamins, redoutions l'enfer et redoutions encore plus les Frères.

Sinval, mon futur compagnon de vagabondage, me racontait qu'ils obligeaient les ouvriers à travailler pour rien à la réfection de la cathédrale (où il y avait un gigantesque saint Christophe, à un cocotier, portant un minuscule enfant Jésus, le tout souligné d'or) et ceux qui ne se soumettaient pas étaient dénoncés à mon oncle, fréquemment invité à dîner chez les Pères, qui les renvoyait. Les maisons, toutes vétustes, toutes en briques, s'étendaient sur la place du couvent et s'équilibraient le long des pentes. Le soir, on mettait des chaises sur la promenade, et les vieilles contaient de bonnes histoires du temps de mon grand-père. Les gamins couraient autour du calvaire noirci par le temps. Les rares jeunes filles riches allaient au collège des Sœurs à Aracaju, et lorsqu'elles revenaient diplômées, elles avaient toujours un fiancé bache-

lier, beaucoup de malice, et assassinaient, au dire de mon père, des airs modernes au piano.

Cela sur les pentes et la place, où se trouvait le beau monde, l'élite, l'aristocratie. Là en bas, l'usine, la ville ouvrière, la plèbe.

L'usine était un grand bâtiment blanc, plein de bruits et de vie. Sept cents ouvriers, dont cinq cents et quelques femmes. Les hommes émigraient, disant que « travailler dans la filature, c'est bon pour les femmes ». Les plus faibles ne partaient pas, se mariaient, et avaient des légions de filles, qui remplaçaient les grands-mères et les mères quand elles devenaient incapables d'assurer leur service.

La naissance d'une fille était accueillie avec joie. Deux mains de plus pour travailler. Un fils, au contraire, était considéré comme une catastrophe. Le fils mangeait, grandissait, et s'en allait soit vers les plantations de café de São-Paulo, soit vers les plantations de cacao d'Ilheus, en une ingratitude incompréhensible. En sortant de l'usine on traversait un petit pont de bois au-dessus d'un ruisseau, pour arriver au quartier « Cul-contre-Cul », où demeuraient presque tous les ouvriers. C'était un grand rectangle, dans lequel les maisons se touchaient par leurs fonds. D'où le nom pittoresque qu'on lui avait donné. Au milieu de ces petites maisons, on remarquait l'infirmerie et le cabinet dentaire. Le dentiste venait d'Aracaju deux fois par semaine. Sinval disait :

— L'ouvrier ne peut avoir mal aux dents que le mardi et le vendredi...

L'infirmier résidait à São-Cristovão, mais, agent électoral de mon oncle, il perdait beaucoup de temps dans cet emploi.

Le quartier « Cul-contre-Cul », la plèbe, se divertissait le soir, quand les guitares chantaient des *côcos* [2] et que la bouteille de gnole courait de main en main. Les ouvriers lisaient alors les lettres des parents qui étaient à Ilhéus et faisaient des projets pour une émigration collective.

Le cacao exerçait sur eux une fascination maladive. Les Frères descendaient de temps en temps, et, cherchant à ne pas s'approcher des gosses pouilleux, souriaient aux ouvriers

2. Danse populaire brésilienne.

et parlaient d'une « petite réparation à l'église ou au couvent »...

Quand mon père mourut et que mon oncle eut annoncé notre ruine, nous allâmes habiter une petite maison au début de l'une des rues montantes. J'étais ainsi beaucoup plus près du prolétariat de « Cul-contre-Cul » que de l'aristocratie de la décadente cité de São-Cristovão.

Je m'habituai à jouer au football avec les enfants d'ouvriers. Le ballon, un pauvre ballon rudimentaire, était fait d'une vessie de bœuf pleine d'air. Je devins le camarade d'un gamin nommé Sinval, unique rejeton d'une ouvrière dont le mari était mort à São-Paulo, impliqué dans des histoires avec la police, je ne sais au juste pourquoi. Je sais que les ouvriers parlaient de lui comme d'un martyr. Et Sinval éreintait les patrons autant qu'il le pouvait. Maigre, les os presque saillants, il possédait pourtant une voix forte et un regard agressif. Il nous dirigeait dans nos razzias sur les mangues et les anacardes des propriétés voisines. Et chaque fois que mon oncle passait, il crachait de côté. Il disait qu'à peine aurait-il dix-sept ans il s'embarquerait pour São-Paulo, pour lutter comme son père. Ce ne fut que longtemps après que j'arrivai à comprendre ce que signifiait tout cela.

Nous fréquentions l'école, Elza et moi. Maman faisait de la dentelle, et ses parents contribuaient à notre entretien. Lorsque j'eus quinze ans, j'allai travailler à l'usine. J'étais alors un gars robuste, trapu. L'enfant anémique que j'avais été s'était transformé en un adolescent aux muscles durs, entraînés dans les bagarres de vauriens. Je paraissais beaucoup plus âgé que je ne l'étais réellement. Je vivais continuellement parmi les petits vauriens pauvres de la ville, pauvre que j'étais comme eux. Maintenant, j'allais être tout à fait leur semblable, ouvrier d'usine. Sinval ne me dirait plus avec son sourire moqueur :

— Gosse de riche...

Pendant cinq années, j'endurai à l'usine la brutalité de mon oncle. Sinval, à 17 ans, avait vendu ce qu'il possédait de linge et de meubles, et pris la direction des usines ou des propriétés agricoles de São-Paulo. La première et dernière nouvelle que nous eûmes de lui vint deux ans après. Il se trouvait mêlé à une grève et s'attendait à être arrêté d'un

moment à l'autre. Ensuite, ni une lettre ni une carte, rien. Les ouvriers affirmaient :

— Il a suivi le sort du père.

Et ils serraient les poings de rage. Mais l'usine sifflait, et ils se courbaient, maigres et silencieux.

Mes mains étaient alors calleuses et mes épaules larges. J'avais oublié une bonne part du peu que j'avais appris à l'école, mais en revanche je tirais un certain orgueil de ma situation d'ouvrier. Je n'aurais pas échangé mon travail à la filature pour la place de patron. Mon oncle, le propriétaire, était bien plus vieux, plus rouge, et plus riche. Son ventre était l'indice de sa prospérité. A mesure que mon oncle s'enrichissait, son ventre prenait du volume. Il était énorme, indécent, monstrueux. Peu de fortunes dans le Sergipe égalaient la sienne à cette époque. Il ne faisait d'aumônes qu'au couvent (où il s'offrait des dîners) et à l'orphelinat. A ce dernier il donnait des aumônes et des orphelines. On ne pouvait compter sur les doigts, même en y joignant ceux des pieds, le nombre des ouvrières débauchées par mon oncle.

Passion que j'eus, vers 14 ans, pour une prostituée usée et syphilitique, avec qui commença ma vie sexuelle. Amour à 18 ans, platonique cette fois, pour une petite blonde de l'orphelinat qui devint Sœur, et enfin, à 20 ans, projet de vivre avec Margarida, ouvrière comme moi. Cela donna de mauvais résultats. Mon oncle avait lui aussi l'œil sur Margarida, qui laissait voir des seins hauts et blancs, avec un visage d'enfant espiègle. Margarida me raconta un jour que le patron cherchait à la caresser. Et elle riait, cynique. Je crois que c'est son rire qui m'incita à sauter sur mon oncle.

Je lui cassai sa gueule d'hypocrite. Je fus renvoyé.

São-Paulo semblait à ma mère et à Elza le bout du monde. A aucun prix elles ne m'auraient laissé aller là-bas. Je commençai à parler d'Ilhéus, terre du cacao et de l'argent, où se rendaient des troupes et des troupes d'émigrants. Et comme Ilhéus se trouvait seulement à deux jours de bateau d'Aracaju, elles consentirent à mon départ, un matin merveilleux de lumière, en troisième classe du *Murtinho*, vers la terre du cacao, eldorado dont parlaient les ouvriers comme de la terre de Chanaan.

Maman pleurait, Elza pleurait, lorsqu'elles m'embrassè-

rent le soir où je partis pour Aracaju prendre le vapeur. Je regardai la vieille ville de Sâo-Cristovao, le cœur plein de tristesse. J'étais bien certain que je ne reviendrais jamais plus dans mon pays.

Les fils des ouvriers jouaient au football avec une vessie de bœuf emplie d'air.

VOYAGE

Les passagers de première assuraient que le *Murtinho* déshonorerait n'importe quelle compagnie de navigation. Ils trouvaient la première classe infecte. Qu'on imagine ce qu'était la troisième.

Néanmoins le *Journal officiel* d'Aracaju annonçait :

ON ATTEND
LE RAPIDE ET LUXUEUX PAQUEBOT
MURTINHO
Entre le 24 et le 29 courant.
LOUÉ

Je descendis à Ilhéus avec seize mille quatre cents reis, un petit paquet de hardes, et une grande espérance, je ne sais au juste de quoi.

Un portefaix m'indiqua qu'une pension pour quelqu'un qui cherche du travail ne se trouvait guère que dans l'Ile aux Serpents, aggloméral de ruelles qui se cachait au bout de la ville, petite et mouvementée. Et il me recommanda même la maison de Dona Coleta, où le *sarapatel* [3] était succulent. Il était succulent, c'est vrai. Mais pour le sarapatel et le lit dans lequel je dormais, je payais deux milreis par jour. Je passai 15 jours à la pension de Dona Coleta. Je devais déjà quatorze milreis, et elle me fit sentir qu'elle avait été très bienveillante à mon égard, et que je devais au moins laisser la chambre et la gamelle pour un autre hôte qui pût payer. Elle était pauvre et ne pouvait pas...

Je pris mon ballot et sortis. Le cacao cette année-là com-

3. *Sarapatel* : Plat brésilien fait de sang et de tripes de porc.

mençait à baisser et il n'était pas très facile de trouver du travail. J'avais frappé à diverses portes sans résultat.

— **Pas d'emploi.**

La réponse dansait à mes oreilles. Le jour où je quittai la pension de Dona Coleta, je marchai à la recherche d'une embauche. Les *colonels*[1] refusaient.

La récolte n'avait pas encore commencé et il y avait abondance d'ouvriers agricoles. Et ils me regardaient comme un ennemi qui serait venu les voler.

Je demeurai sans bouger en face du port. Un bateau franchissait la barre, partant vers la capitale. L'horloge d'une maison de commerce sonna quatre heures. En dépit de tout, je ne ressentais pas la faim. Je ressentais de la haine pour tout le monde. Je marchai au hasard le reste de l'après-midi. Les hommes rentraient chez eux, chargés de paquets. Alors je commençai à sentir la faim. C'était comme une légion de rats en train de me ronger l'estomac. Quelque chose d'étrange qui me donnait envie de pleurer et de voler.

La nuit recouvrait la ville. Seul demeura le clignotement des lampes électriques. Je m'arrêtai contre une boulangerie. Des gamins et des domestiques entraient et sortaient avec des paquets de pain et de biscuits. J'entrai aussi. Je restai à regarder l'immense montagne de pain qui s'élevait contre le mur jusqu'à toucher l'image de saint Joseph, patron de la « Pâtisserie X du Problème ». Je pensai à Jésus multipliant les pains. Mais aussitôt après je ne voyais plus Jésus. Je voyais la faim. La faim avec les cheveux de Jésus et ses yeux doux. Et la faim multipliait les pains, emplissait la pâtisserie tout entière, laissant tout juste un coin pour l'employé. Après la multiplication, la division. La faim avait maintenant une robe de juge et la même expression tendre que Jésus. Et elle donnait tous les pains aux riches, qui entraient en procession avec des billets de cent milreis entre leurs doigts couverts de bagues, et montrait un grand morceau de langue aux pauvres qui, à la porte, tendaient leurs bras maigres. Mais les pauvres envahissaient la « X du Problème », jetaient à bas l'image de la faim et enlevaient les pains. J'entrai avec eux. L'employé m'arrêta :

1. *Colonels* : Grands propriétaires.

— Désirez ?

Je me passai la main sur le front. La sueur coulait. Les rats, dans mon estomac, rongeaient, rongeaient... Je regardai et vis que les pains et le saint Joseph étaient toujours là, au fond de la boulangerie. Je murmurai à l'employé qui se disposait à appeler l'agent de police :

— Excusez-moi. Je ne veux rien, non.

Les domestiques entraient avec de l'argent et sortaient avec du pain.

La ville était petite ; j'en parcourus toutes les rues. Je m'étais habitué, pour ainsi dire, à la faim. Je regardais les rares personnes qui se promenaient encore dans la ville, d'un air apeuré. Parfois elles me regardaient aussi. Je souriais, confus, presque honteux d'avoir faim.

Il devait être minuit, quand j'engageai la conversation avec un garde civil, juste en face de l'Intendance. Il semblait flirter avec le jardin, et m'offrit une cigarette. Je ne sais ce qui me poussa, mais je sais que je lui racontai toute mon histoire. Et je fumais voluptueusement cette cigarette, ma première nourriture de la journée. Le garde m'amena à la boulangerie, où l'on me donna un pain de 500 reis. Je mangeai, le coupant en petits morceaux. Ensuite je remerciai :

— Merci, mon vieux.

— Y a pas de quoi. Tu sais, j'ai déjà eu bien faim. C'est mauvais le premier jour. Après, on s'habitue... Avec quoi est-ce qu'on s'habitue pas dans ce monde ? Le plus moche (le garde fixait les étoiles d'un air bizarre) c'est quand on a des gosses. Tu es célibataire, pas vrai ? Ben moi, tel que tu me vois, avec cent vingt milreis de paye, j'ai une femme et six gosses. Six...

Et il écartait les doigts, d'un air bizarre, le visage contracté. Il avait de la haine, je ne sais pour qui. Nous nous mîmes à marcher tout doucement et il continua :

— Six. Le plus petit a à peine un an. Et la femme a déjà un ventre comme ça.

Il mettait ses mains osseuses par devant, évoquant parfaitement l'allure de la femme. Il parlait maintenant en révolté, et crachait :

— Merde de saleté de vie. Des fois ils me disent, les riches : pourquoi tu fais tant de gosses, Roberto ? Pourquoi...

Qu'est-ce que tu voudrais faire, autre chose que des gosses ? Tu vas pas au cinéma, t'as aucune distraction...

Il montrait la butte de la Conquête :

— Je demeure là-haut, mon vieux. Y a pas beaucoup à bouffer, et y a beaucoup de bouches. Mais un jour de faim, tu trouves toujours quelque chose à croûter.

Nous arrivâmes au port. Un bâtiment énorme dormait, lourd dans la nuit.

Roberto expliqua :

— Une maison au Colonel Manuel Misrael de Sousa Teles. Un richard d'ici. En bas, c'est sa banque. Il a du pognon...

Il crachait :

— Un con. Profite même pas de la vie. Son plaisir, à ce salaud, c'est de faire du mal aux autres. Sa mère est morte en demandant la charité et son frère vit là, couvert de plaies, fringué même pas comme nous. Un salaud comme ça, j'en ai jamais vu. Il a deux maîtresses.

— Il est encore jeune ?

— J't'en fous. 70 ans... Il doit être ramolli...

— Pourquoi veut-il des poules ?

— Pour se faire sucer, va savoir ?

Il cracha de nouveau. Nous étions maintenant au pont. De grandes barques immobiles sur l'eau. La lune dans le ciel. Roberto s'appuya.

— Moi, tel que tu me vois, j'ai pas été garde toute ma vie. J'ai eu du fric. J'ai monté une boutique. J'ai tout perdu, j'ai jamais marché pour être voleur. Je l'ai sautée, aujourd'hui je gagne 120 milreis. Mais je suis content, t'sais ? Il vaut mieux être pauvre, que d'être riche et vivre comme ce salaud. A quoi est-ce qu'ils servent ? Ils savent rien que voler... Et ils prient. Ils prient, tu peux le croire. Ils veulent aller au ciel. Peut-être même qu'ils s'achètent une place là-haut. Aujourd'hui tout se vend. Tu vois, je suis fier d'être garde. Je suis fier. Un jour, un jour...

Je pensais à cette espérance de tous les ouvriers, espérance qui était déjà un peu la mienne.

— Ce jour ne doit pas tarder...

Roberto désigna l'immeuble du Colonel :

— Faudra bien que j'habite là-dedans.

Vers midi, j'errais encore par les rues. Je marchais pres-

que sans réfléchir, à moitié mort de faim. Peut-être finirais-je par me précipiter dans un de ces magasins et par voler de quoi manger. C'est alors que je rencontrai de nouveau Roberto.

— Allons bouffer, vieux.

J'allai avec lui dans un bristro, près du port ; au fond, une quinzaine d'hommes déjeunaient. Roberto demanda deux *feijoadas* [5]. Il saluait les hommes qui mangeaient. L'un d'eux, noir et le torse nu, vint s'asseoir près de nous. La feijoada arriva. Roberto fit les présentations :

— Le 98.

— Un gars du Sergipe qui cherche du travail.

Le 98 me regarda en souriant.

— Le boulot, c'est plutôt moche en ce moment. A moins que tu veuilles vraiment en baver.

— Où ça ?

— Dans les plantations. Manier la houe.

— D'accord. J'ai déjà cherché du travail dans les fermes...

— Le Colonel Misrael peut p't-être marcher. Tu y as déjà été ?

— Non.

— On ira après bouffer.

— Merci, 98.

Nous allâmes après le déjeuner au siège de la Banque de Mané-la-Peste.

Il me regarda de la tête aux pieds :

— Quel âge ?

— Vingt.

— De quel Etat ?

— Sergipe.

— Déjà travaillé dans le bled ?

— Oui, affirmai-je faussement.

— Ça va, tu peux y aller. Tu as de l'argent pour le voyage ?

— Non, monsieur.

— Alors débrouille-toi. C'est pas moi qui t'en donnerai Prends le train pour Pirangi. Là, demande à n'importe qui où est ma propriété. Présente-toi à mon employé. C'est lui

5. *Feijoada* : Sorte de cassoulet brésilien, fait avec des haricots noirs.

qui t'embauchera. Et tâche de ne pas me voler...

Comme il ressemblait à mon oncle, le Colonel.

Le 98 se tourna vers moi :

— Tu es *loué* par le Colonel.

Je tiquai sur le mot :

— On loue une machine, un âne, tout, mais pas les gens.

— Ici, dans le Sud, on loue aussi les gens.

Le terme m'humiliait. Loué... J'étais rabaissé à bien moins qu'un homme... C'est eux qui me procurèrent de l'argent pour le voyage. Je dormis cette nuit-là chez Roberto, en haut de la « Conquête ». Le lendemain, au matin, je montais en deuxième classe dans le chemin de fer Ilhéus-Conquista, en direction de l'agglomération de Pirangi, le district le plus neuf et le plus grand de la zone du cacao. Je pensai à Sinval. Que dirait-il aujourd'hui s'il savait que le « gosse de riche » allait travailler à la houe ?...

DEUXIEME CLASSE

Il pleuvait. Le wagon était une horreur. On ne pouvait même pas s'asseoir. L'eau tombait du toit et les bancs de bois étaient trempés. Dans un coin, un vieux gardait son parapluie ouvert et lisait un journal. De temps à autre il crachait par côté, faisant avec sa langue un claquement bizarre. Le wagon était plein. Il ne restait qu'une place entre le vieux et une prostituée aux joues enduites de peinture. Je calai mon baluchon par terre et m'assis. Le vieux me regarda du coin de l'œil et cracha avec le bruit habituel. La putain sourit et fit un geste comme pour dire que le vieux était piqué. Nous étions silencieux comme des gens en punition : de la première classe venait une rumeur de voix et de rires. Un vendeur de journaux traversa en courant notre voiture pour gagner la première. Il accrocha le pied du vieux, et celui-ci grommela une série d'injures, qui firent sourire la prostituée. La locomotive siffla, et se mit en marche doucement. En première, il y avait des pleurs et des adieux. Des portières, des mouchoirs lançaient des au-revoir, et de la gare des mouchoirs répondaient...

— Bon voyage. A bientôt.

Dans notre voiture presque personne ne bougea. Apparemment, personne n'avait de famille. Seul, je dis adieu à Roberto et au 98, et la prostituée agita la main pour adresser un salut à tout le monde sur le quai : riches et pauvres, colonels et porteurs. Et elle souriait toujours.

La ville commença à disparaître. On causait déjà dans le wagon. Ils commentaient un crime qui avait été commis à Itabuna quelque temps auparavant. Le vieux à côté de moi plia son journal et prit la parole :

— Le type, là, condamné.

— Quel type ?

— Vous ne savez pas ?

Et il me regarda, très étonné.

— Eh ben ! même que les journaux en parlent.

— Je suis nouveau dans le pays.

Il me dévisagea avec méfiance :

— Emigrant ?

— Si on veut. Je viens du Sergipe chercher du travail.

— Du Sergipe ?

La prostituée m'adressait la parole.

— Moi je suis de Maroïm.

— Moi de Sâo-Cristovâo.

Le vieux fixait la fille, l'œil mauvais. Il continua :

— Eh ben ! l'assassin sera condamné.

— Ah ! oui, le crime. Racontez.

La fille admirait le paysage, le coude enterré dans mon épaule. Le vieux raconta tout en lançant ses crachats, qui salissaient de plus en plus le wagon. Les autres passagers écoutaient.

— Un crime affreux. L'assassin a plus de soixante-dix ans. Je le connaissais bien. On a travaillé ensemble chez le Dr Joâo Silva, à Macacos. Un sale type, le Dr Joâo Silva. Il faisait tuer les gens pour n'importe quoi. Miguel a été son homme de confiance.

— Il en a descendu beaucoup, alors, interrompit un gars plutôt petit, à la tête carrée.

— J'en sais rien, Cearense. Miguel était un type pieux. Tous les dimanches, il faisait six lieues à pied pour aller à

la messe à Itabuna. Moi, j'ai jamais aimé un gars qui vit dans les jupes des curés.

— C'est bon pour les femelles, reprit l'homme du Ceara.

Le vieux le regarda, soupçonneux :

— J'en sais rien, Cearense.

— Ça vous gêne, que je sois du Ceara ? Les Cearenses sont des bons types.

— Je sais. Mais tu m'embrouilles tout le temps. Je sais plus où j'en suis.

La fille interrompit :

— Laissez raconter le vieux...

Le vieux cracha et continua :

— Bon, alors le Miguel était dans la propriété du Colonel Chico Arruda, tout près d'Itabuna. Il avait une fille, une chouette môme. Des jambes...

— Et alors, le vieux, v's'en ressentez encore ?

Et la femme se suspendait à mon épaule.

— T'as envie d'essayer.

— Laisse tomber, dis, t'as plus la force...

— Plus la force ? J'suis encore un homme, et un vrai ; capab' de te faire un gosse.

Tout le wagon se mit à rire. Le gars du Ceara exprima un doute :

— Ça, j'y crois pas, mon vieux. Avec la langue, peut-être.

J'intervins :

— Racontez l'histoire. Ça vaut le coup.

— Ouais... Bon, la môme était fiancée avec le Filomeno. un salarié du Colonel. Ils allèrent se marier à Itabuna. Ils font le mariage civil, mais quand ils s'amenèrent à l'église. le curé était pas là. Ils retournèrent à la plantation, Miguel drôlement embêté, disant que sa fille était seulement « engagée ». Et il l'a pas laissé partir chez son mari. Des trucs que les curés lui avaient fourrés dans la caboche. La nuit, la môme alla retrouver le mari dans la brousse...

— Faire leur petite affaire...

— Le Miguel se méfia, arriva derrière, et quand il les vit fauter, il tua les deux à coups de pioche. Il a dit qu'ils avaient pas le droit de faire l'amour sans être mariés devant le curé. Maintenant il va en prendre pour trente ans.

— Et c'est bien fait — fit la femme à côté de moi — ça méritait plus.

— Tout ça, c'est l'ignorance, répondis-je ; chez moi, les curés commandent tout.

— C'est bien la curaille qui porte malheur, affirma celui du Ceara.

Un grand type, aux cheveux de mulâtre, avec une énorme entaille de couteau sur la figure, se mêla à la conversation :

— Un curé au poil, c'est le père Sabino, d'Itapira. Vous connaissez ?

— Je le connais bien, déclara le vieux.

— Il a douze gosses.

— Il paraît que sa bonne femme se transforme en « mule-sans-tête ».

— C'est lui qui a collé une hostie au bras d'Algemiro. C'est pour ça que les balles lui font rien. Il est protégé.

— J'y crois pas, à ça.

— Boucle-la, Sergipano. T'as rien vu, comment que tu peux dire « j'y crois pas » ? T'es tout nouveau par ici... Moi j'suis vieux, j'ai déjà passé les soixante-cinq, et j'ai vu des trucs à faire dresser les cheveux sur la tête.

— Vous êtes né ici ?

— Non, fils. Je suis venu ça fait trente ans. J'ai déjà travaillé chez plus de cinquante propriétaires. J'ai été propriétaire moi aussi. Un jour Mané-la-Peste m'a pris ce que j'avais. Aujourd'hui je suis ouvrier une autre fois. Quand je suis arrivé ici, Itabuna s'appelait Tabocas, Pirangi n'existait même pas. On descendait les types comme des singes. Çui-là que vous voyez — le vieux crachait et se frappait sur la poitrine — il en a déjà pris trois, coups de fusil...

— Et combien vous en avez descendu, grand-père, demanda celui du Ceara.

Le vieux sourit :

— Vous voulez en savoir trop.

Le train s'arrêta à la gare d'Agua-Branca. Des gamins vendaient des noix de coco fraîches. En première, ils en achetèrent. La prostituée en prit une aussi. Elle se mit à boire l'eau à petites gorgées, avec de grands soupirs de contentement. Le train partit. La conversation reprit. La fille pensa à offrir de l'eau de coco à ses compagnons de voyage :

— Ces m'sieu' dames ?

— Merci.

Elle se tourna vers moi :

— Et toi, petit, t'en veux pas ?

— Merci bien.

— Pourquoi ? Prends-en un petit peu.

Maintenant le vieux et le Cearense écoutaient le grand à la face tailladée qui racontait des coups terribles, avare de gestes, la voix sourde.

— C'était le cas de descendre des types... Mais le Docteur pouvait pas perdre aux élections. Je couchais en travers de la porte de sa piaule avec le flingue à la main. Il est pas venu l'ombre d'un type. C'était le bon temps...

— Aujourd'hui, on descend pus personne. C'est tout peinard...

A Rio-do-Braço, le train s'arrêtait trente minutes pour le transbordement. Nous descendîmes presque tous. Il y avait un kiosque où l'on vendait du café et du pain. Les voyageurs se groupaient tout autour. Le vieux m'offrit une tasse de café. Puis il se mit à m'interroger :

— Tu vas travailler chez qui, fils ?

— Mané-la-Peste.

— Ce dégueulasse-là ? T'es bien monté. Qu'est-ce qu'il va te payer ? 1.500 reis ?

— J'sais pas. C'est son employé qui va me le dire.

— Un ouvrier, là-bas, il lui reste jamais rien. Vicente y a travaillé. Oh ! Vicente !

Vicente était le gars à l'entaille.

— Toi qu'as été « loué » chez Mané-la-Peste, qu'est-ce t'en dis ?

— Un enfant de putain que c'est, oui. J'y ai travaillé trois ans. Quand je suis parti, tu sais pas ce que j'avais à toucher ?

Le vieux souriait.

— Cinq milreis. Plus dégueulasse que lui, y a qu'João « Vremeio », le type de l'Economat.

Le train siffla. Nous retournâmes en hâte à la voiture. Le Cearense dit :

— Moi, je vais travailler pour le Colonel Chico Vieira. Qu'est-ce qu'il vaut ?

— Toujours mieux que Mané-la-Peste.

— Y sont tous pareils...

La fille regardait avec intérêt l'entaille du visage de Vicente. Il le remarqua.

— C'te coupure, ma jolie, c'est à cause d'une belle brune comme toi. C'était à Itabuna. Le type m'a fait cette entaille, mais lui est allé au cimetière.

— T'as été poissé ?

— Des clous. Le Docteur, à l'époque, s'occupait de moi. Les cognes m'ont rien fait.

— Çà a l'air d'être un vache de pays par ici. Au Ceara on m'avait dit qu'y avait drôlement du fric dans le coin...

— Du fric, y en a eu, y a de ça deux ans. Le cacao est monté à quarante milreis. Les colonels les lâchaient, c'est vrai. On gagnait cinq milreis par jour.

— On se gardait des ronds ?

— J't'en fous... Tout a augmenté : la viande sèche, la farine, les fayots. Personne ne s'en tirait mieux. Pour toi, c'est pareil, que le cacao baisse ou qu'il monte. Pour les colonels, oui. Moi, je préfère même mieux quand il est bas...

Le vieux se tourna vers le Cearense :

— T'es venu du Ceara juste maintenant qu'y a des ronds là-bas... Les journaux en ont causé. Je l'ai lu. Le gouvernement assurait qu'on risquait pas de la crever.

— Dieu seul le sait. Ils bouffent le fric et nous on meurt de faim. C'est pas nous qu'on a vu le fric. Ma femme est morte de faim en route, et ma fille est restée dans la rue des « Sept Péchés Mortels ».

— Qu'est-ce que c'est que cette rue ?

— C'est la rue de celles-là...

Et il montrait la prostituée.

Il disait tout cela stoïquement, résigné, trouvant ça presque naturel. Vicente se gratta la tête :

— C'est dégueulasse, merde.

Le vieux philosopha :

— C'est comme ça. Moi qui vous cause...

La fille serra mon bras et me demanda tout à coup à l'oreille :

— Tu veux écouter mon histoire, à moi ?

Et elle appuya la tête sur ma poitrine.

Le train arrivait au terminus de Sequeiro-de-Espinho.

Le vieux et la fille prirent la carriole pour Pirangi. Vicente, le gars du Ceara et moi, partîmes à pied tout en causant. Pirangi était à une demi-lieue de la gare. Je sus que le Cearense allait travailler dans une plantation non loin et que Vicente gardait des troupeaux dans un pays à dix lieues de là, qui s'appelait Baforé. Tout le long du chemin il raconta ce qui se passait à Baforé.

— Nous sommes pas beaucoup d'hommes par là. Et les femmes, c'est un truc qui existe pas. A moins que tu veuilles coucher avec une once. Y a pas le choix.

« Pensez qu'un type dans les soixante ans voulait se marier avec une gosse de neuf ans. C'est moi qu'a pas voulu. C'était une connerie. Mais le vieux, le pauvre, ça faisait cinq ans qu'il avait pas vu de femelle.

— Tu parles, merde alors...

Vicente me regarda en souriant.

— Ben mon gars, t'as encore rien vu. Tu vas t'instruire, par ici.

La piste longeait un bras du fleuve. De l'autre côté on voyait des plantations. Des barques descendaient, chargées de sacs de cacao. Je montrai les arbres pliés sous le poids de fruits jaunes :

— C'est ça, le cacao, dis ?

— Tu connaissais pas ?

— Moi non plus, déclara le Cearense, c'est la première fois que j'en vois.

— Ben moi, j'suis né ici, j'suis du pays... Tous tant que vous êtes, quand vous vous amenez du Nord, vous pensez devenir riches, pas vrai ?

— Pas moi. Dès que la sècheresse s'améliore, je retourne dans mon bled.

— Et toi, le Sergipano ?

— Sais rien... J'étais ouvrier en usine, maintenant je vais être agricole...

Je me souvins de la phrase de Roberto :

— Mais un jour...

— Un jour, quoi ? Tu vas devenir riche ?

— Sais pas...

Au milieu de Pirangi. Vicente me désigna un homme :

— Ç'ui-là c'est Algemiro, l'employé du Colonel Misrael.

— Je vais le voir.

— Adieu, Sergipano.

— Salut, les copains.

Je m'approchai et me présentai.

— C'est le Colonel qui t'a envoyé ?

— Oui.

— Il t'a dit combien que t'allais gagner ?

— Non.

— C'est 3.500 par jour. Ça va ?

— Ça va.

— Tu connais le boulot ?

— Non, j'arrive du Sergipe.

— T'es mon pays. A la plantation, les autres t'apprendront. Là, j'te ferai voir le boulot. Tu connais pas le chemin, hein ? Eh ben ! va-t-en avec Antonio Barriginha.

— Qui est-ce ?

— C'est le muletier. Il est venu porter le cacao, et il repart en emmenant la viande et les fayots pour les gars. Attends-moi, je retourne avec lui.

J'attendis une bonne demi-heure qu'Algemiro revînt avec Antonio Barriguinha. Et nous partîmes pour le domaine Fraternité avec vingt-deux bourricots devant nous. A mi-chemin, Algemiro nous dépassa, bien monté sur un mulet gris. J'allais, indifférent à mon sort, pensant que, peut-être Antonio Barriguinha, silencieux et peu expansif, ne m'offrirait pas à déjeuner.

La propriété se trouvait à deux lieues et demie de Pirangi. Après une bonne marche, nous vîmes les barcasses et la maison d'habitation avec sa pancarte :

DOMAINE « FRATERNITÉ »

J'avais une faim de tous les diables et me rappelais la fille qui avait été ma compagne de voyage.

HEROS DE L'EMBUSCADE ET DU COUP DE FEU

Antonio Barriguinha ne me donna pas à déjeuner ce jour-là. Ce fut Honorio. Je m'en allai habiter avec lui dans une cabane de paille à une seule pièce qui faisait chambre, salle à manger et cuisine. Colodino me dit :

— Ici, y a que les chiottes de grand...

Et il ouvrit les bras en un geste qui embrassait la campagne.

— C'est la brousse...

Nous habitions à quatre dans la cahute. Honorio, gigantesque, avec des dents blanches qui riaient toujours dans sa bouche de nègre ; Colodino, le charpentier, qui construisait les *barcasses* [6] pour le Colonel, et João Grilo, un mulâtre maigre qui connaissait des histoires.

Ils me considérèrent sans méfiance. Honorio m'offrit un morceau de viande sèche, un peu de haricots noirs, et des grains de dudion. Nous mangeâmes en silence. Ensuite Colodino accorda sa guitare et João Grilo engagea la conversation :

— Tu sais déjà où qu'tu vas travailler ?

— Non.

— A mon avis, c'est sur la plantation qu'était à João Evangelista. Honorio travaille là.

Je racontai mon histoire. Ils ne furent pas étonnés. Colodino commenta :

— De temps en temps, on voit un gars qui a été riche. Ici, dans le Sud, y en a beaucoup, des types du Sergipe.

— Et toi, d'où tu es ?

— De la capitale. João Grilo est de l'intérieur, et Honorio est d'ici même.

Honorio exhibait une horrible veste bariolée :

— Hé ! Quelle veste pour traîner au bistro !...

— Tu vas à Pirangi, samedi ?

— Tu permets...

6. *Barcasses* : On désigne sous ce nom les séchoirs à cacao.

— Avec quels ronds ?

— Y a l'Colonel, pour ça.

J'allai effectivement travailler avec Honorio. Nous étions nombreux sur l'immensité de la plantation. Les feuilles sèches de cacaoyer tapissaient le sol, où les serpents se chauffaient au soleil après les longues pluies de juin. Les fruits jaunes pendaient aux arbres comme des lanternes d'autrefois. Merveilleux mélange coloré qui rendait tout beau et irréel, sauf notre travail harassant. A 7 heures, nous étions déjà en train de détacher les coques de cacao, après avoir affilé nos couteaux « caïman » à la porte du magasin. A 5 heures du matin, le coup de gnole et l'assiette de haricots nous avaient donné des forces pour le travail de la journée.

Honorio m'apprit le métier. Nous étions bons camarades, à l'ombre caressante des cacaoyers, où le soleil ne pénétrait pas. Mes pieds commençaient à se recouvrir d'une croûte épaisse, formée par le miel de cacao, que les bains dans la rivière n'enlevaient pas, et grâce à quoi mettre une chaussure devenait un vrai supplice. Et j'appris peu à peu l'histoire de ce noir gigantesque, aux yeux doux comme un agneau, aux dents rieuses, et aux grosses mains d'assassin.

Héros de l'embuscade et du coup de feu. Ainsi s'expliquait que, malgré les 900 milreis dus par Honorio à l'Economat, le Colonel ne le mît pas dehors et lui fournît encore de l'argent pour les tournées de tafia à Pirangi.

Enfant du pays, il était né au bon temps des fortunes rapides et des assassinats pour un oui ou pour un non. Il avait fait son éducation au milieu des fusillades et des morts. Le père était passé devant le Jury un certain nombre de fois et finit tué à coups de hache. A douze ans Honorio avait déjà tué des gens avec le coup d'œil le plus sûr de dix lieues à la ronde. Il grandit ainsi. Combien il en avait tué, il l'ignorait. Ensuite était venu l'assainissement des plantations de cacao. Les morts diminuèrent, mais — qui l'eût espéré ? — ne cessèrent pas. Et aujourd'hui encore les routes sont encombrées de croix anonymes. C'est le guet-apens.

Par une nuit sans lune, le voyageur arrive de l'agglomération. Le goyavier solitaire dissimule l'homme et son fusil. Un coup, un seul. Le corps tombe. Le tireur va dire à son employeur que le travail est fait et recevoir les cent

milreis promis. Le jour suivant, on trouve le corps et on l'enterre sur place. Et tout continue sans nouveauté.

Honorio était un technicien du guet-apens et le Colonel Misrael avait d'innombrables ennemis... Je ne sais si le Colonel éprouvait des remords. Honorio, non. Il avait la conscience pure et claire comme l'eau de source. Il était bon camarade et nous l'estimions beaucoup.

Il connaissait des histoires de fortunes et de misères. Et il nous contait par les nuits de lune et de tafia des affaires mystérieuses que la justice n'avait jamais sues. Paresseux comme il était, bien rare le jour où Algemiro ne se plaignait pas de lui. Honorio le regardait de ses yeux doux :

— J'en ai plein le dos, d'ce gars-là...

Il faisait un chahut terrible chez les prostituées de Pirangi, et se vantait de ne pas payer les femmes. Mais quand nous n'avions pas de liquide, lui allait voir le Colonel, le couteau « caïman » à la main, et demandait de l'argent d'une voix suppliante. Le Colonel criait, le traitait de fainéant, mais Honorio ne revenait jamais les mains vides.

João Vermelho, le dépensier, le craignait. Un jour il avait refusé de remplir le sac d'Honorio, disant qu'il avait des ordres du Colonel, qui était en ville. Le noir ne se troubla pas. Il sauta par-dessus le comptoir du magasin, et pesa lui-même ses haricots et sa viande. Et ensuite il tordit de ses terribles mains noires le nez blanc et effilé de João Vermelho. Nous riions comme des perdus.

Honorio savait également chanter. Et le soir sa voix emplissait le silence, accompagnée à la guitare par Colodino.

On parlait des filles de Pirangi. Presque tous les ouvriers avaient leur petite amie.

Certains se mariaient religieusement, d'autres vivaient en concubinage, ce qui était beaucoup plus courant. Des légions d'enfants aidaient les parents sur les plantations. Rares ceux qui savaient lire. De l'instruction à proprement parler, j'étais seul à en avoir avec Colodino, qui était allé à l'école et lisait et écrivait pour tout le monde.

Honorio, depuis plusieurs années, se cassait la tête sur un alphabet mais il ne réussit pas à franchir le cap des voyelles. Lui voulait savoir lire pour acheter les histoires en vers de

Lucas da Feira, Joâo do Telhado et Lampion [7]. Joâo Grilo, qu'on appelait « Docteur », savait ces histoires et les récitait pour notre plaisir. Honorio voulait toujours arriver à savoir l'ABC. Colodino faisait le professeur. Mais ça n'entrait pas dans la tête du géant.

Joâo Grilo, mulâtre très foncé, blaguait :

— Ça, c'est pasque t'es nègre, Honorio. Nous aut' les blancs, on connaît. Moi, docteur Joâo Nabuco da Silveira Nascimento, vulgairement Joâo Grilo...

— Qu'è qu't'es donc, toi, négro ?

— Mais j'suis blanc, y a pas d'doute. Si j'étais noir rien qu'une minute, je me suiciderais avec une corde.

Honorio riait clair, et Colodino faisait gémir sa guitare, chantant la nostalgie d'autres pays et de métisses en robe d'indienne.

A neuf heures du soir le silence s'emparait de tout et l'on s'allongeait sur les planches qui servaient de lits ; nous dormions d'un somme, sans rêves et sans espérances. Nous savions que le lendemain nous continuerions à cueillir le cacao pour gagner 3.500 reis que l'Economat nous prendrait... Le samedi nous allions à Pirangi mettre le sexe à jour. Certains passaient des mois sans sortir de la propriété et se satisfaisaient avec les ânesses du troupeau. Mineira, la « marraine » était vicieuse et on se la disputait. Les gamins, tout jeunes, s'exerçaient déjà sur les chèvres et les brebis.

Personne ne réclamait. Tout était régulier. On vivait pour ainsi dire hors du monde et notre misère n'intéressait personne. On vivait pour vivre. De très loin seulement apparaissait l'idée qu'un jour les choses pourraient changer. Comment, nous l'ignorions. Nous ne pourrions pas tous arriver à être propriétaires. Sur mille, un deviendrait riche. Au Domaine Fraternité, seul Algemiro était arrivé à quelque chose. Le Colonel avait acheté pour lui un terrain qui valait dans les trente contos, et qu'il payait avec les récoltes. Comment ferions-nous alors pour sortir de cette situation misérable ? Nous pensions quelquefois à cela. Colodino surtout.

Honorio affirmait :

— Un jour je les descend tous, les colonels, et on se partage ça.

7. Fameux bandits (*cangaceiros*) du Nord-Est.

Nous riions. Et, je ne sais pourquoi, la richesse ne nous tentait guère. Nous désirions un peu plus de confort dans notre grande misère.

Plutôt des bêtes que des hommes, nous avions un vocabulaire des plus réduits, où règnaient les gros mots. Pour moi, à cette époque, comme les autres ouvriers, je ne savais rien des luttes de classe. Mais nous devinions qu'il y avait quelque chose.

Et nous pensions à la formule d'Honorio, jusqu'à l'arrivée du samedi : on allait à Pirangi.

PIRANGI

João Grilo apporta l'affiche, que je lus à haute voix :

DEBOUT, JOYEUSE JEUNESSE

Dans la pittoresque localité de Pirangi où est située la salle des fêtes

CINÉ-ALLIANCE

nous attirons votre attention, afin de rehausser l'éclat des fêtes que la sympathique Bande Carnavalesque Bacuraus[8] en Folie *va donner : Un pique-nique avec bal en plein air, 2 milreis, pour le spectacle complet voir le billet d'entrée.*

Après-midi, vente aux enchères, kermesse et roskof, ces distractions commençant dès le matin ; le soir sera projeté le film superformidable :

AIGLES MODERNES

Au bar et au buffet service irréprochable, à souligner que le 6 au matin se présentera sur un camion, pour avertir des réjouissances, des demoiselles et l'orchestre select afin de donner succès et réussite à la festivité.

Il est rappelé à ceux qui désirent rehausser ces fêtes de leur présence qu'on pourra voir l'au-

8. *Bacuraus* : Surnom donné aux nègres de Rio de Janeiro.

tomobile n° 51 qui sera disponible à portée de toutes les bourses.

Nous espérons voir des fleurs, de la musique et des rires.

Quand j'eus fini de lire, Honorio s'écria :

— Ah ! j'vas étrenner ma veste...

Nous combinâmes d'y aller, en troupe, Honorio, Antonio Barriguinha, João Grilo, Nilo, João Vermelho, moi, et plusieurs autres. Colodino irait aussi, et amènerait sa fiancée, Magnolia, la métisse la plus jolie des environs.

Colodino travaillait depuis longtemps à la construction des barcasses de la propriété. C'est là qu'il avait connu Magnolia, fille de Dona Julia, une vieille femme de cinquante ans. Elles étaient toutes deux louées pour la mise en tas du cacao. Magnolia était vraiment jolie. Pas comme ces héroïnes de romans écrits par des gens qui n'ont jamais visité une plantation. Les mains calleuses et de grands pieds. Personne ne peut avoir de petits pieds, qui travaille dans une plantation de cacao. Des seins lourds qui, bien souvent, se montraient à travers les déchirures de la vieille robe. Mais on ne faisait pas attention. C'était la fiancée de Colodino ; nous la respections. Un peu vieillie, peut-être, pour ses vingt ans. Mais Colodino l'aimait et chantait à la guitare des improvisations dédiées à Magnolia. Le soir, parfois, on faisait un saut jusque chez la vieille Julia pour boire une gorgée de tafia et faire un bout de causette. Qu'on ne s'imagine pas que Magnolia causait bien. C'est chose qui n'existe pas dans la brousse. Elle savait des grossièretés et les proférait à tout instant. Cela mis à part, et le fait qu'elle se baignait nue dans la rivière, elle ne donna jamais d'espérance à personne, et Colodino serait heureux avec elle, sans aucun doute. Mais dans les plantations de cacao il y a toujours quelque chose qui s'appelle le fils du Colonel, qui est étudiant à Bahia, et qui est ignorant et idiot. Mané-la-Peste, lui aussi, avait un fils, le fameux Osorio, qui traînait à l'Ecole de Droit depuis quelques années...

Pirangi est une rue unique de quelque deux kilomètres. La « Salle des Fêtes Ciné-Alliance » se trouvait en plein

centre de la localité. C'est là qu'étaient montées les baraques de la vente aux enchères et de la kermesse. Beaucoup de gens de l'agglomération et des propriétés voisines. Des Arabes du commerce local écorchaient notre langue. Gamines de Pirangi et jeunes filles de la brousse, les yeux baissés, en robes démodées, les joues cherchant à imiter celles des dames de la haute société, peintes d'une façon horrible. L'orchestre, un groupe de nègres qui jouaient faux, mettait en joie l'assistance. Un photographe ambulant tirait les portraits en quinze minutes.

On commentait la venue de la bande carnavalesque « Bacuraus en Folie ». Certains disaient qu'elle ne se montrerait plus. Il y aurait eu des désaccords au sein du comité. D'autres n'y croyaient pas. On discutait avec des gros mots et des rires.

— C'est dégueulasse. Ça serait bien des Bacuraus de pas venir.

— Ben s'y viennent pas, j'veux mes deux milreis.

Des ouvriers agricoles passaient. On devinait le revolver sous la veste. Rare la fête qui ne finissait pas en bagarre. Les quatre gendarmes qui faisaient la police dans l'agglomération étaient bien les dignes représentants de l'ordre brésilien. Ils buvaient plus que personne et pinçaient les petites mulâtresses.

— Fous-moi la paix ; fais pas l'œuf.

— Allez, ma jolie, fais pas la méchante.

— Avec moi, ça prend pas, va te faire pendre, cochon.

— J'suis un petit saint, ma mignonne.

— Va-t'en peloter ta mère...

— Bourrique, enfoirée...

Les pinçons et les plaisanteries continuaient. Ils fumaient des cigares à 50 reis et emplissaient l'air du bruit des éclats de rire.

Les familles des médecins et des riches commerçants s'asseyaient à l'écart, sur des chaises installées au milieu des trottoirs. Pour la « société », il y avait bal chez le docteur Domingos, pharmacien. Mais il ne commençait qu'à dix heures et les riches voulaient d'abord profiter de la fête des pauvres.

On achetait des billets pour le bal de plein air et pour

le cinéma. De temps à autre un commencement de bagarre avec des cris et des poursuites, et que les moins saouls faisaient cesser.

Quand nous arrivâmes, la vente commençait. Colodino acheta une poupée blonde pour Magnolia. M'sieu José Rodrigues, monté sur une table, s'égosillait :

— Qui dit mieux ? Qui dit mieux ? Huit milreis pour une poupée, et qui ferme les yeux, encore, c'est pour rien... Qui dit mieux ?

Personne ne disait mieux. Colodino garda la poupée et paya en vieux billets de milreis, déchirés et collés avec du savon.

Les « Bacuraus en Folie » arrivèrent et toute la foule entoura la bande. Ils dansaient et chantaient, et le porte-étendard réalisait des prodiges avec la bannière. L'assistance chantait le refrain en chœur :

Eh ! allons rigoler...
Eh ! allons rigoler...

João Grilo distribuait des pinçons à droite et à gauche, au milieu de la foule. Une vieille protesta :

— Y m'ont pincé le derrière...

— Va de là, eh ! tronche.

— T'as pas honte ?

— Tordue...

Eh ! allons rigoler...
Eh ! allons rigoler...

Le porte-étendard semblait habité par un esprit. Il dansait des danses rituelles africaines qu'il avait dans le sang comme un héritage. Il se baissait complètement avec sa bannière, et soudain se levait sur la pointe des pieds, qui touchaient à peine le sol. Il ne voyait personne, entièrement possédé par la danse. Le Congo, les déserts, les nuits avec les rugissements des bêtes féroces. *Oricha-là* [9], que de choses dans cette danse...

L'orchestre s'arrêta. Des cris :

9. Divinité des cultes afro-brésiliens.

— Vivent les « Bacuraus en Folie » !

— Bravooo !

Et la troupe s'en fut rendre visite aux maisons des riches, où il y avait des rafraîchissements et des friandises. Les gens reprirent leurs promenades, en attendant l'heure du cinéma et du bal. Certains accompagnèrent les Bacuraus. Honorio alla boire une canette de bière au bar de m'sieu Isaac, qui fonctionnait à partir de dix heures comme boîte de nuit.

Honorio arborait la fameuse veste bleue bariolée, une cravate faite d'un ruban de chapeau, et d'énormes chaussures qui donnaient, à enfiler, un travail invraisemblable. Il s'était arrêté maintenant à la porte d'une maison, à bavarder avec une prostituée connue. Quand il revint, il se gonflait :

— La Mariette m'a invité à coucher avec elle aujourd'hui.

— Bonne affaire... Elle m'a refilé une chaudepisse...

— Tu râles, João Grilo, parce qu'elle a appelé bibi. T'as eu le béguin pour elle.

— Moi, j't'en prie !... Pour cette tordue ? C'est elle, oui, qu'a fait des trucs de sorcellerie pour m'avoir.

En réponse, Honorio poussa de grands éclats de rire.

— Tu crois qu'c'est pas vrai ? Demande à Antonio Barriguinha... Il a vu le bisness. Huile de palme, un poil de sous le bras, et farine...

— Dis pas de conneries, espèce d'idiot de mulâtre.

— Tu vas voir le résultat, couillon de nègre.

Mariette, une jeune mulâtresse, pouvait avoir dix-huit ans. Mais entre elle et la Zéfa, qui en avait cinquante, il n'y avait pas de différence. Même visage flétri, mêmes jambes couvertes de plaies.

Le cinéma se remplit. Il y avait des gens debout en masse. Si on n'avait pas eu l'habitude des puces et des punaises, on ne voyait même pas le film. Déjà ainsi on se grattait beaucoup... Nous occupions une rangée presque complète. Il ne resta qu'une place, où s'assit un soldat, tout à côté de Magnolia. Les gamins impatients commencèrent à taper sur les chaises. En peu de temps, le chahut devint terrible. Finalement, le film débuta, tout abîmé. Et les yeux de cette humanité s'extasiaient devant le luxe de New-York. Honorio n'aimait pas cela :

— J'aime pas le cinéma. J'aime le cirque.

João Grilo répliquait :

— Tu diras pas qu't'es pas nèg'. Moi, ça m'plaît. C'est fait en « Ourope », ça.

— Les trucs de ces patelins-là...

Et Honorio faisait une moue méprisante. Puis il interrogeait :

— Comment qu'c'est qu'y marchent ?

— Couillon de nègre ! Tu vois pas qu'y a un type, là, derrière la toile, et qu'c'est son ombre qu'on voit ?

Magnolia s'agitait sur sa chaise, inquiète. Colodino lui demanda ce qu'elle avait.

— Rien, répondit-elle sans vouloir avouer que le militaire essayait de la peloter.

Mais celui-ci continua. Et Magnolia finit par dire :

— Dis, Colodino, y a c'militaire qui m'touche.

Codolino se leva et attrapa le soldat :

— T't'imagines qu't'es en train d'peloter la femme d'une lavette, enfant d'putain ?

La gifle claqua. Le soldat tomba par-dessus la chaise. Il se releva en flageolant, tirant sa baïonnette.

— J'vais t'montrer à respecter l'autorité, salopard...

— Enculé.

Honorio renversa le soldat d'un coup de poing. Ils roulèrent dehors. Des hommes grimpaient sur les chaises pour voir la bagarre. Un autre soldat s'approcha de Colodino :

— Au bloc.

— J'y vais pas.

— Vous avez manqué de respect à un soldat de la police.

— Il essayait de peloter ma fiancée.

Honorio s'approcha :

— 'L'était saoul. Et pis y en a marre, hein ?

Le soldat trouva plus prudent de s'en aller. Et le film reprit.

Nous allâmes regarder la fête du docteur Domingos. Il y avait foule, dehors, à la fraîche. Des ouvriers et des jeunes filles pauvres. Quelques employés de commerce, qui n'avaient pas été invités, engoncés dans leurs costumes blancs, espéraient réussir à entrer. Ils regardaient les danseurs d'un œil suppliant et envieux... Il n'y avait la lumière électrique qu'au cinéma et au bar. La maison du docteur Domingos était éclai-

rée au pétrole. Tant de lumière qu'on en avait mal aux yeux. Un piano allemand se laissait effleurer par une languissante pucelle qui cherchait un mari. Plate comme une planche à laver, elle avait depuis longtemps franchi le cap de la trentaine. Elle affirmait pourtant, d'une petite voix asexuée, qu'elle atteindrait 23 ans en août. Elle espérait un fiancé, et comme il ne venait pas, elle jouait du piano dans les fêtes de la localité. De temps à autre un garçon compatissant allait l'inviter à danser. Elle s'abattait sur le cavalier et se laissait emmener, les yeux clos, pensant certainement à une quantité de choses horribles.

Institutrice de la localité, elle rossait les rares enfants qui fréquentaient l'école et consacrait tout son temps à sourire aux jeunes gens qui passaient. La jeunesse la détestait. On lui avait donné le sobriquet de « Miss Fil de Fer ». Je crois qu'elle aurait donné ce qui lui restait à vivre pour passer une nuit avec un homme.

Algemiro dansait aussi. Et surtout il vidait chopes de bière sur chopes de bière. Le contremaître aimait ces fêtes de riches et se gonflait de vanité parce qu'on le traitait bien Il avait été ouvrier comme nous et ne savait pas lire. Il y avait quatorze ans qu'il travaillait pour Mané-la-Peste. Il avait réussi à acheter une plantation pour trente contos. Le Colonel avait prêté l'argent en hypothéquant les récoltes. Toute son ambition se bornait à s'enrichir. Nous haïssions le Colonel. Algemiro, nous le méprisions. Nous sentions qu'il n'était pas des nôtres. Moi, qui descendais d'une famille riche, j'étais plus proche des ouvriers que lui, qui venait de générations et générations d'esclaves. De peau cuivrée, les cheveux clairs et crêpus, habillé d'un costume de toile bleue, tout en courbettes et en sourires, il riait, enchanté des conversations de ces bourgeois. Nous, de l'extérieur, souriions de mépris. Ils ouvrirent des bouteilles de champagne à la salle à manger. Les danses s'interrompirent et les couples coururent à l'assaut. Honorio cracha de côté :

— J'aime mieux un coup d'tord-boyaux.

Et nous partîmes boire.

Colodino et Magnolia nous quittèrent et prirent le chemin de la propriété. Quant à nous, nous allâmes à la « boîte ». L'affiche annonçait « lumières, fleurs et femmes ». Deux

lampes électriques, quelques méchantes fleurs artificielles et les quinze ou vingt prostituées de l'endroit. Des hommes ivres et beaucoup de tafia. Un jazz infâme. Mais on le trouvait excellent. Dans un recoin, séparé du reste de la salle par une cloison, on jouait à la roulette. Derrière le comptoir « m'sieur Isaac » surveillait la clientèle. Il savait ce que chacun des clients pouvait boire. Et lorsqu'il calculait que quelqu'un avait juste de quoi payer ce qu'il avait déjà bu, il ordonnait au personnel de ne plus le servir. « M'sieur Isaac » ne se trompait jamais dans ses calculs. Le bonhomme pouvait se tuer à appeler les garçons. Ceux-ci n'entendaient pas. Cette histoire de faire crédit, ça ne marchait pas avec m'sieur Isaac...

Mariette arriva avec une autre prostituée et s'assit à notre table.

— Paie-moi une bière, Honorio.

— J'suis fauché, ma belle.

— Fais pas l'œuf, crache.

Honorio paya. L'autre fille me demanda si je ne la connaissais pas. Comme je ne me souvenais pas, elle me rappela :

— J'ai fait le voyage avec toi, p'tit.

— Ah ! oui, d'accord...

— Tu m'avais oubliée, dis ?

— Je t'ai jamais plus revue.

— T'as eu beaucoup de boulot ?

— Pas mal...

— Aujourd'hui t'es venu dépenser tes ronds de reste...

— Ouais... Et toi, ça t'plaît par ici ?

— Comme ça... On bouffe...

— C'est déjà quelque chose.

— Dans le Sergipe on n'arrive pas à bouffer.

Elle passait ses mains dans mes cheveux blonds :

— T'es de bonne famille, hein ?

— J'suis « loué » chez Mané-la-Peste.

— Laisse tomber l'orgueil. Moi aussi j'suis de bonne famille. Mes frangines sont toutes mariées. J'ai deux frères diplômés : un médecin et un avocat. Mon père...

Elle regardait dans le fond du verre de bière et le vida d'un seul coup.

— Dieu fasse que ma famille sache pas que j'fais la vie. Ma mère en mourrait.

— Comment c'est arrivé ?

— J'étais mariée. Un voyageur de commerce. M'a plaquée à Bahia. J'y suis restée un bout d'temps. Après j'ai fait les patelins des environs. Maintenant j'suis ici.

— T'as jamais plus revu ton mari ?

— Non. Heureusement.

— C'te vie...

Elle but mon verre de bière. Elle portait au cou une croix de fausses pierres.

— Mon cadeau de fiançailles.

— C'te vie...

— On danse ?

— Allons-y.

Honorio cachait les lèvres brunes de Mariette entre ses lèvres noires.

Nous nous rendîmes chez les filles sous une petite pluie fine. Quand j'entrai dans sa chambre. Antoniette me dit :

— Ecoute, petit, j'peux pas aller avec toi. J'aime mieux pas gagner mon argent. J'te donnerais la maladie. J'suis presque guérie mais quand même...

RUE DU BOURBIER

Au matin, Antoniette me montra un billet de la blanchisseuse.

« Mademoiselle Antoniette :

plaît de faire le possible pour mon argent que j'en ai bien besoin, si vous voulez bien me l'envoyer passe que j'ai déjà attendu un mois. Excusé-moi de demander le payment, mais vous savez que je suis pauvre, j'en ai besoin.

« MADALENA. »

— C'est combien ?

— Trois milreis.

Je lui donnai mes derniers cinq milreis.

— Merci, p'tit. Quand j'serai tout à fait bien, tu seras mon amoureux. T'es la première personne de bon cœur que je rencontre ici dans le Sud.

Je me lavai la figure ; ensuite Antoniette peignit mes cheveux embroussaillés.

En plus de la fameuse rue de deux kilomètres, il y avait à Pirangi une ruelle en cul-de-sac, qu'on nommait à juste titre la rue du Bourbier. Indépendemment de la boue, les femmes mariées redoutaient cette rue de filles perdues.

— La police devrait interdire ça, disaient-elles.

— Pensez, la police est la première...

— Ça c'est bien vrai, Dona Rosalia. Nos maris vont dépenser tout ce qu'ils gagnent avec ces filles. Dieu me pardonne.

— Et moi qui ai besoin d'un chapeau et d'une robe... Manuel ne me donne que des promesses. Je crois qu'il donne l'argent à ces saletés.

— Elles tondent les gens.

— Mais le bon Dieu les punira, Dona Rosalia, le bon Dieu les punira.

Zilda était une petite mulâtresse claire, aux grands yeux d'enfant qui ne sait rien de la vie. C'est à l'heure du café que je fis sa connaissance. Elle faisait la vie depuis l'âge de onze ans, et demeurait dans cette petite maison avec Antoniette, Mariette et Zéfa. Sur son corps, tout juste une robe, toute en loques. Elle n'avait presque pas de seins, la pauvre gosse. Elle buvait son café machinalement, sans parler. Joâo Grilo, qui couchait avec elle, l'embrassait. Elle se laissait faire sans révolte, tout naturellement. Cela faisait partie du métier. Et, avec ses treize ans à peine, elle connaissait fort bien le métier.

— Quel âge as-tu, petite ?

— Treize.

— Pas plus ?

— Je les aurai après-demain.

— Qui c'est-y ?

— Le fils du Colonel Misrael...

— Quel âge que t'avais ?

— J'allais faire onze ans.

— T'étais déjà femme ?

— Pas encore.

Zéfa me raconta toute l'histoire. Fille du vieil Ascenço, Zilda constituait toute la famille du bonhomme. Ils travaillaient pour Mané-la-Peste, lui à la cueillette, elle à la mise en tas du cacao. Ils habitaient sur le bord de la route. Tous les ans, Osorio, le fils du Colonel, qui étudiait à Bahia, venait à la plantation pour les vacances. Le vieil Ascenço le saluait de la porte et lui demandait des nouvelles de ses études :

— Et ces livres, le jeune Monsieur, ça va toujours ?

L'étudiant arrêtait sa bête pour regarder les cuisses de Zilda, déjà bien fortes malgré ses dix ans. Un jour Osorio était venu au village. Le vieil Ascenço se trouvait à Pirangi et Zilda nettoyait la maison. Il se mit à pleuvoir et Osorio demanda l'hospitalité. Il ne respecta pas les dix ans de Zilda. Tragédie des malheureux : un père qui jette sa fille dehors et meurt de chagrin.

— Et l'imbécile aime ce salaud, encore.

Zilda confessait :

— Y m'plaît, qu'est-ce tu veux faire ? Il est si gentil. Quand il vient cette année il va dormir avec moi.

Le suicide de Zilda fut une des choses qui m'émurent le plus durant mon séjour dans le sud de Bahia. Quand elle sut que le futur docteur venait passer la Saint-Jean à la plantation, elle acheta une robe neuve et un bâton de rouge sur ses économies. Habillée de neuf et bien maquillée, elle l'attendait au milieu de la route. Il passa sans faire attention à elle. Mais à la nuit il vint au village et descendit rue du Bourbier. Zilda dit :

— Osorio...

— Qui est-tu ?

— Zilda.

— Quelle Zilda ?

— Vous m'avez dépucelée à la ferme de votre père.

— Mais tu es affreuse... Quelle mocheté, pfuh !...

Et il alla coucher avec Antoniette.

Le lendemain, Zilda but du poison. Les filles firent une collecte pour l'enterrer, car elle avait dépensé ses économies pour la robe neuve. Quand l'enterrement passa, un pauvre cercueil mal peint, Osorio traversait le village à cheval.

— Qui est-ce qu'on enterre ?

— Zilda.

— Elle est morte ?

— Elle s'est tuée.

— Qu'elle soit heureuse en enfer...

Dona Rosalia ne croyait pas qu'une prostituée pût se suicider par amour. Une prostituée se tue en punition de ses péchés, amen.

Elle ne put jamais comprendre pourquoi les bordels étaient pleins d'images et de statuettes de saints. Rue du Bourbier, c'était ainsi. L'image de N.S. de Bon Succès, toutes les maisons la possédaient. Antoniette, avant de se coucher avec un homme, faisait sa prière. Elles croyaient en la sorcellerie et faisaient des promesses. Elles maudissaient la vie qu'elles menaient et en même temps remerciaient tous les jours le créateur de les avoir mises au monde. Le Frère Bento parlait contre elles dans ses sermons du dimanche. Mais le Frère Bento, comme me l'expliqua Zéfa, était client de l'épouse du docteur Renato.

Pauvres filles, qui pleuraient, priaient, et s'enivraient dans la rue du Bourbier. Pauvres ouvrières du sexe. Quand viendra-t-il, le jour de votre libération ?

Que de trésors de tendresse perdus, combien de bonnes mères et de bonnes travailleuses ! Pauvres malheureuses, à qui les dignes épouses refusent même le droit au royaume du ciel. Mais les riches n'ont pas honte de la prostitution. Ils se contentent de mépriser les infortunées. Ils oublient que c'est eux qui les ont amenées là. Je songe au jour où la rue du Bourbier se lèvera, lacèrera les images des saints, s'occupera des cuisines des riches. Ce jour-là, elles pourront même avoir des enfants.

Jorge Amado.

(*A suivre.*)

(*Traduit par Jean Orecchioni.*)

Jack Potter.

LA PESANTE JOURNÉE (I)

VENDREDI

La journée n'apporterait aucun soulagement.

Pour ça, on est tranquille, pensa-t-il, se retournant nerveusement dans son lit. Si seulement je trouvais mon aise, peut-être que je pourrais dormir encore vingt minutes.

A demi réveillé, il avait conscience de l'heure — 6 heures 47 — du ronronnement du ventilateur, qui brassait l'air chaud et agitait légèrement le drap, et de la chaleur implacable, obstinée. La nuit n'avait apporté aucune brise rafraîchissante, aucune détente, seul le silence noir sans un souffle d'air.

Seigneur, encore une journée torride.

Il avait mal à la tête : un élancement sourd juste au-dessus des yeux quand il changeait de position.

Cela passera, pensa-t-il, dès que j'aurai pris un peu de café et que je me serai donné un peu de mouvement.

Il entendit le clop-clop des sabots du cheval sur l'asphalte molle de la rue. Le clop-clop s'arrêta, des bouteilles s'entrechoquèrent, cognèrent contre le métal du casier, puis, de nouveau, un instant après, le clop-clop-clop, de plus en plus faible.

Pas de fraîcheur avant lundi, pensa-t-il, effondré. D'ici là, la chaleur m'aura certainement tué.

Son veston tropical était soigneusement installé sur le dos d'une chaise. A huit heures et demie, se dit-il, il sera tout froissé ; à dix heures, ce sera un sac informe et crasseux, avec des croissants de sueur aux aisselles et trempé dans le dos, au contact de la chaise.

George Mazer poussa un grognement involontaire, en lançant la jambe dans le lit. Un souvenir déplaisant, pourtant fort ancien, lui était revenu inopinément à l'esprit.

Pourquoi est-ce que je pense à ça ? se demanda-t-il. Pourquoi est-ce que je me rappelle toujours des choses comme ça ? Des choses gênantes. Comme si je n'avais pas connu de bons moments dans la vie.

Abattu, il poussa un soupir, complètement réveillé à présent, et se retourna pour regarder sa femme qui dormait dans le lit jumeau à côté du sien. Elle respirait sans bruit, pelotonnée sous le drap, nue. Il n'éprouva aucun désir.

Pas ce matin, pensa-t-il. Il fait trop chaud. Je suis déjà en nage avec cette putain de chaleur.

Il se laissa aller, et son mal au crâne se calma.

Et tandis qu'il restait ainsi allongé, plein de pensées vagabondes, sautant d'un souvenir fragmentaire à un autre, la chaleur s'installait tranquillement, imposant partout sa présence écrasante, s'insinuant dans tous les coins de la chambre et toutes les chambres de la ville : bientôt, il n'y aurait plus une seule bouffée d'air frais à respirer. La chaleur s'appesantissait, implacable, comme la lave qui ensevelit le village dans la vallée, épaisse et suffocante.

Les jambes de son pyjama jaune lui étaient remontées jusqu'aux genoux. Il regardait la fente qui commençait à se dessiner dans un coin du plafond, et la lumière du soleil lui poignardait les yeux.

Pourquoi est-ce que je me rappelle toujours les choses désagréables ? se demanda-t-il. J'ai pourtant connu de bons moments. Tout paraît moche quand il fait chaud et qu'on a mal au crâne.

Le pas du cheval avait disparu. Il n'y avait plus que le ronronnement du ventilateur. Il était encore trop tôt pour le grincement des portes coulissantes du garage de Roger Andrews.

Sa femme s'agita et se retourna, fronçant les sourcils, les yeux clos et lourds de sommeil, puis retrouva son immobilité.

C'est cette putain de chaleur, pensa-t-il. Cette chierie de chaleur. Un de ces jours on va tous fondre. Du beurre fondu. Voilà ce qu'on sera tous : du beurre fondu.

George, vous avez une santé de fer, dit le docteur. Il y a beaucoup d'hommes de quarante-cinq ans qui donneraient cher pour être comme vous.

Vous avez obtenu des résultats sensationnels, George, dit le directeur. J'ai tout lieu de penser que J.B. lui-même a été impressionné.

Nous avons besoin de vous dans ce comité, George, dit le voisin. Pour le dynamisme, personne ne peut vous remplacer.

Mon chéri, tu as été formidable ! dit-elle. Tout le monde parle de toi.

Bien joué, George, dit le partenaire. C'est un coup de maître.

Mais qu'est-ce que j'ai ? se demanda-t-il. Pourquoi est-ce que je suis aussi mal foutu ? Quand ça ne va pas, il faut savoir ce qu'on a. Qu'est-ce que je peux bien avoir ?

La météo annonçait : beau temps, température en hausse, avec un maximum de 35 degrés.

***

La pièce dans laquelle il se trouvait était étroite, écrasée sous un plafond bas, et longue, longue à perte de vue. On le poursuivait, et il n'avait qu'une pensée : fuir. Mais où pouvait-il aller ? Il tournait en rond, butant contre de grands objets. Frénétiquement, il cherchait une issue. Là-bas, on apercevait leurs phares, et le doigt mince et blanc d'un projecteur le cherchait sur le mur, hésitant comme une main d'aveugle. Devant, à l'autre bout, il aperçut la lumière du jour. Une issue ! Il courut vers la lumière et se retrouva dans une ruelle derrière la maison de Kankakee. Il était environ quatre heures du matin, et tout était tranquille. Il n'y avait que lui et la voiture. Il la vit venir et s'enfuit à toutes jambes, terrifié, se retournant pour regarder par-dessus son épaule, apercevant les phares qui balayaient les murs comme la voiture tournait dans la ruelle pour le poursuivre...

— George, mon chéri. Il est l'heure de se lever.

Ces mots banals, rassurants, s'enfoncèrent dans son esprit,

refusant de se laisser absorber dans la vision intense et obscure, l'étrange et déprimante situation dans laquelle il se trouvait enfermé une fraction de seconde auparavant. George Mazer s'éveilla et prit conscience avec un sentiment de soulagement que ce n'était qu'un rêve, en pensant qu'il l'avait toujours su et qu'il aurait pu y mettre fin quand il aurait voulu. Il se retourna et fit : « Hein ? ».

— Sept heures un quart, mon chéri.

Sa voix fraîche tranchait, nette, dans l'air épais.

— Bon, bon.

Il se retourna, remontant le drap sous son menton, se laissant aller paresseusement dans le lit, regrettant d'avoir à le quitter, savourant chaque instant de bien-être physique et de calme mental.

A-a-a-a-h.

— George.

— Oui, oui.

Faire vite.

Il se redressa brusquement dans son lit, grimaçant sous la douleur passagère qu'il ressentit dans le crâne. Des formes émergèrent du tournoiement effréné, et tout se remit en place.

— Seigneur, il va encore faire une-ne-ne chaleur épouvantable, dit-il en bâillant, se grattant et se frottant la tête.

Il remuait les lèvres et la bouche comme s'il eût goûté du thé.

Irène était éclatante et fraîche dans une robe de chambre de couleur vive. Elle avait un sourire compréhensif.

— La radio a dit qu'il ferait frais lundi, dit-elle.

George poussa un grognement.

— Ce sera trop tard, fit-il. Lundi on sera tous morts.

— Je descends. Tâche de ne pas te rendormir.

— Il n'y a pas de danger. Comment veux-tu dormir dans cette chaleur ?

Deux minutes plus tard, il était debout devant le miroir de la salle de bain, se tâtant pensivement le menton.

Il y a un homme sur huit qui se rase tous les jours, pensa-t-il. Il faut bien que j'en sois. S'il y a un homme sur huit qui fait quelque chose de désagréable, je suis toujours un de

ceux-là. S'il y en a trois sur quatre, je suis dans le tas. A moins, bien entendu, que ce soit quelque chose d'agréable.

Il sourit.

Le visage souriant que lui renvoya le miroir était un visage agréable, banal, pas encore souligné d'un double menton ; les cheveux châtains étaient encore drus et ne dégarnissaient que légèrement les tempes ; ils étaient un peu ébouriffés, mais cela lui allait plutôt bien ; les yeux bleu gris au regard franc étaient clairs et nets ce matin, et non, comme parfois après une mauvaise nuit, injectés de sang ; les lèvres pleines dessinaient deux arcs de part et d'autre de dents blanches mais légèrement inégales. Deux rides prononcées soulignaient comme des parenthèses les deux côtés de la bouche, mais ce n'était pas laid.

Ce petit examen le laissa assez satisfait, et il leva la main pour ouvrir la porte de l'armoire à pharmacie. Une seule pensée désormais : Ne Pas Manquer Le Train. L'emploi du temps matinal de George Mazer, s'il était suivi, lui permettait de rester au lit jusqu'à la dernière minute, de prendre une douche et de se raser, de manger un substantiel breakfast tout en jetant un coup d'œil dans le journal sur les principales nouvelles — et en particulier sur le récit d'un crime intéressant, quand il y en avait un — et sur les résultats sportifs — le dernier exploit de Di Maggio au baseball, ou la dernière gaffe de Newhouser : George n'avait pas besoin du rédacteur sportif pour savoir que c'était la cinquième fois de la saison qu'il n'arrivait pas à marquer — et tout cela en partant assez tôt pour prendre le train de 8 heures 07.

A 7 heures 55, il reposa pour la dernière fois sa tasse de café, se tamponnant les coins de la bouche avec sa serviette tenue de la main gauche ; il se leva, se pencha, déposa un baiser rapide sur les lèvres de sa femme, mit son panama en marchant et se dirigea vers la gare.

Le matin, la gare attirait irrésistiblement les hommes des nombreuses maisons du voisinage. Entre 7 heures 40 et 8 heures 20, quatre cent-quarante portes s'ouvraient dans le quartier de l'Indian Trail, et autant d'hommes bien habillés, ayant pour la plupart entre vingt-cinq et cinquante cinq ans, embrassaient leur femme, en fourrant leur serviette sous le

bras, et marchaient rapidement vers la gare. Le matin, personne ne flânait. Personne ne regardait la maison du voisin ni sa pelouse, personne ne regardait le ciel ni la rue ni les autres voyageurs. Tous marchaient vite, ne regardant nulle part, ne voyant rien, refaisant une fois de plus le trajet qu'ils faisaient depuis des années, sur ces trottoirs dont le ciment, qu'ils avaient connu neuf, se craquelait ; ils arrivaient à la gare, où ils achetaient des journaux, glissaient une pièce dans la boîte aux cigares, certains parlaient, pensant à autre chose, en attendant que le train entre en gare, lâchant des jets de vapeur, haletant ; tous alors s'y enfournaient, laissant le quai désert à part le vendeur de journaux sans âge qui était là depuis si longtemps, mal rasé, coiffé d'une casquette graisseuse et vêtu, quand il faisait frais, d'un sweater de lycéen brodé d'un G sur le devant, troué aux coudes malgré les protège-coudes en cuir ; et quand il faisait chaud, d'un sweatshirt, sur le devant duquel était brodé *Shell Giants*.

Dix minutes plus tard, le quai était de nouveau plein d'hommes que la gare insatiable avait arrachés à leur foyer.

De 17 heures 35 à 18 heures 15, ils revenaient, descendant à la queue leu leu des grandes voitures comme des insectes, et accomplissaient en sens inverse le trajet familier, pleinement conscients à présent et curieux, remarquant la nouvelle toiture de chez Halter ou les fleurs de chez Kell, et les gosses qui jouaient au ballon dans le parc et dans les rues, sentant l'odeur des feuilles que l'on faisait brûler et éprouvant un sentiment de bien-être auquel se mêlaient une pointe d'incertitude et une nostalgie indéfinissable, des journaux sous le bras, marchant à deux de front peut-être, échangeant quelques paroles avec les voisins, jusqu'au moment où ils arrivaient à l'endroit de la séparation, faisant alors seuls le reste du trajet : les deux derniers blocks, l'allée du petit jardin, les marches, la porte ouverte, et les voix d'enfants excitées qui criaient :

— Maman ! Papa est arrivé.

Debout sur le quai, son journal soigneusement plié sous le bras — il le gardait pour le lire dans le train — George Mazer regardait les hommes qui l'entouraient, examinant les visages lisses, nets, sans expression. Il salua d'un signe de tête deux hommes dont il ne connaissait pas le nom. Il ne

connaissait que leur visage. Un réflexe conditionné. Ils lui rendirent son salut. Ce rituel matinal lui donnait l'agréable impression d'avoir des alliés silencieux. Nul empiètement sur la vie privée, nulle intrusion dans les pensées des autres, nulle parole — pas même un « Messieurs », ou un « Comment ça va ? Et votre femme ? Et le petit ? » — par un accord tacite mutuel, un simple geste de la tête et un sourire à la gare.

Puis le train arriva, soufflant laborieusement, d'une patience infinie, ils passèrent à côté des contrôleurs à cheveux blancs, bien propres dans leur uniforme bleu brillant, qui avaient des galons dorés sur les manches et des taches de son sur le dos des mains, et le train, pataud, démarra, si lentement que les retardataires qui arrivaient en montant quatre à quatre l'escalier de la gare purent attraper une poignée de porte et sauter dans un wagon, laissant le quai désert, à part le marchand de journaux qui installait une autre pile de *Tribune* sur son stand rouillé.

Mazer trouva une place assise sur la droite, à l'abri du soleil, et plaçant sa carte d'abonnement dans le ruban de son chapeau, il s'installa pour lire le journal.

Son point de vue sur les événements courants était en gros le même que son point de vue sur l'Histoire : une succession d'individus particuliers. Les nouvelles contemporaines se trouvaient ainsi réduites à une sorte de rubrique mondaine : ce que les gens avaient dit, ce qu'ils avaient fait. Au premier rang, dans la classification générale des Gens, venait la personnalité ou la célébrité, par opposition aux obscurs sur lesquels la lumière de l'actualité ne restait braquée que quelques jours au plus, et qui ne devaient cette passagère notoriété qu'à une mésaventure particulière ou bizarre.

Pour Mazer, la lecture du journal comportait trois étapes distinctes : 1) le grand titre et les articles de première page ; et si ceux-ci n'étaient pas d'un intérêt capital, 2) les avis de décès, ce qui ne lui demandait que quelques instants, mais lui permettait de savoir si un personnage important était mort ; sinon, il passait à 3) la rubrique sportive, notant les résultats plus attentivement qu'au breakfast, lisant les comptes rendus des événements sportifs de la veille, s'encombrant la tête de vaines statistiques sur les moyennes de tel

lanceur de baseball, ou sur le nombre des joueurs de basket ou de football qui avaient commencé l'entraînement dans telle université ; ce après quoi, 4) il revenait à la première page pour reparcourir le journal à la recherche des articles intéressants.

Cette méthode de lecture ne variait que lorsque le grand article de la une requérait son attention immédiate : il le lisait alors intégralement, ainsi que toutes les informations se rapportant au même sujet, avant de revenir à l'ordre habituel. Un fait divers, s'il paraissait offrir de solides possibilités, était lu de la première à la dernière avant toute chose. Il aimait particulièrement les viols et les meurtres, et se sentait curieusement déçu lorsqu'il n'y en avait pas dans le journal.

George lisait son journal avec une attention qu'il n'accordait ni aux livres ni aux revues. Et quand il lisait, il se faisait pure affectivité, sautant les éditoriaux, les chroniques et les exclusifs pour s'attacher aux récits des drames domestiques des puissants qui aboutissaient à un divorce ou à des violences sanglantes.

A la une, parmi les nouvelles du jour, les papiers consacrés à des personnalités bien connues en danger de mort retenaient toujours son attention, exerçant sur lui une étrange fascination. Chaque jour, pendant la crise, il cherchait du regard le titre du bulletin de santé :

HARRIS FRAPPE D'UNE ATTAQUE EN FLORIDE

puis

LES MEDECINS ABANDONNENT TOUT ESPOIR DE SAUVER HARRIS

puis

HARRIS VA MIEUX

puis

HARRIS CONTINUE D'ALLER MIEUX

puis

BRUSQUE AGGRAVATION DE L'ETAT DE HARRIS
Sa famille est réunie à son chevet

et enfin

HARRIS EST MORT DANS LA NUIT

Mazer se passionnait pour ces luttes contre la maladie et la mort, y participant anxieusement, faisant des vœux pour que le malade se rétablisse, pour qu'il trompe la mort, pour que cette mort soit remise à un avenir imprécis, afin que soit faite la preuve que l'homme est, après tout, immortel — et pendant ce temps-là, un vieillard sénile et célèbre, gâteux et ratatiné, qui a survécu de vingt ans à sa grande époque, tellement changé par la maladie qui va l'emporter que ni George Mazer de Chicago ni aucun de ses nombreux admirateurs ne le reconnaîtraient, si on ne leur disait pas qui c'est, est allongé dans un lit, touché à mort, inconscient, respirant à peine, réduit à une vie végétative — non plus homme pensant et actif, mais vieillard épuisé dont la vie s'achemine paisiblement vers son terme.

Les bulletins de santé ne saisissaient jamais l'esprit de la crise, et leur brièveté et leur détachement professionnel laissaient Mazer sur sa soif. La victime souffrait-elle ? Comment se comportait-elle ? Etait-elle raisonnable ? *Cet homme savait-il qu'il allait mourir ?*

Pour Mazer, c'était une lutte pour la vie qui intéressait tous les vivants, et l'enjeu n'était rien de moins que l'immortalité de l'homme. Que le moribond fût ou eût été un personnage célèbre n'était important que dans la mesure où cela donnait à la lutte un caractère spectaculaire. Cela devenait la lutte même de George Mazer contre la mort. Si Harris vivait, Mazer vivrait aussi ; mais si Harris mourrait, Mazer continuait quand même de vivre, et la nouvelle épreuve était la nouvelle affaire qui se présentait quelques jours ou quelques semaines plus tard.

Ce vendredi matin, George ne trouva rien de particulièrement intéressant en première page. Passant aux avis de décès, il s'aperçut, en jetant un coup d'œil sur la page des *comics*, que les choses n'allaient pas bien du tout aujourd'hui pour Dick Tracy, lequel était ces temps-ci à la poursuite d'une bande d'incendiaires. Tracy était coincé sur le toit d'une maison en flammes, en train de converser avec les flics par l'intermédiaire d'une sorte de radio-bracelet, tandis que les

bandits lui tiraient dessus d'en bas, dans la rue. Mais Tracy s'était sorti de situations pires que celle-ci. Tracy était très bien, mais Mazer préférait Skeezix, dont il trouvait les aventures plus vraisemblables.

Autour de lui, plusieurs parties de bridge étaient en train, sous l'œil de spectateurs debout dans l'allée centrale. Les joueurs eux-même jouaient chaque coup en vitesse, jetant de temps en temps un regard par la fenêtre pour savoir où ils étaient et combien de temps il leur restait à jouer. Lorsque le train avait passé Clybourn et prenait de la vitesse pour franchir la dernière étape du parcours, le rythme du jeu se faisait plus rapide, les joueurs annonçaient, jouaient et marquaient avec la célérité que leur donnait une longue pratique.

A peu près au moment où il finissait de lire son journal, le train entra en gare, et George se leva et descendit du train à la suite des autres voyageurs. Dans le wagon, il ne restait plus qu'un dernier carré de bridgeurs, qui jouaient un dernier coup avant de se disperser, sous l'œil d'un spectateur opiniâtre.

Ce matin-là, en accomplissant d'un pas énergique le bref trajet qui séparait la gare de son bureau, Georges Mazer sentait l'âcre odeur de la grande ville, mélange de suie, de fumée et de crasse, d'égoûts, de produits chimiques et de gaz d'échappement, qui montait comme une vapeur sans remords des rues en sueur et des cheminées de briques noircies, des lotissements vides et des ruelles pleines d'ordures et de détritus accumulés.

Pour lui, Chicago, c'était le Loop, et le Loop exerçait sur lui une fascination chaque jour renouvelée. Il le trouvait toujours neuf et varié, et toujours intéressant, supportant les assauts des hommes et des années avec une indifférence majestueuse. Chicago avait du caractère et de la distinction, et un dynamisme qui le remuait plus qu'il ne pouvait le dire. A Chicago, il y avait des choses qui se passaient. Les hommes se démenaient. Partout, il y avait de la vitalité et mouvement, de l'ambition et un sens du progrès. En fin d'après-midi, lorsqu'elle s'était vidée de ses travailleurs banlieusards, la ville paraissait solitaire et épuisée, réfléchissant sur les défaites et les échecs de ses derniers occupants, mais

lorsque le soleil du matin jouait sur les murs, la ville était un irrésistible défi que lui. George Mazer. relèverait un jour, et qu'il vaincrait.

A huit heures quarante-cinq, il pénétra dans le hall, salua l'huissier fatigué, sans accorder un regard aux quatre candidats qui attendaient déjà pour demander du travail, et se dirigea vers le bureau qu'il occupait dans un coin de la grande salle de l'est, au treizième étage de l'Acme Building.

Prenant note mentalement que c'était la troisième de la journée. il alluma une cigarette, laissant le paquet sur son bureau. Mais il songea aux postulants qui attendaient et remit le paquet dans sa poche. Son complet tropical était déjà sali par la fumée du train et avait perdu son pli.

Il fallait à peu près autant de temps à sa femme pour le repasser qu'à lui pour lui faire perdre son pli, pensa-t-il. Il y avait là quelque chose qui n'allait pas.

Il jeta un coup d'œil à la petite annonce découpée dans un journal qu'il avait glissée sous le dessus en verre de son bureau.

> Imp. soc. dom. h. solide instruct. 25-35 ans. Situat. stable et d'av. Sér. référ. exig. Se prés. Acme, 240 W. Monroe, 13me étage.

Les filles du bureau arrivaient en robe d'été légère et ballerines deux tons. George ne vit pas sa secrétaire, femme d'une quarantaine d'années, silencieuse et sans formes. Mais il se surprit à chercher des yeux Clara Winters, jeune personne au corps plein dont une robe mince ne laissait ignorer aucun des charmes. Depuis le début de l'été, George l'examinait à la dérobée, lorsqu'elle allait à la fontaine ou lorsqu'elle se penchait sur les archives, lorsqu'elle marchait vers l'ascenseur en compagnie d'autres filles du bureau ou bien lorsqu'elle prenait un café à la cafétéria. il regardait ses épaules carrées, sa poitrine haute.

Pourquoi est-ce que je la regarde ? se demandait-il. *Il faut être fou pour avoir envie de batifoler au bureau. Qui parle de batifoler ? Qu'est-ce que je peux faire pour vous, mon-*

sieur ? Non, merci, je regarde, c'est tout. Elle est vraiment gironde. Il renifla. *C'est ridicule. Il faut faire quelque chose !*

— Miss Webster !

Il fut surpris de la dureté de sa voix.

— Euh, fit-il, plus doucement, il va encore faire chaud, aujourd'hui, vous ne croyez pas ?

— Oui, je crois bien, Mr. Mazer.

Rassurée, elle s'attarda, hésitante.

— Que devient... euh... comment ça va avec mon rapport ?

— J'ai presque fini.

— Bon.

George écrasa sa cigarette.

— Voulez-vous demander au premier candidat d'entrer, je vous prie ?

Les jeunes gens nerveux furent interrogés dans les formes par Mazer, qui se balançait doucement sur son fauteuil, mettant ses lunettes pour examiner les dossiers, levant la tête pour les interroger, les considérant avec une attentive sympathie, un sourire encourageant sur les lèvres, tandis que d'un regard aigu, il les jaugeait, les sondait, et que son imagination fertile se les représentait dans une douzaine de situations, tirant des conclusions instantanées, lisant entre les lignes des formulaires remplis par le candidat. Mazer était content de lui. Il devenait expansif, conscient de la solidité de sa position en comparaison de la situation précaire des candidats. Conscient, aussi, de son rôle de juge et du fait que les hommes qu'il recevait se présentaient à lui en quémandeurs.

Aucun des postulants de ce matin-là ne lui donna satisfaction.

— Nous gardons votre dossier, disait-il, et s'il y a quelque chose, nous vous écrirons.

Il éprouvait une certaine satisfaction perverse à observer leur expression déçue et parfois effarée, pensant confortablement à sa sécurité, à sa famille et à son foyer, et à la position invulnérable de l'Acmé. Il ressentait pourtant une certaine compassion pour les candidats refusés, et il était parfois en proie à des sentiments contradictoires. Pourtant, pensait-il, il faut être impersonnel dans ce genre de travail, sinon on est perdu.

Déjà, l'activité du bureau du personnel de l'Acmé avait

pris son rythme habituel. Rien ne pouvait déranger l'implacable et monotone efficacité d'une journée de travail à l'Acmé, ou alors il fallait un événement exceptionnel — comme le jour où on s'était aperçu qu'un caissier adjoint obscur et doux que personne ne semblait connaître avait disparu, emportant quatorze mille dollars de l'argent de la compagnie — ou particulièrement important — comme le jour où J.B. Fuller était arrivé de Pittsburgh, nouveau président de la société. Tout le monde était nerveux ce jour-là, se demandant comment était le nouveau patron et quels changements il ferait.

Mais, bien entendu, rien n'était arrivé. La compagnie était trop rigoureusement inflexible et liée par trop de précédents et de traditions pour qu'il pût y avoir des changements brusques. Intraitable, elle obligeait les nouveaux venus à s'y conformer. De plus, les nouveaux eux-mêmes, qu'ils fussent employés ou cadres, étaient conformistes par nature, et renonçaient volontiers aux possibilités et aux incertitudes de l'indépendance ou du petit commerce pour la sécurité et l'avancement lent mais sûr qu'offrait la grande société.

Il n'y avait pas d'hommes brillants à l'Acmé. Il n'y avait pas non plus de super-courtiers toujours sous pression. La compagnie n'avait que faire de ce genre d'hommes. Les gens qui travaillaient à l'Acmé étaient des hommes capables, sans inspiration, qui faisaient de leur mieux ensemble, partageant les responsabilités, faisant des concessions, s'efforçant dans chaque cas d'obtenir que le cours de la procédure apportât quelque chose à chacun des plaideurs à l'intérieur de la société. Aucun employé ne faisait entièrement ce qu'il voulait ; mais aucun n'était jamais complètement vaincu.

La compagnie endoctrinait ses employés, les entraînant à ne penser qu'à elle.

Quel est l'intérêt de l'Acmé ? se demandait George Mazer : c'était le critère selon lequel il jugeait toute proposition. *Puis-je me justifier de cette décision aux yeux de la compagnie ?*

Mazer n'était pas conscient de cet état de choses. Bien au contraire, lorsqu'il y pensait, c'était pour affirmer son indépendance et se rappeler les rares cas où il avait pris des décisions pour lesquelles il n'y avait pas de précédents à la

compagnie. Inconsciemment, pourtant, il se pliait aux règles établies, et cela à un tel point qu'il était moins une personnalité distincte qu'un automate, qui décrivait avec une parfaite discipline une orbite prescrite. Pour arriver à la position qu'il occupait actuellement, il avait depuis longtemps renoncé à tout esprit de rébellion pour se cantonner dans le compromis et la prudence. Tel était, pensait-il dans ses moments de franche objectivité, le prix de l'avancement.

Et de sa position, dont l'élévation n'était que relative, il s'était rendu compte que la compagnie avait une raison de faire tout ce qu'elle faisait ; ce qui paraissait être d'un intérêt douteux apportait en fait un avantage positif. Mazer avait un sourire complice. Il faudrait se lever drôlement tôt pour avoir l'Acmé, pensait-il avec admiration.

Cette oppressante journée de juillet se déroulait sans incident. On étudiait les graphiques, on compilait les statistiques des salaires, on établissait des rapports gouvernementaux détaillés, on consultait les formulaires remplis par les candidats et les dossiers du personnel — toujours en quête d'une amélioration des méthodes de travail et du rendement de l'Acmé.

A onze heures, Mazer tint une conférence avec trois délégués syndicaux, et il transpira et s'irrita sur les embarrassants problèmes posés par ces arguties juridiques. Il y avait maintenant deux mois qu'ils travaillaient sans succès la question, et la discussion restait sans chaleur et tournait en rond. Il faudrait que les tribunaux décident...

Une assiette de viandes froides, une tarte aux cerises et du thé glacé à la cantine pour hommes de l'Acmé, tout seul pour une fois, et une promenade sur Madison Street jusqu'au fleuve, le spectacle du pont mobile s'ouvrant pour laisser passer un énorme bateau de minerai, d'une centaine de mètres de long, maladroit et incapable de se diriger tout seul sur un cours d'eau aussi étroit, mais expertement halé par un petit remorqueur prétentieux qui sifflait bruyamment, attirant tous les regards, invitant les spectateurs à partager l'estime sans borne qu'il avait pour lui-même, qui remorquait le géant impuissant sur les méandres du fleuve jusqu'au grand lac avec une assurance extravagante, ses clameurs triomphantes contrastant avec l'affolement terrible du bateau

de minerai — puis il fut une heure et demie, l'heure de retourner au travail, non sans auparavant consacrer dix minutes de plus à l'interminable discussion qu'il reprenait chaque jour avec Harry, le cireur, un vieux Noir aux cheveux laineux, qui avait un cure-dents à la bouche et un pied bot, sur les mérites respectifs des Cubs et des White Sox [1].

Quand j'étais gosse, pensait-il, je me disais que j'irais au baseball tous les jours. Il y a au moins trois ans que je n'y suis pas allé. Je me tiens au courant, évidemment, mais je ne vais pas aux matches. Je devrais y emmener les gosses. Quand les Indians de Cleveland doivent-ils venir ? On pourrait peut-être y aller tous ensemble.

— Qu'est-ce qu'ils ont donc, les Sox, Harry ? demandait Mazer, pour taquiner le vieux cireur.

— Ils ont rien du tout, M'sieu Mazer, répondait Harry, posant sa boîte à cirer et acceptant le jeu, prêt à perdre quelques minutes pour parler du sujet qui l'intéressait le plus au monde.

— Je me le demande, disait Mazer, secouant la tête. Ils paraissent incapables de gagner un match, même si leur existence était en jeu. Je pensais que peut-être vous sauriez ce qu'ils ont, vous qui êtes un farouche supporter des Sox.

— Eh ben ! comme je vous le disais la semaine dernière, M'sieu Mazer, je vous parie que ces gars-là, ils auront six points d'avance au 1er septembre. Attendez un peu, vous verrez. Oui, M'sieu, faisait-il en hochant la tête, les Sox, ils ont la grande classe.

— Ils ont peut-être la grande classe, mais ils n'ont pas de joueurs de baseball.

— Comment ça, pas de joueurs de baseball ? s'écriait Harry, outré. Mais ils n'ont que ça, des joueurs de baseball !

— Appling, à la rigueur.

— Appling et des tas d'autres. Ils ont besoin d'un peu de temps pour que ça tourne rond, c'est tout. Ils ont deux lanceurs de première, et ils en auraient même trois, si Haynes avait pas mal au bras.

— Vous appelez ça des lanceurs ? faisait Mazer, feignant

1. Les *Cubs* et les *White Sox* sont les deux grandes équipes de base-ball de Chicago, appartenant l'une à la *National League*, l'autre à l'*American League*, les deux ligues professionnelles. (N.d.t.)

l'étonnement. Allons donc, Harry ! Schmidt gagnera plus de parties à lui tout seul pour les Cubs que toute votre bande de lanceurs des Sox. Et comment ! Les Sox auront de la chance s'ils marquent quarante points. Vous avez vu le retard qu'ils ont en ce moment, Harry ?

— Ça n'a pas d'importance. Faut pas oublier ce que Boston a fait en 1916. M'sieu Mazer. Au 1er juillet, ils étaient les derniers, et ça ne les a pas empêchés de remporter le titre les doigts dans le nez.

— Ce n'était pas en 1916, Harry. C'était en 1914.

Harry eut un sourire indulgent, roulant sur sa langue l'inévitable cure-dents.

— A moi, M'sieu Mazer, c'est à moi que vous dites ça ! fit-il. Qui c'est qu'était là-bas ? Je les ai *vus* — Maranville, Goudy, Evers et tous les autres.

— Evers avait de la classe, reconnut George.

— Il en était pourri, de classe. Tenez, c'est comme les Cubs : ils vendent tous leurs bons joueurs. Ils sont pas foutus de reconnaître un bon joueur quand ils en voient un. Ça saute aux yeux, M'sieu Mazer. Ça vous saute pas aux yeux, à vous ?

Il souriait, l'œil brillant. George savait que le vieux voulait l'irriter et l'humilier par cette question. Il voulut se donner l'air d'être objectif.

— Mon Dieu, je ne peux pas dire que vous n'ayez pas un peu raison, fit-il, guettant sur le visage de Harry un signe de déception. Nous avons effectivement laissé partir beaucoup de bons joueurs.

— Oui, et vous en avez acheté d'autres qui étaient finis, déclara Harry. Il est grand temps que vous autres, Cubs, vous vous rendiez compte que vous êtes lessivés. Vous avez plus un batteur, plus un lanceur, plus rien. Dean et Klein et les autres, ça fait pas une équipe, ça.

Il faisait trop chaud pour discuter. De plus, Clara Winters passait sur le trottoir, et le balancement souple et facile de ses hanches lui fit oublier le baseball.

Harry vit que son attention était ailleurs, et il se baissa avec difficulté pour ramasser sa boîte.

— Rappelez-vous simplement qui a gagné le derby local, M'sieu Mazer, fit-il, décochant une dernière flèche. Rappe-

lez-vous ça. Rappelez-vous qui c'est qu'a gagné, et qui c'est qui s'est fait torcher.

Harry avait toujours le dernier mot, rappelant invariablement qu'en avril les Sox avaient écrasé les Cubs.

George hocha la tête en souriant.

— D'accord, Harry, j'y penserai. Au revoir, dit-il, reprenant le chemin du bureau.

Cette fille est drôlement bien bâtie, pensait-il, la revoyant passer sur le trottoir. Drôlement bien bâtie.

Ça non plus, ça ne serait pas déplaisant.

Il se frotta les yeux avec lassitude. La vision passait. Il faisait trop chaud pour penser à autre chose qu'à la pendule...

*
* *

Le signal de l'interphone retentit, Mazer pressa le bouton et entendit la voix d'un vice-président.

— Y a-t-il beaucoup de travail, George ?

— Non. Tout est calme, Fred. Il n'y a pas grand-chose à faire.

— Alors, renvoyez-les chez eux si vous pouvez vous passer d'eux. Il fait vraiment trop chaud.

— Avec plaisir ! Excellente idée, Fred.

*
* *

George fut tout content de trouver Clara Winters devant l'ascenseur. Ils descendraient ensemble. Elle avait l'air si fraîche, devant cette porte, que Mazer se passa la langue sur les lèvres et se rapprocha un peu, cependant que son regard s'égarait vers les jambes élancées et nues, lisses et bronzées, avec lesquelles les ballerines bleues et blanches s'harmonisaient si bien.

Elle se retourna, l'aperçut et lui sourit. George la suivit dans la cabine et appuya sur le bouton de la descente.

— Ce qu'il peut faire chaud ! fit-il.

— Oh ! oui. C'est vraiment chic de leur part de nous laisser rentrer de bonne heure. Il y a des tas de places où on ne ferait pas ça.

Mazer aimait sa voix rauque et basse. La voix d'une grande sensuelle, pensa-t-il.

— Je leur ai dit que personne ne pouvait travailler avec cette chaleur, dit-il, d'un ton très naturel, comme s'il était réellement allé trouver Fred — ou peut-être J.B. lui-même — et qu'il leur eût dit : « Ecoutez, Fred (ou J.B.), ce n'est pas possible de travailler avec cette chaleur. Les pauvres ne tiendront pas le coup. Ne croyez-vous pas qu'on pourrait les renvoyer chez eux ? »

Elle eut un sourire admiratif. Il était sûr qu'il lui plaisait.

Il était détendu à présent, toute son appréhension dissipée. Le vendredi était le jour de sa partie de poker : cela représentait un dîner au restaurant, un bon moment avec les copains, la sensation d'être un homme libre, sans responsabilités.

— Ce qu'il me faut maintenant, c'est un bon Tom Collins à l'eau, dit-il, ne résistant pas à l'envie de pousser ses avances et redoutant en même temps la réponse de la fille.

— Ça m'a l'air d'une bonne idée.

— Voulez-vous prendre quelque chose avec moi ?

Ça y était. Il avait réussi à le dire, d'un ton négligent, comme dans le courant de la conversation. Une simple invitation. Pas de sous-entendu, pas de sourire fat, pas de gaucherie — une très légère hésitation seulement, comme pour vérifier mentalement qu'il n'avait rien d'autre à faire. Quelle que fût la réponse, une situation qui le troublait depuis plusieurs mois s'était désormais dénouée.

— Mon Dieu, je veux bien. Vous êtes très gentil.

Elle rougit légèrement — cela se vit malgré son hâle — et elle se mit à sourire, comme si elle était amusée à la pensée de prendre un verre avec son chef de bureau, un homme marié.

L'ascenseur était en bas. Ils descendirent sans parler. La grande pendule du hall marquait 3 heures 35. Ils étaient debout près du kiosque à journaux, hésitants.

Puis-je vraiment l'inviter ? se demandait-il. Si on nous voyait ? C'est idiot. Seigneur, il est quand même permis de boire quelque chose de frais avec une femme, par une journée de chaleur. Mes intentions sont assurément honorables.

— Où allons-nous ? demanda-t-il.

— Où vous voulez.

Il songea au Wunderbar. Non, ce n'était pas possible. Ils risquaient de tomber sur un des joueurs de poker descendu prendre l'apéritif avant de dîner — ou bien sur des employés du bureau venus boire un verre avant de rentrer chez eux. Il ne voulait pas rencontrer une personne de sa connaissance et il éprouva un vague sentiment de culpabilité lorsqu'il comprit ce qu'impliquait ce désir de ne pas être vu. Mais ce n'était pas le moment de se poser des questions.

— Voyons... Ah ! J'ai juste ce qu'il nous faut. C'est climatisé. C'est en bas, un peu plus loin.

— Parfait.

Ils marchèrent une centaine de mètres sur Madison Street, et entrèrent dans un bar aux lumières tamisées. Ils s'installèrent dans le fond de la salle, dans un box circulaire aux banquettes de cuir. La musique douce qui venait de haut-parleurs invisibles faisait un fond sonore discret. C'étaient des airs de musique légère, trop connus pour détourner l'attention.

George se sentait en paix, et pour la première fois, il se départit de sa réserve. Ils parlèrent de bagatelles, pour commencer, de la chaleur, bien entendu, puis du bureau, du travail et des collègues. Il trouvait facilement ses mots, encouragé par le deuxième gin à l'eau, et en même temps, tour à tour acceptait et rejetait l'idée qu'il trompait sa femme en invitant une autre femme — et celle-ci précisément — dans un bar aux lumières tamisées. Le tour que prenait leur entretien était peu fait pour le persuader qu'il s'agissait d'une manifestation d'amitié platonique ou de l'intérêt professionnel que peut porter un chef de bureau à son employé. Mais la partie de lui-même qui résistait opiniâtrément était lentement anesthésiée par la musique douce, le gin et la charmante créature qui était assise à côté de lui, et en commandant une nouvelle tournée, il n'éprouvait plus le moindre remords, et était convaincu qu'il avait répondu de façon satisfaisante à toutes les objections.

Sa montre marquait près de cinq heures, et il savait qu'il devait partir bientôt pour aller dîner au Wunderbar, avant la partie de poker. Et pourtant, il restait là à parler à Clara, jouant avec l'agitateur en celluloïd, fumant cigarette

sur cigarette, regardant les gens au bar et, de temps en temps, buvant de petites gorgées dans le verre couvert de buée qui se trouvait devant lui, se rendant compte qu'il n'était plus le maître de la situation et que tout ce qui arrivait était inévitable. Il savait qu'il parlait bien, qu'il disait ce qu'il fallait dire, qu'il la sortait d'elle-même, évitant soigneusement d'avoir l'air paternel ou hors d'atteinte.

La satisfaction qu'éprouvait George Mazer était sans limites. Il n'y avait pas d'endroit où il eût préféré être, personne avec qui il eût préféré être, rien qu'il eût préféré faire. Comme dans son rêve du matin, il savait qu'il pouvait mettre fin à tout cela quand il le voudrait : il lui suffisait de payer l'addition et de mettre Clara dans un taxi — mais il ne pensait qu'à une chose : *Est-ce que je peux ? C'est dans le sac.*

Lorsqu'elle se leva pour aller aux lavabos, la démarche un peu hésitante, il appela le Wunderbar et laissa un message pour avertir John qu'il était retenu et pour inviter les autres à commencer sans lui, ajoutant qu'il passerait sans doute dans la soirée. Puis Clara revint, et leur conversation se fit plus intime, leurs têtes se touchant presque. Ils riaient sans arrêt, échauffés par l'alcool.

— Vous avez faim ? demanda-t-il, lorsqu'ils eurent fini leur troisième gin.

— Je n'ai pas très faim, mais...

Elle laissa sa phrase en suspens, s'en remettant à lui pour décider ce qu'ils allaient faire à présent.

— Croyez-vous que vous pourriez nous faire des œufs et un peu de jambon ? demanda-t-il, ajoutant, pour couvrir sa gêne : A propos, êtes-vous bonne cuisinière ?

— Oh ! Excellente ! répondit-elle en riant. Non, ajouta-t-elle, pas très bonne.

Elle prit un temps, le regardant sans broncher. Elle savait parfaitement à quoi s'en tenir sur ses intentions, et ce qui se passerait s'ils allaient chez elle. La seule question était de savoir si elle avait envie qu'il vienne.

— Je crois que je pourrai quand même préparer une petite dînette, dit-elle en souriant. On y va ?

***

Dans le taxi, il l'embrassa. Il sentit son corps jeune et dur se presser contre le sien, son bras sur son épaule l'attirer contre elle. Il s'efforçait de ne pas penser. Les yeux clos, la tête tournoyante, il dérivait dans les profondeurs d'une mer sombre et fraîche, et ne revint à l'éclat et à la chaleur de l'après-midi que lorsqu'il lui sembla que ses poumons allaient éclater.

Ils se firent arrêter au coin de Division et de Dearborn Street et s'amusèrent comme des petits fous à faire des provisions, choisissant ce qu'ils achetaient avec le plus grand soin, comme s'ils avaient vraiment l'intention de manger. Faisant un saut jusqu'au drugstore du coin, George acheta une bouteille de gin et un paquet de préservatifs.

Puis ils se retrouvèrent dans le minuscule appartement de la fille, et le jambon et les œufs et le gin furent oubliés, il n'y eut plus qu'elle pour lui et que lui pour elle, sur le divan, et seulement quelques gestes maladroits, parce qu'ils avaient beaucoup bu, mais aucune incertitude et pas la moindre gêne.

Ils rirent ensemble, fondant leurs personnalités, et devinrent, pendant ces quelques minutes, n'importe quel homme et n'importe quelle femme, au-delà de l'âge et de l'époque, universels, attirés l'un vers l'autre par le consentement et l'indulgence et la vague de bonne humeur qui se gonflait en eux et qui venait en partie du gin, mais surtout du sentiment que cette occasion pouvait ne jamais se renouveler, et que cet interlude, sans passé et incertain de se prolonger en un avenir, était précisément en raison de son étrangeté, une entité séparée, promise au plaisir intense et concentré que peut procurer le complet abandon à l'irresponsabilité, chacun s'acquittant d'une fonction vraie et nécessaire de la vie humaine, qui est de tirer une nouvelle mouture de l'homme essentiel, de façon que, libre de toute contrainte et de toute inhibition, l'individu ainsi pressuré éprouve un sentiment d'achèvement, apportant le désir instinctif et profond d'être libre de tout masque et de tout faux-semblant, de toute douleur et de toute tristesse, de tout projet, de tout rêve... de toute pensée sauf cet instant, ce présent, ce maintenant. *Maintenant !*

*
* *

Ils étaient allongés côte à côte, et George remarqua le contraste entre sa propre jambe, pâle, d'un blanc laiteux, et la longue jambe bronzée de Clara Winters.

— Pourquoi est-ce blanc, là ? demanda-t-elle, traçant une ligne sur le dos de la main gauche de George.

— C'est le gant de golf.

Elle allongea le bras pour prendre les cigarettes et les allumettes.

*
* *

Il partit à 8 heures 30 et prit un taxi pour aller au Wunderbar.

J'étais ivre, pensait-il. J'ai fait le con, mais j'étais ivre. Il ne faut plus que je boive comme ça. Jamais.

Cela le réconfortait de penser que c'était le gin qui était cause de tout.

Je n'aurais jamais fait ça si je n'avais pas bu, pensait-il. Si on commence à boire avec une fille pareille, on perd la tête.

Il se jugeait sans indulgence.

Il ne faut plus que je boive si je ne suis pas capable de me tenir, pensait-il, se regardant sévèrement dans les yeux. Je me suis conduit comme un potache, il faut bien le dire.

Il se radoucit. Voilà où conduit la boisson.

Le taxi quitta La Salle Street pour tourner dans Madison, et le mouvement interrompit le cours de ses pensées. Il arrivait au Wunderbar. Il constata brusquement qu'il avait faim, une faim de loup. Il sourit.

On n'a pas fait dînette, pensa-t-il.

.. ..

SAMEDI

C'était à onze heures et quart que George avait rendez-vous chez l'oculiste d'Evanston, et ce samedi-là, il partit de chez

lui à dix heures et demie, en manches de chemise et sans cravate, tout joyeux de ne pas travailler et de ne pas être obligé de se lever tôt et de se presser, sans avoir le temps de rien faire, pour arriver au bureau vanné avant même que la journée ait commencé.

En mettant le contact, George s'aperçut qu'il n'y avait plus beaucoup d'essence, et il décida de s'arrêter à la station service de John Kearney pour faire le plein.

Trente-cinq mille kilomètres avec ce vieux wagon, pensa-t-il. Il fallait en acheter une autre au printemps prochain. Lorque les nouveaux modèles sortiraient. Peut-être pourrons-nous nous payer une Buick. Les Oldsmobile sont très bien, pensa-t-il, mais une Buick, c'est quand même mieux. Les gens vous jugent à votre voiture. L'homme qui réussit a une voiture chère. On juge l'homme à la voiture.

Mazer se demanda s'il accéderait un jour à la classe des propriétaires de Cadillac. Il y avait beaucoup de Cadillac à Winnetka. Si nous réussissons à acheter une Cadillac, pensa-t-il, je me ferai conduire à la gare plusieurs fois par semaine par Irène, pour qu'on nous voie bien. Il y a deux catégories de gens à Winnetka : ceux qui ont une Cadillac et ceux qui n'en ont pas.

George voulait une Cadillac pour voyager en auto.

— Rien ne vaut une Cadillac sur la route, disait-il à Irène ce matin-là, avant de partir, parfaitement conscient, du reste, qu'elle savait qu'il n'avait jamais conduit de Cadillac et qu'il ignorait tout de leur tenue de route. Tu peux rester à ton volant toute la journée sans ressentir la moindre fatigue. Le dernier grand voyage que nous avons fait, je pouvais à peine me redresser lorsque nous sommes arrivés ici. Tu te rappelles ?

— Oui, mon chéri, mais c'était il y a quatre ans. La fois où nous sommes allés à Toledo. Tous les combien faisons-nous d'aussi longs voyages ?

— Pas très souvent, évidemment, mais ce serait quand même sympa d'avoir une Cadillac. Fred Hayes en a une. Ça ne te dirait rien, à toi, d'avoir une Cadillac ?

— Bien sûr que si, mon chéri, mais tu sais que nous n'avons pas les moyens de nous payer une voiture comme ça.

— Elles ne coûtent pas tellement plus cher que les Oldsmobile.

— Je suis sûre qu'elles coûtent nettement plus cher. Et puis il y a l'entretien. N'oublie pas qu'il va falloir envoyer les enfants en pension.

— Je n'oublie pas. J'aimerais seulement qu'on en ait une pour voyager. Je suis sûr que nous voyagerions beaucoup plus si nous avions une Cadillac.

Il se voyait en imagination dans le parc national de Yellowstone, sur la chaussée de Key West, en Floride. Il se voyait arrivant dans la banlieue de New York, le sourire aux lèvres, détendu. le volant bien en mains, conduisant la voiture avec une maîtrise tranquille, Irène à côté de lui, sur les larges coussins. et la grosse Cadillac filerait sur la vaste autoroute, fière de ses chevaux, doublant toutes les autres voitures...

« Bouffez notre poussière », criaient sa sœur et lui, il y a longtemps, à genoux sur le siège arrière, en tirant la langue par la vitre, quand leur père dépassait une voiture sur les routes poussiéreuses pas encore goudronnées, en soulevant un nuage énorme, comme un cuirassé qui se dissimule derrière un écran de fumée.

Ce souvenir le fit sourire.

— Je sais pourquoi tu souris, dit Irène. Tu crois que tu réussiras à me persuader et à t'acheter la grosse voiture l'année prochaine. Mais tu sais que nous ne pouvons pas, mon chéri.

— Non, je ne pensais pas à ça du tout.

— Bientôt, tu vas vouloir acheter un avion.

— Non, tout ce que je voudrais, c'est une vraie voiture.

— Mais celle que nous avons est très bien.

Tout cela est parfaitement vain, pensait-il. Pourquoi s'en faire ? Pourquoi avons-nous toujours des discussions aussi ridicules, comme pour savoir si nous allons ou non acheter une Cadillac ? Ou bien pour savoir où nous irions si nous avions deux mois de vacances et de l'argent ? Avec des si... On dirait que nous ne pouvons plus parler ensemble cinq

minutes sans nous disputer. Elle est pourtant bien jolie ce matin, beaucoup plus jolie que Clara...

Il avait jusqu'ici soigneusement évité de penser à ce qui s'était passé la veille, et l'image de Clara brusquement réapparue lui donna envie de dire quelque chose de gentil à sa femme.

— Tu es très jolie, ce matin, dit-il. Et tu as raison pour la voiture. Nous nous contenterons de l'Oldsmobile encore une année. Mais peut-être que nous pourrons nous acheter une Buick l'année prochaine ? Si on a des gratifications suffisantes, au bureau ?

Elle eut un sourire maternel.

— Oui, ça serait bien agréable. Peut-être qu'on achètera une Buick. Je te laisserai choisir la voiture si tu me laisses choisir la couleur.

— C'est entendu. dit-il, et il alla dans le hall chercher les clefs de la voiture.

Il les prit dans la coupe en argent et revint dans la cuisine...

— Il faisait drôlement chaud hier. dit-il. Ça paraît encore pire quand on est dans le Loop.

— Oui, tu as dû littéralement rôtir.

— C'était effectivement assez pénible, mais ils ont décidé de nous laisser partir dans l'après-midi. Il était impossible de travailler dans cette chaleur. J'ai dit à Fred qu'ils feraient mieux de nous laisser partir. et ils l'ont fait.

— Ils l'ont fait ? demanda-t-elle, les yeux brillants. Et où es-tu allé ?

Cela devient dangereux, pensa-t-il. Il faut être prudent.

— Je suis resté, dit-il d'un ton négligent. J'ai dit aux autres de partir, mais comme il y avait quelques petites choses à faire, et que de toute façon je ne pouvais pas rentrer ici, je suis resté au bureau.

— J'espère que tu vas finir par trouver quelqu'un pour t'aider un peu. Tu ne devrais pas en faire tant. Tu travailles trop.

— Oui, mais je suis le seul qui peux le faire, répondit-il très sérieusement. La plupart de ces gosses n'ont aucune ambition. L'avancement ne les intéresse pas. A cinq heures pile. tu les vois qui se précipitent vers les ascenseurs.

— Mais je croyais que tu avais avec toi un jeune garçon qui sortait de l'université de Dartmouth ?

— Alan ? Il n'est plus là. Il a quitté il y a un mois.

— Mais tu ne me l'as pas dit.

Il haussa les épaules.

— Je n'y ai pas pensé. Enfin, ça ne fait rien, il est parti.

— Tout ce que je peux dire, à voir la façon dont la compagnie perd ses meilleurs employés, c'est qu'elle ne les traite pas comme elle devrait. Les meilleurs sont partis. Il ne reste plus que toi.

— Alan n'était pas le genre de garçon qui convient pour l'Acmé. Il est assez indépendant. Il réussira mieux ailleurs. C'est sûrement un garçon qui a un bel avenir.

— Je croyais que tu ne l'aimais pas beaucoup.

— Alan ? Oh ! si, je l'aimais bien. C'est un garçon très brillant. Il avait beaucoup d'initiative et d'autorité.

— C'est curieux, je croyais me souvenir que tu te plaignais tout le temps de lui. Tous les soirs, c'était Alan ceci et Alan cela. Tu as dû changer d'opinion à son sujet.

— Peut-être, mais je ne m'en souviens pas. Je ne vois pas pourquoi je ne l'aurais pas aimé. C'était le meilleur garçon que nous ayons eu depuis longtemps.

Irène prit un tablier au porte-manteau qui se trouvait derrière la porte et se le noua autour de la taille.

— Il faut que tu te dépêches si tu veux être de retour pour midi, mon chéri.

— Oui. Il faut absolument que je sois de retour à midi. J'ai rendez-vous avec Fred à la gare.

— Fred Miller ?

— Oui. Il doit jouer avec nous. Andy n'est pas rentré de Saint-Paul, dit George en souriant. Tu sais, je me demande si je ne devrais pas faire un saut chez lui pour voir comment va Joan, et si elle a besoin de quelque chose.

— N'aie pas peur. Elle te fera signe si elle a besoin de toi.

— Elle est peut-être trop timide pour téléphoner, fit-il, pour taquiner sa femme.

— Elle timide ? Ça alors !

— Je n'ai jamais compris pourquoi tu ne peux pas voir Joan.

— C'est justement parce que je la trouve un peu... voyante.

George hocha la tête d'un air de doute.

— Je ne sais pas. Moi, je l'aime bien, la petite Jeannie.

— Ça ne me surprend pas. Elle fait tout ce qu'il faut pour ça.

— Qu'est-ce que tu veux dire ?

— Tu sais parfaitement ce que je veux dire. C'est une allumeuse, et elle se met particulièrement en frais pour toi.

— Ce n'est pas parce que nous nous intéressons aux mêmes choses...

— Elle ne s'intéresse à rien, fit Irène. Tout ce qu'elle veut, c'est qu'on s'occupe d'elle. Tu ne vois donc pas que c'est des airs qu'elle se donne pour que tu la remarques ?

— Je comprends évidemment qu'une autre femme puisse ne pas l'aimer.

— Ce n'est pas ça. C'est seulement qu'une autre femme la comprend mieux que toi. Les hommes sont stupides dans des cas comme celui-ci. Il suffit qu'une pauvre imbécile leur fasse un sourire pour qu'ils ne se tiennent plus. Je sais à quoi m'en tenir.

— Je reconnais que Joan est fort jolie, mais elle ne te vient pas à la cheville, dit-il en lui pressant galamment le bras.

— Oui, je sais. Mais on ne me la fait pas. J'ai vu tes yeux quand tu es avec elle.

— Ce n'est pas du tout ce que tu crois, dit-il, commençant à s'irriter, parce qu'elle profitait de quelques petites taquineries et de sa bonne humeur pour le critiquer. Ce n'était pas une querelle et elle n'aurait pas dû s'en prendre à lui. — Après tout, mon chéri, c'est la femme d'un de mes bons amis. Si tu crois que...

— Oui, justement, je le crois, dit-elle, agressive.

— Ecoute, je t'en prie, essaye d'être raisonnable, dit-il, s'efforçant de garder son calme.

Elle avait les lèvres serrées et tremblantes, et brusquement, à la grande surprise de George, elle se mit à pleurer.

— Allons, chérie !

— D'abord, je ne suis pas ta chérie, dit-elle, sanglotant. Je te connais. Il suffit qu'une jolie fille se mette à tourner autour de toi pour que tu te répandes en amabilités. Mais moi, zéro ! Je ne suis qu'une vieille bête de somme tout juste bonne à tenir la maison. Je t'ai vu faire pour Joan

Heath des choses que tu n'as pas faites pour moi depuis des années, ajouta-t-elle au milieu de ses larmes, le visage congestionné, cherchant un mouchoir dans la poche de son tablier.

— Allons, chérie, calme-toi. Ne pleure pas, je t'en prie, ne pleure pas.

Il la prit dans ses bras, gauchement, se sentant faible, honteux, un peu écœuré. Secouée de sanglots, elle résista d'abord, puis se retourna pour appuyer sa tête contre son épaule, et il lui caressa doucement le bras, essayant de trouver quelque chose de réconfortant à dire, conscient de son insuffisance. C'était assez pathétique, pensait-il, de la voir là, dans son tablier, pressée contre lui, incapable de retenir ses sanglots, la tête tout contre lui, de sorte qu'il sentait le parfum qu'elle s'était mis pour lui faire plaisir, la tristesse d'une femme qui pleure non de douleur, mais parce qu'elle se sent seule et désespérée, et il savait qu'il ne pouvait pas la consoler. Il y avait eu un temps où ils étaient l'un et l'autre jeunes et forts et pleins d'espoirs ! Nous vieillissons, pensa-t-il, remarquant les mèches argentées dans les cheveux de sa femme. Nous avons acquis de l'expérience, évidemment, mais en même temps, nous avons vieilli. Une image de Clara Winters dansait devant ses yeux, se moquant de lui, riant de lui et de ses efforts maladroits pour consoler sa femme. Elle est très bonne, avait-il dit à Clara, elle se prive de tas de choses pour les enfants et pour moi.

— Allons, allons, ma chérie, ne pleure pas, répétait-il. Allons, c'est fini, ne pleure plus.

La porte de la rue s'ouvrit et ils l'entendirent l'un et l'autre, et les sanglots d'Irène redoublèrent, l'humiliation d'être surprise en larmes par ses enfants s'ajoutant à son chagrin.

— Maman, cria Billy. Ma-man !

— Elle vient tout de suite, répondit George.

Les pas approchaient de la porte de la cuisine.

— Vous êtes dans la cuisine ?

— Nous venons tout de suite, je t'ai dit, cria George désespérément, essayant d'empêcher son fils de venir dans la cui-

Mais la porte s'ouvrit et Billy entra. Il aperçut ses parents, et son visage se figea en une expression d'inquiétude et de surprise.

— Maman ! Qu'est-ce qu'il y a ?

— Ta mère est un peu fatiguée, Billy. Il n'y a rien de grave. Va attendre dans le living room, veux-tu ?

— Oui, papa. Il n'y a rien de grave, maman ?

Irène secoua la tête, dissimulant son visage, encore frissonnante, et Billy sortit de la cuisine. Lorsqu'il fut parti, elle eut plusieurs tremblements convulsifs, puis se calma. Ils restèrent un instant silencieux.

— Allons, allons, ne pleure pas, mon petit, chuchota-t-il. Tout cela n'est rien. Tu verras, tout ira très bien.

— Je ne sais pas pourquoi je me suis mise à pleurer, dit-elle, en s'écartant et en se tamponnant les yeux avec le mouchoir de George. Je crois que je suis une vieille sotte.

La petite crise était passée.

— Tu es un peu fatiguée, ma chérie, c'est tout, dit-il avec un sourire rassurant. C'est toi qui travailles trop. Tu es surmenée, mon pauvre petit.

— Oh ! non, pas vraiment. C'est seulement que...

— C'est cette chaleur, dit-il. Tout le monde a les nerfs à bout avec un temps pareil.

— Il faut que tu partes, mon chéri. Tu vas être en retard. Ne t'en fais pas pour moi.

— Tu es sûre que c'est fini ?

— Oui, dit-elle, remettant le mouchoir dans la poche de son tablier. Ça va mieux maintenant.

.. ..

La pluie ne vint pas. Ce fut, au contraire, un de ces après-midi de juillet où tous les autres sujets perdent leur intérêt et où la seule chose dont on puisse parler, c'est le temps.

Sur le golf du Sunnybrook Club, George Mazer et Fred Miller en étaient arrivés à leur sixième trou, traînant derrière eux la petite voiture où se trouvaient leurs clubs. En général, George aimait bien les railleries et le bavardage d'un double amical, et s'il se sentait un peu de mauvaise humeur cet après-midi, c'était que Fred paraissait avoir juré de ne parler que de choses sérieuses. Il regrettait de l'avoir invité à remplacer Andy Heath. Fred était très gentil, évidemment, mais il était trop solennel pour faire un bon partenaire de golf. Depuis le moment où ils s'étaient retrouvés à la gare,

Fred n'avait pas cessé de le tarabuster, ne s'arrêtant que lorsqu'il y avait quelqu'un à portée de voix. Il continuait à présent, ressortant toujours les mêmes arguments, répétant des choses qui auraient paru parfaitement raisonnables ce soir-là dans le living room, après un martini ou deux, mais qui paraissaient assez déplacées sur le terrain de golf, dans l'éclat et la chaleur de l'après-midi.

L'ennui avec les professeurs, pensait George, c'est qu'ils sont tout le temps en train de faire la leçon. Ils ont toujours raison, et on ne peut rien leur répondre. Existe-t-il dautres gens, se demanda-t-il, qui soient aussi arrogamment sûrs d'avoir raison ?

— Tu dis que tu crois que tu es heureux, disait Fred, mais la vérité, George, c'est que de la façon dont tu vis et au rythme où tu vis, tu n'as le temps de penser à rien. Je te connais depuis que je me connais, et je suis prêt à parier que depuis dix ans, tu n'as réfléchi sérieusement à rien.

— Tu sais bien que ce n'est pas vrai, Fred.

— Mais si, c'est vrai, dit Fred, en souriant pour atténuer la dureté de ses paroles. Ta curiosité intellectuelle s'est atrophiée, George. Tu ne t'intéresse plus à rien. Qu'est-ce qui t'est arrivé ? J'ai connu un temps où tu étais tout feu tout flamme.

S'il m'avait donné un dollar toutes les fois qu'il m'a dit ça, pensa George, je pourrais prendre ma retraite. Maintenant, vous allez voir, il va me dire que mes enthousiasmes étaient irréfléchis.

— Je reconnais que tes enthousiasmes étaient parfois irréfléchis, poursuivit Fred, mais tu avais le cœur bien accroché. Tu avais de l'ardeur.

George poursuivait son chemin, la tête baissée, essayant de trouver une réponse qui ne serait pas une insulte pour son ami, irrité parce que Fred l'empêchait de se concentrer et sabotait son score. Seigneur ! On ne retourne pas brusquement contre un ami au beau milieu d'une partie de golf pour lui dire ses quatre vérités !

— Tu parles bien, Fred. Après tout, tu ne risques rien, toi. Tu as une situation assurée. Ton travail ne te met pas en contact avec le monde extérieur et tous les salauds qui l'habitent. Tu vis à l'écart. Ce n'est pas comme moi. Tu ne

te rends pas compte des problèmes auxquels l'homme moyen doit faire face.

— Tu crois ça ? Mais moi aussi je suis un homme moyen, George...

— Non, tu n'en es pas un, et tu le sais bien. Si tu le crois vraiment, cela prouve seulement que tu ne sais pas ce qu'est un homme moyen. La seule façon dont tu peux t'en rapprocher, c'est par tes revenus, c'est tout. D'abord, l'homme moyen n'est pas professeur d'université. Il n'écrit pas de livres, Fred. Il n'en lit même pas. Dans le genre de travail que tu fais, tu n'es pas amené à rencontrer des gens. Tu ne sais pas combien, la plupart du temps, ça peut être désagréable.

Quand on sort un bon argument, il trouve quelque chose pour le distraire, pensa George, irrité. Fred, qui était arrivé à sa balle, n'avait pas répondu et il paraissait absorbé dans la préparation de son prochain coup, étudiant le terrain comme s'il eût été Ben Hogan en personne.

Je me demande ce qui nous est arrivé, pensait George. Autrefois, nous étions bons amis et pleins de tolérance l'un pour l'autre. Maintenant, c'est l'hostilité et nous ne faisons que nous quereller. Si on ne peut pas se détendre avec ses amis, à quoi bon en avoir ? Je suppose qu'on en a pour toute la soirée, maintenant.

Se tournant vers ses clubs, Fred choisit soigneusement celui qu'il jugeait le plus indiqué pour jouer le coup, et répéta le mouvement à vide avant de frapper la balle. George fit des vœux pour qu'il rate son coup, mais, avec une déception coupable, il regarda la balle s'élever dans l'air, pour retomber quelque cent cinquante mètres plus loin, sur le green, et s'arrêter au bord d'un petit monticule sur la droite. Un joli coup.

Ils se remirent à marcher.

C'est peut-être parce qu'il est jaloux de moi, pensa George. C'est peut-être ce qui le ronge. J'aurais dû le féliciter ! A présent qu'il vieillit, il est jaloux parce que je gagne plus d'argent que lui. Voilà ce qui le rend grincheux. C'est ça. Quels sentiments éprouve un professeur lorsqu'il voit monter la jeune génération ? Les brillants jeunes gens prêts à prendre la relève. Est-ce pour cela que je n'aimais pas Alan ?

Seigneur, si on ne peut pas être franc avec soi-même, autant y renoncer pour de bon.

Fred attendait que George fût prêt à l'écouter.

— Cette idée que tu te fais que les professeurs vivent en dehors du monde est dépassée, dit-il sérieusement. Surtout dans une ville comme Chicago. Le vieux cliché du professeur distrait, fort en théorie et ignorant en pratique, ne tient plus debout.

— Ça ne fait rien, vous avez la sécurité. Il est facile de critiquer ceux qui ne l'ont pas quand on est sûr du lendemain.

— Ce n'est pas exact, George. Je n'ai jamais recherché la sécurité. Crois-tu que j'aurais fait ce bouquin sur Hearst si je n'avais pensé qu'à la sécurité ? Allons donc ! Et crois-tu que je serais *aujourd'hui* en train de faire ce bouquin sur Altgeld, si tout ce que je voulais était un lit douillet ?

— Je n'en sais rien, Fred, mais ce que je sais, c'est que tu as l'assurance que tes revenus dureront autant que toi — et c'est important. Une dépression ne te toucherait pas beaucoup, elle pourrait me tuer.

— Aucun homme ayant une pensée indépendante n'est vraiment assuré du lendemain, de nos jours, George. Du moins si cet homme est dans l'enseignement. Ils peuvent arriver de Washington d'un jour à l'autre et commencer leur inquisition. Je peux me retrouver sur le pavé dans un mois.

— Ils ne s'en prendraient pas à toi. Ils n'en veulent qu'aux rouges.

— Oui, et beaucoup d'autres — des innocents — trinquent en même temps. La moitié de mes collègues ont une peur bleue. Il n'y a plus moyen de discuter avec eux, même des événements courants. Personne ne veut se compromettre.

— Ceux qui n'ont rien à cacher n'ont pas à s'inquiéter.

— Avec ça ! Pourquoi crois-tu que nous avons tous peur ? Nous ne sommes pas stupides, George. La sécurité n'a pas de sens s'il n'y a pas de liberté intellectuelle.

Les roues de la petite voiture où se trouvaient les clubs de George lui battaient sur les talons, aggravant sa mauvaise humeur. Il était fatigué de discuter, et pourtant, il ne voulait pas céder. Il y avait une assurance exaspérante dans la voix de Fred, l'indice d'une supériorité — d'une supériorité

morale — qui lui rebroussait les nerfs. Fred ne consentirait jamais à avouer qu'il pouvait avoir tort, mais George était las et troublé. De toute façon, cela n'avait guère d'importance. Fred aussi avait ses ennuis. Madge buvait comme un trou. Il s'essuya le front avec sa manche de chemise.

— Comment en sommes-nous venus à parler de ça ? demanda-t-il d'un ton de reproche. Tu es trop exigeant, Fred, voilà le drame. Tu attend trop des gens parce que tu ne connais pas les véritables faits. Il faut que tu sois plus tolérant. Et plus réaliste. Rappelle-toi que la plupart de ceux qui travaillent dans le monde des affaires passent leur temps à faire des choses qui leur déplaisent. uniquement pour être libres des samedis après-midi comme celui-ci et se la couler douce.

— Eh bien ! vous vous faites des illusions, Georges, parce qu'un de ces jours vous allez vous réveiller et vous rendre compte que ces plaisirs du week end ne sont pas le bonheur.

— Tandis que toi tu le sais, ce qu'est le bonheur ?

— Ne te mets pas en colère...

— Je ne suis pas en colère. fit George, bouillonnant, s'efforçant de ne pas élever la voix. Seulement, je pense que tu es un peu naïf, Fred. Tu peux te foutre de l'Américain moyen qui se bagarre pour gagner sa vie parce que toi tu n'as pas à gagner la tienne. Mets-toi à sa place. Arrête-toi une minute et pense aux vingt années qui viennent de s'écouler. et tu verras que pour la plupart d'entre nous, ça n'a pas été exactement un pique-nique. D'abord il y a eu une prospérité artificielle, puis la dépression — et comme dépression, c'était quelqu'un — puis il y a eu des guerres à l'étranger. dans les années trente, des tensions partout, puis la grande explosion et les bombes atomiques, et à présent cette putasserie de guerre froide. Il n'y a pas eu un seul moment, depuis que nous sommes arrivés à l'âge adulte, où les choses se soient assez bien passées à l'extérieur pour que nous puissions les oublier un peu et nous occuper un peu de nous, pour changer.

— Je te l'accorde, dit Fred. opiniâtre. Mais si c'est vrai pour toi, c'est vrai aussi pour moi, tu ne crois pas ? Ne crois-tu pas que j'ai ressenti tous ces événements aussi profondément que toi ? Tu crois donc que je suis de bois ? S'il y a un autre guerre, Brad partira.

George était arrivé à sa balle. Elle était un peu avant le green, sur la gauche. Le coup était facile à jouer. Les autres approchaient. La voix rauque de Sam Bellows venait jusqu'à eux et ils entendirent son grand rire sonore.

— Qu'est-ce que tu veux, Fred, je n'en sais rien, dit George. J'ai l'impression d'avoir fait ce que j'ai pu. Je ne suis pas un génie, j'ai nagé avec le courant, c'est tout. Si on parlait d'autre chose, tu ne crois pas ?

Il choisit un *five-iron* parmi ses clubs.

Si je réussis à envoyer ma balle là-haut, pensait-il, j'ai une chance de finir en un coup. Ça ne doit pas être sorcier.

Il prépara son coup, piétinant nerveusement, crispant les mains sur le club, raide et tendu, et s'apprêta à jouer : il rata à moitié la balle, heurtant la terre un peu en arrière, et, avec effroi, la vit rouler faiblement, piteusement, et s'arrêter. Sans mot dire, il leva le club au-dessus de son épaule, comme une cognée, et le rabattit brutalement dans le gazon mou et spongieux.

***

Un peu plus tard, arrivés au treizième *tee*, ils durent attendre que les équipes qui les avaient précédés aient repris de l'avance.

— Je savais bien que si ces espèces de chasseurs de papillons partaient avant nous, ils nous retarderaient sur tout le parcours, dit George, considérant lugubrement les quatre silhouettes qui se découpaient sur le fond de verdure, à une centaine de mètres de là.

Il jeta un regard à sa montre.

— Seigneur, on aura de la veine si on est de retour pour cinq heures.

— Tu ne crois pas, Hank, disait Sam Bellows, que ce pauvre George joue maintenant comme un pied ? Il devrait prendre quelques leçons.

— Je me demande s'il ne ferait pas mieux de renoncer complètement à jouer. A son âge, ce serait probablement plus sage.

— Oui. Il est entre nous deux. Il n'y a pas de doute, c'est

l'âge. Cinquante ans, c'est trop vieux pour un joueur de golf. Le golf est un jeu de jeunes.

Hank feignit la surprise.

— Cinquante ans seulement ? Je croyais que George avait au moins cinquante-cinq ans.

— Mais non. Il a dû avoir cinquante ans le mois dernier.

— Ne vous occupez pas de mon âge, bande de fripouilles. Je vais vous ridiculiser.

— Nous ridiculiser ? fit Sam en secouant la tête. Trop tard. George. Je te sors à ce trou. Six et cinq.

— C'est ce qu'on va voir.

— Je te sors à ce trou, George. Seigneur, quand je pense qu'il n'y a pas si longtemps, tu me tenais la dragée haute. Et maintenant, je vais te sortir.

— Peut-être, mais ne compte pas que je vais me laisser faire.

Sam se tourna de nouveau vers Hank.

— Tu ne trouves pas qu'il y a quelque chose de pathétique à voir un gars qui s'accroche quand il est fini ? Un gars qui était un bon joueur de golf, et qui est maintenant lessivé, qui se fait sortir en six et cinq. T'es plus bon à grand-chose, mon pauvre vieux. Et Irène, George, comment elle va, Irène ? Elle ne se plaint pas un peu depuis quelque temps ? Ça doit être terrible pour une femme de voir son mec plus bon à grand-chose.

Il s'avança entre les marques, et étudia le terrain.

— Allons, je crois bien que je suis *up*, dit-il, et il se prépara à jouer.

C'étaient les plaisanteries habituelles, leur guerre des nerfs des parties de golf, et cela ne signifiait rien. Mais cet après-midi cela faisait un peu mal.

De la faute à Fred, tout ça.

*
* *

Ce soir-là, les Mazer étaient invités à dîner chez Madge et Fred Miller. Ils arrivèrent à six heures et demie.

L'intérieur du bungalow de stuc blanc voisin du *campus* de l'université, était astiqué et ciré, poli comme un miroir. Tout renvoyait à George son image. Il était assis dans le living room, attendant que le dîner soit servi, un verre de

cocktail posé devant lui sur la petite table café blond, et il comparait en pensée la propreté, l'ordre et la tranquillité de cet intérieur aux scènes effrénées dont sa propre demeure était chaque soir le théâtre pendant cette demi-heure cruciale qui précède le dîner. C'était le seul moment du jour où il mettait en question l'entière institution du mariage et de la parenté.

Fred et lui parlaient de leur partie de golf de l'après-midi. George termina son verre, et son hôte se leva aussitôt, le shaker à la main, pour le lui remplir de nouveau. Généralement, George se contentait d'un whisky coupé de beaucoup d'eau avant le dîner, et il n'arrivait pas à adapter son rythme d'absortion au breuvage beaucoup plus concentré qui se trouvait devant lui. Plus il buvait, plus il avait envie de boire. Il commençait à se sentir très bien. C'était ça, la grande vie, pensait-il.

Fred avait des allures d'éternel étudiant, vêtements négligés, cheveux coupés en brosse, visage lisse, pipe courte et manières détachées, mais ses mouvements étaient étudiés et sans hâte, comme si la prudence de l'historien professionnel avait déteint sur sa vie privée. George remarqua qu'il lui suffisait d'une allumette pour fumer tout le tabac de sa pipe. Tout ce que faisait Fred était fait avec soin.

D'ordinaire, un être aussi discipliné rendait George nerveux, mais aujourd'hui, après un deuxième martini, il avait l'impression de ne plus avoir d'os, il était souple et mou comme une balle de caoutchouc. Tout se fondait dans un bourdonnement assourdi. Il entendait les femmes bavarder dans la cuisine, il les entendait remuer les assiettes et l'argenterie.

Les amis sont comme les melons, pensait-il, plus ils sont mûrs, meilleurs ils sont.

Je commence à parler comme un cendrier de baraque foraine, se dit-il. Ou comme une carte de nouvel an. Ils sont vraiment très bien. Ne te mets pas à faire du sentiment. Pas de confidences d'ivrogne.

— Ce martini est excellent, Fred, dit-il, hochant la tête, le verre à la main.

— J'en prends toujours un avant le dîner, dit Fred. Ça me détend et ça me donne de l'appétit.

— Dis donc, fit George, tu te rappelles ces cuites qu'on prenait quand on était étudiants ? Je n'oublierai jamais. On n'avait pas les moyens de se payer de la bonne gnaule de contrebande, alors on allait acheter du gros rouge chez le Rital : un gallon pour trente-cinq cents, tu te rappelles ? Et on rentrait tous en titubant dans les dortoirs, on dégueulait tout entre les pieux et on roupillait jusqu'au dimanche midi.

— Oui, et Missy Mac servait toujours des fortifiants au jus de tomate avant le dîner et on était incapables d'avaler une bouchée.

— On était des rudes !

Ils restèrent un instant silencieux, émoustillés et réchauffés par le souvenir de leur folies d'étudiants.

— Et ton bouquin sur Altgeld, demanda George, il avance ?

— Oui, il avance — lentement.

George fronça les sourcils.

— Tu sais, je n'ai jamais très bien compris où il voulait en venir, ce gars-là. J'ai l'impression que c'était un homme de bien, mais n'a-t-il pas été mêlé à des émeutes radicales ? Est-ce que ce n'était pas un rouge ?

Fred sourit.

— C'est toi que je ne comprends pas, George. Dans le temps, tu étais pour la Follette, et maintenant, tu es de l'autre bord. Que s'est-il passé ?

Après ces deux martini, pensait George, tout devient clair. Voilà la recette : prenez un estomac vide, ajoutez-y deux martini, un à la fois. La formule de l'invincibilité, de la droiture, de la virtuosité, de la profondeur, de la franchise et de la résolution. La formule pour ramener n'importe quel problème dans les limites de votre compétence. Succès garanti.

— Il est mort, maintenant, dit George, parlant de La Follette.

— Oui, mais tu sais ce que je veux dire. Tu n'avais que son nom à la bouche, alors que moi, j'étais beaucoup plus conservateur. Tu te rappelles ?

— Oui, mais ce n'est pas parce que certaines de leurs idées me plaisaient que j'étais un rouge, Fred. De plus, j'étais

encore un gosse à ce moment-là. Tu sais bien qu'on est toujours exalté quand on est jeune.

— C'est vrai, reconnut Fred, mais chez la plupart des jeunes gens, c'est tout simplement passionnel... ou bien, c'est parce que ça se fait. Chez toi, j'avais toujours eu l'impression que c'était une véritable conviction.

George marchait nerveusement de long en large, jetant de temps en temps un regard à son ami. Il réfléchissait, le front plissé, les yeux mi-clos.

— J'étais très influencé par le professeur Hayes, fit-il. Mais quand même, ça fait vingt ans de ça ! Si on ne changeait pas en vingt ans, dans les vingt années qui ont le plus d'influence sur la formation, ce serait la preuve qu'on est un fanatique. Ou bien qu'on n'est pas très intelligent. Je suppose que ça dépend des influences qu'on subit.

— Mais où en es-tu maintenant ? Quelles sont tes opinions ?

George s'arrêta pour étudier la question avant d'y répondre. Il parut embarrassé.

— Ça alors, je n'en sais rien, Fred. Vraiment, je ne sais pas où j'en suis. Je n'ai certes pas honte d'avoir été un partisan de La Follette. Parce que je crois que c'était un homme remarquable. Mais, tu le sais... On change... Les temps ne sont plus les mêmes...

Fred se leva et remplit de nouveau les verres.

Ils n'allaient pas au fond des choses. Ils se chamaillaient un peu, se lançaient de petites pointes, mais sans jamais engager le fer. Dès qu'ils s'étaient avancés un peu, ils battaient en retraite et se remettaient à parler de la pluie et du beau temps, sans laisser la conversation tourner au vinaigre, car ils tenaient à rester aimables et à ne pas sortir du cadre d'un entretien amical et détendu.

George savait qu'il aurait dû refuser un troisième martini. Il s'en rendit compte dès qu'il eut bu les premières gorgées, car brusquement les deux autres firent alors leur effet. Tout ce qu'il faisait exigeait un effort conscient. Il fut très prudent en reposant le verre. Il était important que Fred ne s'aperçût pas qu'il était ivre. Mais le bout de sa cigarette éludait trop longtemps la flamme de l'allumette, et chaque fois qu'il changeait de position, il heurtait la table basse devant lui. et Fred était son meilleur ami, il était assis là-bas, il lui sou-

riait affectueusement, le sang lui montait à la tête, faisant battre la veine de son front, accusant la sensation de bien-être qui se répandait en lui. Il était allègre, toutes ses facultés étaient en éveil, tout ce qu'il avait appris était à sa disposition, prêt à servir. Jamais il n'avait parlé plus brillamment, jamais il n'avait été plus persuasif, plus pénétrant. Jamais il n'avait parlé avec une telle éloquence. Il était au sommet de ses facultés. Mazer à son zénith !

— Mais oui, tu sais comme c'est, Fred, disait-il. Tiens, prends Hoover, par exemple. C'est le plus grand tenancier — non, tenant, tu vois ce que je veux dire — le plus grand tenant de l'individualisme. C'est l'individualisme qui a fait de ce pays ce qu'il est, tu le sais comme moi. Tu me parlais de La Follette. Eh bien ! précisément. Ce que nous devons faire, c'est étudier nos traditions, notre héritage. Nous sommes un pays d'individualistes. Prends tous ces hommes et ces femmes qui s'en sont allés à travers les plaines dans des chariots couverts. C'était le destin. Tout allait de soi en ce temps-là. C'est comme la diplomatie du dollar. Enfin, pas tout à fait, ce n'est pas exactement pareil, mais tu vois ce que je veux dire. Mon point de vue, c'est que chacun doit gagner ce qu'il gagne à la sueur de son front. La concurrence sur le marché, la libre entreprise. Voilà ce qu'est pour moi la Démocratie. L'égalité des chances, tu comprends. Je suis contre les élites, qu'elles soient sociales ou autrement. Tu vois ce que je veux dire. Mais je ne veux pas non plus d'un nivellement pas le bas. Si on ne te laisse pas aller jusqu'où tu es capable d'aller, à quoi bon nourrir une honnête ambition ? Ça ne serait vraiment pas la peine, on n'aurait qu'à être tous des robots ou des automates. J'ai lu un article l'autre jour, là-dessus, sur la société sans classes, ou je ne sais quoi. Ça, mon vieux, c'est impossible. Les gens ne sont pas pas faits comme ça. Tu as beau dire qu'on est tous égaux, ça ne fait pas qu'on est réellement tous égaux, pas vrai ? Les gens trouvent leur niveau, comme l'eau. C'est ce qu'on veut dire quand on dit que tous les hommes ont été créés égaux. Tous les hommes ont été créés égaux en droit — *en droit*, tu piges ? Ça ne veut pas dire qu'ils sont égaux en fait. Tu vois ce que je veux dire. On est tous égaux devant la loi et tout ça — mais tu ne peux pas dire à un gar-

qu'il n'a pas droit à tout ce qu'il peut faire, non plus. Et si tu essaies d'établir l'égalité absolue, tout ce que tu obtiendras, c'est le chaos. L'Anarchie. L'initiative, voilà ce qui a fait de ce pays un grand pays. Détruis l'esprit d'initiative, et tout est foutu. Mais je ne crois pas non plus que les gens doivent se marcher sur les pieds. Tu comprends, un type honnête qui en a dans le ventre n'a pas besoin de marcher sur les pieds des autres pour monter. Tu ne peux pas empêcher la crème et le lait de se séparer, pas vrai ? Non. C'est un principe de chimie. Tu vois ce que je veux dire : tu ne peux pas non plus empêcher les gens. Du moins, de mon point de vue.

C'était vraiment dommage qu'il n'y eût personne pour prendre ça par écrit. Quand même, il ne faut pas abuser du martini. Il faut laisser ça se tasser. Une olive, d'accord, tu peux prendre une olive. mais pas toucher au verre. Et toi, Fred, comment tu vas ? Comment tu vas, mon vieux Freddy ? Mais qu'est-ce qu'il raconte ? Hitler ? Que vient faire Hitler dans cette conversation ?

— Peut-être, fit George. interrompant Fred. Peut-être que tu as raison, Fred. Mais il ne faut pas en dire trop de mal. Dieu sait que je le détestais. — George secoua la tête. — Mais, tu comprends, ces Allemands ne sont pas des gens comme nous, Fred. Il faut les mener à la baguette. Ils veulent de la discipline, ces gens-là, tu comprends, ils veulent un maître. C'est leur religion.

C'était ça, le drame. avec les professeurs. Des théoriciens complètement dépourvus de sens pratique. Même si Fred n'avait pas les idées très claires. c'était un type formidable. Un mec drôlement sympa. Il faut un peu d'expérience, vous comprenez. pour voir les choses comme elles sont. De plus, personne n'est infaillible. même si...

— Le dîner est servi, dit Irène, de la salle à manger.

Et les hommes se levèrent, péniblement, et passèrent dans la salle à manger, s'efforçant d'avoir l'air, devant leurs femmes, parfaitement maîtres d'eux et parfaitement naturels.

Jack POTTER.

(*A suivre.*)

(*Traduit par René Guyonnet.*)

Nicolas Machiavel.

CORRESPONDANCE D'UN AMBASSADEUR AUPRÈS DE CÉSAR BORGIA

Le 5 octobre 1502, Machiavel est envoyé pour lanterner et épier César Borgia qui veut à tout prix avoir Florence dans son jeu. Tâche risquée, et dont Machiavel va se tirer par des prodiges de prudence : il saura refuser la main tendue et observer tout ce qu'il sera possible de surprendre.

Pour y voir clair dans les préparatifs de la ténébreuse affaire de Sinigaglia, le lecteur se reportera au Prince, — dont Machiavel conçut alors la première idée, — au chapitre VII sur les Principautés nouvelles qui s'acquièrent par les forces et fortune d'autrui; *il relira ces lignes suggestives, sinon explicites, et que nos lettres officielles vont éclairer :* « Après quoi... (le duc) attendit l'occasion pour éteindre les Orsini; elle lui vint bien à propos, et il en usa encore mieux... il se tourna à la malice... »

L'occasion, ce fut la conjuration de la Magione et le traité solennellement juré, le deuxième dimanche d'octobre, dans une gentilhommière au bord du lac Trasimène, par : le cardinal Orsini, le duc de Gravina, Paulo Orsini, le fils de Bentivoglio pour Bologne, Fregoso pour Urbin, Venafro pour Sienne, Baglioni pour Pérouse, Vitellozzo pour Città di Castello et Oliverotto da Fermo, tous maîtres fourbes, que seule pouvait rassembler la terreur d'un fourbe plus magistral, César, qui va savoir les diviser et les conduire quasi tous, médusés, jusqu'au garrot de son étrangleur.

Mais ce n'est qu'accessoirement que Machiavel parle de ces comparses

et l'objet de son observation constante, c'est la leçon de Borgia, qui le rebute et l'attire à la fois. Dix fois il demande son rappel à la Seigneurie, mais toujours il reste, malgré sa répugnance, malgré le danger ; il étudie en ce chef tout ce qui manque aux siens, à ses pingres de Seigneurs, à son bonasse Gonfalonier, à ses concitoyens versatiles et timorés : le secret de l'autorité, même cruelle, du calcul politique longuement mûri, de la largesse féconde, de la décision rapide et de l'exécution soudaine.

Enfin, et surtout, si l'on confronte avec l'Œuvre définitive de Machiavel ces Lettres où elle s'élabore, on voit ici le doctrinaire se dégager déjà de l'agent de renseignements, la science politique, dépouillée de toute préoccupation morale, ébaucher ses premiers linéaments.

LÉGATION AUPRÈS DU DUC DE VALENTINOIS

Instructions à Nicolas Machiavel, du 5 octobre 1502.

Nicolas, Nous t'envoyons auprès de Son Excellence le duc de Valentinois à Imola avec des lettres de créance; tu t'y rendras à cheval au plus vite, et, dès ta première entrevue, tu lui exposeras que nous avons appris ces jours derniers qu'à son retour en Romagne, les Orsini s'étaient détachés de lui; qu'ils devaient tenir à la Magione, dans le Pérousin, une assemblée avec leurs partisans; que le bruit courait que le duc d'Urbin et le seigneur Bartolommeo d'Alviano devaient se réunir à eux pour discuter et machiner contre Son Excellence quelque projet que nous estimons dirigé également contre le Roi Très-Chrétien; que nous avons été adroitement sollicités d'y envoyer un homme à nous et d'entrer dans leur parti; que nous, persévérant dans nos mêmes intentions et volontés de vivre en bons amis de Notre-Seigneur et de Son Excellence, nous avons le ferme propos de ne point renoncer à notre dévouement envers le Roi de France sous la protection duquel se repose notre cité; que nous devons donc nécessairement faire part de ce que nous avons appris et remplir nos devoirs de fidèles alliés quand il s'agit des intérêts de ce prince comme de ceux de ses amis ou des États qui dépendent de lui; que c'est pour ces motifs que nous t'avons envoyé par poste à Son Excellence à cause de la gravité du sujet et pour l'assurer de nouveau qu'au sein de l'agitation de nos voisins, nous resterons invariables dans nos dispositions tant à son égard qu'au leur, et continuerons à regarder les amis de la France comme les nôtres, ainsi que leurs intérêts. Il nous semble que ceci suffira pour ta première audience où tu feras toutes démonstrations posssibles de la confiance et de l'espoir que nous mettons en Son Excellence.

. . . .

I. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Eminents Seigneurs, mes très distingués Seigneurs.

Ne me trouvant pas trop bien du cheval lors de mon départ de là-bas, et considérant que ma commission exigeait la rapidité, je suis monté en poste dès Scarperia et me suis rendu sans désemparer ici, où je suis arrivé aujourd'hui à la dix-huitième heure environ; ayant laissé en arrière chevaux et serviteurs, je me présentai néanmoins aussitôt tout cavalièrement à Son Excellence qui m'accueillit fort aimablement, et je lui présentai mes lettres de créance; puis je lui exposai les raisons de ma venue, en commençant par le remercier de la restitution des draps. Je passai ensuite à la défection des Orsini, à la diète de la Magione, aux membres de la ligue, aux sollicitations adroites dont V. S. avaient été l'objet et aux dispositions que vous inspirent toujours votre attachement au Roi de France et votre dévotion à l'Église; je développai par tous les arguments possibles les raisons qui vous lient à ces deux puissances et vous détournent de leurs ennemis, protestant que, quoi qu'il arrive, vous observerez toujours vis-à-vis de Son Excellence la conduite qui convenait à la bonne amitié que vous avez pour la couronne, à votre soumission de toujours envers l'Église et à votre constante affection pour son Excellence, persistant à regarder les amis de la France comme vos très grands amis et alliés. Il ne me répondit mot au sujet des marchandises restituées, mais abordant aussitôt la question, il remercia V. S. de leur offre et de leurs bonnes protestations. Il dit qu'il avait toujours désiré l'amitié de V. S. et que s'il ne l'avait pas obtenue, cela tenait à la malignité des autres plus qu'à lui-même, ajoutant qu'il me conterait en détail ce qu'au grand jamais il n'avait confié à personne au sujet de la marche de son armée vers Florence. Il me confia alors qu'après avoir enlevé Faënza et tenté de surprendre Bologne, les Orsini et Vitelli, dans la pensée de lui faire tort, l'avaient engagé à retourner à Rome par la route de Florence: qu'il avait refusé conformément aux instructions contraires du Souverain Pontife, mais que Vitellozzo s'était jeté en pleurant à ses pieds pour le supplier de suivre cet itinéraire, en lui promettant qu'on ne ferait violence

aucune pas plus au pays qu'à la cité. Comme il persistait à refuser, vos ennemis revinrent si instamment à la charge qu'il finit par céder, mais à la condition expresse qu'on s'abstînt de toute violence et qu'il ne fût pas question des Médicis. Désirant toutefois tirer quelque profit de sa marche vers Florence, il avait songé à profiter de cette occasion pour faire amitié avec V. S., désir qu'atteste le fait, connu des commissaires qui ont négocié avec lui, qu'en aucun des pourparlers qu'il a tenus il n'a jamais parlé peu ou prou des Médicis, pas plus qu'il n'a jamais consenti à ce que Piero vînt dans son camp. Bien des fois, poursuivit-il, alors qu'ils étaient à Campi, Orsini et Vitelli lui demandèrent la permission de surprendre Florence ou Pistoia, lui démontrant la facilité de l'entreprise; jamais pour sa part il n'y voulut consentir, protestant toujours qu'il s'y opposerait les armes à la main. A la suite de l'accord intervenu, Orsini et Vitelli jugeant qu'il était arrivé à ses fins tandis qu'eux-mêmes étaient frustrés des leurs, que leur venue en Toscane avait été profit pour lui et dam pour eux, s'ingénièrent à tout gâter par leurs malhonnêtetés, et commirent mille déprédations pour inquiéter V. S. et briser l'accord. Manœuvres auxquelles pour sa part il ne put s'opposer, ne pouvant être partout à la fois et ne recevant pas de vous le secours promis et même stipulé. Les choses traînèrent ainsi jusqu'au mois de juin passé quand éclata la rébellion d'Arezzo, dont — assure-t-il — il n'avait pas eu jusque-là le moindre vent, ainsi qu'il l'a déjà dit à l'évêque de Volterra; il s'en était pourtant réjoui, croyant voir là l'occasion qu'il cherchait de vous faire reconnaître (ses bonnes intentions). Il n'en fut pourtant rien alors encore, soit malchance commune, soit prévention chez vous à négocier et conclure une alliance qui eût été le salut pour les deux parties, contretemps qui cette fois-là ne l'avait pas trop inquiété. Tout disposé à vous servir, dès le vu de la volonté du Roi, il écrivit et fit demander verbalement à Vitellozzo de se retirer d'Arezzo. Et non content de cela, il marcha avec ses troupes contre Città di Castello. Il eût pu l'en déposséder, car les premiers citoyens de la ville venaient tous s'offrir à lui, circonstance, dit-il, qui fit naître les premières rancœurs de Vitellozzo et son animosité. Quant aux Orsini, il me dit ignorer d'où avait pu naître leur départ scandaleux de la cour de Rome, sans même prendre congé de Notre Seigneur. Voyant par la suite le Roi lui témoigner à lui duc plus d'égards qu'à leur cardinal, plus d'honneurs, et certains bruits s'étant répandus qu'on allait les dépos-

séder, ils l'ont lâché, sont partis et on les retrouve dans cette diète de faillis.

. . . .

Die 7 octobris 1502.

NICOLAUS MACHIAVELLUS. *Imolae.*

25. — BIAGIO BUONACCORSI ET AGOSTINO VESPUCCI A MACHIAVEL

Nicolao Maclavello plurimum honorando.

Ad Imola.

Cazzo, mon Nicolas! Je suis si bien vu de nos Seigneurs qu'hier au soir à l'arrivée environ la 6e heure du messager à cheval par vous dépêché, ils n'ont pas plus tôt vu des lettres de vous pour moi qu'ils me l'ont envoyé chez moi. En outre, j'ai si bien joué de la langue que j'ai réussi à faire inscrire au budget l'indemnité voulue, mais il m'a fallu y aller encore trois fois! Tant et si bien qu'à la troisième, messire Antonio della Valle, craignant que je ne me fourvoie, m'a donné la recette d'un truc qui m'a si bien conduit que madonna ma Lessandra en est de fort belle humeur. Et voilà madonna Gostanza au désespoir de voir publiées ses recettes par Antonio! Je compte toutefois la consoler : on avait besoin d'un maître charpentier à Livourne pour y remettre des pont-levis en état de se cabrer : j'ai présenté ledit truc, et fait valoir qu'il a éjecté de son lit messire Antonio, d'un seul cabrement. On a donc adopté le truc, et, pourvu que messire Lumaca ne le détraque point, je crois que madonna se louera de moi, et elle-même, l'ayant appris, me presse de pousser de l'avant.

Cazzovi 'n culo! Pour sûr que c'est bien un peu votre tour à vous de godailler, puisque vous voilà défrayé de tout et logé superbement; tâchez là-bas de remplir la commission que je vous ai confiée, sans quoi je ne vous donnerai pas la louange de maître Stretichi à madonna Gostanza, au lieu que, si vous la remplissez bien, je vous exhorterai à continuer : vous mettrez ainsi le comble à tout ce que j'ai déjà dans le cœur pour vous; et si vous voulez me confier quelque secret, je saurai le taire; sinon je ferai comme Fedino qui vous fait si bien filer.

. . . .

J'ai fait parvenir ce matin toutes vos lettres à destination, et en toute sûreté. J'attends de Lorenzo la pièce de velours, et de madame Marietta [1]

1. Machiavel venait d'épouser Marietta Corsini.

votre pourpoint : sitôt arrivé, j'enverrai le tout, et s'il vous faut autre chose, écrivez-le.

Pendant que j'écrivais,le velours est arrivé, et, par le même porteur — ce sera Baccino — je vous l'envoie avec le pourpoint : il faut que vous soyez un fier benêt pour qu'au lieu d'une bonne aune de brocart, vous vouliez porter chose toute crasseuse et déchirée : eh allez donc dégueuler. que ça vous fera grand honneur! Madame Marietta m'envoie dire par son frère de vous demander quand vous rentrerez, et elle dit qu'elle ne veut pas écrire, et elle fait mille folies, elle se plaint de ce que vous lui promites de ne pas demeurer plus de huit jours; ainsi, au nom du diable, rentrez, que la matrice n'ait point à pâtir, sans quoi il faudra nous empêtrer encore avec Fra Lanciolino.

. . . .

Florentie, die 18 *octobris M D I J.*

Bl. Bo.

X. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques, etc...

J'ai reçu hier vers vingt heures des mains de Baccino votre courrier, votre lettre du 17 avec les copies de lettres envoyées de Pérouse à Florence, et je me suis présenté immédiatement à Son Excellence; je lui ai exposé d'abord ce que V. S. m'écrivaient de leurs bons sentiments à son égard et qu'elles attendaient réponse de France, et pourquoi elles m'avaient envoyé ledit courrier : je lui ai donc lu la copie des lettres en question, et le duc après les avoir entendues, a remercié fort vivement V. S. des démonstrations d'amitié qu'elles lui prodiguent à toute occasion, et il l'a fait à grand renfort et largesse de bonnes paroles, promettant maintes fois de les payer de retour si l'occasion s'en présentait. Il me confia ensuite que les 600 hommes d'armes sur lesquels tablaient ses adversaires allaient tous sauf quelques-uns, revenir sous ses drapeaux. « Ils ne croient pas si bien dire », fit-il en riant, « hommes d'armes : « en blanc! çà signifie zéro [1]. Bravade à part, j'entends que ce soit « aux faits à montrer lequel des deux est le plus fort, ces gens-là « ou nous. J'en fais d'autant moins de cas que je les connais davan-

1. Dans le tableau que les conjurés avaient fait de leurs forces éventuelles, le scribe avait mis : « *hommes d'armes* : ... *en blanc* ».

« tage, eux et leurs soldats; et ce Vitellozzo dont on a fait tant de « bruit, jamais je ne l'ai vu se conduire en homme de cœur, pré-« textant toujours sa vérole; il n'est bon qu'à ravager les villages « sans défense, à détrousser qui n'ose pas lui faire face et à faire « de ces traîtrises-là; on l'a vu bien clairement dans l'affaire de « Pise et personne n'en doute plus désormais, puisqu'il m'y a trahi « pendant qu'il était mon soldat et qu'il avait touché mon argent. » Et il s'étendit longuement sur ce sujet, mais parlant toujours d'un ton parfaitement égal et sans que ses traits s'altèrent d'aucune façon. Je répondis à Son Excellence comme il convenait, et je ne manquai pas, tant que nous fûmes sur ce sujet, qui ne fut pas vite épuisé, de faire mon devoir pour le confirmer dans l'opinion qu'il ne doit ni ne peut plus jamais se fier à ces gens-là, en lui faisant toucher du doigt maintes circonstances du temps qu'ils se déclaraient ses amis et où tous ils machinaient et ourdissaient à qui mieux mieux contre Son Excellence. Je m'efforce par tous les moyens d'entrer le plus avant possible dans sa confiance et de pouvoir lui parler familièrement, sans compter que les conjonctures s'y prêtent, ainsi que les démonstrations de V. S. Je n'ai rien tiré d'autre pour le moment de Sa Seigneurie et je me suis gardé de parler d'Urbin puisqu'il n'en parlait lui-même, tant pour éviter de le blesser que parce que je pouvais l'apprendre en grande partie par ailleurs.

En effet, Magnifiques Seigneurs, Orsini, Vitelli et autres ligueurs ont une bonne fois jeté le masque, ainsi que V. S. ont dû l'apprendre là-bas plus explicitement que je n'ai pu le faire ici : car on ne souffle mot dans cette Cour des nouvelles qu'il faut cacher et tout s'y conduit dans un secret merveilleux; non, ils ne se déguisent plus comme me l'a dit Son Excellence, si vous vous reportez à ma lettre du 17; et voici trois jours ils ont infligé quasi une déroute à Don Michele, Don Ugo et messire Ramiro, et ils les ont rejetéss dans Fossombrone; on dit Don Ugo prisonnier, Don Michele blessé et messire Ramiro retiré dans Fano avec la plupart de ses troupes; certains disent qu'ils ont entièrement abandonné Fossombrone, et d'autres qu'ils y ont laissé environ trois cents fantassins. Quoi qu'il en soit, le détail importe peu : pour une fois les gens du duc ont dû battre en retraite et ont été battus; on n'a pas entendu parler d'autres revers après celui-là. Quant au duc Guido, le bruit a couru ici il y a quatre jours qu'il avait quitté Venise pour rentrer dans son duché; sur quoi ledit Seigneur envoya aussitôt un grand

nombre de ses hommes pour essayer de lui barrer la route; on ne sait pas où il peut bien se trouver en ce moment. Les uns le disent à Urbin, d'autres à San Leo, certains disent qu'il n'a pas encore passé : je ne peux vous transmettre que des on-dit, et je n'entends que des on-dit.

. . . .

Imolae, die 20 octobris 1502.

NICOLAUS MACHIAVELLUS, Secret.

27. — BIACIO BUONACCORSI A MACHIAVEL

Nicolao Maclauello, Secretario florentino suo plurimum honorando.

A Imola.

Nicolas. Comme hier, quand j'ai reçu votre lettre, c'était fête, je n'ai pas pu vous faire faire votre *ugghettone* [1]; mais ce matin à la première heure, j'ai été trouver Lionardo Guidotti et je lui ai pris l'étoffe en me laissant conseiller par lui comme vous me l'avez écrit; on l'a coupée sur une pièce qui m'a paru belle; il y va sept aunes et demie de drap, et cela vous coûtera, à ce que j'ai pu voir, environ quatre ducats et demi la mesure. J'ai fait couper la robe sur moi, en obéissant à toutes vos recommandations pour le collet et les autres détails, le tout du mieux que j'ai pu. Je compte que ça ira, sinon grattez-vous le cul!

Nous nous sommes mis en quête des *Vies* de Plutarque et il ne s'en trouve point à vendre dans Florence. Prenez patience, il faut en écrire à Venise; à vous dire la vérité, vous nous cassez rudement les pieds à nous réclamer tant de choses.

J'attends que vous ayez écrit à Guidotto au lieu de faire comme d'habitude. Je regrette de ne pas vous donner entière satisfaction, car votre dame Mariette a appris l'histoire de votre robe et fait mille folies. Et elle serait de bien mauvaise humeur si vous n'aviez pas si bien casé sa fille [2], elle grille de connaître les détails de la dot; cadeaux et autres choses sont tout prêts et toutes les corneilles de *Sardigna* [3] vont venir lui faire honneur et lui tenir honorable compagnie.

. . . .

1. *Ugghettone :* robe d'apparat.
2. *Figlia :* entendons : filleule
3. *Sardigna :* le dépotoir de Florence.

Messire Antonio della Valle est sur le point de devenir fou : au cours d'une querelle qu'il a eue ces jours-ci avec Messire Andrea di Romolo au sujet d'un coup de tric-trac, son partenaire lui a lancé un sabot et lui a abîmé les reins; le pauvre diable, qui ne sait pas ou qui ne peut pas placer aisément ses bandages, porte tout un harnais de pansements qu'il n'y a pas moyen de lui faire enlever. Tous deux viennent armés au bureau, je ne sais si vous m'entendez : messire Andrea d'omelettes baveuses et messire Antoine de pompes à lavements, et chacun d'eux reste sur ses positions. Je crois que nous pourrons arranger ça, pourvu que l'on puisse raccommoder ses reins à messire Antoine.

. . . .

Le porteur de la présente — ce doit être Iacopino, — vous apporte la robe, et je crois qu'elle va bien; le devant en est cousu, car j'ai vu qu'elles se portent ainsi : si cela ne vous plaît pas, il n'y a pas grand mal à le découdre. J'ai fait du mieux que j'ai pu : arrangez-vous pour que la première fois que vous la porterez, elle prenne bonne tournure.

Lionardo a payé façon et couture de la robe : lire............ 5.

Vous ne lui devez pas moins, et à moi, vous me devez bien de quoi boire.

Je n'ai pas parlé de pourboire, parce que je sais que vous ne vous en souciez guère. Mon rôle à moi, c'est de pisser le sang pour vous et pour moi, le vôtre, c'est d'aller faire le coq auprès des poules.

. . . .

Lorenzo di Giacomino me dit que dès demain matin il vous enverra le vin, et qu'il vous a servi en homme de conscience, et qu'avant de vous parvenir, il vous coûtera déjà guère moins de cinq ducats : si bien que vous pouvez aller au bordel.

Florentie, die xxi octobris M D ij.

Bl. Bo.

XXI. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Seigneurs. En outre de ce que vous mande ma lettre précédente, je dois vous faire part d'une conversation avec le même ami [1] qui m'avait dit dernièrement que vous aviez tort de vous en tenir avec le duc à des démonstrations, alors que vous aviez en commun ennemis et intérêts, et tant de facilités de réaliser vos désirs par une alliance mieux définie. Cet ami est venu me trouver

1. L'« ami » en question est évidemment une fiction de l'ingénieur secrétaire par le truchement duquel il fait entendre à ses Très Hauts Seigneurs dures vérités et bons conseils.

hier soir et m'a parlé en ces termes : « Je vous ai déjà remontré « que les vagues protestations de la Seigneurie étaient de peu de « fruit pour le duc, et encore moins pour elle, car Son Excellence « finirait certainement par mettre un terme à l'incertitude où il « est ainsi retenu pour traiter avec d'autres. Je veux ce soir dis- « cuter plus amplement avec vous sur ce sujet. Quoique je n'aie « nulle mission de le faire, mes affirmations n'en seront pas moins « fondées. Le duc n'ignore pas que le Pape peut mourir d'un « moment à l'autre, et qu'avant la mort du pontife, il lui faut « assurer à ses États, s'il entend les garder, quelque autre soutien. « Son premier atout est le Roi, le second, ses propres forces. Vous « voyez qu'il a déjà près de 500 hommes d'armes et autant de « chevau-légers, qui seront dans peu de jours sous ses drapeaux. « Dans la conviction qu'avec le temps ces deux ressources pour- « raient se trouver insuffisantes, il songe à se lier avec ceux de ses « voisins que leur propre défense contraint à le défendre, tels que « les Florentins, les Bolonais, Mantoue et Ferrare. Pour procéder « par ordre, vous savez s'il est étroitement lié avec le duc de « Ferrare, par le mariage de sa sœur, et par les bienfaits incessants « dont fut et dont est toujours comblé le cardinal de ce nom. « Quant au marquis de Mantoue, on parle du chapeau de cardinal « pour son frère, et, pour son fils, d'épouser la fille du duc de « Valentinois. Elle aura pour sa dot 40.000 ducats, payables par « le marquis et par son frère, en reconnaissance de la dignité « conférée à ce dernier. Tous liens qui vont être certainement noués « et qui les maintiendront unis. Quant à Bologne, il est question « d'un traité particulier et distinct de celui des ligueurs. Cet arran- « gement, sollicité par le duc de Ferrare, désiré par son Excellence, « avantageux pour les Bentivoglio, va se conclure. De fait, le duc « de Valentinois a toujours été moins soucieux de conquérir « Bologne que d'assurer la sécurité de ses états. Il demeurera « satisfait dès qu'il aura atteint ce but. Les quatre états que je dis, « tous limitrophes, sauront en imposer une fois réunis et en armes, « d'autant plus que le Roi accroîtra encore leurs forces, assuré de « pouvoir toujours s'appuyer sur eux. Quant à Florence, j'ai « entendu dire au duc, il n'y a pas trois jours, que ce pays et le « sien étant également amis de la France, il entendait qu'il y eût « entre eux liberté de communications, et qu'il n'entreprendrait « jamais rien contre cette république, quand bien même on ne « stipulerait point d'alliance étroite et engageant de longues

« années; mais que si Florence voulait la stipuler telle, elle jugerait de la différence qu'il y a entre l'amitié du duc et celle des autres. Je vous répète donc que, si l'on s'en tient à des généralités, la Seigneurie en pâtira plus que le duc : ce dernier a dans son jeu le Roi et les autres États que je viens de dire, vous, vous n'avez d'appui que le Roi, et vous aurez plus souvent besoin du duc que le duc de vous. Je ne dis pas qu'il doive se refuser à aider la république, mais que si celle-ci était en danger, il pourrait à sa convenance marcher à son secours ou bien se tenir coi. Si vous me demandez des précisions sur ses possibilités d'action, je vous répondrai que la république souffre de deux plaise vives qui la saignent et qui la conduiront à sa perte si elle n'y porte remède : l'une est Pise, l'autre Vitellozzo. Ne serait-il pas vital pour elle de rentrer en possession de cette place et de se délivrer de l'autre ennemi? Le duc ne brigue pour sa part que l'honneur de commander vos troupes, ainsi qu'il l'a déjà fait, honneur auquel il tient plus qu'à de l'argent ou à quoi que ce soit d'autre. S'il obtenait de vous cette satisfaction-là, tout le reste s'arrangerait aisément. Ne m'objectez pas à propos de Vitellozzo que le duc a traité avec lui et les Orsini : le traité n'est pas encore ratifié, et le duc donnerait de bon cœur la meilleure de ses places pour qu'il ne le fût pas ou qu'il n'eût jamais été question de ce traité. En supposant même que cette ratification arrive, il y a toujours pour s'y dérober des moyens qu'il vaut mieux laisser deviner ou confier de vive voix que de coucher sur le papier. Songez, pour comprendre ceci, que le duc a intérêt à ménager une partie des Orsini pour s'assurer quelque appui dans Rome au cas où le Pape viendrait à mourir. Quant à Vitellozzo, il ne peut en entendre parler : il le regarde comme un serpent venimeux, un brandon de discorde pour la Toscane et pour l'Italie entière. Il l'accuse même d'avoir fait et de faire encore tout son possible pour empêcher les Orsini de consentir au traité. Bien que toutes ces réflexions ne soient que de moi seul, je vous engage à les transmettre au Gonfalonier ou au conseil des Dix. Faites-leur remarquer aussi qu'il serait très possible que le Roi ordonnât à la république de prendre le duc pour condottière et de mettre ses troupes à sa disposition : Florence y perdrait ainsi le bénéfice du service rendu, puisqu'il lui serait imposé. Faites valoir qu'il vaut mieux acquérir des droits à la reconnaissance en obligeant spontanément. »

Telles furent les réflexions de l'ami en question, dont l'entretien dura longtemps, et sur lequel il me pria du plus grand secret.

. . . .

Je me suis conformé à ses intentions comme vous voyez. Sont-ce les siennes ou celles du duc, c'est ce que je ne puis vous dire; je sais seulement qu'il tient l'un des premiers rangs dans cette cour. Si cela vient de lui seul, il a pu être induit en erreur par sa bonté et son obligeance naturelles. Il vous appartient de peser le tout et de me répondre.

Imola, le 8 novembre 1502.

NICÓLAS MACHIAVEL.

40. — BIAGIO BUONACCORSI A MACHIAVEL

Niccolao Malclavello maiori suo honorando.

Honorable Nicolas. Je vous ai écrit hier par le courrier Carlo, et je n'ai pas pu vous envoyer l'argent en question, ce qui m'a fait bien du souci tant je vous aime, et de même votre toque dont je ne me suis pas souvenu quoique je l'eusse bel et bien rangée dans mon écritoire. Et puis ce matin, Lorenzo est venu me trouver, et m'a remis les 29 ducats que je lui avais donnés; aussi vous les envoyé-je par le messager présent — qui doit être un fameux *cazzo*, — et avec l'argent, la toque, laquelle vous coûte un ducat car elle est de couleur bigarrée, et je n'ai pu mieux faire. Résignez-vous. J'ai donné à Lionardo le talon qui lui permettra de toucher les deux florins vous revenant du remboursement de l'*accatto*; et dès qu'il les aura, je les lui ferai inscrire à votre compte, de même les trente sous qu'il n'a pas encore touchés, mais qui sont en de bonnes mains; et si vous désirez autre chose, avisez-m'en, je ferai tout bien volontiers. On n'a plus entendu parler de ce que je vous écrivais de la réduction etc; mais il y en a qui disent que ce ne sont pas seulement les salaires, mais encore le personnel qu'on va réduire, Dieu nous épargne le pire.

. . . .

Florentiae, die xii novembris 1502.

Frater Blasius.

XXIII. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Seigneurs. Permettez-moi de vous faire observer que si vous êtes surpris de n'avoir pas reçu mes lettres, je suis de mon côté extrêmement contrarié de n'avoir pu et de ne pouvoir encore faire plus que je ne fais. Au lieu de Tommaso Totti, il m'est arrivé ici un homme à pied, qui ne connaît même pas bien le pays et qui est fort malhabile à marcher.

. . . .

Je prie donc la Seigneurie de m'excuser, en faisant réflexion qu'ici a politique n'est pas devinette facile, et que nous y avons affaire à un prince qui gouverne par lui-même : pour ne pas s'exposer à mander des rêveries, il faut étudier le terrain. Et pendant qu'on l'étudie, le temps court. Bien loin de le perdre, je le mets à profit autant qu'il m'est possible. Je ne vous répéterai point ce que renferment mes lettres du 8 et du 10, dans l'espoir qu'elles vous seront parvenues, quoique un peu tard. Vous y aurez vu quelle tournure prend ici la situation. Elles vous auront fait connaître, au moins en partie, les dispositions du duc par mes entretiens avec lui et avec cet ami qui ne cesse de me redire que temporiser, c'est courir après un mieux impossible et perdre une occasion propice. Je réponds que ces atermoiements nous sont imposés, d'abord par le désir d'attendre qu'on sache la volonté du Roi, ensuite par celui de s'informer à Rome des intentions du pape; aujourd'hui même, par le départ de l'évêque de Volterra pour la France, et par l'arrivée à Florence de l'archidiacre de Celon. Mais c'est constamment qu'en use ainsi la Seigneurie, m'objectent bien des gens. C'est à tout bout de champ que je m'entends faire ici ce reproche que, pour n'avoir pas su, depuis 1499, embrasser un parti, nous avons d'abord été mal secondés par le duc, et ensuite accablés par le Roi de France. Je défends l'honneur de notre république du mieux qu'il m'est possible, en développant les nombreux arguments qui sont en sa faveur. On ne les admet point. Je n'ai pas voulu jusqu'à ce jour vous relater tout cela, de peur d'être accusé de présomption; mais comme je vois les choses suivre la pente que j'avais prévue, je préfère m'exposer aux interprétations tendancieuses qu'on pourra

se permettre à mon égard, que d'avoir à me repentir de ne pas vous avoir informés de ce qui se dit ici.

Vous me demandez des éclaircissements que je crois vous avoir donnés. Relisez bien mes lettres, vous les y trouverez. Paix ou guerre? Je vous ai marqué qu'on parlait de l'une et qu'on préparait l'autre.

. . . .

Imola, 13 novembre 1502.

NICOLAS MACHIAVEL.

42. — BIAGIO BUONACCORSI A MACHIAVEL

Nicolao Malclavello suo plurimum honorando.

Honorable Nicolas. A peine eus-je écrit la ci-incluse, est arrivée la vôtre du 10, et puis une autre du 8, venue par un voiturier. Vous vienne la caquesangue! Et comme en écrivant votre lettre du 13, vous redemandez ce que vous avez demandé dans la susdite du 10, à savoir si je suis parti pour la France et comment je m'en suis dépêtré, primo je vous réponds qu'il me semble bien que je suis à Florence. Il pourrait se faire que je me trompe, parce que, à me rappeler la bousculade dont j'ai été l'objet, je ne peux pas croire que j'en suis déjà sorti.

. . . .

Nos Seigneurs avaient l'impression que vous lambiniez à leur écrire, parce qu'une lettre du 5 annoncée par vous n'est jamais arrivée, si jamais vous l'écrivîtes; de plus, ce grand *cazzo* de Totto n'a pas peiné moins de huit jours pour parvenir ici, alors que Carlo a si bien marché.

. . . .

Je vous envoie, bien ficelés, ducats... 29 : 25 ordinaires et 2 doublons, ainsi que la toque. Avisez-moi de la réception, et n'allez pas chicaner que l'or n'en est pas tellement pur que çà; ce fut pour moi le diable de les avoir tels quels. Je voudrais bien que vous écriviez à Niccolo Valori pour le remercier du mal qu'il a pris pour vous, car c'est un homme qui est porté par nature à obliger ses amis. *Bene valete. Florentinae, die xv Novembris 1502.*

Frater BLASIUS.

XVI. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Seigneurs. Vous avez dû voir, par les dépêches des 8,) et 13, mes efforts auprès de différentes personnes pour tâcher déceler les projets du duc, et les réponses que j'ai faites selon les rconstances. D'après celle que vous m'avez envoyée le 15 sur tous s sujets, en me recommandant d'observer toute la mesure qui e paraîtrait convenable, je me suis présenté chez le duc hier au ir. Nous avons longuement conféré ensemble. Je lui ai parlé abord de la défiance qu'il m'avait témoignée lors de notre dernère entrevue en me demandant s'il pouvait compter sur l'amitié la Seigneurie, et du déplaisir que vous en aviez ressenti quand vous en avais informés; là-dessus, j'ai développé une grande rtie des idées que mentionne le début de votre lettre, en lui térant sans réserve protestations d'amitié, etc. Venant ensuite son désir d'être désigné comme condottiere au service de la répuque, je lui ai dit que ce vœu vous peinait grandement, tant parce e la chose était impossible que parce que l'intérêt particulier raissait plus fort sur ce point-là que l'intérêt commun, et que désir de lui comportait des exigences auxquelles vous ne pouz ni ne deviez consentir. Après lui avoir fait observer que la igneurie n'avait ni les moyens d'accorder une solde considérable la prétention d'oser en offrir une mesquine, je fis entendre que, ttant de côté cet engagement militaire, il fallait s'occuper de oses réalisables, et où la république trouvât sa sécurité, sans sser les intérêts du Roi de France, auquel elle devait les plus nds égards. Je me suis beaucoup étendu sur ce point, sans dre de vue les bornes de mes pouvoirs, et me refusant, conforment à vos instructions, à employer la moindre expression able de l'offenser. Le duc, qui m'avait écouté avec attention n'avait laissé échapper aucun signe de mécontentement, me ondit : « Tu vois qu'il n'y a rien de conclu. Il s'agit de nouer ntre nous, comme je te l'ai dit la dernière fois, une amitié héorique ou effective : si elle ne doit être que théorique, inutile l'en parler davantage; certes, je tiendrai la promesse, que je 'ai si souvent répétée, de ne faire jamais aucun mal à la Seineurie, et de l'obliger, dans la mesure où ce sera en mon pou-

« voir; les Florentins seront toujours bien accueillis dans mes « États; mais si cette amitié doit être effective, il faut pas y songer « sans l'engagement militaire qui doit en être la base. » Sur quoi, je m'empressai d'opiner que les amitiés théoriques ne sont pas en effet d'une durée illimitée, mais j'objectai que les temps et la fortune sont changeants, que l'on voit tous les jours se nouer des alliances qui ne comportent pas l'engagement qu'il exige, et qu'une alliance peut être durable qui se borne à concilier les intérêts des alliés. J'ai ajouté beaucoup d'autres réflexions qu'il est inutile de rappeler. Qu'il vous suffise de savoir que sa conclusion est restée celle que je vous ai rapportée. Je n'ai pas pu en obtenir une autre.

Il m'a entretenu ensuite de ses différents soucis actuels. Il regarde l'affaire de Bologne comme finie; il attend Paolo Orsino, et se plaint amèrement de Vitellozzo ainsi que de Gianpaolo. Je lui ai dit à ce sujet que j'avais toujours si exactement prévu le succès de sa politique, que, si j'eusse mis mes pensées par écrit, il les prendrait aujourd'hui pour une prédiction. Comme je lui faisais valoir, entre autres raisons qui avaient motivé mon pronostic, la facilité qu'il y a pour celui qui est seul contre plusieurs de rompre des engagements semblables, il me répliqua qu'effectivement il les avait rompus, déroutant ainsi plus de quatre de ses adversaires. Il m'a représenté là-dessus que Gian Paolo se targuait de vivre en fort bonne intelligence avec nous. « Certes, lui ai-je répliqué, nous lui fûmes très attachés comme au bon soldat qu'il fut à notre service, mais depuis nous avons eu bien sujet de nous plaindre de lui. » — « Je ne veux plus, ajouta-t-il, te laisser ignorer qu'avant « de quitter Pérouse et de rejoindre Vitellozzo dans Arezzo, il m'a « écrit textuellement : « Vous savez que je hais Vitellozzo; dési- « reux toutefois de me servir de lui pour rétablir les Médicis à « Florence, et ne voulant pas avoir l'air de lui obéir sur ce point, je « vous prie de me faire une lettre où vous m'ordonniez de concourir « à cette entreprise. » Je la lui écrivis, et peut-être aujourd'hui « s'en prévaut-il pour me desservir auprès de la Seigneurie. » Je lui répondis que je n'en avais jamais entendu parler. Toujours m'entretenant de Vitellozzo, il voulut bien m'apprendre un autre projet de trahison dont il avait été informé depuis deux jours. « Lorsque nous fûmes entrés », me dit-il, « sur votre territoire, il « avait contre vous des desseins auxquels j'ai refusé de me prêter; « il conçut alors le projet de gagner les Orsini à mon insu, et « d'escalader Prato durant une nuit, me laissant ainsi à la merci

« de mes ennemis. Mais, ayant été reconnaître cette place, il en « trouva les remparts plus élevés et la garnison plus vigilante « qu'il ne l'aurait cru. Quoique, en confiant ce projet à celui qui « me l'a redit il n'y a que deux jours, il lui ait dit que dans ce genre « d'entreprise le commencement entraîne forcément le milieu et « la fin, il s'est vu obligé de renoncer à tout espoir de consommer « cette perfidie; mais il en médite chaque jour de nouvelles, et « justifie par sa conduite celle que vous avez eue avec son frère. » Je répondis comme le sujet le comportait. Mais à part son ressentiment contre Vitellozzo, je n'ai pu percer aucune des intentions de Son Excellence.

J'ai revu depuis l'ami dont je vous ai parlé. Écartant, selon votre désir, la question de l'engagement militaire, j'ai parlé des clauses concernant Vitellozzo, Pise, et l'accord projeté. L'ami m'a confirmé la haine du duc contre son allié. Au sujet de Pise, il m'a dit : « L'armée va marcher du côté d'Urbin; peut-être se rendra-« t-elle ensuite vers Pérouse, Castello et Sienne. De là, elle pourrait « aisément se porter sur Pise et s'emparer de cette place par sur-« prise, mais il faudrait un grand secret. Depuis la création de « l'actuel Gonfalonier, peut-être Votre Seigneurie pourrait-elle « disposer de vingt-cinq ou trente mille ducats, sans qu'elle dût « en rendre compte à personne dans le premier moment... » Revenant ensuite à l'engagement, l'ami me fit observer qu'il était humiliant pour le duc de se voir écarté; que la Seigneurie pourrait fort bien convertir la *condotta* en un subside. Je répliquai que ce serait changer le mot et non la chose, et que pour me décider à vous faire une proposition pareille, il faudrait que je pusse aussi vous en démontrer l'avantage. Il me dit qu'il y réfléchirait, et là-dessus nous nous séparâmes.

. . . .

Imola, le 20 novembre, 1502, à la 20e heure.

NICOLAS MACHIAVEL.

43. — BIAGIO BUONACCORSI A MACHIAVEL

Nicolao Malclavello suo honorando.

Imole.

Il faut que je me fâche une bonne fois avec vous de ce que vous m'écrivez par la vôtre du 14, comme si c'était de moi que provenait le retard à vous

envoyer l'argent et non de vous, qui êtes si ferme dans vos propos qu'il vous suffit d'une heure pour changer d'avis. Vous savez que l'argent en question, je l'avais confié à Lorenzo, et il m'a bien fallu par suite, quand vous avez eu changé d'avis, attendre, pour pouvoir l'envoyer, que Lorenzo fût de retour de la campagne; et si j'ai quelque peu différé, ce n'a été que dans le désir de vous contenter; et quand je vous ai offert mon argent, ce que je confirme à nouveau, je n'avais pas encore retiré le vôtre. Et il vous suffira d'un seul exemple, si vous en voulez, comme quoi je ne suis pas comme vous, et qu'il vous vienne quarante mille caquesangues, à vous qui avez si peur de ne pas avoir vingt sols à dépenser, puisque, quand je vous ai réclamé pour compère, je n'eusse pu vous offrir chose pire et qui me convenait si mal ayant eu pour maître un homme qui était le roi des avares : et allez-vous-en rendre vos tripes. Et cette lubie maintenant de vouloir être si exactement informé du pourboire, ça me confirme davantage que vous ne devriez pas penser à de pareilles vétilles. Si bien que vous l'avez eu le pourboire, avec la vérole par-dessus le marché, que Dieu vous la donne; pendant votre absence, je ne me suis pas occupé ici de vos intérêts de la même manière que vous durant la mienne; et quant au provéditeur, il n'est pas à Florence, mais à Arezzo. Et si vous ne voulez plus que nous vous parlions dans nos lettres de la fête des Mages, nous vous parlerons de la fête de l'Ane, et cela de façon que nous vous contenterons.

Lionardo Guidotti a touché ses deux ducats de l'accatto, et les a mis à votre compte, comme vous l'avez ordonné. S'il faut autre chose, écrivez. On est en train de dicter vos lettres.

Florentie, die xviii novembris MDII.

Frater Blasius.

XXIX. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Seigneurs. Vous avez dû recevoir mes dernières du 22 et du 26. Je ne reviendrai donc pas sur ce qu'elles contiennent; je vous informe aujourd'hui du retour de Paolo Orsino. On m'a dit qu'il rapportait le traité souscrit par Vitellozzo ainsi que par tous les autres signataires, et qu'il s'évertuait à convaincre le duc de leur gratitude et de leur inaltérable dévouement, qu'il pouvait mettre à toute épreuve. Le duc a l'air satisfait. Vitellozzo lui écrit en particulier des lettres débordantes de soumission, de belles promesses, d'excuses et d'offres de service; il lui assure qu'il se justifiera pleinement dès qu'il pourra le faire de vive voix, et qu'il n'y a jamais eu dans tout ce qui s'est passé le moindre dessein de nuire à Son Excellence. Le duc écoute tout, mais dans quelles vues? C'est ce

que l'on ignore, et ce qu'il serait fort difficile de percer avec certitude. Si l'on considère les faits en eux-mêmes, les propos du duc, ceux de ses principaux ministres, l'on ne peut en augurer que de sinistres présages pour les ligueurs, car l'outrage a été sanglant, et les conversations ne respirent que le ressentiment contre ce Vitellozzo. L'un des premiers confidents m'a dit hier de lui : « Le « traître se figure guérir avec des mots le coup de poignard qu'il « nous a donné. » Et comme je cherchais à savoir quelle conduite le duc tiendrait à cet égard, il ajouta : « L'armée va s'avancer « d'abord vers Urbin, où elle ne séjournera guère, car, une fois « que l'ennemi aura donné dans le panneau qu'on lui tend avec « Rimini, elle obliquera droit vers Pérouse ou Castello selon « l'occurrence. Ces places dépendant du St Siège, le duc au titre « de gonfalonier du pape, demandera à y entrer, vu que le traité « n'exclut pas que nous puissions loger avec les troupes ponti« ficales dans les lieux qu'il lui plaira. Le duc agira alors selon la « réponse qui lui sera faite, et ne manquera pas d'occasions pour « justifier sa méfiance envers Gian Paolo et Vitellozzo, contre « lesquels on est ici le plus irrité. »

. . . .

Imola, le 28 novembre 1502.

NICOLAS MACHIAVEL.

10 DÉCEMBRE 1502 - 27 JANVIER 1503

César Borgia a mis 2 mois 5 jours à endormir les méfiances, à armer son piège, à appâter ses victimes. En moins de 48 heures, la machine a joué, et bien joué. Deux des conjurés, Petrucci et Baglioni, y ont échappé, mais leurs fiefs, Pérouse, puis Sienne, passent au pouvoir du pape... ou de son fils. Reste Florence, la proie la plus enviable, et dès longtemps convoitée : le Val di Chiana s'ouvre, quasi sans défense, à l'envahisseur. Mais cette fois encore, la République, et son secrétaire qui n'en mène pas large, en réchappent par miracle. Pour la deuxième fois, César n'ose pas passer outre au veto de Louis XII et déroute son armée vers Rome et Naples (sac de Capoue). Pour la deuxième fois, l'alerte passée, Florence se rendort.

XXXVI. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Seigneurs. Je vous ai écrit hier, mais je n'ai pu, même en offrant deux ducats, trouver personne qui voulût se charger de vous porter ma lettre. Il ne cesse de neiger depuis quatre jours, et ce mauvais temps fait que nul ne se soucie de franchir les Apennins. La Seigneurie voudra donc bien ne pas m'imputer ces retards.

. . . .

Je partirai demain matin pour suivre la cour, mais ce ne sera pas sans peine. Sans parler du mauvais état de ma santé, il ne me reste que sept ducats; une fois dépensés, je me trouverai sans ressources. Je n'en ai reçu de vous que 55, et il m'a déjà fallu en dépenser 62. Je vous prie donc de venir à mon secours.

Imola, le 10 décembre 1502.

Nicolas Machiavel.

XXXVIII. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Seigneurs. J'ai reçu vos trois lettres des 8, 10 et 13, en réponse à plusieurs des miennes. Elles contiennent votre justification à propos du rapport fait au duc par Paolo Orsino, l'intention où vous êtes de nouer des liens plus étroits avec Son Excellence, la satisfaction que votre ambassade a l'air d'avoir causée au Souverain Pontife, et même quelques propositions précises. Tout cela m'a décidé à solliciter une audience du duc. Je n'ai pu l'obtenir qu'hier à la quatrième heure de nuit. Comme il m'a semblé qu'une partie de vos lettres pouvait lui être montrée, je lui ai lu ce qui concernait les points ci-dessus. Après m'avoir écouté avec plaisir, il m'a témoigné une grande satisfaction de ce que vous écrivez touchant Paolo Orsino. Puis il m'a répété, comme de coutume, que plus les liens d'amitié qu'il désirait nouer avec vous seraient étroits, plus ils lui paraîtraient importants et bienvenus. Ces bonnes dispositions sont encore accrues chez lui par celles du pape dont il vient

de recevoir à votre égard des assurances si satisfaisantes que vous ne pourriez rien ajouter ni à l'affection de ce pontife pour vous, ni à ses vœux de vous voir en bonne intelligence avec son fils. Le duc se déclare plus satisfait que jamais, voyant par là son état placé sur de très bonnes fondations. Il ajoute que, si V. S., lui-même, Ferrare, Mantoue et Bologne vous formiez un bloc, il ne voit pas quel danger serait à craindre et pour lui et pour les autres. A quoi il va de fort bon pied, et il est homme à y aller aussi droit, aussi franc qu'on peut l'attendre d'un personnage de sang royal. « Je t'ai déjà fait observer, » m'a-t-il dit, « que, dans le temps où mon « pouvoir était faible, je n'avais ni demandé ni promis, me réser- « vant de le faire lorsqu'il serait plus assuré. J'ai déjà tenu parole « en faisant à la Seigneurie des offres très étendues. Maintenant « que j'ai recouvré Urbin, fait rentrer Camerino dans le devoir, « que je suis entouré de dix mille hommes de cavalerie, sans « compter les Orsini et les Vitelli, je crois pouvoir élargir encore « mes promesses. Je fais donc à la Seigneurie celle de l'appuyer « de toutes mes forces, et, dans le cas où elle viendrait à être atta- « quée, de ne point attendre que j'y sois invité pour remplir cet « engagement. » Je crains, Magnifiques Seigneurs, que vous ne pensiez que j'en remets ici de mon cru, mais moi qui l'ai entendu parler, et qui l'ai vu les prononcer, je renonce à vous exprimer la manière et les gestes avec lesquels il l'a fait; j'en crois à peine mes yeux et mes oreilles. Il m'a semblé de mon devoir de vous transmettre ses offres de service en les estimant à leur valeur, vous penserez sans aucun doute qu'il est bon qu'il vous les fasse, mais qu'il sera encore meilleur pour vous de n'être pas dans l'obligation de vous en servir. Je n'ai pas manqué de lui parler du prix que vous y attacheriez, de toute votre reconnaissance, etc.

. . . .

Je me recommande à V. S. et leur réitère la prière de m'envoyer de quoi pouvoir vivre, ayant à faire vivre à mes frais trois domestiques et trois bêtes, et ne pouvant les nourrir de promesses. J'ai commencé à m'endetter, et dépensé jusqu'à présent 70 ducats, demandez plutôt à N. Grillo votre huissier qui a été ici avec nous. J'ai eu l'occasion d'être défrayé de mes dépenses ici par la Cour; je ne veux pas de cela ou du moins je n'y ai recouru que le moins possible, ne croyant pas qu'il fût de l'honneur de V. S. que je me comporte ainsi; V. S. peuvent bien imaginer si c'est de bon cœur

que je m'en vais mendiant quatre ducats par-ci et trois ducats par-là. *Bene valete.*

Ex Caesena, 18 decembris 1502.

NICOLAUS MACHIAVELLUS, Secret.

47. — BIAGIO BUONACCORSI A MACHIAVEL

Nicolao Maclavello suo plurimum honorando.

C'est tel un mêli-mêlo d'histoires que je voudrais vous écrire, que si je le faisais, je vous en ferais perdre la boule; aussi m'en passerai-je, et c'est Totto qui vous contera par le menu tout le travail que j'ai fourni avec le Gonfalonier, pour que vous soyez muni; et la décision prise vous montre si nous avons réussi ou non; quant à votre congé, vous verrez par la ci-jointe ce que vous en écrit l'Ill.me Gonfalonier. Bref, j'ai eu de la chance pour vos affaires, beaucoup mieux que je n'en aurais eu si ç'avait été les miennes; je crains pourtant que votre gratification ne s'en aille au panier : ce n'est qu'un cri ici parmi les secrétaires : vous n'êtes qu'une alose, et vous ne leur avez jamais fait une gracieuseté, etc. Mais moi qui entends bien vous défendre de toutes les méchancetés dont on peut vous couvrir, je leur ferai ces politesses à vos frais et à votre barbe; et allez rendre vos tripes si vous n'êtes pas content car ça sera comme ça. Puisque l'oraison de messire Antoine, etc. a produit de si bons effets, j'en suis fort aise, et si vous ne m'aviez pas écrit qu'elle vous avait si bien conduit, je vous aurais envoyé la mienne; mais de peur qu'elle ne vous fasse chier cœur et boyaux, je ne le fais pas : il serait possible en effet, que la première vous ayant agité, le renfort de la seconde ne vous jouât un méchant tour; même ayant à l'utiliser, je ne veux pas aller à confesse pour ça.

Messire Federigo Folchi est mort, prenez patience, et Carlo Bonciani est mort aussi; si vous écrivez une lettre de condoléances ici, vous en serez payé là-bas parce qu'il y a quelqu'un qui y a pensé : je vous écris cela la larme à l'œil; mais écartez de vous le chagrin, vous avez autres soucis en tête, et je vous renseignerai au fur et à mesure.

Messire Antonio della Valle est dans la poisse, car Madonna Gostanza est enceinte, et, dit-on, la progéniture n'est pas de son cru, et il en est au désespoir; on l'a remise entre les mains des frères de San Felice, et on a fermement résolu des deux côtés de s'en tenir au jugé; l'abbé a voulu lui toucher le corps, et jusqu'à maintenant, les choses se passent très bien; vous saurez la suite.

. . . .

Pour moi, je vous attendais dans ces belles salles pour y faire bonne chère, et par malheur, avant que vous soyez de retour, il faudra que l'un aille déambuler de ci, l'autre de là, Dieu nous préserve. J'admi-

›tre de mon mieux le bureau sous vos ordres, et je me débrouille ·mme je peux, et par Dieu, je vous attends avec grande impatience, ne crois jamais en voir arriver l'heure; Madonna Marietta de son té ne veut plus croire en Dieu, et pense avoir tout jeté au diable, sa t et sa virginité. Donnez ordre, sur votre foi, qu'elle ait sa dot comme autres, sans quoi elle perdra la patience. Je vous ai assez parlé déjà des ıriages récemment célébrés et de votre Albertaccio Corsini qui fait ırtie des nouveaux Huit.

C'est moi qui tiens votre place lorsque messieurs les Dix font certaines ites bombances, et messire Antonio se met alors en boule, et qu'il y ·te; et je vous rappelle les oignons qui à cette heure sont au feu; ce qui m fait souvenir, ce sont ces deux [collègues] qui viennent s'y réchauffer; angez-vous, et [allez rendre vos tripes et *cazzovi 'n culo!*]

Florentiae, die xxi decembris, MDDII.

FRATER BLASIUS.

.III. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques, etc...

Je vous ai écrit avant-hier de Pesaro ce que j'apprenais de Sini- lia; je me suis rendu hier à Fano et ce matin même, Son Excel- ce est partie de bonne heure avec toute l'armée et est arrivée ici ıs Sinigaglia où étaient rassemblés tous les Orsini et Vitellozzo, juels, comme je vous l'ai écrit, lui avaient conquis cette ville. Ils t allés au-devant de lui et, à peine entrés côte à côte dans ses rs, le duc s'est retourné vers ses gardes et les a faits prisonniers; ›t ainsi qu'ils les a tous pris, et on est encore en train de mettre ville à sac; nous sommes à la vingt-troisième heure; je suis dans lus grand tourment : je ne sais pas si je pourrai faire partir cette re, je n'ai personne à ma disposition. J'écrirai plus long par une re, et à mon avis, ils ne seront pas vivants demain matin.

In Sinigaglia die ultima decembris 1502.

vester Servitor

NICOLAUS MACHIAVELLUS.

XLIV. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques Seigneurs, etc...

J'ai écrit hier en double exemplaire à V. S. tout ce qui s'était passé depuis l'arrivée de Son Excellence le duc dans Sinigaglia, et comment ils ont arrêté Paolo et le duc de Gravina Orsini, et Vitellozzo, et Oliverotto; par la première je vous avisais simplement du fait, et dans l'autre, je narrais l'affaire en tous ses détails, et j'ajoutais ce que m'avait dit Son Excellence, et l'opinion qu'il avait sur ce que V. S. devraient faire; je vous répéterais ces lettres dans tous leurs détails si je pensais qu'elles ne vous soient pas parvenues. Mais comme j'ai envoyé la première au prix de six ducats, la seconde au prix de trois ducats, par deux exprès, l'un de Florence, l'autre d'Urbin, je suis bien tranquille; néanmoins, par surcroît de précaution et pour le cas où elles ne vous seraient pas parvenues, je vais vous redire le tout sommairement. Ce Seigneur a quitté Fano hier matin et s'est dirigé avec toute son armée vers Sinigaglia, qui avait été occupée, à l'exception de la citadelle, par les Orsini et messire Liverotto da Fermo. Vitellozzo y était de retour de Castello depuis la veille; ils allèrent à la rencontre du duc isolément, puis l'accompagnèrent dans la ville et à son logis, et une fois arrivés avec lui dans sa chambre, le duc les fit faire prisonniers, puis fit désarmer leurs fantassins qui se trouvaient dans les faubourgs ou bourgades hors les murs, et envoya la moitié de son armée pour désarmer aussi les troupes campant en certains châteaux à six ou sept milles de Sinigaglia. Ensuite, à la deuxième heure de nuit environ, il me fit quérir, et de l'air le plus tranquille du monde il se félicita auprès de moi de ce succès, me rappelant qu'il m'en avait parlé la veille, mais à mots couverts, comme c'est exact; il ajouta quelques mots pleins de sagesse et extrêmement aimables à l'égard de notre cité, énumérant toutes les raisons qui lui rendent votre amitié désirable, pourvu que vous y répondiez, tant et si bien que j'en demeurai stupide; je ne vous répéterai pas ce que je vous ai écrit hier soir. Il me pria pour conclure d'écrire à V. S. trois choses. La première, complimenter V. S. d'un succès qui éteignait les ennemis numéro un du Roi, de lui, de vous, qui balayait tous les germes de scandale et de zizanie qui menaçaient de gâter

l'Italie, de quoi V. S. devaient lui être reconnaissantes. Ensuite, prier de sa part V. S. de bien vouloir témoigner à tout le monde de leur amitié pour lui, et d'envoyer vers Borgo tous leurs cavaliers, d'y rassembler leurs fantassins, afin de pouvoir frapper soit Castello, soit Pérouse, suivant le besoin, car il comptait marcher aussitôt vers ce point, et qu'il serait déjà parti hier soir, n'eût-il la crainte que, lui parti, Sinigaglia ne fût mise à sac. Sur quoi il me réitéra sa prière de vous presser de démontrer de toute façon possible que vous étiez ses amis, rien ne vous retenant plus de le faire, peur ni scrupule, puisqu'il était solidement armé, et vos ennemis pris. Dernière requête, il désirerait que si à la nouvelle de l'arrestation de Vitellozzo, le duc Guido, qui se trouve à Castello, se réfugiait sur votre territoire, V. S. le fissent arrêter. Sur ma protestation que la chose serait indigne de notre cité, que de le lui livrer ainsi captif, et que vous n'y consentiriez jamais, il me répondit que je parlais bien, mais qu'il lui suffisait que V. S. l'y retiennent et ne l'en laissent pas sortir sans son assentiment. J'acceptai de transmettre tout cela et de son côté il en attend la réponse. Je vous écrivais encore dans ma lettre d'hier que bien des gens fort au courant et amis de Florence, m'avaient fait observer que l'occasion était belle pour V. S. de rétablir la situation de la République, chacun étant persuadé que nous pouvons compter sur la France et qu'il serait fort à propos d'envoyer ici, vu les derniers événements, l'un des premiers citoyens de la ville en qualité d'ambassadeur; que s'il se présentait ici un grand personnage et chargé de propositions tentantes, il avait des chances d'être bien accueilli : voilà ce qui m'a été maintes et maintes fois remontré par des gens qui aiment bien Florence : et je le transmets à V. S. avec la même fidélité que j'ai toujours mise à votre service; tel était à peu près le contenu de ma lettre d'hier, quoiqu'il fût encore plus détaillé.

Par la suite, cette nuit, à la dixième heure, le duc a fait mettre à mort Vitellozzo et messire Oliverotto da Fermo; les deux autres sont encore en vie, en attendant — suppose-t-on — qu'on sache si le pape a pu se saisir du cardinal et des autres qui se trouvaient à Rome, comme on le croit, afin de décider de leur sort à tous en même temps.

La citadelle de Sinigaglia s'est rendue ce matin au duc à la première heure; voilà donc la ville à lui, et Sa Seigneurie est partie ce matin même pour se rendre ici avec l'armée; nous prendrons la

direction soit de Pérouse, soit de Castello, peut-être de Sienne, à la suite de quoi, elle poursuivra vers Rome pour régler leur compte à tous les châteaux des Orsini, dont le premier à enlever d'assaut est Bracciano, tous les autres ne devant faire qu'un feu de paille; c'est du moins ce qu'on va colportant sur la place publique. Nous demeurons ici toute la journée de demain; après quoi, nous devons aller loger à Sassoferrato, en dépit que la saison soit des plus désastreuses pour faire la guerre et que vous ne puissiez vous figurer les fatigues qu'endurent toutes ces troupes et ceux qui les suivent; heureux qui peut se vanter de coucher à l'abri.

. . . .

Ex Conrinaldo die prima januari 1502.

Nicolaus Machiavellus, Secret.

48. — BIAGIO BUONACCORSI A MACHIAVEL

Nicolao Maclavello suo plurimum honorando.

Nicolas. Je ne sais pas lequel des deux a pu être le plus fort, ou du tourment que vous vous êtes fait que vos lettres ne nous arrivaient pas, ou du soulagement qu'on a eu ici pour la suite, en voyant par ces lettres de vous que vous étiez en vie; on était bien loin d'être rassurés en voyant que, huit jours pleins après que l'affaire s'était produite, il n'y avait pas de lettres de vous, alors que les avertissements nous pleuvaient de tous côtés et de toutes gens.

. . . .

Hier, à peine arrivée la première, j'ai envoyé au pas de course quelqu'un chez Madonna Marietta, pour qu'elle ne demeurât pas ainsi en suspens; et je me suis rendu aujourd'hui chez le seigneur Domenico Stradi qui fait fonction de dépositaire et qui m'a promis de me rembourser les cinq ducats que j'enverrai immédiatement à votre Marietta. Je vous ai écrit bien des fois ces jours derniers, donné bien des avis, et dit aussi beaucoup de cancans. Je serai heureux de savoir que vous les avez eus.

Bene valete, Florentiae, die viii Januarii MDII (= 1503).

Frater Blasius.

L. — NICOLAS MACHIAVEL AUX DIX DE POUVOIR

Magnifiques...

C'est d'Assise que je vous ai écrit ma dernière lettre le 8. Nous sommes depuis hier ici à Torsiano, lieu sis à quatre milles de Pérouse et que nous quittons demain pour Spedaletto à douze milles d'ici sur la route de Sienne; et je n'aurais rien à vous dire, vous ayant écrit tout le nécessaire dans ma dernière et étant sans la moindre réponse à tant de lettres que je vous ai écrites depuis le 22 décembre jusqu'à présent, si ce Seigneur ne m'avait pas fait appeler aujourd'hui pour me demander si j'avais des lettres de vous et témoigner un vif étonnement de ma réponse négative. Je n'ai pas manqué d'excuser votre retard de toutes sortes de raisons raisonnables. A la suite de quoi, il m'a dit : « Tu sais quelle amitié j'ai pour votre « république que j'estime l'un des principaux arcs-boutants de ma « puissance en Italie, et c'est pourquoi toute ma conduite, tant « dans mes États qu'à l'extérieur, ne doit pas vous rester cachée. « Tu vois où j'en suis avec ces gens-là qui étaient nos ennemis « communs : les uns sont morts, les autres captifs, le reste en fuite « ou assiégés chez eux, et, entre autres, Pandolfo Petrucci, qui « doit être le dernier objet de notre entreprise et nous assurer la « tranquillité commune : il est nécessaire de le chasser de Sienne, « car avec le cerveau qu'il a, l'argent qu'il peut gratter, la place-« forte qu'il occupe, il serait, dans le cas où il se maintiendrait « debout, une étincelle capable de causer les plus grands incendies; « il nous faut donc, au lieu de dormir sur nos lauriers, l'assaillir « *totis viribus* [1]; je ne considère pas comme difficile de le bouter « hors de Sienne, mais c'est entre mes mains que je voudrais « l'avoir. [Et c'est pourquoi le pape l'endort à force de brefs, lui « démontrant qu'il se contenterait qu'il voulût bien ne regarder « comme ses ennemis que les ennemis du Saint-Siège, etc..., cependant que je pousse mes troupes en avant, car il est bon d'enseigner les maîtres en traîtrise.] Les Ambassadeurs de Sienne, venus « me trouver au nom de leur Balia, m'ont fait de bonnes promesses, « et de mon côté, je les ai assurés que je ne veux pas leur ôter la

1. Toutes forces réunies.

« liberté, mais seulement chasser Pandolfo de chez eux, et j'ai « écrit une lettre dans ce sens à la communauté de Sienne, les « informant de mes intentions, et comme quoi ils pouvaient se fier « à l'exemple rassurant de Pérouse et de Castello, cités que j'ai « remises à l'Église au lieu de les accepter pour moi; en outre le « patron de la boutique, à savoir le Roi de France, ne serait pas « bien content que je prenne Sienne pour moi, et je ne suis pas assez « téméraire pour m'y risquer; de sorte que ladite communauté « doit s'assurer sur ma foi que je ne veux rien d'elle que chasser « Pandolfo. Et je désire que tes Seigneurs attestent et divulguent « partout cette intention de ma part, qui est seulement de « m'assurer de ce tyran. Et j'espère que ladite communauté me « croira, mais si elle ne me croit pas, j'irai de l'avant, planterai « mon artillerie à ses portes et ferai pour le chasser *ultimum de* « *potentia* [2] : j'ai voulu te communiquer cela pour que tes Sei- « gneurs soient témoins de mon intention, et qu'au cas où ils « apprendraient que le pape a écrit [certain bref à Pandolfo, ils « n'ignorent pas à quelle fin.] Je suis décidé en effet, maintenant « que j'ai privé mes ennemis de leurs armes, à les priver également « de leur cerveau, lequel n'était autre chose que Pandolfo avec « toutes ses ruses. Je voudrais en outre que tu pries tes Seigneurs « que, s'il me faut quelque secours, ils veuillent bien me le donner « gracieusement contre ledit Pandolfo. Et ne crois-tu pas, en vérité, « que si il y a un an quelqu'un s'était engagé avec V. S. à sup- « primer Vitellozzo et Liverotto, exterminer les Orsini, chasser « les Gianpaolo et les Pandolfo, et leur avait demandé à cet effet « une prime de cent mille ducats, ils ne la lui auraient pas accordée? « Et qu'il n'est pas juste, maintenant que la besogne est accomplie, « et largement, sans dépenses pour eux, sans fatigues, sans respon- « sabilité, qu'ils commencent à payer, bien que la convention n'ait « pas été *in scriptis*, mais simplement tacite, afin de ne pas avoir « l'air ni devant moi ni devant les autres d'être plus ingrats que « de coutume et de nature? Ces Seigneurs objecteront-ils qu'ils « ne veulent rien faire contre France, tu leur écriras que c'est « Sienne et non pas Pandolfo que protège France, et que quand « bien même ce serait lui, ce qui n'est pas, Pandolfo, en se décla- « rant avec les ligueurs contre moi, contre Sa Majesté, a rompu « ladite protection; de telle sorte qu'il ne reste à tes Seigneurs

2. Le maximum d'efforts.

« aucune excuse pour ne pas marcher à l'ennemi commun, et de « bonne jambe, et d'autant plus volontiers qu'ils trouvent là leur « intérêt, la satisfaction de la vengeance et l'intérêt du Roi : leur « intérêt, en supprimant l'éternel ennemi de Florence, l'index « même de tous leurs autres ennemis, le pôle de tous ceux qui « machinaient contre eux; la satisfaction de la vengeance, car « c'est lui qui a conçu et conduit tous les maux que vous avez « endurés l'an passé, car c'est de lui que venaient argent, conseils, « encouragements à vous attaquer, et en quoi? en vos terres tout « entières, en vos propres libertés, et qu'à ne pas se venger de « choses pareilles, à laisser tomber une occasion comme celle-là, « c'est se déclarer privés de tout ressentiment et dignes d'être « outragés tous les jours. Et que ce soit l'intérêt aussi du Roi, « chacun l'entend assez, puisque ce coquin une fois supprimé, nous « nous trouvons, moi et tes Seigneurs, affranchis de toute appré- « hension touchant nos États, et que nous pourrons voler avec « nos troupes vers Naples ou Milan, partout où nous appellerait « Sa Majesté; mais Pandolfo demeurant dans Sienne, nous ne « pouvons pas nous dire sûrs de nos États. Et ces choses-là, le « Roi les connaît, les comprend, et il aura plaisir, il saura gré à qui « voudra agir. Je me donnerais plus de mal à vous persuader s'il « ne s'agissait là que de mes seuls intérêts, mais s'agissant de nos « intérêts à tous les deux, je pense que ceci suffira. Ce n'est pas « que je doute de venir à bout de l'entreprise à moi seul, je désire « seulement que l'Italie entière soit au fait de notre amitié, ce « dont le prestige rejaillira sur tous deux. » Et il a exigé que je « presse d'en donner aussitôt réponse : je vous transmets ses « propres paroles.

Ex Torsiano 10 *januarii 1502 = 1503.*

NICOLAUS MACHIAVELLUS.

DESCRIPTION DE LA MANIÈRE DONT LE DUC DE VALENTINOIS A FAIT TUER VITELLOZZO VITELLI OLIVEROTTO DA FERMO, LE SEIGNEUR PAGOLO ET LE DUC DE GRAVINA ORSINI

Le duc de Valentinois était de retour de la Lombardie, où il était allé se justifier auprès du Roi Louis de France des calomnies dont

les Florentins l'avaient chargé au sujet du soulèvement d'Arezzo et autres bourgs du Val di Chiana. Arrivé à Imola, il décida de marcher avec ses troupes contre Giovanni Bentivoglio, tyran de Bologne, car il voulait réduire sous sa domination cette ville pour en faire la capitale du duché de Romagne. Informés de ce projet, les Vitelli, les Orsini et leurs partisans craignirent que le duc, devenu trop puissant après la prise de Bologne, ne cherchât à les détruire à leur tour pour demeurer en Italie le seul souverain en armes. Ils convoquèrent donc à la Magione en Pérugin une diète à laquelle prirent part le cardinal, Pagolo et le duc de Grabina Orsini, Vitellozzo Vitelli, Oliverotto da Fermo, Giampagolo Baglioni tyran de Pérouse, et messire Antonio da Venafro, envoyé par Pandolfo Petrucci, chef de Sienne. On y discuta de la puissance du duc, de ses desseins, de la nécessité de mettre un frein à son ambition, s'ils voulaient éviter d'en être les victimes à leur tour. Ils décidèrent de ne pas abandonner les Bentivogli, et de tenter de gagner les Florentins à leur cause; ils envoyèrent des hommes sûrs aux premiers pour leur annoncer du secours, aux autres pour les exhorter à s'unir à eux contre l'ennemi commun.

Cette diète fut aussitôt connue dans l'Italie entière, et les populations mécontentes du duc, entre autres les habitants du duché d'Urbin, espérèrent que leur sort allait changer. Dans cet espoir, certains des Urbinates conçurent le projet de s'emparer de la forteresse de San Leo qui était occupée par les troupes du duc. Voici l'occasion qu'ils saisirent. Le gouverneur était en train de fortifier la place : comme il y faisait amener du bois de charpente, les conjurés guettèrent le moment où un certain chargement de poutres franchissait le pont-levis, profitèrent de l'impossibilité où l'on était de le relever pour sauter dessus et entrer dans la ville. A peine les habitants du duché furent-ils instruits de la chose, qu'ils se soulevèrent tous et rappelèrent leur ancien duc, comptant moins sur la prise de cette forteresse que sur les secours que leur faisait espérer la diète de la Magione.

A la nouvelle de ce soulèvement, les conjurés songèrent à profiter de l'occasion, réunirent leurs forces, s'avancèrent pour enlever toutes les places demeurées au pouvoir du duc, et envoyèrent de nouveau à Florence leurs émissaires presser la République de se joindre à eux pour éteindre l'incendie qui les menaçait tous, en démontrant la partie comme gagnée et l'occasion inespérée. Mais les Florentins, qui avaient bien des raisons de haïr les Vitelli et

les Orsini, non seulement ne se joignirent pas à eux, mais envoyèrent leur secrétaire Nicolas Machiavel au duc, pour lui offrir refuge et secours contre ces nouveaux ennemis. Celui-ci se trouvait à Imola, plein de peur de voir que, contrairement à toute attente, ses soldats étaient devenus aussi soudainement ses ennemis, et qu'il avait à faire face à une attaque imminente, désarmé; mais ayant repris courage aux propositions des Florentins, il décida de traîner en longueur quelques opérations avec le peu de troupes qui lui étaient restées fidèles, tout en négociant d'une part avec l'ennemi, et en préparant d'autre part de nouvelles forces militaires. Il s'y prit de deux façons : il envoya demander des renforts au roi de France, et il recruta lui-même tout ce qui se présenta d'hommes d'armes ou seulement habitués à se tenir à cheval; à tous il prodigua de l'argent.

Toutefois ses ennemis se portèrent en avant jusqu'à Fossombrone, où un petit nombre des siens voulaient faire tête, et ils les mirent en fuite. Ce qui décida le duc à se rabattre sur des pourparlers de réconciliation; et comme il était passé maître en l'art de dissimuler, il ne négligea aucun artifice pour les convaincre qu'ils avaient pris les armes contre un homme qui voulait précisément leur donner ce qu'ils avaient pris, qu'il ne tenait qu'au titre de souverain, et entendait leur laisser la souveraineté. Il les en convainquit si bien qu'ils lui députèrent Pagolo Orsini et suspendirent les opérations. Le duc, lui, ne suspendit pas ses préparatifs, et ne cessa de grossir fébrilement sa cavalerie et ses fantassins mais, pour masquer l'opération, il dissémina ses troupes à travers toute la Romagne.

Il était encore arrivé cependant 500 lances françaises, et bien qu'il se trouvât déjà assez fort pour prendre ouvertement sa revanche contre ses agresseurs, il estima plus sûr et plus profitable de les tromper et de poursuivre les pourparlers de réconciliation. Il fit si bien qu'il signa avec eux une paix qui les confirmait dans leurs commandements d'avant, leur faisait cadeau de 4.000 ducats; le duc s'engageait à ne pas attaquer les Bentivogli; promettait sa fille à Giovanni; les laissait libres de venir ou non se présenter en personne devant lui. Ils promettaient de leur côté de lui restituer le duché d'Urbin et tout le territoire occupé, de l'appuyer dans toutes ses expéditions, et de ne faire la guerre à personne ni de se mettre à la solde d'aucun autre prince.

Sitôt ce traité signé, Guido Ubaldo duc d'Urbin se réfugia à

Venise, non sans avoir fait démanteler toutes les places fortes de son duché, sûr de la fidélité de ses sujets et pour empêcher que ces forteresses qu'il ne croyait pas pouvoir défendre, ne servissent à tenir en respect ses partisans. De son côté le duc de Valentinois, après avoir signé la convention, et achevé de répartir avec les hommes d'armes français toutes ses troupes à travers toute la Romagne, quitta Imola à la fin novembre pour se rendre à Cesena, où de longs jours s'écoulèrent en discussions avec les délégués des Vitelli et des Orsini qui cantonnaient avec leurs troupes dans le duché d'Urbin, sur l'objet d'une expédition nouvelle. Et rien ne se décidant Oliverotto da Fermo vint en personne proposer au duc qu'ils attaquassent la Toscane, ce qu'ils feraient aussitôt, ou qu'a défaut de cela, ils marchassent à l'assaut de Sinigaglia. Le duc répondit qu'il se refusait à porter la guerre en Toscane car il tenait les Florentins pour des amis, mais qu'il les laisserait bien volontiers aller à Sinigaglia.

Ainsi, peu de jours après, arriva l'avis que la ville s'était rendue, que la forteresse seule n'avait pas voulu, le gouverneur n'entendant la remettre qu'au duc lui-même et à aucun autre : on l'engageait donc à se porter en avant. Le duc jugea l'occasion bonne; sa venue n'inspirerait aucun ombrage à ses adversaires puisqu'il ne venait pas de lui-même, mais appelé par eux. Et pour les rassurer davantage, il congédia toutes les troupes françaises qui s'en revinrent en Lombardie à l'exception des cent lances de son beau-frère monseigneur de Candales. Et ayant quitté Cesena à la mi-décembre, il se rendit à Fano où il déploya toute sa ruse et toute sa sagacité pour réussir à persuader les Vitelli et les Orsini de l'attendre à Sinigaglia, en leur démontrant qu'une méfiance aussi farouche était incompatible avec un traité de paix durable et solide, et que pour sa part, il était homme à vouloir compter sur les armes et sur les conseils de ses amis. Vitellozzo hésitait beaucoup d'abord, la mort de son frère lui ayant appris qu'il ne convient pas d'offenser un prince et de se remettre ensuite entre ses mains; il se laissa néanmoins persuader par Pagolo Orsini que le duc avait su gagner à force de présents et de promesses et consentit à l'attendre.

Le duc aussitôt, — c'était le 30 décembre de l'an mil-cinq-cent-deux, la veille du jour où il devait quitter Fano —, confia son dessein à huit de ses hommes les plus sûrs, entre autres dont Michèle et Monseigneur d'Euna qui devint par la suite cardianl; il leur donna ordre qu'aussitôt après la rencontre avec Vitellozzo,

Pagolo Orsino, le duc de Gravina et Oliverotto, ils les encadrassent à raison de deux gardes du corps par personne —, et il désigna les uns et les autres —, et qu'ils leur fissent la conversation jusque dans Sinigaglia, sans les laisser s'éloigner tant qu'ils ne seraient pas rendus dans le logis du duc, et arrêtés. Il ordonna ensuite que tout son monde, tant à cheval qu'à pied, qui s'élevait à plus de 2.000 chevaux et 10.000 fantassins, se trouvât le lendemain, à la pointe du jour, au bord du Metauro, cours d'eau à cinq milles de Fano, pour l'y attendre. Le dernier jour de décembre donc, trouvant ses troupes au bord du Metauro, il fit chevaucher en avant-garde environ deux cents chevaux, puis fit avancer l'infanterie, après quoi il s'avança en personne avec le reste de ses hommes.

Fano et Sinigaglia sont deux villes des Marches situées sur les rives de l'Adriatique à quinze milles l'une de l'autre; celui qui marche vers Sinigaglia a sur sa droite les montagnes dont les dernières pentes viennent serrer la mer de si près que le petit passage qui reste entre elles et l'eau ne dépasse pas deux milles dans sa plus grande largeur. La ville de Sinigaglia n'est pas plus éloignée du pied des monts que d'une portée de flèche, et de la mer, de moins d'un mille. Un petit cours d'eau coule à côté d'elle, baignant ceux de ses murs qui regardent vers Fano et vers la route. Partant, celui qui arrive à proximité de Sinigaglia longe les montagnes sur un bon parcours, et, parvenu à la rivière qui baigne la ville, tourne à sa gauche, et longe la berge de la rivière sur une portée de flèche pour arriver à un pont qui la franchit et qui aboutit pour ainsi dire à la porte d'entrée de Sinigaglia, non en ligne droite mais obliquement. Il y a devant cette porte un faubourg de quelques maisons avec une place bordée d'un côté par la digue de la rivière.

Comme les Vitelli et les Orsini avaient donné l'ordre d'attendre le duc et de faire honneur à sa personne, ils avaient retiré leurs troupes pour céder la place aux siennes, en certains châteaux distants de six milles de Sinigaglia, et n'avaient laissé là qu'Oliverotto avec sa troupe, qui était de 1.000 fantassins et de 150 chevaux : ceux-ci étaient cantonnés dans le faubourg que j'ai dit. Les choses étant ainsi réglées, le duc de Valentinois s'en vint vers Sinigaglia, et l'avant-garde de ses chevaux, arrivée au pont, s'arrêta au lieu de le franchir et les montures montrèrent leurs croupes partie à la rivière, partie à la campagne, ménageant entre elles une route pour le passage de l'infanterie qui, sans arrêter sa marche, pénétra dans la ville. Vitellozzo, Pagolo et le duc de Gravina allèrent à la ren-

contre du duc montés sur de petits mulets, et accompagnés de quelques cavaliers ; et Vitellozzo, sans armes, dans une cape doublée de vert, complètement abattu, comme s'il avait le pressentiment de sa mort imminente, étonnait quelque peu tous ceux qui connaissaient le courage et la fortune passée de cet homme. On dit qu'avant de quitter sa troupe pour gagner Sinigaglia à la rencontre du duc, il lui avait fait quasi ses derniers adieux, qu'il avait recommandé à ses lieutenants sa famille et son sort, et qu'il avait exhorté ses neveux à bien se souvenir du courage de leurs pères plutôt que de leur fortune.

Les trois chefs arrivés devant le duc le saluèrent courtoisement tandis que celui-ci leur faisait bon visage, et se trouvèrent aussitôt encadrés par ceux à qui on avait confié leur surveillance. Le duc ayant observé l'absence d'Oliverotto qui était resté avec sa troupe à Sinigaglia et l'occupait sur la place du faubourg à quelques exercices, en bon ordre, adressa un clin d'œil à don Michèle auquel il avait confié le soin d'Oliverotto pour qu'il veillât à ce que ce dernier ne lui échappât point. Aussi don Michèle se porta-t-il à cheval auprès d'Oliverotto et lui fit-il observer que le moment était mal choisi pour laisser sa troupe hors de ses logements qu'elle risquait de voir occuper par les soldats du duc : aussi l'engageait-il à les y faire rentrer pour venir avec lui à la rencontre du duc. Oliverotto s'exécuta, le duc survint et, l'apercevant, l'appela à lui ; Oliverotto le salua avec révérence et se joignit à ses compagnons. Ils entrèrent dans Sinigalia, descendirent tous de cheval devant la résistance destinée au duc, et, entrés avec lui dans une pièce secrète, il les déclara ses prisonniers. Il remonta aussitôt à cheval et donna ordre de désarmer les troupes d'Oliverotto et des Orsini. Ce fut aussitôt fait pour celles d'Oliverotto, qui étaient proches. Celles des Orsini et Vitelli, qui étaient plus éloignées et qui avaient deviné le sort de leurs chefs, eurent le temps de se regrouper ; se souvenant du courage et de la discipline auxquels elles avaient été dressées par ces deux Maisons, elles se serrèrent en bon ordre et, en dépit de l'animosité des habitants et des troupes ennemies, se mirent en lieu sûr. Mais les soldats du duc, mécontents de n'avoir pu dépouiller que les gens d'Oliverotto, se mirent à saccager Sinigaglia, et ils l'auraient entièrement dévastée si le duc n'eût aussitôt réprimé leur violence par maintes exécutions sommaires. La nuit venue et le tumulte apaisé, le duc jugea le moment venu d'exécuter Vitellozzo et Oliverotto : il les fit conduire

ous deux au lieu voulu et les fit garrotter. Aucun d'eux ne dit lors un mot qui fût digne de leur passé : Vitellozzo le pria de upplier le pape de lui accorder pour ses péchés l'indulgence plé-ière; Oliverotto pleurant et rejetant sur Vitellozzo toute la faute es torts commis contre le duc. Pagolo et le duc de Gravina furent issés vivants par le duc, jusqu'à ce qu'il eut appris la capture à ome par le pape du cardinal Orsino, de l'archevêque de Florence : de messire Jacopo da Santa Croce; dès cette nouvelle, le 18 jan-ier de l'an mil-cinq-cent-deux (1503), à Castel della Pieve, tous eux furent étranglés de la même façon.

57. — MARIETTA CORSINI A NICOLAS MACHIAVEL

Spectabili viro Nicholo di messer Bernardo Machiavelli.

In Roma.

Au nom de dieu, le 24.

Très cher Nicolas mien. Vous me raillez, mais point n'en avez raison, car : serais plus gaillarde si vous étiez ici; vous qui savez bien comme je suis eureuse quand vous êtes par chez nous; et tellement plus à l'heure qu'il st, qu'on me dit qu'il y a par là-bas où vous êtes une si grande maladie; ensez comme je suis contente, qui ne trouve repos ni nuit ni jour; et c'est i le bonheur que j'ai du petit. Aussi je vous prie de m'envoyer des lettres lus souvent que vous faites, parce que j'en ai eu trois seulement. Ne vous tonnez pas si je vous ai pas écrit, que j'ai eu la fièvre jusqu'à maintenant : : suis pas fâchée (contre vous). Pour le moment le petit va bien, il semble out vous, il est blanc comme la neige, mais il a la tête qu'on dirait du elours noir, et il est poilu comme vous; et du moment qu'il semble vous, me paraît beau; et il est si leste qu'on jurerait un an qu'il est au monde; t il a ouvert les yeux qu'il était pas né, et il a rempli la maison de tapage. Iais la petite se sent pas bien. Je vous recommande de revenir. Rien 'autre. Le bon dieu soit avec vous, et vous garde.

Je vous envoie pourpoint et deux chemises et deux mouchoirs, et un aiemain, que je vous couds ces choses.

Votre Marietta, à Florence.

Extrait du recueil des Lettres de Machiavel, *présentées par Edmond* *Barincou, à paraître chez Gallimard.*

Jean Rous.

DE HUIT ANS D'OCCASIONS MANQUÉES A LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

La Conférence de Genève succède à huit ans d'occasions manquées de faire la paix en Indochine. Elle est peut-être la dernière occasion, elle n'est pas la meilleure, comme en témoignent les alternances de pessimisme et d'optimisme, de raidissement et de conciliation par lesquelles passent les négociations en cours.

Faute de pouvoir enserrer une actualité très mouvante qui aura encore évolué à l'heure où paraîtront ces lignes, on ne peut que faire quelques remarques sur les aspects les plus constants de l'événement, valables en tout état de cause.

D'où vient que, dès le premier jour, la conférence fut en quelque sorte précipitée dans le tunnel ? Bidault veut-il la guerre ou la paix ? A-t-il sollicité l'intervention directe des Etats-Unis ? M. Foster Dulles menace d'intervenir. Le président Eisenhower dément. Le Département d'Etat adopte le régime de la douche écossaise. La confusion s'accroît ; va-t-elle engendrer le pire ?

Finalement M. Bidault est remplacé par M. Mendès-France, à la suite d'une crise provoquée en grande partie par l'inquiétude populaire. Celle-ci a le sentiment que le gouvernement Laniel-Bidault, tout en faisant semblant de faire la paix, est fort capable de se prêter à la généralisation de la guerre. Considéré au niveau de la psychologie, le problème revêt un caractère plus ou moins ténébreux. Au gré des positions et des amitiés politiques, chacun fait état de confidences ou d'intentions, révèle des prétendus secrets. En l'état actuel de la diplomatie, la vérité demeure le privilège des gens renseignés et il y a au moins deux vérités, sinon trois. Fort heureuse-

ment, il reste à l'opinion populaire la faculté de juger sur « ce qu'elle voit », et de compléter ses informations par son instinct qui, lui au moins, participe non des intrigues internationales mais d'une volonté de paix réelle.

On ne saurait donc être en mesure de faire état de secrets sur les arcanes de la paix et de la guerre que seul pourrait révéler, à la demande du Parlement, le nouveau gouvernement français. On ne peut qu'interpréter les événements réels. Le renversement actuel de la politique, se confondant d'ailleurs avec le renversement de Bidault-Laniel, traduit la prise de conscience, par la majorité de l'opinion française dressée contre les tergiversations de ses représentants officiels, de la nécessité d'un choix très clair, entre la paix et la guerre, entre le compromis et la croisade. Le Parlement n'a été que le thermomètre plus ou moins fidèle. Nous sommes dès lors non plus dans les coulisses des chancelleries, mais sur la terre ferme. L'opinion populaire a eu le sentiment, solidement fondé, qu'une équipe qui avait eu de si lourdes responsabilités dans le déclenchement et la conduite de la guerre, ne pouvait du jour au lendemain se révéler capable de faire la paix. Ses intentions étaient entachées de suspicion, son indépendance était mise en doute. L'aphorisme « nos actes nous suivent » lui était appliqué. Au moment de franchir le passage le plus difficile, il n'était pas indiqué de conserver le guide qui vous a toujours égaré, même s'il met toute son éloquence à vous persuader que cette fois-ci, cela ne se passera pas comme les autres fois. En second lieu, l'opinion française, en dehors même de toute considération idéologique, a été épouvantée par le spectacle d'incohérence et de délire donné par les responsables actuels de la politique américaine, en particulier M. Dulles, dont elle savait le rôle dominant dans l'orientation gouvernementale française.

Apprenant tour à tour que les officiels américains avaient envisagé de lancer la bombe atomique; puis déclaraient brusquement, au lendemain d'une menace d'intervention, se désintéresser du conflit, les Français de toutes tendances se prenaient à envier la position de l'Angleterre, dont la diplomatie raisonnable semblait indiquer que devant ces débordements annonciateurs de catastrophes, elle avait au moins établi une sorte de garde-fou.

Un grave désaccord couvait au fond de ces comportements contradictoires et qui portait sur la nature du conflit. En dépit de ses interférences internationales, apparues notamment après 1950, le conflit a conservé dans l'essentiel sa nature coloniale : il s'agissait avant tout de l'indépendance réelle à accorder par une nation colonisatrice à un peuple colonisé. Cela est si vrai, qu'à Genève, on évoque souvent le projet de traité d'indépendance, non encore signé. Les divers gouvernements fantoches installés par le colonialisme français, pour lutter contre le Vietminh, ont été en fait contraints d'utiliser la lutte de la République démocratique du Vietnam, pour arracher des concessions à la puissance colonisatrice sur l'indépendance et l'unité.

On ne saurait mieux reconnaître la vraie nature du conflit. Par contre, pour les dirigeants officiels américains, le conflit s'est modifié fondamentalement à partir du jour de 1949 où les troupes de Mao sont arrivées à la frontière du Tonkin. Quelques mois auparavant, le Département d'Etat conseillait à un gouvernement français (singulièrement « indépendant » en l'espèce) de négocier avec Ho Chi-minh. Mais dès janvier 1950 retentissaient les trompettes de la nouvelle croisade. Dès lors, tout devait être ordonné selon le nouveau schéma. Cependant, sans que cela soit toujours très conscient, même les cercles officiels français ne croyaient pas à leurs propres discours : tandis que l'on répétait les slogans de la croisade, sous la pression des nécessités l'idée des négociations avec le président Ho Chi-minh, et de l'octroi d'une indépendance sans équivoque faisait de plus en plus de chemin. Elle passait de l'avant-garde démocratique dans des cercles plus modérés, et il était de plus en plus clair que le moment viendrait de choisir entre l'intérêt français et la poursuite de la croisade. Ce fut le choix entre Mendès-France et Bidault.

Ce choix n'est pas toujours très clair dans ses mobiles : le réalisme, les arguments de nécessité, le sens de l'intérêt national, une meilleure compréhension du problème colonial, le souci de tenir compte de l'opinion, la recherche d'une nouvelle politique, bref des éléments très divers, influencent le nouveau comportement.

Dans la position actuelle se trouvent stratifiées toutes les couches de l'opinion française qui représentent les diverses

étapes de son évolution. C'est pourquoi l'avant-garde démocratique, tout en préférant les décisions et les actes aux intentions, ne saurait renoncer à convaincre le peuple français d'une vue plus logique, plus cohérente, plus claire de l'ensemble du problème.

A cet égard, le bref catalogue rappelant huit ans d'occasions perdues, peut être un utile adjuvant : non seulement dans la recherche des responsabilités, mais encore pour montrer la voie à suivre dans la conjoncture présente et permettre de distinguer entre le possible et l'impossible, le raisonnable et le délirant.

1946 : accord du 6 mars par lequel le gouvernement français reconnait la « République du Vietnam comme un Etat libre, ayant son gouvernement, son parlement, son armée, ses finances ». Un référendum est prévu sur la question du rattachement de la Cochinchine (unité des trois Ky). MM. Bidault et Max André (M.R.P.) font échouer la conférence de Fontainebleau et permettent au haut commissaire d'Argenlieu d'organiser à Dalat une conférence parallèle (création d'un gouvernement autonome de Cochinchine). Après l'échec de Fontainebleau, M. Bidault repousse les appels à l'arbitrage d'Ho Chi-minh alarmé par des incidents provoqués par certains militaires français, et c'est le coup d'Haïphong qui, mettant le feu aux poudres, explique l'explosion d'Hanoï.

1947 : Blum avait envoyé Moutet, ministre de la France d'Outre-Mer, avec mission de prendre contact avec Ho Chi-minh. Bien que ce dernier ait multiplié les offres, à la radio et par lettre, Moutet part sans avoir accompli sa mission. Le M.R.P. avait déclaré qu'il refuserait d'entrer dans un gouvernement qui négocierait avec « le rebelle ». Le 25 avril 1947, Ho Chi-minh fait transmettre par l'intermédiaire d'un diplomate britannique une demande de suspension des hostilités. Le gouvernement Ramadier-Moutet envoie le professeur Mus en mission. Celui-ci devait révéler qu'on lui fit proposer au président vietnamien une véritable capitulation.

Dans ses divers messages et déclarations, Ho Chi-minh propose : unité des trois Ky, retour aux accords du 6 mars reconnaissant l'armée et la diplomatie, adhésion à l'Union française. On préfère s'engager dans l'expérience Bao-Daï, venu

comme personnalité privée pouvant éventuellement servir d'intermédiaire, et qui repart comme chef d'Etat belligérant. M. Coste-Floret devient le grand artisan de cette politique.

1948 : après les accords Bao-Daï-Coste-Floret, de la baie d'Along (juin 1948), le représentant du parti socialiste, Caput, reçoit à Dalat des émissaires de la résistance vietnamienne qui font des offres de négociation. Mais le haut commissaire M. Bollaert refuse de mandater Caput. On fait courir le bruit qu'Ho Chi-minh est mort, ou bien prisonnier de son entourage. On avait torpillé en juin une tentative de contact de Caput à Hong-Kong.

1949 : tentative de reprendre les contacts en novembre 1949 avec la proposition de la médiation Nehru. Le président de l'Inde accepte d'être intermédiaire si les parties acceptent. Ho Chi-minh donne son accord de principe. Le gouvernement Bidault-Letourneau refuse. Dans des interviews de novembre 1949 à *Franc-Tireur* et au journal américain *Nation*, Ho Chi-minh proclame sa volonté « *de rester neutre entre les blocs* » et déclare notamment : « *Oui, un accord est toujours possible... Moscou a fait trop de fautes en Asie pour que nous suivions ses mots d'ordre.* » Le gouvernement français ne fait rien pour prendre contact et justifie son refus en persistant à déclarer qu'Ho Chi-minh est un « agent de Moscou ».

1950 : après l'arrivée de la Chine nouvelle au pouvoir, des personnalités françaises (Paul Rivet, Lamine-Gueye, André Denis) proposent au Parlement, fin janvier 1950, à l'occasion de la ratification des accords Bao-Daï-Auriol, un amendement qui préconisait : 1) des négociations avec Ho Chi-minh ; 2) une consultation du peuple vietnamien sous le contrôle d'observateurs neutres. Cet amendement aurait pu être adopté si le P.C. avait voté pour lui, ce qu'il ne fit pas, pour des raisons mal définies (il s'opposait aux élections et demandait le retrait préalable du corps expéditionnaire). La politique Letourneau continue. De part et d'autre, les gouvernements sont reconnus par les blocs respectifs. L'équipe dirigeante en France estime que les négociations en tête à tête sont désormais impossibles, ce qui permit de continuer la guerre en 1951, 52, 53, 54.

1954 : de plus en plus nombreux sont les observateurs français, souvent fort modérés, qui se prononcent pour la paix et

estiment que des contacts directs devraient être pris. L'offre d'Ho Chi-minh dans le journal suédois *Expressen* (fin 1953) est prise au sérieux par le ministre des Etats Associés, Jacquet, tandis que Bidault la repousse.

La leçon des occasions perdues se traduit donc ainsi : refus des divers gouvernements français de négocier dans de bonnes conditions ou bien, accessoirement, apparences de conversations pour « faire semblant » et proposer en fait des conditions inacceptables ne tenant aucun compte du rapport des forces et de la volonté d'indépendance de tout un peuple.

Parallèlement à cette évolution politique, il est inutile de rappeler la constante dégradation militaire de la position française, dont Dien-Bien-Phu fut la traduction spectaculaire.

Dans ces conditions la conférence de Genève ne peut être que la comptabilité de cet ensemble d'opérations positives et négatives de 1945-46 à 1954. Au bilan profits et pertes, toutes les fautes se paient. La vraie question est de savoir, non si se produira un « miracle » qui ferait que ce qui est ne soit pas, mais si se trouveront de part et d'autre des personnalités assez réalistes pour arrêter équitablement les comptes dans l'intérêt bien compris des deux parties. C'est la raison pour laquelle il était bon que la délégation française à Genève n'apparaisse pas, quoiqu'elle en soit comptable, directement responsable des lourdes fautes du passé. Il convient que l'on puisse faire fonds sur sa volonté de négociation dans un esprit raisonnable, — susceptible de permettre au moins le compromis permettant la fin des hostilités. Que cela plaise ou non à certains Machiavels, on ne peut aborder la table de la paix une bombe à la main, surtout lorsque cette bombe appartient à un voisin assez agité qui joue son jeu et non le vôtre. Si l'on exige de légitimes garanties, il faut aussi se révéler capable d'en donner soi-même. Ces garanties ne sont pas tant dans les mots, elles sont plutôt dans les attitudes, dans une position d'ensemble qui est en partie la somme des actes passés.

Les garanties, dira-t-on, sont dans les rapports de forces ? Oui et non. Les rapports de forces étant ce qu'ils sont, et nul ne les ignorant, les garanties sont avant tout dans les dispositions et dans l'orientation que l'on entend donner aux forces en présence. Veut-on les aménager pour la coexistence ou

pour livrer l'assaut ? L'appréciation est alors non militaire, mais politique. Une nouvelle étape s'annonce qui comportera un changement à la fois de stratégie, de tactique et de langage. Mais pour l'heure tout s'entremêle et l'on est obligé de rechercher les positions réelles au-delà des positions formelles.

Quelles sont les chances de compromis qu'elles contiennent, en les dégageant de la polémique et de la propagande ?

De la position américaine, on peut dire que son incohérence, très apparente d'ailleurs, résulte de profondes divisions internes, entre partisans de la coexistence, et partisans de la croisade. La victoire de la Chine populaire est un fait que le « réalisme » américain persiste à nier, et tant que l'Amérique officielle tournera le dos à ce fait fondamental, sa politique continuera à traduire un dangereux délire, dangereux aussi pour l'Amérique, comme le soulignait récemment le président démocrate Stevenson.

Devant la réalité du bloc communiste de 800 millions d'hommes, le choix s'impose : ou rechercher la coexistence, ou faire la guerre.

Eisenhower paraît partisan de la coexistence, sans en déterminer clairement la politique, mais le Pentagone, avec une fraction importante du parti au pouvoir, paraît décidé à la guerre atomique pour arrêter la progression du communisme en Asie.

Autre contradiction : les milieux dont l'état d'esprit et la politique ne font entrevoir d'autre solution que la guerre, se trouvent freinés par le courant isolationniste qui les pousse à se replier et à refuser l'envoi des « boys » en Asie.

Comme résultat de ces contradictions (et en attendant une nouvelle politique américaine qui ne peut surgir que d'une nouvelle majorité) on devrait logiquement s'attendre aux résultats suivants : refus du gouvernement américain de ratifier un compromis en Indochine, poursuite de la politique qui consiste à faire battre les Asiatiques contre les Asiatiques (Pacte Sud-Est asiatique, etc.)

A l'inverse, le groupe russo-chinois a une allure plus stable et plus aisée puisqu'il est devenu, du fait de ses victoires en Asie, partisan du statu quo. Il a le sentiment que le temps travaille pour lui et tout en s'attachant à accroître sa force

militaire, il cherche de préférence la progression par les méthodes politiques et sociales. Il a besoin de consolider le terrain acquis et ne redoute rien tant qu'une généralisation de la guerre. Il n'accepterait cette éventualité que s'il n'avait plus le choix qu'entre la capitulation (le « show down » américain) et le conflit déclaré. Mais toutes les possibilités de compromis honorables, seront acceptées, parce que tout compromis ne peut en Asie que consolider au moins le statu quo, un statu quo avantageux.

En outre, tout ce que l'on peut observer à Genève démontre que pour l'Asie, le rôle de premier violon est joué par es Chinois et non par les Russes, ce qui ne veut pas dire que 'orchestre n'est pas bien réglé. Il est illusoire de s'attendre à une révolte « titiste » des Chinois pour conquérir leur indépendance à l'égard des Russes, car cette indépendance ils 'ont et on ne peut la leur enlever.

En conséquence, on peut s'attendre à ce que le groupe usso-chinois facilite un compromis honorable en Indochine, nais il n'acceptera ce compromis que s'il comporte des garanties sur le point qui l'intéresse en premier lieu : prévenir les dangers d'une généralisation du conflit et d'une intervention xtérieure. En ce sens la garantie américaine l'intéresse directement et le refus du compromis par les U.S.A. est de nature le frapper de nullité. L'Angleterre, tout en étant idéologiquement du côté américain, est pratiquement dans le camp es partisans du statu quo, avec l'Inde : elle accepte le fait e la victoire du communisme chinois, et considère comme ne folie de vouloir le supprimer par la guerre. Elle vise une coexistence où elle essayera de défendre sa propre politique et ses intérêts. Mais si la coexistence n'est pas rendue ossible, elle se réalignera sur l'Amérique. En Indochine, 'Angleterre est ouvertement favorable à un compromis, et ans son esprit ce compromis doit comporter le partage en ones d'influence de manière à rassurer de part et d'autre es adversaires. Le groupe neutraliste asiatique est, dans les randes lignes, d'accord sur ce point avec l'Angleterre, et est rêt à jouer le rôle de médiateur dans la conclusion et dans a garantie du compromis.

La République démocratique du Vietnam, bien qu'aidée ar le groupe russe et chinois, a un comportement autonome,

qui résulte de l'aspect essentiellement national de sa lutte. On sera sans doute étonné quand on connaîtra les efforts du président Ho Chi-minh pour préserver ce caractère national, malgré la situation créée en janvier 1950. La plus lourde faute des gouvernements français a été de fuir le tête-à-tête avec Ho Chi-minh, et l'on espère que M. Mendès-France prendra le contrepied de cette politique en proposant, en marge de la conférence de Genève, une conférence franco-vietnamienne, à laquelle pourrait venir Ho Chi-minh lui-même. Cette conférence se tiendrait après le cessez-le-feu et pourrait demander à la conférence internationale de donner sa garantie à ses propositions.

Ce qui frappe, en effet, dans le comportement de la délégation de la République démocratique du Vietnam, c'est sa volonté de tête-à-tête franco-vietnamien. Cela résulte non seulement d'impressions personnelles, mais surtout de la proposition de la délégation qui a été le plus mal comprise en France : la demande d'association à l'Union française. Au lieu d'accueillir cette proposition avec un mélange d'ironie et d'effroi, et d'y suspecter avant tout une manœuvre, il semble qu'il faudrait y voir cette volonté d'organiser le tête-à-tête et aussi de rassurer l'amour-propre français. Si le conflit se termine par une totale indépendance dans une association, c'est donc qu'il n'y aura ni vainqueurs, ni vaincus (sauf le colonialisme). C'est la réponse à ceux qui craignent maintenant une capitulation de la France, après l'avoir exigée de l'adversaire.

Je vois aussi pour ma part, dans cette proposition, une occasion de réhabiliter, de « dédouaner » l'Union française aux yeux des peuples d'Afrique, de tous les peuples colonisés, et d'en faire une libre association du style du « Commonwealth ». Quant à l'objection qui veut que l' « Union française » ne soit pas possible avec un gouvernement national mais à direction communiste, c'est le cas de dire qu'elle n'est pas « constitutionnelle ». Dès lors qu'on est décidé à la coexistence pacifique avec l'Asie communiste, il faut être prêt à abandonner des positions qui participent de la stratégie de la guerre froide, ce qui ne signifie pas, bien entendu, que l'on renonce à faire prévaloir la politique démocratique, y compris dans le communisme, dont il n'est pas interdit d'espérer

l'évolution. Celle-ci ne peut qu'être favorisée par la coexistence et entravée par l'hostilité.

Une importante nouveauté doit être retenue dans les propositions de Pham Van-dong : l'acceptation des élections générales sous contrôle neutre. Jusqu'à la réunion de Genève, la résistance vietnamienne demandait purement et simplement la reconnaissance du gouvernement Ho Chi-minh. Il y avait désaccord en France, entre les démocrates français favorables aux négociations avec Ho Chi-minh, et les communistes, sur ce problème des élections générales. L'acceptation de ces élections est une concession faite aux démocrates et aux socialistes français. Au lieu d'en prendre acte et d'en tirer plein et entier effet, on s'est trop souvent empressé de dire avec mauvaise humeur : « Ils acceptent les élections, maintenant qu'ils sont sûrs d'avoir la victoire. » Qu'est-ce à dire, sinon que de leur côté certains démocrates n'acceptent, eux, les élections, s'ils ne sont pas assurés d'avance de leur propre victoire. A défaut, que proposent-ils ? La force, l'institution d'un régime totalitaire, la politique de Gribouille ? Nous sommes ici au cœur de l'aberration : d'une part on prétend qu'Ho Chi-minh ne se maintient que par la « dictature communiste » et, d'autre part, on refuse une libre consultation populaire. Il faut dans ce cas être logique et préconiser la poursuite et la généralisation de la guerre, et déclarer qu'il n'est pas de paix possible tant qu'existera au monde un seul communiste.

Une objection plus nuancée et plus réaliste, consiste à dire : « Admettons qu'il faille s'incliner devant la victoire d'Ho Chi-minh qui peut être obtenue, nous l'accordons, par de libres élections. Même cela vaudrait mieux pour la France que l'actuelle situation. Mais, vous le savez, il n'y a pas aujourd'hui que la France dans cette affaire. Jamais les États-Unis n'accepteront que l'ensemble du Vietnam devienne communiste, car ils identifient totalement, à tort ou à raison, Vietminh et communisme. Dans ces conditions, n'est-il pas possible d'envisager un compromis qui, en rassurant les États-Unis, serait de nature à permettre la coexistence pacifique ? »

Il semble que cet argument n'ait pas échappé au groupe russo-chinois et au gouvernement du Vietminh, puisque

l'agence Tass nous a informé le 25 mai que d'après les propositions d'Ho Chi-minh, « *le problème des zones dans les trois Etats d'Indochine devra être réglé sur la base d'un échange de territoires de manière à créer des territoires remembrés, de préférence à tout système d'enclaves... Ces zones doivent, dans la mesure du possible, suivre les limites naturelles, ce qui permettrait de tracer des frontières précises.* »

S'agit-il du partage ? On ne saurait le prétendre, mais il s'agit de l'organisation provisoire d'une coexistence pour faciliter la paix et le compromis. Il s'agit sans nul doute d'une concession consentie à grand peine par le président Ho Chi-minh (dont toute la lutte a été consacrée à l'unité et à l'indépendance) pour donner de réelles garanties à l'adversaire et surtout à l'Amérique. Nous pensons que cette position est raisonnable et qu'elle prépare en définitive la véritable unité du pays, tout en ménageant une transition indispensable après les déchirements de la longue lutte.

Mais ce qui nous a stupéfié, c'est l'opposition frénétique qui a été faite aussitôt à ce sujet par la délégation américaine, suivie de la délégation baodaïste. On a crié au « partage » et on s'est fait le champion de l'unité, en termes véhéments. De sorte qu'on est fondé à poser la question : « Que reste-t-il si on repousse à la fois le recours aux élections dans l'immédiat, et un *modus vivendi* provisoire ? Il ne reste plus que la guerre. » Une telle position signifie qu'on n'a aucune confiance dans la démocratie et qu'on se dispose à l'anéantir sous prétexte de la défendre.

A cet égard, la désignation de M. Diem, nouveau président du conseil de Bao-Daï, apparaît inquiétante, dans l'hypothèse, bien entendu, où les dispositions qu'on lui prête se confirment. Après huit ans « d'attentisme », il estimerait qu'on peut gagner la guerre avec une « armée nationale », se refuserait à tout compromis, et pense qu'il aurait la majorité du peuple dans le nord, tout en se refusant à courir la chance des élections. Si cela ne devait être trop coûteux, il serait instructif, au cas où tel serait son avis, de lui laisser faire l'expérience seul. Celle-ci aboutirait sans doute à renforcer en définitive l'armée d'Ho Chi-minh, lequel, pour souligner l'ampleur d'un mouvement déjà amorcé, vient de décréter :

« Les officiers et soldats de l'armée fantoche qui la quittent pour rentrer dans la Résistance gardent leur grade. S'ils veulent rentrer dans l'armée populaire ou servir dans d'autres fonctions, leurs compétences seront examinées et utilisées. »

Sans préjuger des résultats de la conférence de Genève, on peut s'en tenir à ces conclusions provisoires :

1) Il faut choisir entre la croisade et la coexistence pacifique, entre le « pacte du Sud-Est asiatique » sans les Asiatiques et un « Locarno » asiatique avec les Asiatiques, entre une coalition militaire et une organisation de sécurité collective.

2) Dans le cadre d'un accord consacrant l'indépendance, l'unité du Vietnam, et prévoyant des élections générales sous contrôle neutre qui permettront aux Vietnamiens d'avoir le régime de leur choix, il faut accepter de ménager une transition par un *modus vivendi* provisoire, comportant un regroupement par zones d'un seul tenant. L'Amérique devrait cautionner ce compromis, qui est destiné à lui donner des garanties compatibles avec l'actuel rapport des forces.

3) La France ne doit pas faire obstacle à la constitution à Saïgon d'une équipe animée d'un esprit réellement pacifique et démocratique et qui, dans la zone qui lui sera provisoirement impartie, jouera correctement le jeu de la coexistence pacifique et appliquera loyalement le *modus vivendi* provisoire qui sera établi dans la période transitoire préparant les élections générales. Dans le même temps, des rapports directs seront établis avec le gouvernement de la République démocratique du Vietnam, pour discuter des conditions de l'association future avec le gouvernement du Vietnam unifié.

Jean Rous.

(24 juin 1954.)

E.-N. Dzelepy.

RÉALITÉ DE LA « COEXISTENCE »

Rien ne s'oppose, en principe, à la coexistence des régimes capitaliste et communiste; elle peut même être nécessaire et profitable à l'un comme à l'autre. Les puissances occidentales l'ont reconnu en pratiquant, avant la seconde guerre mondiale, la politique de sécurité collective, et en concluant avec l'U.R.S.S. des pactes de défense contre la menace hitlérienne; et plus encore lorsqu'elles combattirent ensemble, avec l'Union Soviétique, l' « ennemi commun ».

Ce faisant, les puissances occidentales acceptaient la coexistence comme un élément essentiel de leur politique nationale et de leur sécurité; mais elles reconnaissaient en outre que leurs rivalités et les « contradictions capitalistes » constituaient, pour l'humanité, un péril beaucoup plus grand que celui qu'elles prétendaient voir dans l'existence de la Russie communiste. C'est donc avec raison que Staline pouvait dire le 9 avril 1947 à M. Stassen, en mission à Moscou : « Si deux systèmes différents ont pu coopérer pendant la guerre, pourquoi ne pourraient-ils pas coopérer en temps de paix? »

Pourquoi la coexistence ne serait-elle plus possible? Il faut remarquer tout de suite que cette thèse n'est pas celle de tous les Occidentaux; elle n'a cours, sous cette forme rigide, qu'aux États-Unis. Les Européens pratiquent la coexistence sous une forme très positive. La France et l'Angleterre sont liées à l'Union Soviétique par des pactes d'alliance dirigés contre l'Allemagne, qui demeure un danger en puissance. On pourrait, certes, dire que ces documents, et toute la politique qu'ils expriment, sont dépassés par les événements. Mais ces mêmes puissances pratiquent la coexistence d'une manière beaucoup plus curieuse et plus instructive encore.

Les alliés de l'Amérique *profitent* de l'existence de l'Union Soviétique dans leurs rapports avec leur tout-puissant allié d'outre-Atlantique et dans leur résistance à son étreinte. Les Russes sont, en quelque sorte, des *alliés larvés*. C'est parce que l'Union Soviétique existe, que les puissances occidentales ne sont pas devenues des « satellites » de l'Amérique, qu'elles sont encore en mesure de jouer un rôle de grandes puissances — et de se faire entendre à Washington. Si l'Union Soviétique n'existait pas, il n'y aurait plus de puissances, grandes ou petites, vraiment indépendantes dans le « monde libre ». La *Pax americana* serait depuis longtemps une réalité. De là — en dehors de tout autre motif de caractère idéologique — l'antisoviétisme acharné de la politique des États-Unis. Ils voient dans l'Union Soviétique le seul obstacle qui leur barre la voie de la domination mondiale.

C'est pourquoi, après tout, les « atlantiques » d'Europe devraient louer la *crise magnifique :* celle qui résulte de la résistance de la Russie à la politique américaine. S'ils sont reconnaissants à l'Amérique de les « protéger » contre la « soviétisation », c'est en revanche grâce à l'équilibre des forces maintenu par l'opposition de l'Union Soviétique à l'Amérique qu'ils ne sont pas encore tout à fait assujetties à celle-ci.

* * *

Allons plus loin encore. Ce qu'on appelle la tentative de Moscou de diviser les alliés, n'est en réalité que la reconnaissance du fait de la collaboration entre les alliés européens des États-Unis — l'Angleterre et la France — et les Soviets, pour le maintien de la paix. Cette « tentative » n'est, en effet, que la concordance des vues et des tendances des uns et des autres, dans la lutte pour la paix, mise en danger — sinon directement menacée — par la politique américaine. Les Russes se trouvent, aujourd'hui, automatiquement et sans aucune intention « machiavélique », aux côtés des Britanniques et des Français contre les Américains, comme ils s'étaient trouvés, hier, à la même place et dans la même lutte, contre l'Allemagne hitlérienne.

Lorsque les mots d'ordre donnés par le parti communiste de l'U.R.S.S. pour le 1er mai 1953 — première année de l'administration républicaine aux États-Unis — mettent l'accent, comme

au lendemain de l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, sur la lutte contre les « fauteurs de guerre », tout le monde comprend aussitôt que ceux-ci ne se trouvent pas de ce côté de l'Atlantique. Et cette désignation n'est pas une « tentative de division » mais la simple constatation d'un fait, reconnu par les Alliés de l'Amérique eux-mêmes, puisque ceux-ci aussi connaissent le cauchemar de la politique « dynamique » des va-t'en-guerre de l'administration Eisenhower.

Le grand paradoxe de la situation internationale actuelle est, en effet, que les puissances européennes qui se sont rapprochées des États-Unis pour se « défendre contre la menace d'une agression soviétique », se tournent, pratiquement, aujourd'hui, vers l'U.R.S.S. pour se prémunir contre les dangers de cette politique, telle qu'elle est pratiquée sous la conduite des Américains.

Le cas de l'Angleterre est particulièrement frappant. Ce qu'on appelle le « refroidissement » des relations anglo-américaines, est tout simplement l'effet de l'évolution des esprits à Londres, qui ont pris conscience du danger représenté par la politique américaine. De même, le rapprochement avec Moscou est en quelque sorte une « police d'assurance » prise par le gouvernement britannique contre les risques de cette politique. C'est ce que voulait dire le conservateur *Yorkshire Post*, organe de M. Eden, lorsqu'il écrivait, à propos de l'appel lancé le 30 avril dernier par sir Winston Churchill pour l'amélioration des rapports entre l'Angleterre et l'Union Soviétique, que cette politique était « la seule possible ».

Bref, tout se passe comme si les alliés de l'Amérique avaient fini par comprendre que sa politique de « défense occidentale » n'était que le camouflage d'une autre politique, ouvertement offensive qui, à l'âge atomique que nous traversons, représente un danger mortel pour le monde entier.

De là un phénomène curieux : on ne peut s'empêcher, en écoutant certains propos de Churchill sur l'Union Soviétique, de penser à ce que le Premier anglais disait, au moment de l'apogée de l'alliance anglo-soviétique pendant la seconde guerre mondiale. Ainsi, par exemple, dans son discours du 30 avril dernier devant les membres conservateurs de la *Primrose League* : « Nous devons établir avec la Russie des relations qui, en dépit de toutes les irritations, craintes et contradictions, puissent convaincre le peuple russe et le gouvernement soviétique que nous leur souhaitons la paix,

le bonheur et une vie de plus en plus prospère et riche dans leur puissant pays; et que nous voudrions les voir jouer un rôle grand et glorieux dans la conduite de l'Humanité. »

***

Autre affirmation de la coexistence, plus singulière encore : Si les puissances européennes se donnent le luxe de faire du « supranationalisme », c'est parce qu'elles ne se sentent pas seules en face de l'Allemagne — et de l'Amérique. Elles ont l'air — ou elles font semblant — de croire que les nations du vieux continent ont dépassé le stade du nationalisme « étroit », et sont entrées dans l'ère du « supranationalisme »; ce qui est, en réalité, du *vichysisme de temps de paix*, puisque le « supranationalisme » se traduit dans la pratique par la primauté de l' « intérêt européen », c'est-à-dire des intérêts des régimes capitalistes actuellement au pouvoir en Europe, sur les intérêts nationaux.

Mais, au fond, les démocraties occidentales ne sont pas tellement sûres que l' « ère du supranationalisme » ne sera pas l'ère des dupes. Car elles se rendent parfaitement compte qu'au train où vont les choses le premier résultat de la politique « supranationale » sera le réarmement de l'Allemagne revancharde et la renaissance du danger allemand. Crainte bien fondée d'ailleurs.

Or, si les démocraties occidentales se permettent ce jeu dangereux, c'est qu'elles comptent sur la Russie. Elles savent que si l'Allemagne recommençait, elle trouverait à nouveau les Russes en face d'elle. Car, en dépit de toutes les accusations qu'elles portent contre l'Union Soviétique pour sa politique « agressive », « expansionniste » ou « impérialiste », les démocraties occidentales gardent la conviction qu'elle sera toujours prête à se battre aux côtés de n'importe qui contre une Allemagne redevenue agressive.

La coexistence est donc une *réalité politique* pour les « atlantiques » d'Europe. Et la façon dont ils ont réagi aux avances soviétiques après la mort de Staline n'a fait que confirmer ce fait qui se dégage de toute leur politique dans le passé et dans le présent. Puissances pacifiques, quoique engagées dans la voie de la politique atlantique d'inspiration américaine et de tendance antisoviétique, elles se trouvent automatiquement portées vers la Russie dès qu'il s'agit de défendre — effectivement — la paix.

***

L'idée de la coexistence répugne aux Américains en raison de son caractère pacifique et *statique*. Elle est, en effet, incompatible avec la politique « dynamique » de « libération » de l'administration républicaine et présuppose le maintien du *statu quo*. Accepter la coexistence, c'est admettre l'*existence* du régime soviétique, alors que l'objectif réel, à long ou à court terme, de la politique américaine est la destruction de ce régime. Une telle politique ne peut s'accommoder de l'idée de la coexistence, qui est synonyme de rapports pacifiques entre nations.

Les Américains, il est vrai, soupçonnent les Russes de ne voir dans la coexistence qu'une étape de leur politique à longue échéance qui, disent-ils, reste toujours dominée par l'idée de la révolution mondiale. Raison pour laquelle, d'ailleurs, ils adoptent une attitude négative à l'égard de toutes les avances de Moscou, les considérant comme de simples manœuvres tactiques [1].

Or, toute la politique soviétique, depuis la Révolution d'Octobre, s'inscrit en faux contre cette façon de voir. La doctrine de la « révolution permanente » était celle de Trotzky, qui s'opposait sur ce point à Staline, partisan de la doctrine de l' « édification du socialisme dans un seul pays ». Là où, en Occident, on ne voyait que rivalités, ambitions personnelles ou luttes pour le pouvoir, il y allait du sort de la Révolution. Derrière les personnes se heurtaient deux politiques opposées, dans un conflit forcément mortel puisque de chaque côté on luttait avec la conviction qu'on défendait la Révolution.

La doctrine trotzkyste découlait d'un scepticisme total quant aux chances de succès de la Révolution en Russie, sans le renversement du régime capitaliste dans les grands pays occidentaux.

1. Il est à se demander si les Américains le croient vraiment, et si cette façon de poser le problème des rapports des puissances occidentales avec l'U.R.S.S. ne correspond pas tout simplement à une volonté bien déterminée de rendre tout rapprochement impossible et d'entretenir un antisoviétisme permanent. Il suffit de constater ce paradoxe : les sympathies des Occidentaux vont au trotzkysme, champion de la doctrine de la « révolution permanente ». Mais c'est sans doute qu'au fond, on reconnaît ce qu'il y a de chimérique dans cette tendance, et que le vrai « danger » à leurs yeux, est celui que représente le régime stalinien, replié sur lui-même en Russie, et voué au travail positif de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Pour triompher en Russie, le communisme devait supprimer le capitalisme dans le monde entier; sinon, il serait étouffé par lui. Penser autrement serait renier une des doctrines fondamentales du marxisme.

Pour Staline, au contraire, la « révolution permanente » serait la perte de la Révolution d'Octobre et de la Russie : d'abord parce qu'elle rendrait impossible tout effort pour la construction socialiste; en second lieu parce qu'elle aurait dressé les grandes puissances capitalistes contre la Russie communiste. La « révolution permanente » serait aussi la guerre permanente, une guerre sans merci que les Soviets n'auraient eu peut-être aucune chance de gagner, à en juger d'après les résultats catastrophiques des tentatives révolutionnaires en Allemagne et en Hongrie, au lendemain de la première guerre mondiale. En revanche la Russie communiste pourrait se passer de la révolution mondiale, survivre et prospérer, offrant toutes les possibilités et disposant de tous les moyens pour la construction du socialisme à l'intérieur de ses frontières.

Ce fut cette doctrine qui finalement prévalut. L'élimination de Trotzky ne fut pas une simple victoire personnelle de Staline, un rival ayant battu l'autre; ce fut un événement d'importance capitale pour la Russie, pour le monde, pour le communisme et pour l'Histoire, événement qui détermina l'orientation du régime soviétique sur les plans intérieur et extérieur. Le « stalinisme », cela voulut dire : la fin de la doctrine de la « révolution permanente »; le repli de l'Union Soviétique sur elle-même; l'industrialisation et la collectivisation de son agriculture; les plans quinquennaux; bref l' « édification du socialisme dans un seul pays », avec les résultats que l'on connaît.

En fait, le plus cuisant démenti à la thèse américaine, qui attribue à Staline la politique de Trotzky, est l'attitude des trotzkystes à l'égard du « stalinisme » : ils l'accusent d'avoir trahi la Révolution et freiné l'expansion du communisme dans le monde, en utilisant les partis communistes étrangers au seul bénéfice de l'Union Soviétique [2]. On connaît d'autre part l'accusation portée

2. Sur un plan plus sérieux, le collaborateur du *Manchester Guardian* Isaac Deutscher, ex-communiste polonais, soutient dans ses articles et dans son dernier livre : *Russia after Stalin*, une thèse analogue, à savoir que Staline a presque toujours joué le rôle de frein plutôt que de moteur de la révolution dans le monde, étant resté toute sa vie l'homme de l' « édification du socialisme dans un seul pays ». Cet auteur va même jusqu'à dire

par Tito contre Staline : d'avoir conseillé au chef de la Résistance yougoslave de s'entendre avec le roi Pierre; d'avoir empêché la Yougoslavie d'intervenir plus énergiquement et efficacement à Trieste et en faveur des partisans grecs.

Pour tout dire, rien n'est plus loin de la réalité que l'interprétation américaine imposant à la politique soviétique un but « immuable » et « permanent » : la révolution mondiale, qui devrait résulter d'une nouvelle guerre mondiale. On peut citer par centaines les déclarations de responsables, politiques et militaires, des pays occidentaux (les États-Unis y compris), affirmant de la façon la plus catégorique en des occasions et à des dates différentes, avant et après la conclusion du pacte atlantique, avant et après la guerre de Corée, que l'Union Soviétique ne veut pas la guerre, que l'Europe occidentale n'a pas à craindre une agression soviétique.

***

Dans cet ordre d'idées, la coexistence est à la base de la politique soviétique, sous son aspect le plus répudié en Occident : le « stalinisme ». Elle est, en effet, le corollaire de la doctrine de l' « édification du socialisme dans un seul pays ». Cette doctrine n'admet pas seulement en théorie la possibilité de la coexistence des régimes communiste et capitaliste; elle voit dans la coexistence un facteur essentiel, voire une condition *sine qua non* du succès même de l'expérience communiste en Russie. C'est ce que voulait dire Staline lorsqu'il proclamait dans son rapport à la XVe Assemblée plénière du parti communiste de l'U.R.S.S. en 1927 : « Le maintien de rapports pacifiques avec les pays capitalistes est pour nous une *tâche impérieuse.* La base de nos rapports avec les pays capitalistes est l'admission de la coexistence des deux systèmes opposés. Cela a été entièrement confirmé par la vie. »

que la politique soviétique dans les pays limitrophes de l'U.R.S.S., généralement considérée comme la preuve de l' « expansionnisme » soviétique, n'est qu'une politique défensive n'ayant d'autre but que de constituer un glacis, allant de la Baltique à la Mer Noire, destiné à prévenir une attaque provenant de l'Ouest.

Il ne faut pas, en tout cas, oublier que l'agression allemande contre l'Union Soviétique au cours de la seconde guerre mondiale, partit de ces pays, et ne fut déclenchée que lorsque Hitler s'y fut solidement installé, depuis l'Anschluss de l'Autriche, en 1937.

Pour Staline la Révolution avait avant tout besoin de paix pour se consolider et se développer. Et parce qu'il croyait à la coexistence, il était convaincu que les puissances capitalistes seraient prêtes, elles aussi, à laisser la Russie tranquille si celle-ci ne s'occupait que de son expérience socialiste chez elle. Déjà en décembre 1921, alors que la jeune Révolution venait à peine de sortir de la guerre civile et que le souvenir du « cordon sanitaire » était encore cuisant, Lénine déclarait au IXe congrès des Soviets de toute la Russie : « Est-il concevable qu'une République socialiste existe au milieu de l'encerclement capitaliste? Cela semblait inconcevable, tant au point de vue politique qu'au point de vue militaire. Que ce soit possible au point de vue politique et militaire, c'est déjà un fait... »

C'est pourquoi l'on ne doit chercher aucune contradiction[3] entre la politique de coexistence et une autre doctrine fondamentale léniniste-stalinienne, celle de l' « encerclement capitaliste » et de la « guerre impérialiste ». Staline ne perdait pas de vue les dangers qui résultent de la structure économique et des contradictions internes des grands pays capitalistes, notamment des États-Unis. Mais loin de se laisser aller au fatalisme — d'un marxisme par trop scolastique — de l' « inévitabilité » de la guerre, il admettait la possibilité de réagir efficacement et même d'éviter le conflit. D'abord, précisément, par la pratique de la politique de coexistence qui permet d'exploiter les contradictions capitalistes dans l'intérêt de la paix; en second lieu par le renforcement de l'État soviétique, de façon à amortir les tendances bellicistes de l'impérialisme anglo-saxon.

C'est pourquoi il n'y a rien de contradictoire non plus entre la politique de coexistence et l'effort accompli par les Soviets sur

3. Le Komintern, à vrai dire, était une anomalie dans le système « stalinien », une survivance des tendances trotzkystes. Son aventure d'ailleurs a été particulièrement instructive. Il avait, pratiquement, cessé d'exister, avant sa suppression officielle pendant la guerre, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir et l'apparition du danger de guerre. De ce moment. il ne fut plus un organe du communisme international mais un instrument de la politique de sécurité collective du gouvernement soviétique. Les formules et les slogans révolutionnaires disparurent de son vocabulaire et de ses résolutions, pour faire place à des appels à la lutte des peuples pacifiques contre l'impérialisme allemand.

C'est d'ailleurs dans un sens analogue qu'il a été rappelé à la vie, sous la forme du Kominform, lorsque la politique américaine s'engagea sur la voie de l'anticommunisme agressif, sous le drapeau de la « doctrine Truman ».

le plan militaire. Une Russie forte et puissamment armée est — qu'on le veuille ou non — la condition essentielle d'une politique de coexistence. Si la Russie n'était pas assez forte et suffisamment armée — est-il besoin de le dire? — elle aurait depuis longtemps cessé d'exister, sous un régime communiste tout au moins. De même, une Russie militairement invulnérable est capable d'*imposer* la coexistence aux puissances capitalistes, ne fût-ce que par respect de sa force.

***

Toutes ces idées sont reprises par les successeurs de Staline, qui ne font d'ailleurs que suivre sa politique sur ce point. Elles sont largement développées dans les grands journaux de Moscou et on les trouve exprimées avec clarté dans un document officiel d'une grande portée politique, le rapport du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. à l'occasion de son cinquantenaire, paru le 27 juillet 1953 dans les journaux. En définissant les grandes lignes de la politique soviétique, ce document met en évidence son unité et sa continuité, telle qu'elle a été inaugurée par Lénine et développée par Staline.

Après avoir souligné qu' « actuellement le parti est en train de résoudre les questions essentielles de l'édification du communisme, qui sont le renforcement intérieur de l'État soviétique multinational, ainsi que le relèvement du niveau matériel et culturel du peuple », le rapport proclame : « Dans le domaine de la politique étrangère, notre souci essentiel est de garantir au peuple soviétique un travail paisible, de sauvegarder la paix et d'empêcher une nouvelle guerre. »

« Le parti communiste — souligne encore ce document — suit les directives léninistes sur la possibilité de coexistence du régime socialiste et du régime capitaliste »; et il ajoute : « Toutefois il ne faut pas oublier que le camp impérialiste est plein de contradictions, que son économie est instable, ainsi que la politique des milieux dirigeants, qui ont peur de la paix, peur de l'existence paisible des deux systèmes, et qui ont perdu confiance dans l'organisation même du capitalisme ».

Ainsi s'explique donc ce fait, en apparence incompréhensible, du point de vue marxiste, que, pendant toute sa vie, Staline donna le pas à la coexistence sur toute autre doctrine marxiste-

léniniste en matière de politique étrangère, et que ses successeurs suivent fidèlement cette ligne. Les événements ont prouvé que cette politique était juste. Elle a eu raison des contradictions capitalistes au moment de la période la plus critique de la paix, ouverte avec l'arrivée de Hitler au pouvoir; elle a fait échouer tous les efforts et toutes les intrigues de la diplomatie britannique visant d'abord à isoler l'U.R.S.S., ensuite à lancer contre elle l'Allemagne hitlérienne; elle a traversé avec succès la grande crise de la seconde guerre mondiale [4]; elle a tenu en échec la politique antisoviétique de l'Angleterre au cours des premières années d'après guerre; enfin, elle a paralysé la politique antisoviétique de l'administration démocrate aux États-Unis et contribué à arrêter — ne fût-ce que momentanément — le développement catastrophique de la politique « dynamique » de l'administration républicaine.

Pour tout dire, c'est à l'abri de la politique de coexistence que l'édification du socialisme a été rendue possible en Russie dans des proportions que les plus optimistes n'auraient jamais osé imaginer du temps de Lénine, et que le pays de la révolution sociale est devenu une grande puissance redoutée sinon respectée par ses adversaires.

*
* *

C'est ici qu'on touche le fond du problème. En effet, ce que craignent avant tout les Américains — puisqu'il s'agit essentiellement d'eux — ce n'est point la « révolution mondiale », et encore moins une agression directe russe à travers les océans, mais le succès du socialisme en Russie. S'ils se méfient de la coexistence, ce n'est pas parce qu'ils la considèrent comme une manœuvre de propagande permettant aux Russes de gagner du temps en attendant de bouleverser le monde, mais parce qu'elle est un des impératifs de l'édification du socialisme en U.R.S.S. Le problème qu'elle pose aux États-Unis capitalistes n'est pas un *problème de guerre* mais un *problème de paix*. Ce qu'ils voient surgir derrière elle n'est pas un monde embrasé par la Révolution, mais un État socialiste robuste, solidement établi sur ses bases économiques, florissant et prospère. Bref le grand cauchemar, pour les Américains, n'est

4. Du point de vue marxiste, elle devait finir par un « renversement des alliances » pour devenir une « guerre impérialiste ».

pas le bouleversement universel déclenché par l'armée rouge, mais *la guerre pacifique d'émulation* entre la Russie communiste et le monde capitaliste.

La coexistence, c'est la libre compétition, dans la paix et la sécurité, entre les deux régimes. Et cela veut dire, pour l'Union Soviétique, le développement à l'infini — puisque le frein de la loi du profit n'existe pas dans l'économie socialiste — des possibilités qui s'ouvrent pour l'édification du socialisme dans cet immense pays, aux richesses naturelles incalculables et aux ressources humaines inépuisables. Cela veut dire aussi que l'Union Soviétique sera libre de diriger vers le secteur de la production civile et pour la mise en valeur de son vaste territoire, l'effort gaspillé jusqu'à présent dans le secteur militaire.

Or, pour les Américains — et le monde capitaliste — c'est là le *vrai danger*. Pour eux, l'œuvre créatrice du régime soviétique sur le plan économique et social est beaucoup plus redoutable que l'armée rouge. A celle-ci, on peut opposer d'autres armées puissantes; tandis qu'en face du succès éventuel du socialisme en Russie et de ses répercussions sur le reste du monde, les pays capitalistes sont sans défense. La menace de la *contagion par l'exemple* est plus terrible que la menace d'une « agression soviétique ». Car on a beau dire, en appliquant à l'Union Soviétique un principe fondamental du communisme, qu'elle est condamnée à s'effondrer sous les contradictions de son régime, que le communisme n'est qu'une « hérésie » sans avenir, on n'y croit guère. Sur ce point, on dépasse au contraire les plus optimistes des communistes...

Le jugement sur l'ensemble des réalisations du système soviétique ne tient pas compte des problèmes auxquels doit faire face l'U.R.S.S.; et les insuffisances, les défectuosités, qu'on peut enregistrer, pour le moment, peuvent être moins imputables au système même qu'au déséquilibre de l'effort du pays, le meilleur de ses forces, de ses énergies, de ses capacités, de son intelligence allant forcément — dans l'état actuel de ses rapports avec les puissances occidentales — à l'armée.

Mais qu'arriverait-il le jour où, le monde entrant dans une période de paix et de sécurité, la coexistence de la Russie communiste et des puissances capitalistes serait un état aussi normal que la coexistence entre ces dernières? Lorsque l'U.R.S.S. aura la faculté de renverser l'équilibre de son effort en faveur de la

production civile? Imagine-t-on ce que ce changement représenterait pour le régime soviétique et pour les puissances capitalistes?

Ce sont là, soyons-en sûrs, les questions qui préoccupent au plus haut point les esprits en Amérique et dans le monde capitaliste en général. C'est pourquoi, en dépit des bruyantes protestations des Occidentaux contre les armements russes, les puissances capitalistes ne peuvent que se féliciter de voir l'Union Soviétique gaspiller une grande partie de ses forces et de ses ressources pour son armée, au détriment de son effort civil et social — sans même tenir compte du fait que les armements russes servent de prétexte à la politique d'armement de l'Occident. C'est pourquoi aussi on peut être certain que dans les calculs des stratèges américains de la « guerre froide », cette considération est de première importance. Tout se passe comme si on poussait délibérément la Russie à s'armer : ce qui va à l'armée rouge est en effet perdu pour l'édification du socialisme.

La guerre commerciale que les États-Unis mènent contre l'U.R.S.S. procède du même ordre d'idées et permet de mieux comprendre les préoccupations des Américains. En apparence, ils veulent empêcher la fourniture aux Soviets de produits et de matières premières « stratégiques » [5] susceptibles d'augmenter leur potentiel de guerre. Mais ce qu'ils auraient voulu faire et qu'ils ont essayé de faire c'est interdire tout échange commercial entre l'Est et le « monde libre ». Car, à leurs yeux, la machine-outil étrangère la plus « pacifique », qui contribuerait ne fût-ce qu'à un degré infime à l'amélioration du niveau de vie du peuple russe, est aussi — sinon plus — dangereuse qu'une fourniture « stratégique ».

Lorsque M. Stassen, déposant le 9 avril 1954 devant la commission sénatoriale des Affaires étrangères, plaida la cause des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest — à condition que l'U.R.S.S. dirige son économie « dans le sens de la paix » — plusieurs membres de ladite commission exprimèrent leur désaccord avec les vues du directeur de l'aide américaine à l'étranger. Ils estimaient notamment que la politique de restrictions partiquée à l'égard du commerce avec l'Union Soviétique a été couronné de succès,

5. La loi dite *Battle Act* — œuvre de l'administration Truman — menace de la suppression de toute aide économique et militaire les pays occidentaux faisant du commerce avec les pays de l'Est.

puisqu'elle s'était traduite par une pénurie de biens de consommation dans ce pays [6].

C'est donc, en dehors de toute autre considération, pour des raisons qui tiennent à la structure des deux régimes, communiste et capitaliste, que la coexistence est répudiée par les Américains. Lorsque le président Eisenhower parle [7], à propos de la tension internationale, de « gaspillage de force défiant le système américain, le système soviétique et tout autre système, d'arriver à une véritable abondance et au bonheur pour les peuples de la terre », il est permis de dire que cela vaut seulement pour l'Union Soviétique, qui ne tremble pas à la pensée que la tension pourrait disparaître et la paix « éclater », qui n'a pas peur de l'abondance, cet ennemi des prix, et qui n'a jamais compté sur la crise internationale permanente pour combattre la crise économique et assurer le plein emploi et la prospérité.

On peut dire aussi sans prétendre au paradoxe, que s'il y a un point sur lequel les Américains croient à la sincérité des Russes, c'est lorsque ceux-ci affirment que *le régime soviétique a besoin de la coexistence* : car l'exécution des tâches gigantesques de son programme socialiste *exige* une longue période de paix, voire une paix perpétuelle.

La paix est l'arme de la victoire du socialisme. Et c'est en ce sens, si l'on veut, que le régime soviétique est « agressif » : lorsque, par exemple, le rapport du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S., cité plus haut, proclame que « le parti communiste suit les directives léninistes sur la possibilité de coexistence du régime socialiste et du régime captialiste, parce que nous sommes convaincus de la supériorité du système économique socialiste, fermement sûrs de nos forces intérieures et de la force montante du camp de la paix, de la démocratie et du socialisme ».

***

Cette conviction — et c'est là le grand drame — est également partagée par les adversaires les plus farouches de l'Union Soviétique. Les temps sont révolus où on se moquait des plans quinquennaux et de leurs chiffres « truqués ». Les rapports officiels sur leurs résultats sont aujourd'hui minutieusement étudiés,

6. Associated Press, 9 avril 1954.
7. Dans son grand discours du 16 avril 1953.

analysés, scrutés par les « spécialistes » et les « experts », avec une inquiétude croissante devant les progrès économiques enregistrés. Pour les Américains, ces documents font l'effet de communiqués de guerre annonçant de grandes victoires de l'adversaire. Écoutons un ministre commenter le rapport sur les résultats du plan quinquennal au cours du premier semestre 1953, qui accusait une augmentation de 10 % de la production par rapport à celle du premier semestre 1952. Il s'agit du secrétaire d'État aux Affaires économiques, M. Samuel Waugh, parlant le 18 juillet 1953 devant l'Institut du commerce international de l'Université d'Illinois.

« Depuis la fin de la guerre — disait ce ministre américain — l'économie soviétique a accompli des progrès remarquables, des progrès *décourageants*. Nous n'avons que des estimations, mais elles ne sont pas *rassurantes*. Si le rythme actuel d'accroissement de la production industrielle de l'U.R.S.S. se poursuit, il est fort probable qu'aux alentours de 1960 l'économie de l'U.R.S.S. sera plus puissante que celle de l'Europe de l'Ouest. » Ce cri d'alarme en dit long. En effet, il n'y a rien de plus « décourageant » et de si peu « rassurant », pour les États-Unis — et le fameux « mode de vie américain » — que les progrès économiques en Russie.

Les « inquiétudes » de ce ministre sont partagées par la plupart des experts américains. Ceux-ci se sont d'ores et déjà prononcés de façon définitive sur cette question capitale : pour qui travaille le temps? Ils estiment que le temps travaille pour les Russes.

Un des nombreux « groupes d'études » qui développent leur activité en marge de l'administration républicaine, a établi, après une analyse minutieuse des divers aspects de la situation économique mondiale, par rapport aux relations entre l'Est et l'Ouest, que la production totale de l'Union Soviétique et de ses « satellites » s'accroît à une allure plus rapide que celle des États-Unis et de leurs alliés. Selon les estimations de ce groupe, la production industrielle soviétique, qui en 1947 atteignait 20 % seulement de celle du bloc atlantique, serait passée à 33 % en 1951, et arriverait à 50 % avant 1960, pour combler le retard après 1970. Et la conclusion de ces experts est que si la Russie poursuit le développement de sa production au rythme actuel, elle deviendra, par la force des choses et non plus de propagande, un foyer d'atraction pour un certain nombre de pays, « non engagés » [8].

8. *Le Figaro*, 25 novembre 1953.

*
* *

Ce sont ces considérations « pessimistes » qui se trouvent à la base de la politique de la guerre préventive. Puisque le temps travaille pour les Russes — disent les promoteurs de cette politique — pourquoi attendre encore? Comme le faisait remarquer l'expert des questions soviétiques du *New York Times*, M. Harry Schwartz, analysant le rapport du « groupe d'études » cité plus haut, il ne reste plus beaucoup de temps, et celui-ci va vite [9].

La compétition pacifique entre l'Est et l'Ouest, on le voit bien, pose aux États-Unis des problèmes autrement plus redoutables que celui de leur sécurité. Et c'est sous cet angle qu'il faudrait considérer toute la politique américaine à l'égard de l'Union Soviétique.

La coexistence est beaucoup plus que ce qu'on veut faire croire de l'autre côté de l'Atlantique : une simple formule de propagande soviétique. Lorsque Malenkov, parlant à la récente session du Soviet Suprême de l'U.R.S.S., déclarait : « la politique soviétique de la consolidation de la paix part de ce principe que, dans les conditions présentes, c'est précisément la coopération pacifique des États, sans distinctions des régimes sociaux, qui peut et doit régir le développement des relations internationales, qui peut et doit assurer une réduction constante et progressive de la tension internationale », le chef du gouvernement soviétique posait tout le problème des rapports entre le monde capitaliste et le monde communiste, c'est-à-dire le problème de la paix.

Qu'on le veuille ou non, la coexistence c'est la paix. La repousser par crainte de la compétition pacifique entre les deux mondes, c'est enlever à la politique occidentale tout critère moral et endosser la responsabilité de la tension internationale, avec toutes ses conséquences.

E.-N. DZELEPY.

9. Dans un de ces faux, fabriqués « sur mesures » pour justifier une politique déterminée, mais qui ont le mérite de trahir les tendances secrètes de cette politique et ses objectifs inavoués, on faisait tracer par Mao Tsé-toung la marche à suivre pour assurer au communisme la domination mondiale aux environs de 1973. (Il s'agit d'un prétendu mémorandum que Mao Tsé-toung aurait établi à l'intention des dirigeants soviétiques, et qui a été soumis en mai dernier au Congrès américain par le leader de la majorité républicaine au Sénat, M. Knowland).

Jean Cau

«HUGO ET LA SEXUALITÉ»

Il faut toujours commencer à parler de Victor Hugo en ces termes : Hugo, c'est un monument national, Notre-Dame ou l'Arc de Triomphe, quatre-vingt-trois ans d'Histoire de France, l'Empire, la Royauté, la République, le Romantisme, l'Exilé, le Héros, cinq rayons de bibliothèque bien garnis, des obsèques nationales suivies par tout un peuple, au moins trois ou quatre vers dans la mémoire de millions de Français. Il faut toujours, quand on a commencé à parler de Victor Hugo en ces termes, continuer ainsi : Hugo, c'est, pendant plus d'un demi-siècle, le Mississipi et le fleuve Congo de la littérature française; il a pris sa source dans l'Empire, à 1.802 mètres d'altitude, au mont Napoléon-Ier; pendant quatre-vingt-trois ans, il a roulé, charrié, démoli, arrosé, fécondé; il a inondé des plaines et des vallées immenses dont nous n'avons pas fini de fouiller les alluvions, il s'est jeté dans la République. Hugo, c'est un vieillard sur la tête et sur la barbe duquel ont neigé les neiges éternelles de l'Histoire et de la Gloire; c'est le grand-père de tous les Français qui adorent avoir un grand-père très bon, très beau, très génial, très vieux; le grand-père qui parle du Grand Napoléon, raconte la légende des siècles et assure, avec l'autorité et l'expérience de son âge, qu'il faut aimer les animaux, les pauvres, la république, la France et le Bon Dieu; Hugo, c'est un pays immense; on s'y promène sous un déluge de mots, des grêles de poèmes, des pluies de romans, des sources de discours, lettres, choses vues, pièces de théâtre. Et souffle des quatre points cardinaux un vent (dit de l'Inspiration) qui fouette, caresse, hurle, chante et souffle toujours. Et s'illumine le ciel de longs éclairs (dits de Génie) éblouissants. Promenez-vous en Hugolie

avec vos bottes, votre imperméable et votre chapeau, marchez dans cette clarté et sous ce déluge : vous finirez bien par être ébloui et mouillé. Ah! que j'aime Victor Hugo et ne m'en excuse pas! Que j'aime parler de lui en laissant franchement courir ma plume!



Mais lorsqu'on parle de Victor Hugo arrive toujours un pisse-froid et qui déclare : « Je n'aime pas Victor Hugo. Il est bavard et ennuyeux; sa sensibilité est d'une concierge; son intelligence d'un gros bâfreur qui pète de santé; sa philosophie d'une naïveté qui découragerait un recalé pour la sixième fois au bac de Philo; ses sombres ombres, ses tourments et ses tempêtes trop bêtes, vraiment trop bêtes. Vous aimez ça, vous? Après tout, ça ne m'étonne pas. Tout le monde aime Victor Hugo. Ma concierge aussi et mon épicier, et le fils, il a douze ans, du cheminot d'en face. Les Russes aussi. Aragon aussi. Mon ex-professeur de 6e aussi. Moi, j'aime Shakespeare et Ionesco, Saint-Grégoire de Nazyance et Francis Ponge, Homère et, tenez, ces deux vers de la « Délie ». »

De fait, rien n'est plus facile que d'éreinter Hugo. Il suffit de rester chez soi, de refuser le voyage en Hugolie, de dire : « Je n'aime ni le vent, ni les éclairs. Au Mississipi je préfère le lac glacé où se prennent les cygnes. »



J'aime Victor Hugo.



Et comme je l'aime, j'ai lu le livre de M. Henri Guillemin [1]. Petits-fils, arrière-petits-fils, nous allons tout savoir. Oncle Baudelaire, avec son œil farouche, avait la syphilis et couchait avec d'affreuses Juives, il a été dans son temps la honte de la famille; oncle Flaubert, tante George Sand n'avaient pas froid aux yeux; frère Rimbaud était pédéraste. Et voilà que grand-père, lui qui est

1. *Hugo et la Sexualité.* (Gallimard).

au Panthéon, lui qui avait une si belle barbe blanche et de si beaux yeux bleus, si purs, qui nous disait :

Ève est auprès d'Adam et Satan auprès d'Ève.

et :

O Nuit, toi qui lascive et monstrueuse attises
Les soifs, les appétits, les sombres convoitises
La volupté, le mal, les noirs regards impurs
La louve au fond des bois, la fille au coin des murs.

lui qui nous disait qu'il y a des choses regrettables qu'on fait au lit et

que cela fait trembler le regard d'un enfant

eh bien, c'était un vrai bouc, un gros satyre. Il couchait avec n'importe qui, n'importe quand, n'importe où. Avec Adèle (notre mère), Juliette (la meilleure amie de la famille), Léonie (celle-là, elle nous en a fait voir!), avec des vieilles, des jeunes, des belles, des laides, des actrices, des pauvres, des riches, des cuisinières, beaucoup de cuisinières, des fillettes, des saintes et des putains.

Oui, Grand-Père était un obsédé :

Et la vie amoureuse inonde
Les champs, les rocs, les caps, le monde
Du monstrueux sperme Océan.

Grand-Père était un maniaque. Il écrivait *tout* sur des bouts de papier :

« 21 juillet 1856 : touché seins de Sophie; 22 juillet : vu ceux de Constance; 23 juillet : touché ceux de Marianne; 24 août : vu et pris le et les de Julie. »

Grand-Père était un satyre :

« La jeune nièce du maître de l'hôtel de la Croix-Blanche m'a promis de me montrer ses jambes. Je pars sans que la promesse ait été tenue. Je verrai à mon retour. »

Grand-Père mélangeait paillardise et mysticisme :

« Tu es l'idée qui me gonfle le cœur, l'image délicate et lumi-

neuse [.....], l'âme que je divinise, la beauté que je contemple dans la sphère idéale, la femme que je veux dans mon lit. »

Grand-Père était de mauvaise foi. Pour justifier cette paillardise, il disait n'importe quoi, fabriquait d'ahurissantes théories sur l'union libre, l'adultère-hérésie, etc.

« Adultère. Hérésie. Le mouvement se prouve en marchant. Que fit Luther voulant rompre le célibat ecclésiastique? Il épousa, lui moine, une religieuse. »

« Le riche Turc qui a vingt femmes pour lui seul est à l'Européen qui va chez les filles ce que l'homme qui a un carrosse est à l'homme qui va en omnibus. »



Que voulez-vous? Grand-Père était un chaud lapin, il *en* avait à revendre. Il a fait beaucoup souffrir maman et notre amie Juliette. Il était comme ça. A quatre-vingt-trois ans, on ne pouvait pas le laisser seul cinq minutes avec une bonne. Cent fois il a juré, devant son Dieu ou devant l'océan, de ne plus recommencer; cent fois il a trahi son serment. C'était plus fort que lui. D'ailleurs, Dieu et l'océan lui pardonnaient tout.

La République, le Panthéon, la France et l'Union des Républiques soviétiques, l'ex-professeur de sixième et Aragon, Napoléon Ier dans sa tombe, et M. Guillemin dans son bureau, ah! lui pardonnent aussi.

Jean Cau.

Claude Lefort.

DE LA RÉPONSE A LA QUESTION

Nous avons publié, dans notre n° 89, un article de Claude Lefort, Jean-Paul Sartre et le marxisme, *suivi d'une* Réponse à Claude Lefort, *de Jean-Paul Sartre. A la suite de cette discussion, Claude Lefort, actuellement au Brésil, a adressé à J.-P. Sartre la lettre suivante :*

Je vous reprochais de confondre le parti et la classe et je voyais à la source de cette erreur votre incapacité à définir celle-ci comme une réalité économique, sociale et historique; je reliais cette incapacité à votre rationalisme étroit qui vous enfermait dans les oppositions de l'action et de la passion, du subjectif et de l'objectif, de l'unité et de la dispersion; je pensais que ce rationalisme vous interdisait de comprendre l'idée de praxis, que vous entendiez en fait comme l'acte pur d'un organisme pur, et qui selon moi, suppose un entrelacement de toutes les déterminations économique, sociale et politique. Il me semblait enfin que vous ne rendiez pas compte de l'écart, pour ne pas dire de l'abîme, qui sépare le marxisme de Marx, de Lénine, de Rosa Luxembourg ou de Trotski et le stalinisme sur la question des rapports entre le parti et la classe. Il paraît que je me suis trompé; j'avais pourtant pris soin de vous citer le plus souvent possible, mais sans doute aucune de vos phrases ne doit-elle signifier ce qu'elle dit. J'apprends maintenant que le parti ne s'identifie pas plus à la classe que le fil à la botte d'asperges qu'il lie. Vous parlez d'une *médiation* qui est à la fois *rapport* et volonté, d'*ensembles brouillés de significations et d'actions* et même d'*expérience ambiguë*. Enfin vous déclarez — ce qui permet de couper court à toute discussion sur les rapports entre marxisme et stalinisme —, que vous ne faites pas une théorie du prolétariat, projet que vous jugez « inutile, dangereux et d'ailleurs outrecuidant ». Je reviens d'abord sur ce dernier point pour m'empresser de reconnaître que vous affirmiez déjà dans les *Communistes et la Paix*, votre désir de ne point faire ou refaire une théorie, ni même de la théorie en général. Si je n'avais tenu aucun compte de cet avertissement, c'est que dans les pages suivantes vous citiez Marx, Lénine, Boukharine et Trotski et que vous *démontriez* — car vous ne pouviez le *montrer* — d'une manière proprement théorique dans quelles conditions s'édifiait l'unité de classe. Et quand vous ajoutiez : « je ne m'occupe pas de ce qui serait souhaitable, ni des rapports idéaux que le parti en soi entretient avec le prolétariat éternel; je cherche à comprendre ce qui se passe en France, aujourd'hui, sous nos yeux », je

ne voyais dans cette remarque qu'une clause de style, d'autant qu'elle venait couronner un long développement sur la Masse, le Parti, la Classe et la Praxis, soit des concepts qui dépassent le cadre que vous chérissez de l'*ici* et du *maintenant*. Force m'est de reconnaître que je sous-estimais votre habileté ou que je surestimais votre originalité. Je surestimais celle-ci et j'aurais dû me rappeler que le mépris de la théorie est un trait permanent de l'opportunisme, cent fois dénoncé par Lénine et Trotski. Je sous-estimais votre habileté, car je vois bien que ce refus de la théorie vous dispense de répondre aux questions qui vous gênent : ainsi quand vous justifiez le stalinisme par une description des rapports des masses avec le parti, vous prétendez demeurer sur le terrain des faits, et quand on vous répond que ces rapports ont une histoire et que le stalinisme en offre une solution toute différente du bolchevisme, vous rappelez que vous ne recherchez que ce qui se passe « aujourd'hui, en France, sous nos yeux; faire de la théorie devient inutile, dangereux (pardi!) et outrecuidant ». J'ai donc eu cette outrecuidance et vous m'avez vertement remis à ma place. Sans doute auriez-vous pu remarquer que mon article répondait au vôtre et ne traitait aucun thème que vous n'ayez déjà abordé, en sorte qu'il fallait ou accorder ou dénier aux deux les mêmes caractères. Mais ce scrupule ne vous a pas embarrassé : quand vous écriviez que la classe se fait, se défait et se refait sans cesse, vous ne faisiez qu'énoncer des remarques, vous vous livriez à de simples considérations, ou, comme vous le dites en une formule dans j'ai apprécié l'originalité, vous n'usiez que de votre « bon sens ». En revanche quand je dis que le prolétariat a une histoire, ou qu'il développe une expérience, je « fais une reconstruction de la dialectique du mouvement ouvrier depuis ses origines ». A la vérité, ce point ne mériterait pas qu'on s'y arrête et je serais tout prêt à vous l'abandonner si vous n'en tiriez une argumentation qui, de déplaisante devient rapidement inadmissible, et appelle enfin à de désagréables réflexions sur son auteur. De la critique de ma prétention vous êtes passé, en effet, à celle de ma situation d'intellectuel dans le but de discréditer mes idées. Certes j'avais écrit « notre abstraction est d'essayer de rattacher notre pensée et notre conduite dans la mesure du possible à l'effort du prolétariat pour abolir l'exploitation », mais après tout ce n'était que des mots et vous pouviez traduire librement « vous *voulez* prouver, comme nous le verrons, que vous servirez mieux le prolétariat en vous ancrant dans la bourgeoisie intellectuelle » (1575 nous soulignons). Cependant le portrait d'un intellectuel myope et solitaire aurait pu vous suffire à prouver que j'étais impuissant à comprendre la politique ouvrière; il vous a fallu dire davantage : j'offre aux jeunes patrons un marxisme qui leur permettra d'exploiter en bonne conscience le prolétariat (1575); dans ma description de l'évolution technique de la classe, je suis « franchement odieux » (1596); quand j'évoque la possibilité d'un échec final de la lutte socialiste, je suis « cynique » (1628), car je l'attends; enfin ma critique du stalinisme est d'inspiration trouble : « *Le Figaro*, écrivez-vous, qui vise comme vous, quoique pour des raisons *probablement* différentes à séparer la classe de son appareil... » (1622). Cette heureuse progression soutient votre longue démonstration, à elle seule sans doute incomplète. Je reconnais que je ne la goûte pas. Et cette petite phrase

ur *Le Figaro* me contraint à vous voir sous un jour nouveau. Je ne vous ais même pas gré du *probablement*. Car enfin si vous saviez quelque chose, l fallait le dire; et si vous ne saviez rien, il fallait vous taire; et si c'était in mouvement de votre plume il fallait le reprendre. Je vois bien que vous aimez la polémique : cette formule sur les jeunes patrons lefortistes est ine trouvaille; vous faites bien rire de mes tours abstraits (deux fois rire l'ailleurs, et de moi et de vous), vous ponctuez mes phrases de spirituels *bah voyons, tiens, à la bonne heure* du meilleur effet [1]. Tout ceci est lans une tradition bien française et permet de vous lire à haute voix. Mais a polémique ne conduit pas nécessairement à la perfidie, sauf quand elle est maniée par *Le Figaro*, précisément, ou par vos nouveaux amis. Je sais que ce « *probablement* » a dû plaire à M. Kanapa et que votre article voulait plaire; mais ce mimétisme qui vous fait adopter en même temps quelques idées le ton de ceux que vous jugiez, hier encore, sévèrement m'est, je reprends vos termes, *franchement odieux*. Hier, en effet, vous pensiez encore que trahir et se tromper n'étaient pas une même chose; mais je vois sur ce petit exemple que cette distinction s'évanouit; sans doute vous gênait-elle pour entériner le passé assez lourdement chargé de ceux que je m'obstine à appeler des staliniens. Certes je ne veux pas « dramatiser » : il ne s'agit que d'un petit procès littéraire et j'en sors très bien portant, mais comme nous aimions le dire dans le vocabulaire des *Temps Modernes*, c'est *significatif*.

Vous faites donc remarquer que je suis un intellectuel, que je n'agis pas, qu'enfin je n'ai aucun titre pour parler *au nom* du prolétariat. Un communiste parle bien en son nom, dites-vous, « mais vous, Lefort, j'ai bien peur que vous ne parliez *sur* la classe ouvrière ». Tout ceci, je l'admets, à cette réserve près, quand nous aurons précisé ce qu'il faut entendre par action et inaction, que cette situation me paraît partagée par beaucoup d'autres et qu'il n'y a rien à en conclure sur le contenu des idées exprimées ni dans un sens ni dans un autre. Quand je dis qu'il y a une histoire de la classe ouvrière, que les diverses révolutions prolétariennes, depuis un peu plus d'un siècle ne se ressemblent pas, qu'elles manifestent un progrès dans la conscience et dans les formes de lutte, que les organismes du prolétariat se sont transformés, que les ouvriers cherchent par des méthodes beaucoup plus radicales qu'autrefois à secouer le joug de l'exploitation et qu'en même temps ils se heurtent à des difficultés de plus en plus grandes, par le fait de l'intégration croissante de leur bureaucratie au système d'exploitation, quand je lie ces transformations à l'évolution économique, j'ai tort ou j'ai raison, j'exprime une opinion que je crois fondée, mais,

1. Le procédé fait réfléchir sur l'interchangeabilité des interjections. Voyez plutôt le succès que je me taille à bon marché si je vous les applique. « Vous portez un jugement de valeur sur le Parti. Ne croyez pas que je vous en oppose un autre. Et ce n'est ni le lieu, ni le moment de défendre ou d'attaquer » *Bah voyons!* « Je ne sais pourquoi vous citez Rosa Luxembourg et Trotski, car je ne dis pas autre chose qu'eux » *Tiens!* « Vous vous êtes ôté les moyens de le condamner (le stalinisme)... je ne cache pas mes sympathies pour de nombreux aspects de l'entreprise communiste et cependant je garde le droit et la faculté de l'apprécier. » *A la bonne heure!* etc.

je vous en donne acte, je ne parle pas *au nom* du prolétariat. Je parle *sur* le prolétariat, comme tout autre et d'abord comme vous. Car il ne suffit pas de dire que le prolétariat crève de misère et d'abrutissement et qu'il bâille et se couche dans l'intervalle des assauts qu'il lance sous les ordres du parti stalinien pour avoir le droit de parler en son nom (et ne prétendez pas que vous ne faites que répéter ce que dit le P.C., car il affirme tout autre chose). Alors? Le scandale, selon vous, je le vois bien, c'est que je parle d'*expérience*. Or, dites-vous, pour parler d'expérience, il faut ou bien y participer ou bien être situé à sa fin, et précisément vous ne faites rien, sans avoir l'avantage d'être Hegel ni que votre prolétariat soit l'Esprit. Nous voici aux prises avec votre rude bon sens et placés devant une de ces alternatives du tout ou rien dont vous avez le secret. Ou bien l'on est prolétaire, on agit et l'on se tait, ou bien l'on est intellectuel, on parle et l'on n'exprime rien (notons seulement la savoureuse et prudente exception que vous jugez bon de faire à propos des intellectuels staliniens). A quoi je vous répondrai que les ouvriers parlent aussi, et davantage encore leurs collègues prolétarisés, et que lorsqu'ils parlent, ils font comme vous et moi, ils dépassent leur situation, ils organisent les données immédiates selon un ordre qu'ils tirent de leur esprit et qui n'est pas imposé par le monde sensible.

. . . .

L'idée que je me fais du prolétariat est, pensez-vous, un produit de ma situation; mais que diriez-vous aux ouvriers qui la partagent? Qu'ils sont des prolétaires« cultivés », qu'ils ne répondent pas à la définition de l'authentique abruti que vous avez posée?... En fait vous avez trop d'esprit pour mettre en cause leur situation car vous vous attireriez des réponses méchantes. Je suis donc convaincu que vous vous contenteriez de leur dire qu'ils se trompent : vous leur diriez par exemple, qu'on ne peut obtenir de résultats efficaces en agissant en dehors du P.C. et en critiquant la C.G.T., que la cohésion du mouvement ouvrier est une condition nécessaire à la lutte anticapitaliste. A quoi ils vous répondraient que la politique du P.C. est désastreuse pour le prolétariat, qu'ils ont vu son vrai visage en 1947, quand celui-ci partageait le pouvoir avec la bourgeoisie et que la C.G.T. marchait la main dans la main avec les patrons, quand les commandos staliniens venaient chez Renault matraquer les grévistes; que le P.C. ne défend les revendications ouvrières qu'autant qu'elles lui servent à mettre en difficulté le patronat mais qu'il ne se préoccupe pas de les faire aboutir, que la grève perlée ou la grève tournante dite de harcèlement est démoralisante, que les intéressés se sentent à chaque fois isolés et sont de fait battus les uns après les autres. Vous ne manqueriez pas, j'en suis certain, d'arguments pour leur répondre, et, dans une telle discussion, beaucoup de problèmes seraient inévitablement abordés, car ils sont dans la réalité inextricablement liés : on parlerait des chances d'un regroupement ouvrier en dehors du P.C., du rôle que peut jouer le prolétariat dans la situation actuelle dominée par l'antagonisme de l'U.R.S.S. et des U.S.A., de ce qu'on peut attendre d'un régime stalinien en France et nécessairement de la nature de l'U.R.S.S. De fait, ce sont les vrais problèmes et vous ne les éviteriez pas. Pourquoi faut-il donc, parce que vous avez un intellectuel pour interlocuteur, que vous les

esquiviez ou que vous les enrobiez dans une critique personnelle constante? Cette critique est d'autant moins admissible que son auteur ne dispose pour la faire d'aucun titre particulier. Seriez-vous un militant chevronné, mèneriez-vous la vie d'un prolétaire, votre critique de mon inaction et de ma prétendue indifférence pour la misère ouvrière pourraient paraître au moins motivées. En fait, vous êtes un homme de lettres, vous avez écrit jusqu'à présent des ouvrages de philosophie, des romans et des pièces de théâtre; votre expérience politique est plutôt mince et ne brille pas par sa rigueur, à en juger sur l'exemple du malheureux R.D.R. et sur celui de votre bref enthousiàsme pour le titisme. Le ton dont vous usez pour parler de la misère ouvrière et pour me foudroyer quand j'affirme que la classe continue de se former dans les conditions modernes de production ne peut faire oublier que votre passion pour le prolétariat est d'origine récente. A me comparer à vous je ne me sens pas défaillir : j'aurai même la prétention de penser que j'ai davantage que vous tenté de participer à une action politique et que j'ai manifesté plus de constance dans mes opinions.

. . . .

Quand j'évoquais une expérience prolétarienne, je ne prétendais nullement établir que ce qui advient au prolétariat lui advient nécessairement, que son passé ne pouvait être différent de ce qu'il est, que la forme de son avenir est déjà inscrite dans son présent, bref, comme vous me le faites dire, qu'il est graine, fruit et fleur (vous parlerez sans doute de l'expérience d'une fleur...) J'affirmais seulement que les situations dans lesquelles se trouve placée la classe, qu'il s'agisse de conditions économiques ou sociales, ne sont pas accidentelles, qu'elles sont perçues en fonction du passé, qu'elles posent des problèmes que la classe doit à tout prix résoudre poûr progresser.

. . . .

Vous jugez scandaleux que je trouve en l'automatisation croissante de la production une source de puissance pour la classe; elle ne signifie selon vous que dépersonnalisation des individus, atomisation des groupes, moindre résistance au Capital. Je n'ai pas nié cet aspect négatif, je l'ai même noté sans m'y arrêter il est vrai car j'étais préoccupé de montrer l'insuffisance de votre position. J'ai donc insisté sur des facteurs positifs : capacité technique accrue, interchangeabilité des tâches, sensibilité à l'universel. Ces termes m'attirent des sarcasmes : capacité technique, répondez-vous, c'est de l'objectif; interchangeabilité des tâches, ce qui provoque le chômage; universalité, mystification de la démocratie bourgeoise. Je crains que ces sarcasmes ne règlent pas la question et que ce qui vous paraît aller de soi d'après le consensus de Marx, des biologistes et des psychotechniciens — la désintégration des ouvriers — ne révèle qu'un aspect de la réalité. La critique implacable que Marx fait du machinisme, il la dirige en effet non contre le phénomène en soi mais contre l'utilisation qu'en fait le capitalisme et contre la représentation idéale que celui-ci en donne. Non seulement Marx reconnaît que le machinisme crée les conditions d'émancipation de la classe, mais il indique que celui-ci, dans sa dynamique même, vient étayer la tendance du prolétariat à prendre la direction de la société. Dans un passage célèbre du *Capital*,

repris par Engels dans l'*Anti-Dühring*, il écrit : « Par la machinerie, les opérations chimiques et autres méthodes, elle (la grande industrie) ne cesse de bouleverser en même temps que la base technique de la production, les fonctions des ouvriers et les combinaisons sociales du procès de travail. En même temps, elle révolutionne constamment la division du travail au sein de la société et projette sans cesse des masses de capitaux et d'ouvriers d'une branche de production dans l'autre. La nature de la grande industrie nécessite donc le changement dans le travail, l'instabilité des fonctions, la mobilité en tous sens de l'ouvrier. On a vu que cette contradiction absolue.,. éclate dans l'hécatombe ininterrompue de la classe ouvrière, gaspillage démesuré des forces de travail, et dans les ravages de l'anarchie sociale. C'est là le côté négatif. Mais si le changement de travail ne s'impose aujourd'hui qu'à titre de loi naturelle écrasante et avec l'aveugle force destructive de la loi naturelle qui se heurte partout à des obstacles, la grande industrie, par ses catastrophes mêmes, fait une question de vie ou de mort de reconnaître dans la variation des travaux, et, par suite dans la plus grande diversité d'aptitudes du travailleur, une loi sociale générale de la production et d'adapter les circonstances à la réalisation normale de cette loi [2]. » Engels commente avec profondeur ce texte; il montre, en citant d'autres passages de Marx, que l'ancienne division du travail enchaînait le travailleur à sa fonction, lui imposait un apprentissage si long qu'il se trouvait lié pour la totalité de son existence à la même tâche parcellaire, et donc enfoncé irrémédiablement dans son aliénation. Mais l'essor du machinisme rend possible par lui-même la délivrance de l'étroite spécialisation aliénante : « La rapidité avec laquelle on apprend pendant le jeune âge le travail à la machine met fin à la nécessité d'élever une classe spéciale de travailleurs exclusivement en vue d'en faire des travailleurs à la machine [3] ». Cette délivrance ne s'effectue évidemment pas au sein du système capitaliste, mais elle est facilitée par le développement technique. La critique du travail sur machine, devenue un lieu commun de nos psycho-techniciens, ne peut donc faire oublier sa signification historique. Voici, direz-vous, l'objectivisme : mais précisément, je m'excuse de troubler vos classifications, le développement de la technique est inséparable de celui de la conscience, ou de ce que je préfère appeler l'expérience de classe. Des hommes qui ont dû consacrer des années à l'apprentissage d'un métier peuvent bien tirer de son exercice une satisfaction professionnelle, et trouver dans leur compétence un argument de résistance à l'exploitation; ils n'ont pas cependant tendance à se sentir solidaires d'une collectivité et à percevoir dans la production une activité qui peut être socialement dominée; ils sont plutôt disposés à penser que leur travail personnel est irremplaçable et qu'il détermine nécessairement leur condition actuelle De fait, nous savons que l'intérêt de ce type de travailleur s pour la collec tivité ne dépasse pas souvent les limites de la catégorie. Vous parlez à regret de l'habileté technique, de la connaissance intuitive du matériau de l'ouvrier professionnel, mais vous ignorez que sa spécialisation implique

2. *Le Capital*, t. III, p. 80; Anti-Dühring, t. III, p. 70.
3. Anti-Dühring, *ibid.*

une rigoureuse dépendance à l'égard des conditions de travail et une limitation de la communication sociale qui tendent à perpétuer l'exploitation existante. Encore faudrait-il ajouter que ces qualités exceptionnelles du travail professionnel sont depuis bien longtemps réduites; dès son origine, l'économie capitaliste tend à développer la division du travail jusqu'à ses ultimes conséquences et ne laisse subsister le métier unitaire que dans de rares secteurs. Dès avant la seconde révolution industrielle, l'ouvrier spécialisé est un ouvrier parcellaire, bien que les opérations qui lui sont confiées exigent dans le détail une habileté que le machinisme rendra de moins en moins nécessaires. Je ne nie pas que cette habileté procure une satisfaction. Mais comment définir celle-ci? Qu'est-elle d'autre, en définitive, qu'une simple sublimation de la déchéance? Au fait la sublimation est mieux que rien, et il est atroce que l'immense majorité des ouvriers modernes en soient privés. Cependant le vrai problème ne consiste pas à sublimer, mais à transformer la situation présente. Or, de ce point de vue, je vois que l'extension du machinisme provoque un bouleversement dans les rapports sociaux prolétariens et dans la mentalité des individus, en un certain sens, révolutionnaire. La mobilité en tous sens de l'ouvrier, son adaptation aux modes de fabrication les plus divers, la puissance prodigieuse qu'il voit développer par la machine à partir des opérations les plus simples lui ouvrent sur sa solidarité avec les hommes qui produisent avec lui ou sur leur force commune, une perspective que ne pouvait avoir l'ouvrier professionnel, enfermé dans la particularité de son travail et de sa condition. Ce bouleversement n'est pas univoque; il est vrai qu'il coïncide avec une exploitation accrue, un perfectionnement de la domination capitaliste. Mais il est essentiel de ne pas se laisser fasciner par le seul aspect négatif et de voir le parti que la classe peut tirer de sa situation présente.

Pour l'avoir souligné contre votre description simpliste qui ignorait le rapport des ouvriers à la production, je me suis attiré votre colère. Il est à craindre que cette colère ne vous égare quand vous prétendez m'opposer les communistes sur ce point, qui, eux, auraient « eu vite fait de voir l'ambiguïté de l'expérience ». Car le résumé que vous donnez de leur position est pour le moins confus voire contradictoire. « La masse est fluctuante, écrivez-vous, l'apprentissage n'est plus nécessaire, pour ces raisons la résistance au Capital sera moins forte. L'ouvrier sent davantage sa dépendance, il n'est plus qu'un rouage : des mouvements de masse sont possibles. Résistance moins forte, dépendance accrue : pulsions contradictoires; il faut renforcer l'une, affaiblir l'autre : il faut un militant pour aider ses camarades à définir le sens de cette expérience ambiguë. » (1588) Vous interprétez ici, je crois, un document fort intéressant de l'Internationale syndicale rouge (datant de 1926) et qui est cité par Michel Collinet dans son ouvrage sur le syndicalisme; mais vous l'interprétez — ce n'est pas le moins drôle — à la lumière des commentaires de Collinet (violemment anti-communiste), qui ne voit dans la dépendance à l'égard de la collectivité qu'une perte de sensibilité et de conscience; ainsi après nous avoir pompeusement parlé d'expérience ambiguë, toute ambiguïté disparaît et vous nous déclarez non seulement qu'il faut renforcer la résistance au Capital mais affaiblir la dépendance de l'individu à l'égard de la

collectivité. Vous faites un contresens sur le texte de l'I.S.R. qui met l'accent, comme je le fais moi-même, sur la transformation révolutionnaire de la classe dans les conditions modernes de production et parle de la dépendance d'une manière positive [4].

La transformation révolutionnaire consiste aussi dans l'accroissement de la capacité technique de la classe, considérée dans son ensemble. Sans doute, sur ce point plus que sur tout autre, l'ambiguïté est-elle sensible; car l'automatisation des gestes dans le cadre d'une tâche parcellaire et incompréhensible est particulièrement négative pour l'individu. Mais la rationalisation laisse paraître, alors même qu'elle est une pseudo-rationalisation, dictée par les intérêts particuliers des exploiteurs, un aspect positif. C'est qu'il y a dans le travail industriel une exigence de rigueur ou de précision. En d'autres termes, je prétends qu'il faut reconnaître à ce domaine une logique qui sous-tend toute la vie sociale, aujourd'hui, et qui indique sous la forme la plus sensible le degré de rationalité auquel l'humanité est parvenue. Je ne suis pas d'accord pour ne voir dans les machines que des broyeuses d'hommes ou des instruments de malheur : la multiplicité des opérations que la machine peut accomplir, la précision qui les accompagne, l'exigence d'économie qu'elle implique, l'organisation de la société qu'elle suggère, du seul point de vue du rendement, font de la machine, aux yeux même de ceux qui peinent pour la conduire, une expression de la puissance collective. Or il y a ceci de remarquable dans la révolution industrielle qu'elle a tendu à intégrer l'immense majorité des ouvriers au travail productif. Autrefois ce travail était réservé à une minorité d'ouvriers professionnels, tandis que la masse des manœuvres était reléguée à une fonction purement indéterminée. Aujourd'hui les ouvriers sont de plus en plus nombreux qui vivent sous l'impératif de la précision. Certes, à la différence des professionnels, ils ne l'élaborent pas et vous diriez sans doute qu'ils se contentent de la subir. Mais outre que les travaux sur machine exigent encore, de la part de l'individu, un réglage et une surveillance qui supposent une familiarité avec les opérations qu'elle effectue, ils *manifestent* la nécessité d'un agencement tel qu'en principe toutes les opérations concourent, selon les procédés les

4. Voici le texte de la résolution de l'I.S.R., que vous interprétez d'une manière erronée : « En ce qui concerne la masse, la grande majorité de la classe ouvrière est certainement poussée par la rationalisation vers un nivellement, un rapprochement, une composition plus homogènes... Ce phénomène a pour résultat une fluctuation des travailleurs se faisant avec une rapidité jadis inconnue, ainsi que la suppression des frontières interprofessionnelles d'autrefois. Cette masse d'ouvriers des industries rationalisées n'entre plus dans le cadre et les tâches des syndicats de métiers et elle est, au potentiel, la base d'un large mouvement de toute la classe ouvrière. Si les fluctuations rapides de la masse fondamentale des travailleurs et l'inutilité d'un long apprentissage professionnel affaiblissent la force de résistance au Capital, en revanche, tout le système de production devient plus complexe et sensible...

D'autre part, l'ouvrier, que la rationalisation transforme en un rouage du complexe mécanisme de production sent bien plus directement sa dépendance vis-à-vis de la collectivité, sa liaison avec elle, qu'il ne les sentait autrefois. Malgré le désir du Capital d'utiliser la rationalisation

us simples, à la réalisation d'une fin fixée à l'avance. Je dis que les ›mmes qui vivent quotidiennement dans un tel climat ont une percep- ›n de la collectivité et des possibilités à celle-ci offertes, qui les diffé- ›ncie de tous les autres groupes sociaux.

Vous répondrez que ce jugement est arbitraire et que je ne suis ıs qualifié pour l'énoncer puisque je ne suis pas prolétaire. Mais ›ez, par exemple, le récit d'un ouvrier américain sur son expérience . usine, l'*American Worker*, de Paul Romano [5]. Il parle certes, à chaque ıge de la fatigue, de la saleté qui sont le lot quotidien de l'ouvrier néricain moderne — cet ouvrier qui, selon notre presse bourgeoise, availle dans des palaces — mais il parle aussi de l'intérêt des travail- ırs pour la grande production, de leur familiarité avec les modes de fabri- tion les plus divers, de la critique constante qu'ils font du gâchis patronal, l'échec de leur créativité. Romano, tout en montrant la résistance ı'oppose l'ouvrier à l'exploitation dans les circonstances les plus simples la vie quotidienne, sa haine de ceux qui n'ont en tête que le rendement, dique qu'un ouvrier sait s'intéresser à sa machine, qu'il fait souvent euve de curiosité technique (même si cette curiosité se manifeste en hors de l'usine, dans ses loisirs) qu'il aime le travail bien fait et respecte ıabileté professionnelle, qu'il a conscience d'être le mieux placé pour ger de l'organisation de la production. A lire ce récit, il apparaît que les vriers ne sont pas seulement des esclaves ou que l'usine n'est pas seule- ›nt une caserne, car la loi qui y règne n'est pas seulement celle de bsurde; elle est aussi celle de la logique. Et sans vouloir faire un mau- is mot, la logique qui est ici pressentie ce n'est pas la logique formelle, ›st celle, concrète, de l'organisation sociale.

En bref, ce que je veux vous rappeler c'est que ce n'est pas l'industrie mort de l'homme, comme le laisse entendre toute votre description la condition ouvrière, mais que c'est l'ordre social. Il n'est même pas ai de dire, avec Marx, que la machine ampute l'homme; la machine ımpute pas, elle est elle-même amputée, quand on lui prescrit des opé- tions spéciales qui ne formaient autrefois qu'une partie de son activité; parcellarisation du travail n'est qu'une conséquence du développement la technique; en soi, elle est indifférente au malheur ou au bonheur de omme. C'est l'homme qui ampute l'homme; c'est le capitalisme qui lige le prolétaire à donner toute sa vie pour une tache parcellaire dont produit lui est dérobé. Il est donc essentiel de ne pas déplacer le pro- ›me, comme le font certains psycho-techniciens en reportant sur la ıchine la responsabilité qui incombe à l'exploiteur. Je ne dis pas que vous tes la même chose, mais en ignorant le parti que le prolétariat peut er du machinisme vous arrivez au même résultat; vous escamotez bjectif révolutionnaire. Cet objectif est pour la classe ouvrière *diriger*. diriger signifie pratiquement gérer la production. A ce niveau l'écono-

ur isoler les travailleurs le nouveau type de travail facilite, en dernière alyse, la possibilité de vastes mouvements de masse ». Cité par Collinet, *prit du Syndicalisme*, p. 59.

›. *The American Worker*, New York, 1947, traduit par la revue *Socia- ›me ou Barbarie*, nos 1, 2, 3, 4, 5, 6.

mique et le politique sont confondus; car une gestion collective de la production présuppose une démocratie soviétique réelle. Et il n'est pas difficile de comprendre que si les ouvriers assurent cette gestion, ils supprimeront la misère, ils réduiront le temps de travail en répartissant celui-ci équitablement, ils normaliseront les cadences que la folie du profit pousse à la limite des forces humaines; tandis que s'ils ne décident pas eux-mêmes de la nature, du rythme, des fins de la production, s'ils sont maintenus dans leur fonction actuelle d'exécutants, s'ils continuent à être dépossédés de toute responsabilité sociale, alors, quelles que soient les déclarations de la Constitution, la phraséologie du pouvoir régnant et même les avantages matériels que celui-ci peut accorder, la réalité de l'exploitation demeurera inchangée. En un mot, c'est au niveau des rapports de production que s'établit la différenciation en classes et c'est à ce niveau seulement qu'elle peut être abolie.

Si vous ne considérez point ces rapports, l'ampleur des tâches révolutionnaires dans la production, vous ne dépassez pas l'idéologie de l'homme révolté, à ceci près que vous ne comprenez même pas que cette révolte, privée de tout fondement économique, est nécessairement vouée à l'échec. Et de fait les ouvriers que vous nous présentez, que sont-ils de plus que les paysans du *Diable et le bon Dieu?* Quel autre problème leur donnez-vous à résoudre que de prendre la décision de se battre? C'est-à-dire de suivre leurs dirigeants? Et quel motif de lutte définissez-vous sinon seulement et toujours la misère? Vous affirmez que Marx fondait sa perspective sur la liaison de la paupérisation et de la révolte; mais cette idée ne lui interdisait pas de voir que les prolétaires étaient des producteurs et que leur fonction économique — parce qu'elle leur donnait une puissance dont n'avait jamais joui auparavant aucune classe d'exploités — les mettait en situation de vaincre et de réorganiser la société. Il distinguait précisément la révolution prolétarienne de celle de toutes les autres classes opprimées en ceci qu'elle n'était pas seulement dictée par la misère et le désespoir. Et puisque vous affirmez que mon intérêt pour la production est bien différent de celui de Marx, permettez-moi de vous dire à mon tour que votre pathétique quand vous parlez de la misère ouvrière ne me rappelle pas non plus le langage de Marx. Car sa description de la misère ne sert jamais, dans sa pensée, à remplacer un raisonnement; elle vaut à l'intérieur de sa conception d'ensemble de l'histoire qui est autant logique qu'éthique. Tandis que je vois bien que votre tableau de la misère remplace toute analyse du fonctionnement de la société et des possibilités qui sont offertes au prolétariat. Il rend vaine toute discussion, toute contestation de votre politique ou tout au moins de vos perspectives. Vous enfermez les prolétaires dans leur misère, vous les privez de tout accès à la culture, vous leur refusez toute expérience du passé, vous leur interdisez toute véritable réflexion sur l'avenir et quand vous les avez ainsi changés en un monstre dont la seule conscience est la souffrance, vous vous retournez vers votre adversaire pour lui crier : allez-vous dénier à ces hommes le droit de suivre leurs dirigeants même s'ils les suivent comme des bêtes, leur donner des conseils, quand ils ne peuvent délibérer, prétendre les instruire quand ils ne veulent que se battre? Mais votre indignation est un procédé. Les

rolétaires travaillent, s'organisent, critiquent leurs organisations, se isputent sur les méthodes qu'ils doivent adopter et les dirigeants qu'il iut suivre ou sur le rôle même des dirigeants, et se décident enfin sur e qu'ils pensent être la vérité non sur le bruit des pas qu'ils font en marhant.

Cependant vous avez l'art de dissimuler vos faiblesses ou votre ignoince. Tandis que vous transformez la lutte du prolétariat contre ses xploiteurs en une quelconque opposition oppresseur-opprimé, vous rétendez que ma tentative de décrire une expérience ouvrière au sein u procès de production escamote le problème des relations agonistiques : j'y suis, découvrez-vous p. 1576, ce qui manque c'est la lutte de classes » ameuse illumination qui n'a point trop tardé, j'espère. En tout cas vous avez su vite traduire en termes concrets. Me voici l'auteur d'un iarxisme pour tous dont peuvent se réjouir les jeunes patrons. Leur ratioalisation ne permet-elle pas à la classe de faire l'apprentissage de son itur pouvoir? Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ipitalistes possibles! Eh bien non, Sartre! (ô puissance magique du ocatif que vous m'avez rappelée) votre astuce est fallacieuse et je ne dis en qui puisse plaire à un patron, car en plaçant la tâche révolutionnaire ı niveau du procès de production, je l'attaque à la racine même de son ouvoir; je le nie non seulement dans sa fonction actuelle, mais dans son le. De fait il n'y a qu'une chose qu'il ne puisse perdre sans tout perdre est la *direction.* Il peut, remarquez-le, perdre bien autre chose, et par cemple son titre de patron sans être autrement menacé dans son rôle cial, comme nous le montre l'évolution historique qui tend de plus en us à remplacer le capital privé par le capital collectif. Sa participation l'exploitation suffit à lui préserver son bonheur que lui garantit un venu de 10 à 20 fois supérieur à celui de l'ouvrier. Il peut enfin devenir, our peu qu'il ait l'esprit ouvert, directeur d'usine sous un régime stalien — le cas n'est pas fréquent, mais il existe ; il se consolera encore d'avoir erdu son nom de jeune fille et son pedigree bourgeois en jouissant d'un venu incomparable à celui du simple travailleur. Mais en aucun cas il peut s'accommoder d'un régime communiste qui le mette au milieu s producteurs et sans privilège. Le plus piquant, au reste, dans cette cusation qui m'est adressée d'élaborer un marxisme « économiste », est qu'elle s'applique sans équivoque à l'intelligentzia stalinienne. Je arrive pas tout à fait à croire que vous puissiez l'ignorer. Je ne parle ême pas de la philosophie officielle du stalinisme qui remplace la lutte classes par le développement des forces productives et substitue au arxisme un évolutionnisme vulgaire; mais de cette avant-garde intelctuelle, qui consent à reconnaître, dans le privé, la situation misérable ı prolétariat russe, les immenses privilèges dont jouissent les cadres olitiques et techniques et justifie cet état de fait par les nécessités de ccumulation en U.R.S.S., prétendant que l'essor de la production duira nécessairement l'inégalité jusqu'à supprimer la bureaucratie. est à cette théorie que vous devriez réserver vos sarcasmes car c'est le qui prétend fonder sur le malheur du prolétariat des lendemains qui antent. Mais si vous vous donnez la peine de lire vous devez convenir ie je dis tout autre chose. J'essaye de comprendre comment le prolé-

tariat peut constituer — envers et contre tout — sa propre histoire, trouver un sens dans les circonstances de fait dans lesquelles il est placé, convertir les éléments négatifs de sa situation en facteurs de lutte et de solidarité. « Autant dire, plaisantez-vous, que le malade veut sa maladie parce qu'elle est la condition de sa guérison et du progrès médical » (1610). Cette comparaison est à la lettre extravagante : la fonction productive de l'ouvrier n'est pas sa maladie, elle est ce par quoi il est ouvrier et a une chance de transformer le monde, elle est — pour employer un terme que vous avez eu le mérite de définir autrefois avec profondeur — sa *situation*.

. . . .

Selon vous un sens qui ne se manifeste pas n'est pas un sens : le sens n'est jamais préparé par la situation elle-même. Ou bien la conscience claire détermine la situation ou elle ne la détermine pas et alors la situation est comme rien pour le sujet qui s'y trouve établi. Cependant cette volonté d'ignorer tout ce qui n'est pas l'objectif ou le subjectif vous met aux prises avec de sérieuses difficultés. Vous écrivez par exemple : « toutes les structures objectives du monde social se livrent dans une indifférence première à la subjectivité ouvrière. Rien n'est élucidé, il n'y a pas de garanties : la résignation (écrasement par l'Autre) et la révolution (dépassement de l'Autre vers la tâche infinie) éclairent la situation simultanément, mais leur rapport ne cesse de varier ». Comment des structures objectives peuvent-elles se livrer à la subjectivité ouvrière? Dans une indifférence première, précisez-vous. Qu'est-ce donc que cette conscience d'indifférence? Conscience de X? Mais une structure n'est pas un X. C'est par exemple la division du travail à une époque donnée. La signification de cette structure n'est pas élucidée, mais les hommes n'en éprouvent-ils pas cependant les effets? Leur perception des couches sociales qui les entourent ne change-t-elle pas en fonction du rôle que celle-la leur impose? On s'interroge en vain sur cette appropriation de l'objectif par le subjectif dans l'indifférence. Encore suggérez-vous par ces expressions un rapport premier qui n'est pas élucidé. Mais, comme si vous accordiez trop, vous rendez ensuite à la conscience le pouvoir absolu dont elle paraissait un instant dessaisie : la résignation et la révolution éclairent simultanément la situation. L'indifférenciation de la situation ne vient plus de ce que son sens n'est pas amené encore à l'expression ou de ce qu'elle n'est pas encore *thématisée*, mais de ce qu'il y a une double thématisation. La conscience doit à tout prix garder sa liberté entière quitte à osciller entre le *oui* et le *non* jusqu'à ce qu'elle trouve sans doute au plus profond d'elle-même la garantie d'une conscience absolue de révolution que le parti lui procure. Qu'une situation puisse signifier avant d'être comprise, que la subjectivité elle-même se transforme sans le savoir et le vouloir, que ses actes, ses décisions ne procèdent pas d'un foyer absolu mais qu'ils soient pris dans le cours d'une histoire, voici ce que ne peut en aucun cas admettre votre philosophie et votre politique, votre théorie du choix et celle du Parti. Après quoi vous pouvez, certes, parler d'*expérience ambiguë* et d'*ensembles brouillés de significations* et attaquer mon prétendu rationalisme hégélien, vous continuez de manifester malgré ces précautions de langage un subjectivisme à toute épreuve. Il n'y a d'abord d'ambiguïté

ıe pour la conscience. Puis en tant que celle-ci se fait conscience de volution, toute ambiguïté est supprimée, « tout *sera* clair, tout *est* réel, commencer par cette résistance au déchiffrement; simplement il faut ·endre du temps; mais si l'expérience active commence par l'incertitude la réceptivité il devient possible sinon nécessaire de demander de l'aide : déchiffrement *peut* se faire par une médiation ». Tandis que vous introıisez les notions de temps et d'ambiguïté, vous parlez d'un retour à une ınscience claire, le Parti, qui convertira tout en rationalité : le temps est pas créateur, il n'est qu'une distance entre la réceptivité et l'activité; réel n'est que résistance; l'expérience n'est qu'épreuve; en d'autres ·rmes, la conscience est bien en face de l'Autre, et, en tant qu'elle dépend cet Autre, elle a certes à choisir, mais en elle-même elle est un Absolu. uisque vous aimez nommer les philosophes illustres, je dirai que vous ne ·poussez Hegel que pour revenir à Kant. Alors que le meilleur de .egel est dans sa tentative de décrire un devenir de l'Esprit, de montrer ımment l'activité s'élabore au sein même de la passivité, vous réintrouisez l'abstraction de la conscience morale — non point sûre d'elle-même, ·rtes, ni claire pour elle-même, mais transcendante par rapport à toutes ·s déterminations, pure activité, ne souffrant ni délibération ni critique, ı tant qu'elle coïncide avec son projet de révolution. Cependant Hegel st à dépasser vers Marx, et Marx à interpréter en ce qu'il se sépare de Iegel; l'histoire n'est pas à escamoter au profit de la répétition du conflit ppresseur-opprimé et du choix de la révolte. Elle doit être restaurée ans sa fonction créatrice et dépouillée de sa prétention métaphysique; ref ancrée dans les groupes sociaux dont elle est le devenir. Le prolétaiat ne doit être traité ni comme une catégorie historique, ni comme une ıasse — simple occasion de l'action — mais comme une collectivité en evenir dont les transformations subies et voulues, les progrès et les éfaites, les oppositions internes et les problèmes qu'elles suscitent peuent être reliés en fonction du projet révolutionnaire qui l'habite.

Vous êtes néanmoins sensible aux difficultés que suscite votre théorie e la conscience, et vous tentez parfois, sans crainte de vous contredire, e rendre à l'histoire sa continuité et son sens. Vous venez de critiquer ı notion d'expérience cumulative, de dénoncer mon finalisme honteux t mon organicisme secret, soudain vous déclarez : « d'ailleurs ce n'est ·as à vos expériences cumulatives que j'en ai et je pense en effet que la lasse tire profit de tout — à la condition qu'on entende par ce mot la lasse tout entière avec ses liens internes et ses organes sensibles » (1588). Effet de surprise! Suffit-il donc qu'on vous accorde les liens et les organes ·our que vous jugiez raisonnable ce qu'un instant auparavant vous consiléreriez comme absurde? De fait, le prolétariat était écrasé par un présent ·erpétuel, il n'avait ni mémoire, ni expérience, ni tradition. Connaissait-il e changement? Oui; « un changement historique cumulatif? Sûrement ·as. » (1579). Mais voici qu'avec le médiateur, le passé, l'avenir et le nouvement qui les rejoint lui sont aussitôt rendus. « Le parti forme les :adres sociaux de la mémoire ouvrière, il est l'esquisse de leur avenir, ·s organes de leur action, le lien permanent qui lutte contre leur massifi:ation; il est la perspective à partir de laquelle le prolétariat peut se eplacer lui-même dans la société et prendre à son tour pour objet ceux

qui font de lui un objet : il est la tradition et l'institution » (1607). Mais la restitution au prolétariat de son existence historique est une ruse et le recours au médiateur ne restitue en définitive que le parti. Il y a en effet deux *manières* d'entendre votre théorie des cadres sociaux de la mémoire. Elle peut signifier que le prolétariat jouit d'une expérience vécue, qu'il a une unité de développement auxquelles il ne peut toutefois accéder qu'en utilisant la perspective offerte par le parti. Avec cette interprétation je serai facilement d'accord, à cette réserve près que le parti n'est pas le seul organe que puisse utiliser la classe et qu'il n'offre à celle-ci une perspective que s'il mène une lutte révolutionnaire. Mais de quelque manière qu'on l'exprime, ce n'est évidemment pas là votre pensée. Vous l'avez dit et répété : le prolétariat n'a pas d'unité historique; la classe se fait, se défait et se refait sans cesse, le passé ne tient pas au présent; les ouvriers de 1917 n'ont rien de commun avec ceux qui les ont précédé; les travailleurs de 1953 ignorent presque tout des événements de 1936. Le parti n'a pas à organiser la mémoire car il n'y a pas de mémoire ouvrière possible. Veut-il reconstruire le passé, c'est une reconstruction intellectuelle, c'est comme s'il parlait de la lutte des esclaves à Rome. Votre thèse est autre : le P.C. est cadre de la mémoire en tant qu'il est cadre de l'action des masses (« il est le lien permanent qui lutte contre leur massification — il est la tradition et l'institution » (*sic*). Or comme les masses n'agissent pas, mais seulement le P.C. qui les unit, celui-ci ne peut se souvenir que de lui-même. L'équivoque — dont vous jouez — de cette notion de cadres sociaux de la mémoire, c'est qu'elle laisse supposer une différence entre le cadre et la mémoire elle-même et qu'en fait elle l'abolit. Ici je me souviens d'Halbwachs : comme la famille, cette autre noble institution, le P.C. paraît d'abord encadrer l'individu et lui fournir de simples repères pour la remémoration d'un passé qui, autrement, s'évanouirait dans le rêve et l'insignifiance (un discours de Maurice Thorez, une manifestation à la Bastille, un autre discours de Thorez, voici qui rythme l'existence, comme une première communion, un anniversaire, une autre première communion). Mais ces repères se révèlent ensuite les seuls événements qui comptent, l'histoire de l'individu s'identifie à celle de la famille, l'histoire des ouvriers à celle du P.C. Cette thèse n'est pas admissible. Le parti, j'y reviens d'abord, n'est pas la seule institution de la classe, il en est une parmi d'autres. Vous parlez vous-même d'organes sensibles et de liens internes et vous dites que le passé ne peut être conservé que par des « organes spécialisés ». Quand vous donnez un nom à ces organes, les voici, comme par hasard, réduits à l'unité : le P.C. Pourquoi ne pas parler des syndicats, des petits groupements politiques minoritaires mais influents et, si vous faites allusion à l'avant-guerre, du parti socialiste? Si vous ne vouliez considérer que ce qui se passe aujourd'hui, vous pourriez à la rigueur juger la position dominante du P.C. comme un signe de sa valeur; si vous prétendez en revanche voir en lui la médiation permanente dont la classe a besoin pour unifier son passé vous ne pouvez plus vous prévaloir de cette position récemment acquise. Bref, il y a plusieurs médiateurs, plusieurs mémoires et donc un développement qui les sous-tend, qu'aucun ne peut prétendre épuiser. Mais il faut faire une autre remarque : ces mémoires ne se ressemblent pas; les militants du P.C. se

ouviennent de ce qui manifeste la combativité et le rayonnement de leur rganisation, point du reste. Quant aux militants gauchistes, par exemple, s se souviennent des actions néfastes du P.C. [6]

. . . .

Mais vous ne consentez pas à reconnaître que vous confondez le parti t la classe. Vous vous indignez même que je vous le fasse dire (« où ai-je

6. Vous donnez une interprétation personnelle des événements de 1936, t c'est votre droit. Il vaut cependant la peine d'indiquer quelle est la ource de vos renseignements : c'est manifestement le livre récemment aru de Danos et Gibelin, *Juin 36*. Cet ouvrage est-il stalinien? Nullement; ses auteurs sont trotskistes ou trotskisants. Et il n'y a pas de hasard n ceci : le P.C. n'a jamais rien publié de sérieux sur 36, car il préfère asser sous silence l'essentiel, c'est-à-dire le mouvement des masses uvrières. Il est donc plaisant de vous voir contraint d'utiliser un travail e gauchistes (mais bien sûr vous ne le citez pas) pour étayer votre démonstration. Quant à celle-ci, je la juge erronée. Vous faites d'abord partir e mouvement social des manifestations politiques de 1935 et vous écrivez : il faut rappeler que le Front populaire fut une union politique et que le approchement se fit par le sommet » (1608). Danos et Gibelin remontaient dessein à une période antérieure. Ils notaient que jusqu'en février 1934 e P.C. avait pratiqué une politique d'isolement, critiquant radicalement e P.S. qu'il assimilait au fascisme (à la même époque cette politique avait ontribué au succès d'Hitler, en Allemagne). En 1932, les élections munipales avaient sanctionné l'échec de cette politique : le P.C. avait perdu 300.000 voix et ses effectifs étaient tombés à moins de 40.000 membres. Après le 6 février le P.C. continua d'abord à refuser de constituer un front unique, cependant que les masses manifestaient clairement leur combaivité et qu'une forte effervescence régnait dans les usines. Ce n'est qu'au lernier moment que le P.C. décida de participer à la manifestation popuaire du 12, qui fut un triomphe. Et ce n'est qu'en juin qu'il adopta une olitique de front unique. Danos et Gibelin montrent fort justement que e tournant répondit à une crise intérieure du parti et à un changement lans la stratégie de l'U.R.S.S. Je ne vois donc pas à l'origine une poliique délibérée d'union; celle-ci fut évitée aussi longtemps qu'il le fut possible. Et loin que le mouvement des masses suivît et « traduisît » le approchement des sommets, il précéda ce dernier et en fut un facteur mportant. Je ne vois pas non plus que, par la suite, les masses se soient bornées à donner du Front populaire une *traduction* ou une *interprétation* sociale; l'occupation des usines fut spontanée, vous le notez vous-même, et elle dépassa largement le cadre fixé par les organisations politiques, qui s'employèrent à la faire cesser. Dès l'arrivée de Blum au pouvoir le P.S. lemanda — vainement d'ailleurs — la reprise du travail. Quant au P.C. s'il affirma son soutien des ouvriers en grève, il nia toujours que le mouvement ait un caractère révolutionnaire et joua un rôle décisif dans sa liquidation. Là où Blum avait échoué, Thorez réussit quand il avertit les militants qu'il fallait savoir terminer une grève. Quelques mois après les grèves de juin il allait même jusqu'à déconseiller l'occupation des usines. S'il y a bien un caractère du mouvement de 36, c'est qu'il a largement échappé au contrôle des directions syndicales, qu'il a été plus loin, beaucoup plus loin que ne le désiraient les directions politiques. Comment prendre cet exemple pour démontrer la subordination des masses alors que cette subordination fut péniblement acquise par les organisations dirigeantes?

écrit que le parti était identique à la classe? ») et vous brouillez à plaisir le problème dans l'espoir de suggérer une infime mais précieuse distance au cœur de votre identité classe-parti. Comme vous avez concédé à la classe une expérience, vous attribuez au parti une activité de *déchiffrement* et vous parlez constamment de lui comme d'une *médiation*. Quant à l'expérience, j'ai tenté de montrer qu'elle se réduisait en définitive à celle du parti. Voyons en quoi consiste le déchiffrement : « Le parti ne se distingue des masses que dans la mesure où il est leur union. C'est par leur union même qu'elles produisent leurs courants internes et c'est à partir de ces courants qu'il déchiffre la situation de la classe dans la société et sa position présente dans la lutte séculaire qu'elle mène » (1607). Le parti provoque des courants dans les masses, (2e terme) et *à partir* de ces courants il déchiffre la classe (3e terme). Voici qui est significatif à défaut d'être clair. Parmi ces trois termes, le second, les masses, est bien distinct du premier, le Parti; que représente-t-il? Les *Communistes et la Paix* nous l'ont enseigné : il est la passivité, l'extériorité, « la classe niée ». On lui accorde ici le mouvement. Mouvement il est vrai déclenché par le parti. Ce mouvement a-t-il un sens, a-t-il a être déchiffré? Non; il fournit seulement au parti *l'occasion* de déchiffrer la classe. La classe? Quelle est donc sa fonction ici? Nous l'apprenons six lignes plus haut : « le dirigeant déchiffre la situation, l'éclaire par ses projets, à ses risques et périls, et *la classe en observant les consignes légitime* l'autorité du dirigeant ». (Nous soulignons.) Avons-nous le droit d'en conclure que le parti est identique à la classe? Sans doute pas. Mais en quoi sont-ils différents? Ou, pour être plus précis, en quoi la classe est-elle différente du parti, en tant qu'il obéit à ses dirigeants? Je vous accorde volontiers que la classe n'a pas la même extension que le parti, mais cette différence est nulle, eu égard à leur commune obéissance aux dirigeants. En tout cas, le *déchiffrement* ne suppose aucune distance entre le parti et la classe. Une situation est déchiffrée, qui concerne la classe en tant que celle-ci est dirigée par le parti. Autant dire que le parti déchiffre sa propre situation. On ne saurait enfin prendre davantage à la lettre votre définition du parti comme médiateur. Vous écrivez bien : « Entre la classe comme activité et comme entreprise historique et la masse comme produit passif de la production, il faut une médiation » (1611). Mais cette médiation est définie comme le terme qu'elle fait surgir : elle est union des masses, activité, entreprise. Et loin qu'elle soit englobée par lui, c'est elle qui l'englobe : le parti change les masses en classe pour constituer un être qui lui soit homogène et puisse lui obéir.

Mais avant de montrer les implications concrètes de ce raisonnement je voudrais revenir sur les critiques que vous adressez à ma conception de la classe, car celles-ci éclairent les fondements philosophiques de votre théorie et l'extrême subjectivisme que j'avais déjà aperçu dans les *Communistes et la Paix*. J'avais écrit, trop sommairement il est vrai : « Si l'on veut montrer que la classe est autre chose qu'une somme d'individus, ne suffit-il pas déjà de dire qu'elle est leur rapport et que ce rapport ne peut être conçu comme une simple communication de chacun avec les autres, mais plutôt comme une participation à un schème de vie et d'action — les hommes se rejoignant dans une appréhension particulière de leur milieu

et des autres groupes sociaux. » Vous m'objectez que ce rapport ne correspond à aucune réalité, qu'en tant que masse travaillant dans les usines les ouvriers sont privés de toute coopération, qu'il n'y a pas de schème en ce sens, qu'il n'y a pas de tradition, que je fuis la synthèse nécessaire à la constitution d'une totalité dont la simple unité de vie ou de condition ne suffit pas à rendre compte. Et vous déclarez positivement : « Je la (la classe) vois, moi, *en elle-même* (?) comme un universel concret : singulière, puisqu'on l'a faite avec ces hommes-ci dans ces circonstances-ci, universelle, puisqu'elle embrasse une collection entière » (1592). Je souscris, certes, à cette formule mais je prétends que votre théorie ne saurait s'en accommoder : car la singularité concrète ne vient pas de ce que la classe est fabriquée à un moment donné du temps avec des hommes qu'on rassemble, mais de ce qu'elle est un groupe délimité par une fonction sociale et économique, et son universalité vient de ce que cette fonction lui ouvre la possibilité d'imposer ses normes à la société et de faire l'histoire, non de ce que le prolétariat forme une collection entière (depuis quand le collectif est-il synonyme d'universel? J'y perds mon Hegel!)

Revenons donc sur ce rapport des ouvriers qui les singularise dans la société capitaliste et que vous jugez de pure similitude. Voici, comme vous dites, 5 millions de travailleurs. Qu'ont-ils donc de singulier? Ils produisent dans des usines; pour la plupart ils sont concentrés dans d'immenses entreprises; il y a d'autres catégories de travailleurs, des employés, des techniciens, des ingénieurs, des membres de la direction; mais ces groupes leur sont plus ou moins étrangers; un ouvrier a pour camarades d'autres ouvriers; c'est avec eux qu'il discute; c'est dans le même quartier qu'il habite. S'agit-il d'un hasard dû à la proximité? Pas seulement. Écoutez parler un ouvrier de Billancourt et un ouvrier de Clichy, ils ont vis-à-vis de leur travail et des autres groupes de l'usine, des attitudes voisines; ils se comprennent à demi-mot. Est-ce seulement la misère qui les réunit? La plupart des employés sont moins bien payés qu'eux; leurs réactions sont cependant différentes. L'employé de l'usine de Clichy n'a que rarement mis les pieds dans l'atelier où travaillent les ouvriers. Il ne sait pas ce qui s'y passe. S'il y pénètre il est regardé comme vous le seriez vous-même en cette circonstance. Qu'y a-t-il donc qui circonscrit le milieu ouvrier? Ce n'est point seulement, sans doute, que les hommes fassent le même travail (en fait la différenciation des travaux est sensible), c'est d'une part, je l'ai déjà dit, que ce travail est rigoureusement collectif, que les hommes dépendent les uns des autres, comme leurs tâches sont commandées les unes par les autres, c'est d'autre part que l'exploitation est concentrée sur l'activité commune des exécutants, et que cette activité domine toute la vie sociale. Vous prétendez qu'il n'y a pas de coopération entre les ouvriers; et en un sens vous avez raison, car la coopération suppose une mise en commun des énergies pour atteindre certaines fins. La coopération est ici imposée. Elle résulte d'une convergence aveugle d'opérations parcellaires. Mais ceci n'empêche qu'une solidarité ne sous-tende nécessairement cette coopération objective. Le travail n'est pas si mécanisé qu'il ne laisse à chacun une marge d'initiative dont les effets intéressent tous ceux qui participent à la même tâche. Voici un tour automatique qui dégrossit les cônes de métal; en voici un autre qui les affine. Entre

les ouvriers qui les commandent il y a une élémentaire solidarité, en sorte que l'un respecte suffisamment l'angle qu'il doit établir pour que l'autre puisse effectuer son affinage. Et cette solidarité est encore plus sensible sur une chaîne où les erreurs de l'un ruinent le travail du voisin ou de tous les autres. Vous croyez que ces travaux sont anonymes, que les ouvriers sont rivés à leurs outils ou à leurs machines au point de s'ignorer, mais rien n'est plus faux. Ce sont des hommes concrets qui se transmettent les pièces sur lesquelles ils travaillent, — même s'ils ne se sont jamais vus comme les hommes de l'équipe de jour et ceux de l'équipe de nuit qui ont conclu un pacte tacite pour se donner quelques pièces d'avance quand ils quittent leur machine. Au reste croyez-vous que le patronat le plus dynamique de notre monde aurait donné tant d'importance aux enquêtes de psychologie sociale dans les usines si la question des rapports concrets entre les individus au travail n'avait une réelle importance? Mais ce qui nous importe c'est que ces relations ou cette solidarité immédiate n'est pas une simple adaptation au travail collectif imposée par le capitalisme, c'est qu'elle s'effectue au sein de l'exploitation et dans la *résistance*.

Or celle-ci se manifeste de deux manières : d'abord par une entente tacite ou une complicité qui rend possible l'erreur, la distraction ou le sabotage des individus, ensuite par un refus collectif d'obéissance qui est le seul mode d'action efficace qui puisse être dirigé contre la direction, sans impliquer la division entre travailleurs. De la première forme mille exemples peuvent être donnés qui ne sont pas même ignorés des cadres inférieurs. Un chef d'équipe, un chronométreur, voire un chef d'atelier savent à quoi s'en tenir sur l'opposition sournoise des ouvriers qu'ils commandent ou surveillent. Un chef d'équipe sait que s'il n'est pas toléré par les ouvriers. s'il est l'exécutant aveugle des ordres de la direction, il ne pourra que difficilement se maintenir à son poste. Un chronométreur sait qu'il n'a pas « intérêt » à remarquer le ralentissement systématique des opérations quand il vient les mesurer. Le milieu ouvrier est fermement constitué, il a ses attitudes, ses habitudes, sa morale : et les individus qui ne s'y conforment pas ne font que mieux ressortir son homogénéité. C'est le mouchard ou le stakhanoviste ou même ce type d'individus qui ne font que rechigner contre la machine et alimentent leur paresse du travail des autres.

Mais, direz-vous, chaque milieu n'a-t-il pas son code? En quoi l'usine est-elle à cet égard différente de la caserne? En ceci, précisément, que les ouvriers produisent, que leur réunion n'est pas accidentelle, mais en un sens *nécessaire*, qu'ils sont au centre de la société et non les pantins d'un maniaque à galons. Et en ceci encore que dans l'industrie le commandement n'est pas simple domination psychologique, mais extorsion de la plus-value et que la résistance n'est pas simple dérobade, fuite devant les ordres mais récupération. Les ouvriers n'ont pas besoin d'apprendre la théorie de la plus-value pour savoir qu'on leur vole leur temps et leur force et pour tenter de voler à leur tour sur ce vol, c'est-à-dire de récupérer. (Mais vous qui me reprochez d'ignorer les relations agonistiques, je crains fort que vous ignoriez tout de cette lutte acharnée qui se mène chaque jour autour de la productivité.) Or c'est le sérieux de cette collectivité — son poids social et économique — et le sérieux de son opposition qui

font que la résistance tacite de chaque jour peut se transformer en résistance explicite, en revendications concertées, en grèves, entraîner le mouvement de multiples entreprises, découvrir sa signification politique et dans des circonstances exceptionnelles, devenir lutte révolutionnaire.

Je ne dis pas que cette lutte révolutionnaire découle *naturellement* de l'opposition quotidienne des exploiteurs et des exploités, mais j'affirme qu'elle ne peut se développer et ressurgir quand elle a été défaite, malgré la violence de la répression, que parce que cette opposition est continue et appelle constamment un rassemblement des énergies et une résistance collective. Je dis encore moins que l'action des organes de la classe est insensible, que le rôle des journaux, des sections syndicales, des cellules ou des groupes politiques, est nul (comment le dirais-je, puisque à mes yeux l'histoire de la classe est essentiellement celle de son organisation) mais je prétends que cette action ou ce rôle tirent leur origine de ce milieu déjà sensibilisé, par l'exploitation, à l'exigence de la lutte, déjà travaillé par des courants de haine, modelé par des rapprochements accidentels ou intentionnels et qui n'est rien moins que pure dispersion.

Vous écrivez vous-même : « la massification n'est jamais si poussée que l'ouvrier perde le sentiment d'appartenir à un milieu ». Mais ce milieu vous le concevez comme un ordre de similitude; chacun se percevant comme partie d'un ensemble dont les caractéristiques sont seulement différentes des autres ensembles sociaux; rien de plus. Chaque individu est seul, travaille seul, est exploité seul, a un rapport privé avec le patron, est voué à la pure répétition du geste machinal. Et pour briser cette solitude il faut un deus ex machina : le parti qui change la masse en communion. En ceci vous prolongez sur le plan social les robinsonnades de l'économie bourgeoise que Marx se plaisait à ridiculiser. Car le fait premier n'est pas le capitaliste mais le Capital, pas l'individu prolétaire mais le prolétariat et l'expérience première de l'ouvrier n'est pas seulement la solitude, mais l'appartenance à un groupe travaillant collectivement et collectivement exploité et ce n'est pas seulement le présent de la machine mais aussi l'investissement de la société et de l'histoire qui rivent des générations au même travail.

C'est en ce sens qu'on peut parler de la classe comme d'un universel et non parce qu'elle est une collection entière. Son universalité réside en ceci que toutes ses caractéristiques empiriques communiquent, que le travail, l'exploitation, la solidarité qui sont *de fait* constituent l'unité essentielle d'une collectivité placée et replacée sans cesse devant la tâche de bouleverser radicalement l'ordre social et simultanément l'ordre humain. Je prendrai donc le contrepied de votre formule qui condense admirablement votre opposition à toute pensée marxiste : « il n'y a aucun passage de la socialité empirique à la classe écrivant l'hitoire » (1604). Le prolétariat est cette classe qui, façonnée par l'économie capitaliste, structurée par la division du travail et l'évolution technique, trouve dans la contingence de sa situation le passage à une action historique. Mais je donne plein sens à votre expression : le *passage* est à faire. Il s'ébauche dans la socialité empirique, mais sa trace est à chercher et il n'y a pas de parcours préfiguré. Il faut que *des* hommes se rassemblent, mettent à profit les occasions de lutter, changent en expression des mouvements

qui s'ignorent, affirment en permanence les fins socialistes de la classe. Cependant, ce qu'il y a de remarquable dans cette action c'est qu'elle change elle-même en fonction des transformations empiriques, car elle est prise dans la socialité — le mode d'organisation de l'avant-garde et son programme sont aussi dans l'histoire — et en ce sens il y a beaucoup plus qu'une interaction entre la classe et le sujet écrivant l'histoire; il y a une dialectique — le terme supérieur conservant le terme inférieur, non seulement en tant qu'il en retient le sens, comme le veut Hegel, mais en tant qu'il ne peut dépasser absolument la forme que celui-ci lui a préparée, — la politique et l'organisation du parti révolutionnaire demeurant tributaires des rapports de fait existant à un moment donné du temps, au sein de la classe. Pour être sensible à cette dialectique, encore faut-il voir la classe ouvrière en *elle-même*, comme vous dites si bien, et non raisonner sur la réalité sociale en général, comme vous le faites pratiquement.

Quand vous écrivez en effet « la réalité sociale est en chacun et en tous comme un pattern culturel qui n'a de vie que celle qu'on lui donne, se maintient comme tradition et n'évolue jamais comme mouvement intentionnel » (1600) vous parlez d'une certaine réalité, fondée sur des rapports stagnants, visant à préserver un équilibre non dynamique, certainement pas de la réalité prolétarienne ni même de la réalité bourgeoise. Car cette dernière est fondée sur le conflit inter-humain, sur l'exploitation et la concurrence, la recherche de la domination et du prestige : son schéma est dynamique; s'il ne rend pas compte de la variété des événements historiques il en donne le style — les crises, les guerres, et la prédominance toujours plus forte du capital collectif. Si vous réduisez la réalité sociale bourgeoise au maintien de la tradition, si vous ne voyez dans le pattern culturel que la répétition, à quoi rattachez-vous donc l'histoire bouleversée de la bourgeoisie? Allez-vous donc convertir celle-ci en classe-entreprise, en collection entière d'hommes conscients de la fin unique qu'ils se proposent? La vérité est qu'il y a un schéma historique de la bourgeoisie porté par les rapports sociaux qui lui sont propres comme il y a un schéma historique du prolétariat qui n'est point séparable de son existence sociale. Et l'originalité de cette existence sociale vient non pas de ce qu'un groupe d'individus peut s'en détacher pour communier dans l'activité pure de la révolution mais de ce qu'elle ne peut s'affirmer comme existence qu'en prenant conscience de son rôle et de ses tâches. Ou, en d'autres termes, la différence qui sépare la conduite historique du prolétariat de celle de la bourgeoisie, le caractère intentionnel du mouvement ouvrier de la dynamique aveugle du capitalisme n'est pas autre que la différence qui sépare l'existence sociale du prolétariat, — expérience du travail et de la solidarité privée de toute garantie écnonomique *actuelle*, — de celle de la bourgeoisie, puissance coïncidant avec ses intérêts privés et déterminée par la loi qu'ils lui imposent.

Mais que le prolétariat soit déjà classe, au niveau du procès de production, et pourtant qu'il ne soit point synthèse achevée, qu'il y ait dialectique, mais non finalisme, que l'action des organes d'avant-garde soit à replacer dans la dynamique de l'ensemble et qu'il n'y ait point totalité indifférenciée, ni spontanéité miraculeuse, je le vois bien, tout ceci qui bouleverse la relation sujet-objet est pour vous « pensée magique ».

ette magie, j'y reviendrai, a toutefois l'avantage de rendre possible une echerche sur la société et l'histoire empiriques, tandis que celle-ci forme vos yeux un magma de facteurs contingents (dénommés conditions écessaires à la lutte révolutionnaire) que transcende allégrement votre pposition métaphysique dominant-dominé. L'essence de la lutte du proétariat nous est, en effet, présentée par vous en ces termes : « Par un ouble mouvement qui le porte à refuser d'être une chose et à reprendre, our soi, dans la fierté les caractères objectifs qu'on lui impose, le proléariat se constitue comme conscience. Sa subjectivité est à la fois la négaion de la conscience de l'Autre et sa propre objectivité. » Et vous ajoutez uperbement : « De tout cela pas un mot dans votre article. » Je le confesse. 'as un mot. D'abord parce que je refuse de penser la relation de deux lasses concrètes comme celle du SOI et de L'AUTRE, ensuite parce que e nie que cette relation puisse être séparée de celle de l'homme à la ature, ou du travail. Or c'est sur ce point qu'apparaît le fondement hilosophique de votre position sur la classe. La définition que vous lonnez de la prise de conscience prolétarienne, c'est celle-là même que vous lonniez dans *l'Être et le Néant* de la prise de conscience de l'homme ; non eulement elle a le défaut de s'appliquer à tout individu, prolétaire ou ion, mais elle ne caractérise même pas le rapport d'oppression. Elle vaut our toute relation avec autrui y compris l'amour. Vous la faites découler ous-même de la relation la plus générale qui soit : celle du *regard*. Cette elation est abstraite car elle est psychologique, elle lie deux consciences ans tenir compte de ce que celles-ci sont immergées dans la nature et a culture en sorte que leur regard n'est qu'un moment particulier et econd dans leur expérience d'appartenir à un monde. L'ouvrier n'a arfois jamais vu le patron ou les directeurs, ou les a-t-il aperçus seulement de loin dans la cour de l'usine où ils arrivent trois heures après lui. Il n'a essuyé que le regard des intermédiaires, chef d'équipe, contremaître, techniciens, individus souvent semi-prolétarisés, et qui, en tout cas, ne tiennent pas sa vie dans leurs mains. Ces regards l'objectivent peut-être, comme le regard d'un enfant endimanché qui le pose comme chose sale. Pourtant sa conscience de classe ne naît pas sous les regards. Elle s'ébauche quand il se perçoit au sein d'une collectivité qui produit pour que d'autres en tirent les fruits et elle s'affirme quand il voit la possibilité pour ses camarades et lui de diriger leur production. Le sentiment d'être le producteur et le sentiment d'être l'exploité sont indissociables et aucun des deux n'est constitué par le regard. C'est tout au contraire ce double sentiment qui donne au regard son *quale* de complicité ou de haine. Et il se réfère primordialement à l'expérience d'un monde qui pervertit l'homme. C'est la totalité des relations humaines qui s'offre comme injustice ou pourriture en même temps que des hommes sont haïs qui profitent de cette situation. En niant cette expérience de la classe et du monde, en esquivant le pluriel de la collectivité ouvrière, en substituant au travail comme élaboration d'un nouveau sens des relations humaines, comme détour par lequel l'opprimé mine la puissance de l'oppresseur, la distance quasi immatérielle du regard, vous ruinez toute possibilité d'histoire. Une fois que le prolétariat ou la conscience a accompli ce double mouvement qui l'a fait refuser d'être une chose et reprendre dans la fierté les

caractères objectifs qu'on lui impose, quelle action — je vous prie — lui accordez-vous, qui puisse l'intéresser essentiellement? Puisque vous n'avez rien contre les expériences cumulatives, voulez-vous m'expliquer comment vous les concevez quand vous avez réduit l'aventure humaine au simple affrontement des consciences vouées à la répétition d'un cogito à deux ?

C'est en ceci encore que votre pensée me semble pré-hégélienne car elle ne sort point du champ des consciences individuelles, elle ignore la totalité, en tant qu'unité d'un monde englobant ces consciences, et a fortiori le devenir de la totalité, pour autant qu'il ne se réduit pas simplement à l'histoire des unités discrètes qui la composent. Et d'Hegel, au moins, l'on pouvait tirer Marx. Mais de vous? Même point Staline.

Je ne prétends pas cependant que votre philosophie vous ait conduit à vos positions actuelles, je dis seulement que vous ne pouvez vous engager dans une action politique que de la manière dont vous l'avez fait, c'est-à-dire sans réflexion sur l'expérience historique, sans analyse des rapports sociaux, sans critique de la réalité, sans vous mettre vous-même dans l'histoire. Il vous fallait réduire la lutte des classes à l'opposition oppresseur-opprimé. Il vous fallait réduire le prolétariat au Parti, c'est-à-dire à une entité homogène, parfaitement définissable par son projet de lutte. Il fallait que ce parti fût le stalinisme non seulement parce qu'il se pose comme tel, mais encore parce qu'il ne laisse aucune initiative à la classe, et, à la lettre, se prend pour elle... Si, aujourd'hui comme hier, l'obscurantisme, le schématisme, l'empirisme vont de pair avec votre engagement, c'est qu'il n'y a rien dans votre philosophie qui annonce les problèmes de l'histoire et de la lutte des classes. Taillée pour les situations à trois personnages elle s'exténue à vouloir assimiler ces êtres massifs que sont les classes.

Cependant, le drame de votre philosophie est une chose, les conclusions pratiques auxquelles il vous mène en sont une autre, sensible à tout lecteur des *Temps Modernes*, qu'il soit ou non philosophe. C'est sur ces conclusions que je voudrais finalement revenir, d'abord sur le rapport pratique que vous établissez entre le prolétariat et ses dirigeants, ensuite sur votre identification du P.C. et du parti révolutionnaire.

Vous écrivez : « Je vois que les dirigeants ne sont rien sans les masses, mais que la classe n'a de cohésion et de puissance que dans la mesure où elle fait confiance aux dirigeants » (1609). Si cette phrase signifiait seulement qu'en définitive la victoire de la classe coïncide avec l'accord des masses et de leurs dirigeants, elle se changerait en évidence en même temps qu'en lapalissade. Comment une classe pourrait-elle, en effet, s'emparer du pouvoir sans faire confiance à ses dirigeants, puisque ce pouvoir implique une direction? Qu'il s'agisse du comité central du Parti révolutionnaire, ou du Soviet suprême — je n'en discute pas pour l'instant — la direction donne à la classe sa cohésion et sa puissance, en tant qu'elle a sa confiance. Mais bien sûr ce n'est pas ce que vous voulez dire : vous prétendez que la classe doit *nécessairement* faire confiance aux dirigeants, sous peine de n'être *rien*; car, chacun le sait, le contraire de la puissance est l'impuissance, celui de la cohésion, la dispersion. Ainsi précisez-vous l'action de la classe en ces termes, que j'ai déjà eu l'occasion

ıe relever : « la classe, en observant les consignes, légitime l'autorité du irigeant ». Cette idée que vous avez déjà plusieurs fois exprimée dans *es Communistes et la Paix*, et qui est au centre de votre raisonnement, st fausse, condamnable et ne peut être défendue par personne. Elle est *ausse* car l'histoire montre qu'il y a eu des directions successives de la lasse et que le passage de l'une à l'autre ne fut possible que parce que le rolétariat n'observait plus les consignes de ses dirigeants et leur retirait a confiance, — qu'il y a dans un même pays et à plus forte raison à l'échelle nternationale, des directions simultanées, et que la confiance du prolé- ariat en l'une suppose en même temps la défiance à l'égard de l'autre. Elle est *condamnable* car elle revient à retirer aux ouvriers tout pouvoir de critique à l'égard de leurs organisations existantes, à soumettre chacun aux consignes des dirigeants sous prétexte que l'obéissance collective fait la seule puissance de la classe. Elle n'est enfin à la lettre défendue par personne, car le P.C. lui-même prétend fonder son autorité, non sur l'obéis- sance de la classe mais sur la justesse de sa politique. Ou pour reprendre cette critique sous forme de questions concrètes, je vous demanderai : fallait-il en France, avant la guerre, suivre le parti socialiste ou le parti communiste quand l'un et l'autre représentaient une importante partie du prolétariat? La dualité de la direction contredisait-elle l'existence de la classe, ou bien y avait-il deux classes? Aujourd'hui même où les syn- dicats sont divisés quels sont les dirigeants dont il faut légitimer l'autorité? S'il faut suivre le P.C. parce qu'il est le seul parti politique représentatif du prolétariat, faut-il pour les mêmes raisons obéir au travaillisme en Angleterre et aux bonzes du syndicalisme en Amérique? Si vous pensez que le stalinisme est la direction du prolétariat mondial, au nom de quoi pouvez-vous l'affirmer puisque son influence se réduit à une partie de l'Europe et de l'Asie, qu'elle est minime dans une autre partie et à peu près nulle sur le continent américain? Si vous jugez, par contre, que les diri- geants ici et là ont une autorité également légitime pour autant qu'ils ont la confiance des masses, concluez-vous que le terme de prolétariat ne recouvre aucune réalité particulière, que les classes française, anglaise, tchèque, russe et américaine sont de nature différente, puisque leurs diri- geants sont prêts à se faire la guerre? (Vous aurez sans doute besoin pour la démonstration de raisonner sur vos propres principes, comme vous nous l'avez promis.) Le moins surprenant n'est pas votre obstination sur cette question des rapports classe-dirigeants, à vous réclamer des grands leaders révolutionnaires. Sans songer, du reste, à revenir sur les textes que je citais, et qu'on peut facilement multiplier vous déclarez : « je ne sais pourquoi vous citez Rosa Luxembourg et Trotsky, car je ne dis pas autre chose qu'eux. » Avez-vous seulement remarqué que Rosa, Trotsky et Lénine, pendant la totalité de leur vie, sauf ces deux derniers pendant une période de cinq ans, ont été opposants au sein de la direction prolé- tarienne, c'est-à-dire que leur tâche a consisté à dresser la classe contre ses dirigeants actuels? Cette tâche ne pouvait être menée que s'ils pen- saient que la confiance des masses en une direction peut être une erreur, que la puissance et la cohésion de la classe n'est pas liée à l'observance des consignes, mais qu'elles se constituent dans la recherche de l'action vraie. Relisez les textes de Lénine avant 1917. Il n'y a rien qu'il méprise

davantage que les prêches à l'union du parti et à la cohésion de la classe « en général ». Ce n'est pas l'accord des hommes qui justifie une action, c'est le programme; la fidélité au programme peut imposer la solitude à l'individu et une action de diviseur.

Légèreté, mauvaise foi, indigence, vous ignorez ou feignez d'ignorer le véritable caractère de la politique révolutionnaire et vous vous rassurez en accablant de sarcasmes un spontanéisme que je n'ai nulle part défendu et qui n'est à ma connaissance aujourd'hui défendu par personne, pas même par les anarchistes qui reconnaissent la nécessité d'une direction révolutionnaire. « Si vous entendez prouver votre thèse, me dites-vous, c'est cette activité d'organisation, de direction, d'induction, qu'il vous faut ôter aux fractions spécialisées et rendre à la totalité » (1601). Comment supprimerais-je cette activité, puisqu'elle constitue l'histoire de la classe? Je dis seulement qu'un organe de direction ne surgit pas ex nihilo, qu'il répond à un besoin pratique et idéologique existant dans la classe, que son programme et son mode d'organisation ne peuvent dépasser absolument son temps, c'est-à-dire le cadre que lui imposent les conditions objectives et le champ de la praxis prolétarienne. Je dis encore, qu'un tel organe, si important soit-il, ne reflète l'opinion que d'une partie de la classe, que l'autre partie qui la suit peut être une arrière-garde, dont il ne faut pas tenir compte ou une avant-garde qui ne s'est pas encore cristallisée, mais qui indique la vérité de l'avenir. Je dis enfin que toute direction subit le poids du système d'exploitation dans lequel *elle* se développe et qu'il peut se faire qu'elle tente de s'enraciner dans ce système, alors même qu'elle garde la confiance de la majorité du prolétariat. Bref, loin de traiter la classe comme une totalité indifférenciée, je la vois comme ultra différenciée, inégalement sensible à l'expérience passée, inégalement consciente des tâches à venir, totalité seulement en ceci que sa situation exige toujours d'elle la lutte contre l'exploitation. Et loin de tenir pour rien le rôle d'une *fraction spécialisée*, je lui reconnais la tâche décisive d'expliciter constamment les objectifs derniers de la classe, de critiquer toutes les mystifications présentes qui visent à laisser les ouvriers dans leur condition d'exploité, d'organiser quand cela est possible la couche prolétarienne la plus large, sur un *programme* révolutionnaire.

Quant à l'identification du parti stalinien au parti révolutionnaire vous ne vous préoccupez jamais de la justifier. Vous ne faites allusion au contenu de la politique de P.C.F. que pour éluder un débat sur le fond. Ce débat, dites-vous, ne concerne pas votre sujet. Vous parlez de l'autoritarisme stalinien comme d'un trait de caractère, de l'absence de démocratie comme d'une propriété particulière de la situation actuelle, dont il n'y a pas à tirer de conséquences. Le gouvernement bourgeois n'est-il pas lui-même de plus en plus dictatorial, la démocratie n'est-elle pas formelle? Ils le sont. Raisonnant en bourgeois, vous jugez (à bon droit) que les critiques bourgeoises adressées au P.C. sont hypocrites. Mais cette comparaison prouve seulement que la politique stalinienne n'est pas révolutionnaire, car l'identité des moyens employés dévoile la parenté entre les fins poursuivies. Comme la bourgeoisie, le stalinisme élabore sa politique en secret, dupe les éléments qu'il veut entraîner, et ne tolère l'action populaire qu'à la condition d'en garder le strict contrôle. Certes le léni-

nisme n'était pas un foyer de sainteté; il maniait la ruse, cherchait les compromis nécessaires, manifestait souvent même à l'égard de la classe un autoritarisme; ses principes d'organisation tout autant que les conditions de la lutte clandestine à laquelle il était contraint n'étaient pas compatibles avec une large démocratie ouvrière; cependant il agissait selon ce principe essentiel que toute action du parti doit être clairement comprise par la majorité du prolétariat et contribuer à sa prise de conscience révolutionnaire. Toute analyse qui cherche à estomper cette différence entre le lénisme et le stalinisme, qu'elle soit motivée par un anti-communisme aveugle, comme l'était celle de Monnerot, ou par un pro-stalinisme comme le vôtre se rejoignent en fait sur le terrain de l'ignorance ou de la mauvaise foi.

Il n'y a d'ailleurs pas que le style de la politique stalinienne qui soit en cause; il y a cette politique elle-même, qui manifeste depuis près de vingt ans — approximativement depuis 1935 — une remarquable continuité et dont l'on peut tirer, au moins depuis la dernière guerre, un enseignement non-équivoque. Cette politique obéit à deux exigences : rechercher un large appui dans les masses ouvrières sans jamais cependant tolérer un mouvement qui échappe à son contrôle; rechercher une alliance avec des couches de la bourgeoisie, plus ou moins étendues, selon le rapport de forces actuel, qui permette une immixtion dans l'appareil d'État ou en tout cas une responsabilité sociale accrue. Ces deux exigences sont liées : c'est grâce à son influence sur le prolétariat que le P.C. peut peser d'une manière décisive sur les affaires *nationales*, c'est grâce à son enracinement dans les classes moyennes qu'il réussit à freiner les offensives ouvrières et à les soumettre à sa politique de compromis. Cette stratégie était déjà sensible avant la guerre, elle s'illustra en France, en 1936, et en Espagne. En même temps que les P.C. se proclamaient les seuls représentants du prolétariat et qu'ils avaient le souci constant de conserver la confiance des masses, ils déniaient à la lutte ouvrière tout caractère révolutionnaire et cherchaient à tout prix à la maintenir dans le cadre de la légalité, ils visaient à participer à la gestion de la société. Après la guerre, les mêmes principes appliqués à une situation beaucoup plus favorable (victoire de l'U.R.S.S., rôle joué par le stalinisme dans la « libération nationale », scission ou effondrement des pouvoirs bourgeois) permirent au stalinisme de participer dans toute l'Europe continentale à l'appareil d'État et de le conquérir en Europe centrale et orientale, sans qu'il y ait de révolution prolétarienne, c'est-à-dire instauration d'un nouveau pouvoir issu des organes ouvriers de lutte. Cependant la constance de la stratégie stalinienne n'interdit pas, selon les conjonctures, des variations tactiques qui font accorder plus d'importance à l'un des deux thèmes, sans que l'autre soit jamais abandonné : ainsi des chances accrues d'une participation au pouvoir ou la menace des mouvements ouvriers révolutionnaires peuvent amener le stalinisme à attaquer de front des entreprises ouvrières; tandis que l'offensive de la bourgeoisie à l'échelle nationale ou internationale peut provoquer une lutte violente contre l'État. L'évolution de la politique du P.C.F. depuis la Libération nous en offre un exemple frappant. Dans une première phase, qui s'achève en 1947, le P.C. participe à l'appareil d'État, il réorganise les secteurs qui lui sont

confiés, installe ses militants dans les postes les plus importants, cherche à placer sous son contrôle certaines branches de la production; sur les ouvriers il exerce une pression constante pour les engager à produire sans revendiquer (« produire d'abord, revendiquer ensuite »); il n'hésite pas à entrer en conflit ouvert contre les corporations en grève (les typographes, les facteurs, les métallurgistes de Renault, au début de leur grève); cependant cette tactique va de pair avec une démagogie renforcée au sein de la classe ouvrière et une action concertée, visant, à travers les syndicats, les comités d'entreprise etc... à sélectionner des cadres dont la fidélité serait garantie par les privilèges accordés. Dans une seconde phase, le P.C. relégué dans l'opposition — pour des motifs qui dépassent largement le cadre de la lutte sociale en France — cherche par tous les moyens à retarder l'intégration de la bourgeoisie française dans le bloc atlantique et à affaiblir la puissance économique et militaire de celle-ci; en conséquence, il appuie ou provoque une série de grèves dans des secteurs clefs de la production et se déclare le champion de la revendication ouvrière. Son action a, toutefois, ceci de particulier qu'elle ne vise jamais à généraliser les mouvements déclenchés, qu'elle utilise des moyens qui affaiblissent les ouvriers autant qu'ils nuisent à la production — grève isolée dans un secteur économique, grève perlée, grève tournante etc. Et dans le même temps, coïncide avec cette tactique de violence une tactique d' « alliance » avec des couches bourgeoises : le thème central d'agitation demeure l'indépendance nationale et l'objectif est de constituer de vastes rassemblements sociaux.

Je prétends que la politique du P.C.F. est incompréhensible si l'on veut l'apprécier selon les catégories anciennes et la réduire à une signification réformiste ou révolutionnaire. La considérerait-on comme réformiste on ne saurait rendre compte de la lutte à mort que le P.C. est capable de mener contre la bourgeoisie; la tiendrait-on pour révolutionnaire, on ne pourrait admettre qu'elle utilise la classe ouvrière comme une masse de manœuvre et qu'elle agisse de front contre elle dans certaines circonstances. En revanche cette politique devient claire si l'on reconnaît qu'elle tente de se frayer la voie vers un pouvoir nouveau, à la fois d'éliminer la bourgeoisie, et d'instaurer une nouvelle exploitation.

Vous avez toutefois un moyen de convertir l'absurde en mystère ou de déposséder les événements de leur sens manifeste : le recours à l'U.R.S.S. que vous nommez aussi, par mauvais goût métaphysique, l'Autre. Toute discussion sur la politique concrète du P.C.F. devient ainsi superflue puisqu'on ne saurait connaître la raison de ses actes. Vous bouclez alors votre apologie de l'obscurantisme : vous aviez attribué au Parti l'activité pure et dénié à la classe toute faculté de critique, puisqu'elle n'était que par lui. Cela ne suffisait pas : vous supprimez jusqu'à l'idée de critique. Maintenant se découvre une passivité au sein de l'activité, la trace en la conscience d'une conscience qui lui est plus intérieure qu'elle-même et qui la meut. Cette théologie ne pourrait cependant convaincre qu'à la condition de montrer que l'U.R.S.S. est Dieu, je veux dire la patrie révolutionnaire. Mais ceci, vous ne le montrez, ni ne le prouvez, ni même le dites. Votre « description *purement formelle*, écrivez-vous, vise seulement à établir l'existence de l'Autre comme activité objectivante au plus pro-

fond des subjectivités; elle reste vraie dans toutes les hypothèses; c'est dire qu'elle ne décide pas si la relation du P.C. à l'U.R.S.S. est favorable ou nuisible aux intérêts du prolétariat français » (1616, *nous soulignons*). Et vous ajoutez prudemment dans un autre passage qu'en ce qui concerne l'exploitation des ouvriers en U.R.S.S. la discussion est ouverte (note, 1619). Vous vous contentez donc de valider deux inconnues l'une par l'autre : la valeur révolutionnaire de la politique du P.C.F. par sa dépendance à l'égard de l'U.R.S.S., celle de l'U.R.S.S. par le fait qu'elle fournit au P.C.F. « l'origine inconditionnée de sa propre activité » (1616). Le procédé est inadmissible : car c'est seulement si vous pouviez montrer précisément que la politique du P.C.F. est prolétarienne que vous pourriez induire que sa défense de l'U.R.S.S. intéresse la révolution, et c'est seulement si vous établissiez que le régime russe est socialiste ou s'oriente dans le sens du socialisme que vous pourriez justifier son influence sur la stratégie des partis nationaux. Vous vous contentez de déclarer que vous ne débattez pas sur le fond (*ibid.*); c'est que vous ne pouvez le faire.

A considérer l'U.R.S.S. et les démocraties populaires on ne fait qu'éclairer les objectifs contre-révolutionnaires du P.C.F. La tendance du stalinisme en France nous la voyons accomplie en Europe centrale et orientale où, après la libération, la conquête de l'État s'est effectuée à la fois aux dépens de la bourgeoisie traditionnelle et du prolétariat. Tandis que les représentants des partis bourgeois ont été progressivement éliminés, la nationalisation des moyens de production, la collectivisation et une planification instaurées, les ouvriers demeurent aussi dépossédés que par le passé de toute participation à la gestion de la production; non seulement ils sont dans la même situation que les ouvriers du capitalisme occidental, n'ayant pour propriété que leur seule force de travail, ils sont l'« objet des méthodes d'exploitation les plus dures (salaire aux pièces, stakhanovisme), mais ils subissent une oppression qui les enchaîne plus étroitement à leur condition que par le passé puisque la dictature policière rend à peu près impossibles les revendications collectives, a un contrôle absolu sur les syndicats, interdit à l'ouvrier de changer d'usine, détermine arbitrairement la durée du travail et le salaire. Vous écrivez dans *Les Communistes et la Paix*, que ce sont les bourgeois et non les ouvriers qui s'indignent de la perte d'une liberté abstraite. Mais il ne s'agit pas de liberté abstraite : la possibilité pour les ouvriers de revendiquer, de défendre leurs conditions de vie à travers leurs syndicats a été la condition du progrès social. Si vous jugez que le sort des ouvriers ne fera que s'améliorer dans les démocraties populaires, quels critères peuvent vous permettre de l'affirmer? Pourquoi voulez-vous que les groupes qui déterminent la planification, qui fixent les normes de travail et les salaires se démettent volontairement de leurs privilèges et, par le seul fait que le revenu national s'accroît, acceptent une répartition équitable de celui-ci? Pas plus que la bourgeoisie, la bureaucratie ne saurait abandonner sa position dirigeante pour faire le bonheur du prolétariat.

Sans doute refusez-vous d'admettre que la bureaucratie est une classe... Vous n'hésitez pas à écrire qu'il faudrait qu'on vous apportât les preuves d'une lutte entre la bureaucratie et le prolétariat pour que vous admettiez que celui-ci se distingue de celle-là. Et vous précisez — sans rire — qu'il

vous faut une documentation de première main (1619, note). Ignorez-vous que les usines russes sont fermées aux observateurs étrangers et qu'une telle documentation ne pourrait être que stalinienne? Considérez-vous comme rien les témoignages des oppositionnels exilés, à commencer par les plus anciens, ceux de Trotski ou de Ciliga? Ignorez-vous que les travaux les plus sérieux et les moins suspects d'antistalinisme, comme ceux de Bettelheim, largements fondés sur des documents officiels soulignent l'antagonisme des ouvriers et des bureaucrates et notamment la lutte de classes larvée (sabotages, vols, dépréciation de matériel) qui règne dans les usines? Que faut-il pour vous convaincre? Des grèves? La dictature suffit à les empêcher. Nous savons pourtant qu'il s'en est produit en U.R.S.S. pendant la guerre; qu'il s'en produit aujourd'hui en Tchécoslovaquie, où le gouvernement ne cherche plus à cacher qu'il se heurte à une hostilité ouvrière. Mais vous auriez beau jeu de répondre que la construction du socialisme peut momentanément contrarier les intérêts du prolétariat, et que les troubles sont fomentés par les ennemis du régime. Rien ne peut vous convaincre, tous les signes peuvent vous paraître ambigus, si vous n'acceptez l'idée que la division de la société implique nécessairement un antagonisme ouvert ou latent entre les couches adverses.

Sur ce dernier point, comme sur les autres, vous ne répondez à aucune des questions que se posent à notre époque les ouvriers ou les intellectuels qui, tout en aimant le communisme, sont hostiles au stalinisme ou s'inquiètent de sa politique. Ce silence confère aux 170 pages que vous avez consacrées dans les *Temps Modernes* à vos nouvelles positions politiques, un caractère alarmant de *gratuité*. Pourquoi vouliez-vous tant parler, si vous aviez décidé d'ignorer les problèmes et de mettre le stalinisme à l'abri de toute critique? Ne cherchiez-vous donc qu'à vous prouver à vous-même la validité de votre choix? Vous étiez-vous seulement posé la question, que vous aviez autrefois si bien formulée : pour qui écrit-on?

Claude LEFORT.

(*Juin* 1953.)



Sur les problèmes précis que j'avais étudiés dans ma réponse à Lefort, cette lettre n'apporte rien de nouveau. Quant aux autres questions qu'elle pose, et aux inquiétudes qu'elle exprime, la suite des Communistes et la paix *y répond d'elle-même.*

J.-P. S.

LES PSYCHANALYSTES EN QUESTION

En réponse à l'article de J.-B. Pontalis, « La Psychanalyse en question », (T. M., n° 98), *nous avons reçu de M. Racamier cette lettre :*

De récents débats ont alimenté l'intérêt qu'un public de plus en plus attentif porte actuellement au sort de la psychanalyse et singulièrement de ses rapports avec la médecine. Et l'on doit être reconnaissant à J.-B. Pontalis d'avoir ici même et tout récemment présenté un aspect de cette question, dont il faut bien qu'elle trouve enfin une solution concrète. Cependant l'article de M. Pontalis donne à craindre qu'en simplifiant les données de ce problème il ne les ait faussées.

N'en doutons pas, si le public, médical ou non médical, se pose aujourd'hui la « question » de la psychanalyse avec un intérêt croissant, ce n'est pas pour des raisons philosophiques. C'est d'abord et tout simplement parce que le recours au psychanalyste entre peu à peu dans les mœurs et qu'à toujours plus de médecins et de patients, lassés des thérapeutiques antiques et inefficaces de la névrose, la psychanalyse apparaît comme un traitement possible, souhaitable, nécessaire.

La réalité est dans ce problème concret et il est bon que les psychanalystes s'interrogent et mesurent ce qu'ils ont fait et ce qu'ils peuvent faire pour le résoudre. Les données en sont malheureusement complexes et paraissent souvent peu compatibles entre elles.

D'une part, en effet, un collège de psychanalystes doit pouvoir garantir à la fois un plus grand nombre de praticiens, dont le recours soit ouvert à un public financièrement plus divers, et dont les soins présentent toutes les garanties de compétence et de sécurité que sont en droit d'attendre des malades dont non pas un organe mais l'existence entière va être mise en jeu.

D'autre part il est certain que le nombre des vocations psychanalytiques croît en même temps, et probablement pour les mêmes raisons, que croît celui des névrosés qui se reconnaissent et sont reconnus pour tels; ces vocations ne naissent pas que dans les milieux médicaux et psychiatriques, et comme aux premiers jours de la psychanalyse des non-médecins se consacrent à cette discipline. La psychanalyse se nourrit certes de toutes les sciences de l'homme, mais elle s'étiole et s'évapore en rêveries à ne pas s'exercer sans cesse sur l'homme même, c'est-à-dire dans l'expérience concrète et la pratique thérapeutique. Or, les psychanalystes non médecins ne peuvent pratiquement s'appuyer aujourd'hui sur aucun statut légal, et c'est un fait dont il faut bien tenir compte que l'exercice de leur art les expose à des poursuites judiciaires. C'est esquiver le problème et engager un dialogue de sourds que dire que le psychanalyse

n'est pas une thérapeutique : aussi bien baptiserait-on poisson ce qui est poulet.

Quant à l'ajustement des honoraires aux ressources financières de catégories diverses de malades, il est malaisé pour la psychanalyse, qu'un seul praticien ne peut à la fois exercer que sur un nombre limité de patients, dont la cure, on le sait, s'étend sur des années.

Par ailleurs, on ne pourra jamais faire que la psychanalyse n'engage, en même temps que son adhésion de principe, la participation financière de qui en bénéficie et n'apporte à qui l'exerce, les éléments de subsistance. Or, la Sécurité sociale s'est refusée jusqu'ici à rembourser substantiellement et durablement les traitements psychanalytiques, et il est clair qu'elle trouve le plus puissant argument de son désir d'économie dans la situation ambiguë de no man's land où la psychanalyse a jusqu'ici été maintenue.

Enfin, bien que la psychanalyse dépasse par son essence le cadre des disciplines médicales rigoureuseemnt définies quant à leur objet, il est de toute évidence que son exercice doit s'appuyer, non seulement lors du diagnostic initial, mais lors de l'évolution même du traitement, sur la plus juste appréciation des conditions neuropsychiques et organiques du patient qui s'y engage.

Dans ce sens, a été rédigé l'un des alinéas du récent statut de l'Institut de Psychanalyse, consacré aux qualifications requises des futurs psychanalystes :

« Les qualifications professionnelles enfin, valent en ce qu'elles témoignent de l'assimilation du sujet à la réalité humaine. L'esprit dit clinique en est une forme éminente et c'est pour la produire que la pratique de l'hôpital, mieux encore celle de l'Internat, sont ici appréciées au premier chef.

« On sait du reste que si la psychanalyse, en tant que technique médicale, s'applique essentiellement aux névrosés, elle étend toujours plus loin ses prises en même temps que le champ psychosomatique.

« C'est pourquoi les qualifications médicales, titres et pratique, et parmi elles, la spécialisation psychiatrique que le mouvement moderne oriente toujours plus dans le sens de l'analyse, sont les plus recommandables pour la formation psychanalytique : aussi ne saurait-on engager avec trop d'insistance les candidats à s'en pourvoir. »

On sait bien par ailleurs, que la psychanalyse, dans son essentiel, ne s'enseigne pas dans les amphithéâtres, qu'elle n'est *comprise* que dans l'expérience vécue personnelle : celle de l'analyse dite didactique. D'où un enseignement dont les formes s'écartent très sensiblement des méthodes de l'enseignement classique et académique; et ces formes singulières donnent, à qui, public ou candidat psychanalyste, n'en comprend pas la nécessité pour n'en avoir pas vécu de bout en bout l'évidence, l'impression fausse d'initiations secrètes et rituelles.

On voit ici les exigences multiples et parfois contradictoires auxquelles se trouvent actuellement soumis les psychanalystes. Ce sont au reste des problèmes que Freud avait prévus au lendemain même de la première guerre mondiale, et pour les résoudre il avait préconisé la création d'organismes centraux : vœu dont la réalisation a récemment constitué en France l'Institut de Psychanalyse. Celui-ci a d'emblée abordé les

problèmes pratiques des plus urgents et la solution concrète proposée par son directeur, le Dr Nacht, comporte quant à l'enseignement de la psychanalyse, deux points essentiels : — l'apprentissage de la psychanalyse est fourni par les soins des psychanalystes seuls, comme il l'a toujours été et comme l'exige une discipline fondée essentiellement sur des connaissances vécues et non point apprises. Le diplôme final de psychanalyste est délivré par la Faculté de Médecine, par les soins associés de membres qualifiés de celle-ci et de l'Institut de psychanalyse.

On voit sans peine les buts et les avantages d'une telle solution, qui assurerait aux psychanalystes une formation rigoureuse fondée sur l'expérience de maintenant plus d'un demi-siècle de recherches, et tout à la fois garantirait aux yeux des « consommateurs », médecins et malades, de la psychanalyse l'authenticité et la valeur de cette formation.

Ainsi seraient automatiquement éliminés les faux psychanalystes qui pratiquent des pseudo-psychanalyses aussi préjudiciables à leurs victimes, qu'au renom de la psychanalyse même. (Et c'est, on le sait sans doute, pour lutter contre l'envahissement des charlatans de la psychanalyse que Freud a toujours eu la sagesse de préserver avec rigueur la pureté de la doctrine et de la technique psychanalytiques.)

On songe par là, non point certes à interdire aux non-analystes la pratique de quelque psychothérapie, mais à leur éviter la tentation de la parer du titre alléchant et fallacieux de psychanalyse.

Ainsi surtout, la Sécurité sociale serait amenée à rembourser substantiellement les traitements psychanalytiques indubitablement reconnus comme techniques médicales. A quoi la Sécurité sociale ne perdrait pas, car les traitements multiples et variés qu'elle rembourse aux névrosés coûtent à l'une comme aux autres plus cher que des psychanalyses curatives. L'accès de la psychanalyse s'ouvrirait alors à ceux à qui il reste encore fermé, et l'Institut lui-même, organe de soins selon le vœu de Freud, est prêt à fonctionner comme dispensaire psychanalytique.

Ainsi encore tourneraient court les campagnes plus ou moins organisées par lesquelles se manifeste l'hostilité de certains membres du corps médical contre leurs confrères psychanalystes. On ne saurait dire que cette hostilité ait jamais empêché les psychanalystes de poursuivre leurs travaux et de progresser selon leurs voies propres; elle n'a pas empêché non plus certains, et les meilleurs, médecins, de requérir la collaboration des psychanalystes, et c'est ainsi que des psychanalystes travaillent depuis des années dans les services de la Faculté dirigés par les Professeurs Delay et Heuyer. Mais on ne voit pas non plus quels bénéfices psychanalystes, médecins, psychiatres et patients tirent d'une situation ambiguë où peuvent germer tous les malentendus.

Ainsi enfin deviendrait-il possible de résoudre la situation des psychanalystes non-médecins ayant reçu la formation requise, objet des plus ardus et délicats débats; de leur permettre d'exercer leur art en tant qu'auxiliaires médicaux, et de rendre désormais impossibles ces quiproquos par lesquels la psychanalyse peut être considérée comme exercice médical par la Justice sans l'être cependant par la Sécurité sociale.

On voit mal en vérité en quoi ces dispositions essentiellement pratiques impliqueraient la moindre limitation du sens de la psychanalyse

en général. L'acquisition d'un savoir fondamental et la possession d'un diplôme gêneraient-elles dans ses progrès une pensée vraiment féconde et vigoureuse? On ne voit pas que l'enseignement de l'algèbre ou de la prosodie ait jamais stérilisé l'invention mathématique ou poétique. L'originalité authentique naît au contraire de l'observance de certaines règles qu'on ne dépasse que pour les avoir acceptées; et de la rigueur naît l'invention féconde; cette rigueur d'un enseignement de base s'avère d'autant plus nécessaire en psychanalyse que la matière de celle-ci est plus complexe et difficilement saisissable : à quelles rêveries la psychanalyse aurait-elle risqué de s'abandonner si Freud n'avait eu la sagesse d'édicter certaines règles dont l'expérience lui avait enseigné la nécessité. C'est en effet que toute recherche personnelle, toute découverte nouvelle se développent à partir d'un savoir de base dont les enfants seuls ne comprennent pas la nécessité.

On voit mal par ailleurs ce qui, dans les déclarations du directeur de l'Institut, autorise M. Pontalis à penser qu'on veuille *réduire* les applications de la psychanalyse au champ de la psychiatrie et de la médecine psychosomatique. Tout ce qui est humain, en vérité, il est utile et bon que le psychanalyste le connaisse, et cette affirmation n'a jamais singularisé un psychanalyste : lui sont également utiles dans la pratique de son art et dans la compréhension de sa science les œuvres de Shakespeare et la physiologie gastrique, l'actualité courante et la mythologie, le dernier film et le langage des enfants, etc...

Certes, comme le remarquait justement Freud et comme le rappelle M. Pontalis, l'histologie et la chimie biologique enseignées dans les Facultés de Médecine ne paraissent pas nécessaires au psychanalyste. Dire qu'elles ne lui sont pas utiles ne serait cependant pas conforme à l'esprit de la psychanalyse, qui n'a jamais dédaigné de fonder ses formulations théoriques les plus hardies sur les phénomènes les plus élémentaires de la vie. Il serait, du reste, peu paradoxal de signaler que ces notions ne sont guère plus utiles au médecin praticien, qui le plus souvent les a oubliées. Ce qu'il n'a pas oublié cependant, c'est cette attention désintéressée qu'il a appris au lit des malades à porter à tout phénomène humain, si précieux qu'on l'appelle le *sens clinique.*

Certes, comme le remarque encore M. Pontalis, les névrosés ne sont pas des malades comme les autres; la maladie est, écrit-il, un processus objectif se déroulant à l'insu du patient; or, l'existence même d'un sujet s'engage et s'exprime dans sa névrose; *ergo*, les névroses ne sont pas des maladies. Mais ces *autres* maladies sont-elles aussi mécaniquement et simplement organiques que le croit l'auteur?

Il est de plus en plus permis d'en douter. On écrivait récemment que « le corps participe maintenant à cet aspect de l'humain auquel s'attache la psychanalyse » (von Weizsäcker). La médecine psychosomatique a montré chaque jour qu'on n'est pas tuberculeux qu'avec des bacilles de Koch dans ses poumons, gastritique avec son estomac seul, et lithiasique avec des pierres dans la vésicule biliaire ou dans le rein. En réalité, l'histoire d'un homme avec ses passions, ses désirs et ses amertumes se cache et se grave dans sa paroi gastrique ou dans ses alvéoles pulmonaires tout comme elle peut se dire et se taire à la fois dans les symptômes de sa névrose.

st bien là le sens, et le seul, qu'il faut voir dans l'extension de la psycha-yse au champ de la médecine psychosomatique; ce sens est bien moins ui d'une limitation du champ de la psychanalyse que d'un élargisse-nt du champ de la médecine par l'introduction de la psychanalyse. médecine ne fait et ne peut faire qu'y retrouver sa traditionnelle valeur maine, telle qu'elle est toujours apparue dans l'œuvre des meilleurs, Hippocrate à Trousseau. Il est bien improbable au reste que les méde-s, aujourd'hui encore, se résignent au rôle de petits artisans de la chair ssée auquel M. Pontalis semble les reléguer.

La psychanalyse, pour entrer dans le champ de la médecine et de psychiatrie, n'a pas à se limiter, ni à baisser la tête. Et qui pourrait indre qu'elle y perde son sens irréductiblement original? Tout au plus, urra-t-elle émouvoir des médecins à des réalités qu'ils auront soup-nnées sans les avoir apprises. Le psychanalyste n'a pas non plus à rougir se considérer d'abord comme un artisan, plus subtil, plus aigu et plus sponsable qu'aucun autre autant qu'on voudra le dire, mais en aucun cas ué dans quelque ordre supra-social.

Succomberait-il au tout puissant désir de se voir investi d'une quel-nque mission, ou de quelque prérogative d'un humanisme moderne? risquerait alors de vouloir imposer à ses égaux un ordre qui, pour être lui de la liberté intérieure, n'aboutirait à rien moins qu'à compromettre lle-ci même. Il semble bien d'ailleurs que cette tentation soit générale-ent restée étrangère aux psychanalystes français, puisque M. Pontalis, our critiquer justement le sens restreint de rééducation sociale donné, ans certains pays. à la psychanalyse, retrouve, avec un étrange bonheur s arguments mêmes qu'un membre de la société, qu'il vise, développait aguère dans cette revue, en réponse à M. Lévi-Strauss.

On pense ici à la scission qui s'est récemment opérée au sein des sychanalystes français. Scission dont les causes ne sont probablement as celles que suppose M. Pontalis, et dont la géographie ne peut se réduire ı schéma qu'il en propose. Il apparaît en effet gratuit d'imaginer que la ıssure ait mis les humanistes et les libéraux d'une part, et d'autre part s dogmatiques à courte vue. Les tendances doctrinales les plus diverses : sont, Dieu merci, toujours manifestées librement au sein de la Société sychanalytique de Paris, et chacun de ses membres a toujours eu la ıtitude de s'y exprimer et la certitude d'y être entendu. Seul y était et reste imposé le respect de la technique psychanalytique classique.

Psychothérapie mise à la portée du plus grand nombre, formation es psychanalystes, recherche scientifique, ce triple programme de Freud st celui même que s'est donné le récent Institut de Psychanalyse de Paris. Né tard sans doute, il doit dès maintenant faire face à des réalités impé-ieuses et qu'aucune philosophie ne saurait escamoter.

Qu'il souhaite se faire reconnaître par la Société où il s'est formé et qu'il prévoie de conférer à ses adhérents une formation solide et rigou-euse qui assure leur valeur et la garantisse aux yeux de tous, il ne paraîtra oas que ces nécessités soient le fait d'une timidité mal placée, ni d'un dog-natisme abusif. Il faut souhaiter qu'en dépit des difficultés rencontrées, l réalise la tâche qu'il s'est donnée.

P.-C. Racamier.



Nous avons communiqué ce texte à J.-B. Pontalis. Et voici sa réponse :

Il y a aujourd'hui un an le mouvement psychanalytique français se divisait : cinq des principaux membres de la Société psychanalytique de Paris donnaient leur démission et annonçaient la fondation de la Société française de psychanalyse.

Devant cette scission, j'avais pensé à un désaccord. Il paraît que je me suis trompé : il y a bien eu scission mais il n'y a pas eu désaccord. M. Racamier nous assure que « les tendances doctrinales les plus diverses se sont toujours manifestées librement ». Cela va de soi; autrement il existerait autant de groupes que de psychanalystes pensants. C'est justement pourquoi j'avais cherché ailleurs l'origine de l'opposition.

Elle s'était manifestée à l'occasion de la création d'un Institut et sur la question des programmes d'enseignement. Qu'en cette circonstance ait pu s'opérer une rupture que des dissentiments de doctrine, de méthode ou de tempérament n'avaient jamais jusque là réussi à provoquer, n'était-ce pas significatif? M. Racamier affirme le contraire; d'ailleurs « les causes de la scission ne sont probablement pas celles que suppose M. Pontalis ». Malheureusement nous n'en saurons pas plus. Les psychanalystes dont c'est pourtant l'honneur de faire venir les conflits à la lumière du jour se montrent bien réticents sur les leurs. C'est dommage, cela aurait pu être intéressant.

A moins que cette crise n'ait fait du bruit pour rien. La psychanalyse en question? Allons donc! Il y a bien des questions mais la « philosophie » n'a pas à les poser, ce sont des questions pratiques et elles sont en cours de solution. Il y a une forte demande de psychanalystes qualifiés? Mais il existe un institut pour les former. Selon M. Racamier, le programme du docteur Nacht doit satisfaire tout le monde : le corps médical, les analystes, médecins ou non, les malades et même la Sécurité sociale : tout est pour le mieux.

Tout serait pour le mieux si le texte de M. Racamier ne venait à point confirmer ce malaise qu'il nie et ne recouvrait sous son apparente clarté, les équivoques qu'il me paraissait nécessaire de lever.

On y voit en effet exprimée une vue sur la psychanalyse qui, pour être répandue, n'en laisse pas moins rêveur. M. Racamier veut montrer que la relation analytique institue une expérience originale; du coup il la définit hardiment comme « connaissance vécue »; et ceci, trois lignes après nous avoir assurés que nous avions bien tort de trouver quelque chose de secret à la transmission du savoir analytique. Or, parler de connaissance vécue, ou bien cela n'a aucun sens, ou bien c'est reconnaître qu'on peut s'avérer capable de transmettre des mystères mais qu'on renonce à comprendre l'expérience sous toutes ses faces. Non seulement une expérience, quelles que soient son intensité et sa durée, ne se transforme jamais d'elle-même en connaissance, mais elle n'a de chance d'être contrôlée et

ontrôlable que si chacune de ses démarches et chacun de ses facteurs sont nalysés. Autrement, autant s'inscrire chez le Christ de Montfavet.

Certes M. Racamier nous rappelle que cette connaissance vécue n'est as tout et que la psychanalyse, c'est aussi un savoir théorique; le candidat e se contente pas d'une analyse didactique; il assimile des connaissances elon un style plus traditionnel. Mais de ce côté-là non plus les choses e sont pas simples. En parcourant la volumineuse littérature psychaalytique on s'assure que le freudisme est tout le contraire d'un corps de loctrine homogène; on vérifie surtout que les différences d'idées — partiulièrement la manière dont le phénomène de transfert est interprété — rouvent aussitôt leur retentissement sur la technique. On pense enfin qu'un peu d'air serait le bienvenu.

Toutes les disciplines qui ont l'homme pour objet connaissent cette aiblesse coupable : s'aligner sur les sciences physiques. Mais s'il y a une âche qu'aujourd'hui la plupart attendent de la psychanalyse, c'est ustement qu'elle se libère de ses modèles physiques et biologiques, aussi oien dans l'ordre des concepts que dans celui des méthodes.

A définir la psychanalyse comme un curieux amalgame de connaissance vécue et de savoir scientifique, on se dispense seulement d'en mettre à our les principes et on tend à faire de la technique un ensemble de recettes plutôt qu'une opération réellement maîtrisée. Ce ne sont pas là des objections philosophiques, ou du moins leur incidence sur la pratique est évidente. Il suffit par exemple de se référer au programme touchant le rapport entre les psychanalystes et la médecine qu'expose M. Racamier pour y retrouver exactement la même équivoque.

En effet, quelles en seraient les conséquences? Au nom de la « connaissance vécue », qui récuse par définition tout contrôle, les analystes à qui l'Institut délivrerait un diplôme se reconnaîtraient vis-à-vis du corps médical un droit absolu d'extraterritorialité. D'un autre côté, au nom de la qualification médicale, ils s'octroieraient vis-à-vis du public une sorte de garantie. Car, il ne faut pas s'y tromper : ce que les analystes attendent des professeurs de la Faculté de Médecine, c'est moins une reconnaissance radicale de leur discipline que l'autorisation de se présenter aux « consommateurs » munis de la bienfaisante étiquette : « appellation contrôlée ».

Enfin, quant à la question de la place du psychanalyste dans la communauté, il me semble que M. Racamier conclut hâtivement de l'affirmation qu'il n'y a pas de psychanalyse sans pratique thérapeutique (mais qui l'a jamais contesté?) au programme qu'il défend. En effet on a cent fois souligné par quoi la fonction de l'analyste diffère de celle du médecin : par son rapport avec le malade (qu'il ne prétend pas aider), par son propos (qui n'est pas seulement de remettre en état de marche un organisme déficient), par son rôle social (qui ne consiste pas à ajuster le malade à son entourage), par ses relations avec ses pairs (chacun sait qu'il n'existe guère de société plus close et plus hiérarchisée que le corps médical et on voit bien ce que les psychanalystes perdraient à venir y prendre leur place, fût-elle élevée).

D'ailleurs, à supposer même que la reconnaissance de leur qualification par la Faculté doive commander l'orientation de leur discipline, les psychanalystes ne sont pas assurés de trouver dans le corps médical la

compréhension que M. Racamier considère comme acquise. Par exemple aucun professeur de la Faculté n'a jugé bon de cautionner de sa simple présence la récente inauguration officielle de l'Institut dirigé par le docteur Nacht. Je ne dis pas qu'il faille s'en réjouir. Mais seulement que la psychanalyse n'a sans doute rien à gagner à vouloir se donner pour ce qu'elle n'est pas. Après tout si elle existe aujourd'hui c'est parce que Freud a su mesurer à la fois les limites de l'hypnose — c'est-à-dire de toute thaumaturgie qui ignore le sens de son pouvoir, qui ne se comprend pas — et celles de la pensée médicale dont il ne s'agit pas de nier l'efficacité mais de contester la valeur quand il faut interpréter le langage de cette subjectivité que Freud a retrouvé jusque dans le corps.

Toute discipline féconde commence par accumuler des matériaux, créer des concepts, étendre son champ d'application, généraliser ses conclusions. Alors vient la tentation de se constituer en science : la théorie se fait dogmatique, la technique se résout en règles formelles. La psychanalyse n'a pas échappé à cette évolution. Elle est aujourd'hui en pleine phase dogmatique; c'est ainsi qu'on préfère réduire la doctrine de Freud aux derniers concepts qu'il y a introduits plutôt que d'en comprendre la genèse, on invoque le ça, le moi et le surmoi, selon des rites divers, mais presque toujours comme une réelle Trinité.

Or seule la critique réveille du dogmatisme. Ce n'est évidemment pas à sa naissance qu'une discipline peut se définir, réfléchir sur ses fondements et sa portée et contrôler cette réflexion radicale et rigoureuse par l'expérience (soit ici l'action thérapeutique). Mais aujourd'hui? Un enseignement théorique de la psychanalyse ne devrait-il pas prendre d'abord la forme d'une critique de la psychanalyse? Il retrouverait ainsi le sens même de cette entreprise également radicale, de cette élucidation également rigoureuse de l'intersubjectivité qu'est une analyse didactique.

Décidément je ne vois pas comment on pourrait nier que la psychanalyse sous tous ses aspects soit en question. Mais c'est tant mieux.

J.-B. PONTALIS.

(20 *juin* 1954.)

Le Gérant : Francis JEANSON.

Imprimerie CHANTENAY, Paris. — Juillet 1954
Dépôt légal 3e trimestre 1954